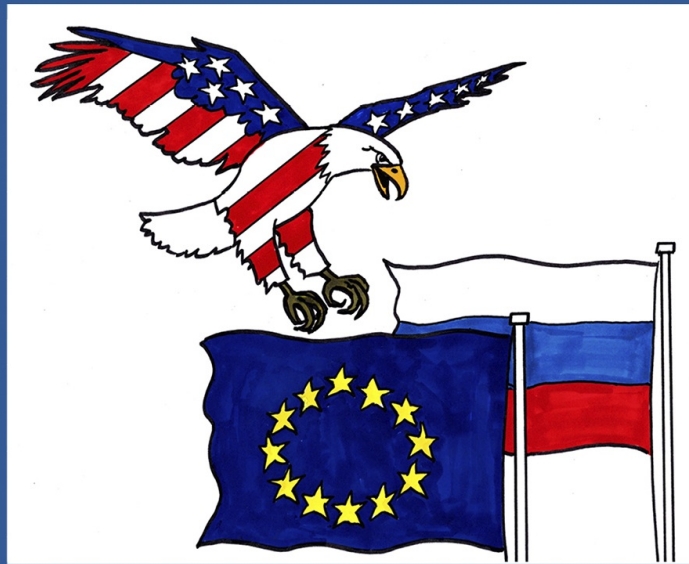


Marc Rousset

NOTRE FAUX AMI L'AMÉRIQUE

POUR UNE ALLIANCE
AVEC LA RUSSIE



Préface de Piotr Tolstoï

Marc Rousset

Notre Faux Ami
l'Amérique

Pour une alliance avec la Russie

© Marc Rousset, 2023

ISBN numérique : 979-10-405-3935-3

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Préface

Dans son ouvrage « Notre Faux Ami l'Amérique – Pour une Alliance avec la Russie », Marc Rousset constate que l'Europe ne va pas de Washington à Bruxelles, mais de Brest à Vladivostok. L'Océan Atlantique sépare l'Amérique de l'Europe, alors que l'Union Européenne et la Russie, le plus grand pays de l'Europe, sont deux grands voisins complémentaires.

Mikhaïl Gorbatchev a pu dire à Madame Margaret Thatcher que « l'Europe devait être notre Maison Commune et non pas un théâtre d'opérations militaires », comme c'est malheureusement le cas actuellement en Ukraine.

L'Américain George Kennan, en personne, père de la doctrine du « Containment » s'est élevé avec force dans le New York times contre la promesse solennelle du secrétaire d'État américain James Baker à Mikhaïl Gorbatchev, non tenue par les États-Unis, que l'OTAN ne chercherait pas à s'étendre aux autres États du Pacte de Varsovie.

En conclusion de son ouvrage, Marc Rousset nous dit que la seule vraie question pour les Européens, c'est de faire le choix suivant : Rester Européen en se rapprochant de la Russie ou devenir Américain en acceptant le protectorat de l'OTAN et en perdant leur identité européenne. La Russie et l'Europe ont des intérêts communs et un Avenir commun sur ce grand continent paneuropéen qui va de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Piotr Tolstoï', written in a cursive style.

Piotr Tolstoï

Vice-président de la Douma d'État de la Fédération de Russie

Citations

Constat du Président François Mitterrand : « La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique. Oui, ils sont très durs, les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort... »

Georges Marc Benamou – Le dernier Mitterrand- p. 52 – Éditions Plon – 1997

« La Vérité, c'est que les Américains finiront par se faire détester par tout le monde. Même par leurs alliés les plus inconditionnels. Tous les trucages qu'imaginent les Américains sont démentis par les évènements. »

Charles De Gaulle – 6 novembre 1963 – Cité par Alain Peyrefitte – C'était De Gaulle – Tome 2

« L'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique (...) Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses États rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires. »

Zbigniew Brzezinski – Le Grand Échiquier, l'Amérique et le reste du monde – Pluriel – p. 88-2010

Selon François Mitterrand : « Pour Reagan, l'Occident est un protectorat qu'il administre comme le faisait autrefois notre administration coloniale dans l'empire »

Jacques Attali – Verbatim – Chronique des années 1981-1986 – Librairie Arthème Fayard – p.587

« Personne ne changera rien au fait qu'une surface de terre de 180° de large (la

moitié de la circonférence terrestre) s'étend entre deux océans, que d'est en ouest, il n'y a sur cette surface aucune frontière naturelle ; et que cette surface est peuplée majoritairement d'hommes appartenant à la race blanche, parlant des langues indo-européennes, et marqués plus ou moins profondément par la religion chrétienne. »

Vladimir Volkoff

« L'Europe doit se faire avec les nations et pas contre les nations. L'UE dispose de moins d'une décennie pour se refonder ou pour disparaître. »

Philippe de Villiers

« L'Amérique aux Américains et l'Europe aux Européens »

Comte Richard Coudenhove-Kalergi-Fondateur de l'Union Paneuropéenne

« Selon nous, Français, il s'agit que l'Europe se fasse pour être européenne. Une Europe européenne signifie qu'elle existe par elle-même et pour elle-même, autrement dit qu'au milieu du monde, elle ait sa propre politique. »

Conférence de presse du Général De Gaulle du 23 juillet 1964

« Je suis profondément convaincu que la Grande Europe unie de l'Atlantique à l'Oural, et de fait jusqu'à l'Océan Pacifique dont l'existence repose sur les principes démocratiques universels, représente une chance exceptionnelle pour tous les peuples du continent, pour le peuple russe notamment. Le peuple russe a toujours eu le sentiment de faire partie de la grande famille européenne, à laquelle se rattachent les mêmes valeurs culturelles, morales, spirituelles (...)

Mais je crois que l'Europe ne peut à long terme affermir sa réputation de puissant et indépendant centre de la politique mondiale seulement si elle unifie ses moyens et ses hommes, le territoire et les ressources naturelles russes ainsi qu'avec le potentiel économique, culturel et de défense de la Russie. »

Discours de Vladimir Poutine devant le Bundestag, le 21 septembre 2001

« Ces propos sont dangereux et trahissent surtout la pensée profonde des élites américaines de vouloir créer des troubles, des conflits et des guerres partout dans le monde. Plus il y a de guerres, plus les Américains se sentent en sécurité ! Jamais chez eux, toujours chez les autres ! (...) L'Amérique n'est pas l'alliée de la France, c'est plutôt elle, votre rival systémique ».

Déclaration de l'Ambassadeur de Chine Lu Shaye à Paris en 2023

« L'Europe intégrée, ça ne pouvait pas convenir à la France, ni aux Français...Sauf à quelques malades comme Jean Monnet qui sont avant tout soucieux de servir les États-Unis ».

Alain Peyrefitte – C'était De Gaulle – tome 2 -, éditions de Fallois-Fayard – p.214 -1997

« Pour la France et la Russie, être unis c'est être forts, être séparés c'est être en danger »

Charles de Gaulle (Cité par son petit-fils Pierre de Gaulle sur une chaîne québécoise en 2023).

« Il y a trois cents ans que la Russie aspire à se confondre avec l'Occident de l'Europe, qu'elle tire de là toutes ses idées les plus sérieuses, tous ses renseignements les plus féconds, toutes ses jouissances les plus vives ».

Tchaadaïev (1794-1856)

« Si l'Europe veut garder son statut de puissance aux côtés des États-Unis et des pays émergents comme la Chine et l'Inde, elle a besoin d'une relation stratégique avec la Russie. »

Gerhard Schroeder, ancien Chancelier d'Allemagne

« J'ai à maintes reprises demandé aux puissances occidentales de ne pas

identifier le communisme soviétique à la Russie et à l'histoire russe ».

Alexandre Soljenitsyne

« L'Europe doit rompre avec l'Occident »

Alexandre Douguine

« Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts »

Charles De Gaulle

« Dieu créa les guerres pour que les Américains apprennent la géographie »

Mark Twain

« La Russie a bien avec elle une grande partie des peuples du monde. Nous ne pouvons pas nous interdire à l'avenir une relation avec la Russie »

Dominique de Villepin – (juillet 2023 sur France Inter avec Léa Salamé)

« Être un ennemi de l'Amérique est dangereux, mais être un ami de l'Amérique est fatal ».

Henry Kissinger

« Nous avons besoin des Russes et ils ont besoin de nous »

Nicolas Sarkozy

« L'Occident se comporte comme un empire qui veut faire marcher au pas ses vassaux »

Vladimir Poutine

Introduction

Pour Carl Schmitt et Julien Freund l'essence de la politique, la raison d'être de la géopolitique, c'est de bien définir l'ennemi ! Dans les médias de la plupart des pays européens, l'ennemi c'est la Russie tandis que l'Amérique est considérée comme l'ami historique depuis la déclaration d'indépendance des États-Unis en 1776. Notre analyse géopolitique nous permet d'affirmer que c'est l'inverse ! L'objet de cet ouvrage est de le démontrer, en réunissant les preuves multiples d'une façon brève et concise car le sujet est vaste. En outre est souverain, selon Carl Schmitt, celui qui est capable de décider des problèmes stratégiques et dans des circonstances exceptionnelles. L'analyse stratégique, géopolitique et historique doit donc l'emporter sur l'arène médiatique et idéologique. L'avenir de la France et de l'Europe n'est ni en Amérique, ni en Chine ; il est avec la Russie !

L'Europe manque de courage et a mal à l'âme, son premier ennemi étant elle-même avec la haine de soi, le droit-de-l'hommisme oublieux des devoirs du citoyen et toutes ces nouvelles idéologies, ces nouvelles religions décadentes et irréalistes, porteuses de progrès à reculons (« wokisme », « cancel culture », LGBT, réchauffement climatique d'origine anthropique) en provenance des États-Unis. Il importe au contraire d'affirmer la grandeur des valeurs traditionnelles européennes (patrie, famille, travail, religion, héroïsme, transcendance, dépassement de soi), comme le font sans états d'âme les Russes et les Chinois ! L'Europe subit en outre une invasion migratoire extra-européenne suicidaire non maîtrisée, avec l'islam, le terrorisme, l'insécurité et la violence dans ses fourgons. Les Européens connaissent en fait une décadence civilisationnelle, sociétale, morale, sociale, identitaire, démographique, économique et militaire, tout comme l'Empire romain peu avant sa chute. Les Européens ont de plus perdu le bon sens gaullien et bismarckien de la « Real Politik » ainsi que leur boussole stratégique ; ils regardent vers l'Amérique à l'Ouest au-delà de l'immense océan Atlantique alors que l'avenir est à l'Est avec notre proche voisin continental, de surcroît très complémentaire : la Russie !

L'Europe doit-elle être un sous-ensemble d'un empire transatlantique avec une direction américaine, ou être, au contraire, un moyen pour les nations européennes de contrebalancer, avec l'aide de la Russie, les menaces et le poids de « l'Amérique-monde » ? L'Europe occidentale doit-elle, tel un paquet ficelé,

continuer à s'intégrer dans le « One World » dirigé par Washington et Wall Street ? L'Occident ne semble plus avoir d'autre ambition en politique internationale, plus d'autre projet que d'anéantir la Russie, ce vieux rêve des néo-conservateurs américains. Les États-Unis veulent le monde pour eux seuls et se refusent à partager avec qui que ce soit. Lâches, aveugles et malades de suivisme, la Vieille Europe et l'UE ont fait leur ce fantasme américain en s'acharnant contre eux-mêmes, privés du gaz russe stratégique et bon marché, en pratiquant une politique suicidaire de sanctions économiques contre la Russie.

La Russie reprend le combat qui fut celui du général de Gaulle : combat contre le dollar et l'impérialisme américain dans un nouveau monde multipolaire. La Russie a toujours constitué une menace du même type que la France pour les intérêts anglo-américains, mais comme le remarque Morad El Hattab, « une menace potentiellement plus grande de par sa taille, ses ressources et sa situation géopolitique¹ ». Pierre de Gaulle, le petit-fils du général a qualifié de « grave erreur » la décision de se « couper des Russes dont on ne peut nier l'importance économique, scientifique, politique et géostratégique ». La France a malheureusement des élites et des présidents qui se disent héritiers en paroles de Charles de Gaulle alors qu'ils pratiquent une politique inverse et sont en fait des marionnettes de l'OTAN, de l'Amérique et de l'UE fédéraliste.

Les propos de Charles de Gaulle, lors de son entretien avec Michel Droit, le 14 décembre 1965, méritent aussi d'être rappelés : « On ne fait pas de politique en dehors des réalités. Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe ! Mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien ». Nos Présidents et nos élites appartiennent à l'espèce des cabris car pendant des décennies l'UE s'est opposée à toute politique industrielle en laquelle elle voyait une résurgence du protectionnisme, une machine de guerre contre le sacro-saint libre-échange mondialiste des multinationales et des Anglo-Saxons. Défendant l'Europe des nations, le général avait aussi pour habitude de dire « qu'on ne faisait pas d'omelette avec des œufs durs ». La France doit donc quitter l'OTAN, reprendre la politique étrangère du général et se rapprocher de la Russie ! Le rêve du général de Gaulle est le cauchemar de Washington.

Comme a pu le dire François Mitterrand à la veille de sa mort, nous sommes en guerre avec l'Amérique, mais les Français n'en ont absolument pas conscience. L'Amérique est l'adversaire de la France et de l'Europe car elle veut dominer le monde. Le concept d'Occident est en fait un concept tronqué pour

désigner l'empire américain. Les valeurs des Pères fondateurs de l'Amérique ont laissé la place au complexe militaro-industriel qui avait été déjà dénoncé par Eisenhower en 1961. L'Amérique dépense autant d'argent pour ses Armées que pour son budget social, alors que la France dépense 20 fois moins !

L'objectif de l'empire américain n'est pas de défendre la démocratie, la paix, les droits de l'homme, mais de défendre les intérêts économiques et financiers des entreprises américaines, et de faire la guerre, si nécessaire, en tuant, en bombardant, en mentant comme un arracheur de dents, en intrigant et en faisant intervenir partout la CIA. L'Amérique, responsable, entre autres, du crime humanitaire d'Hiroshima et Nagasaki, de centaines de milliers de morts en Irak, ne représente pas, contrairement à ses affirmations, le camp du Bien ! George W. Bush devrait être poursuivi en justice, suite au mensonge d'État à l'ONU pour justifier le déclenchement des hostilités ! C'est ainsi que le conservateur républicain Patrick Buchanan, candidat à la Présidence des États-Unis, écrivait déjà en 1999 dans son ouvrage fondamental, célèbre et prémonitoire « A Republic, not an Empire » : « Maintenant des millions de personnes voient les États-Unis comme un empire arrogant qui fait étalage de son pouvoir, soutient les dictatures corrompues et propage sa culture impie parmi leurs jeunes. Comment peut-on appeler une politique qui récolte une telle moisson de haine un succès ?² ».

De plus, il s'agit pour l'Amérique de dominer le monde et de s'assurer qu'aucun nouveau rival (« peer competitor ») dans les domaines économiques, politiques, technologiques et militaires ne puisse naître, après l'effondrement de l'Union soviétique en février 1992. Dans le document « Defense Planning Guidance » publié à cette époque, les États-Unis entendaient être les seuls maîtres du monde car telle était leur destinée. La Russie et la Chine n'y avaient même pas leur place en tant que puissances souveraines ; quant à l'Europe, elle devait être son caniche, parler sa langue et se placer sous l'autorité de l'OTAN. L'Occident n'existe pas : l'Amérique impérialiste décide et l'Europe exécute !

Alors que le monde unipolaire se fissure, l'Europe, elle, semble sortir de l'histoire, incapable de se penser un destin indépendant. Le site Politico a même pu dénommer Von der Leyen « La Présidente américaine de l'Europe », alors que, comme a pu le dire Marion Maréchal « Madame Von der Leyen ne devrait pas être notre patronne, mais notre employée ». Aujourd'hui la France est un État esclave (« slave state ») des États-Unis qui, à la faveur de leur guerre

ukrainienne par procuration contre la Russie, se trouve handicapée, comme ses voisins, par le coût exorbitant de l'énergie et qui, par l'ineptie politique et le manque de courage de ses dirigeants, n'a plus un grand rayonnement international.

Les Européens sont aujourd'hui « les idiots du village global ». Il est grand temps que la France, les États européens et la Russie coopèrent davantage pour de grands projets dans de nombreux domaines d'une façon volontariste, que l'Euro-Sibérie se décide à enrayer son déclin, que les jeunes Européens désabusés, à l'égoïsme matérialiste hypertrophié, sortent de leur torpeur passive, de la consommation futile avec ses gadgets inutiles, de l'idéologie américaine de la marchandise passion avec l'argent pour seul horizon. Il importe également qu'ils se guérissent d'une certaine forme de sida mental conduisant au renoncement à leur identité propre, à un idéal, au dépassement de soi. Il est grand temps que les jeunes Européens se ressource dans les valeurs culturelles, morales et spirituelles de l'Europe qui ont été à l'origine de sa grandeur.

Alexandre Douguine est le grand défenseur d'un projet eurasiatique pour la Russie qui est européenne par sa population, son histoire et la localisation de sa capitale Moscou. Il rêve d'une Grande Europe d'un seul tenant de Brest à Vladivostok, avec une même civilisation partagée par des nations indépendantes. Ce projet est le cauchemar absolu pour les États-Unis, puissance maritime mercantile qui cherche au contraire à diviser la Grande Europe pour mieux régner (« *divide ut regnes* » selon l'adage romain).

Tout comme Pierre de Gaulle, nous estimons que « les véritables coupables de la guerre en Ukraine, ce ne sont pas les Russes, mais les Américains et l'OTAN ». Le but de l'Amérique, c'est de dépecer ou d'affaiblir grandement la Russie, tout en diminuant la puissance économique et industrielle de l'Europe privée du gaz russe bon marché, de pétrole et de matières premières. Cette guerre par procuration jusqu'au dernier Ukrainien contre la Russie a aussi pour but d'éviter la Grande Europe de Brest à Vladivostok. Il faut aussi toujours garder à l'esprit, que les États-Unis ne font plus partie de notre civilisation car les actuelles valeurs occidentales décadentes sont exactement l'inverse des valeurs européennes traditionnelles. La Russie combat donc en Ukraine pour sa survie, mais aussi pour les valeurs européennes traditionnelles. Pierre de Gaulle nous rappelle également que « la Russie était vue par son grand-père comme « l'allié de revers » indispensable parce qu'elle participait à sa conception de

l'équilibre de l'Europe ».

Titre I

L'Amérique, un Faux ami de la France et de l'Europe

Chapitre I

Déclin des États-Unis :

Montée en puissance de la Chine, de la Russie et des BRICS

« En 2049, date de son centenaire, la République populaire de Chine ambitionne d'être la première puissance mondiale dans tous les registres ».

Thomas Gomart, Directeur de l'IFRI

« Il est temps pour nous de réaliser que, quelle que soit la considération que nous portons à notre système politique, la démocratie à l'américaine n'est pas nécessairement la meilleure forme de gouvernement pour les peuples d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, aux cultures et histoires entièrement différentes ».

Président Richard Nixon, Conférence au Bohemian Club de San Francisco, le 29 juillet 1967

« Il faut que les Occidentaux cessent de croire que leurs problèmes sont ceux du monde »

Le Ministre des Affaires étrangères indien à la Conférence du G20 à New-Dehli – 9 et 10 septembre 2023

Déclin de l'Occident et des États-Unis

L'Occident a perdu son monopole de pilotage économique et géopolitique. La planète est loin de converger autour du pôle américain en perte rapide d'influence. De nouvelles puissances apparaissent qui structurent la scène mondiale selon un schéma multipolaire. Le XIXe siècle fut européen et anglais. Le XXe siècle fut américain. Mais à l'évidence, le XXIe siècle sera multipolaire, ce qui signifie que les Occidentaux n'auront plus les moyens d'imposer aux autres civilisations leurs intérêts et leurs lubies idéologiques. Il serait temps que les Européens en prennent conscience, au lieu de continuer à se placer à la

remorque d'un Oncle Sam de plus en plus vieillissant. Depuis l'écroulement du mur de Berlin et le 11 septembre 2001, le monde n'est plus bipolaire, ni unipolaire, mais bel et bien multipolaire.

Après la chute du Mur de Berlin, ce ne fut pas « la fin de l'histoire » de Francis Fukuyama ni le triomphe de la démocratie libérale, mais le début du déclin des États-Unis : invasion de l'Irak en 2003 avec la pitoyable fiole d'anthrax de Colin Powell et une catastrophe politique et humanitaire à la clé, l'intervention au coût de 1000 milliards de \$ en Afghanistan qui s'est terminée par la défaite et le retrait complet des forces de l'OTAN, l'intervention au Kosovo sans accord de l'ONU et le criminel bombardement des populations civiles serbes pendant 83 jours.

Un peu plus de trente ans après l'effondrement du soviétisme, les États-Unis semblent à leur tour connaître le déclin, donnant raison à Tocqueville qui soulignait que les démocraties meurent moins des défaites militaires que de la corruption de leurs institutions par les rêveurs, les démagogues et les idéologues, ainsi que de la perte du sens civique des citoyens, suite à un individualisme exacerbé.

Fractures et désintégration de la société américaine

En dépit de leur puissance économique et militaire, les États-Unis risquent, dans la prochaine décennie, de subir une désintégration sociale accentuée par une immigration sud-américaine. Les conflits violents inhérents à toutes les sociétés multiethniques contribueront à accélérer le déclin des États-Unis. Les États-Unis n'ont jamais aussi mal porté leur nom. La société américaine est fracturée de toute part, mettant en péril une unité qui avait fait sa force tout au long de sa courte histoire.

Les revendications des minorités raciales et sexuelles, une forme de terrorisme intellectuel qui ravage les universités, une presse et des médias tétanisés par une pensée unique totalitaire, comme on a pu le constater lors de la non-réélection du président Trump. Dans l'autre camp on trouve les classes moyennes et populaires qui n'acceptent pas de voir leur univers et leur niveau de vie s'effondrer, les patriotes et les conservateurs³.

La fin de l'illusion messianique des États-Unis

Depuis la création de leur pays par des protestants européens rigoristes, les Américains étaient convaincus d'être missionnés pour une « destinée manifeste ». Dieu leur aurait donné un rôle particulier, celui d'être le nouvel Israël. L'Angleterre avait en fait décidé de se débarrasser de quelques encombrants mystiques illuminés et leur avait demandé, dès le XVIIe siècle, d'exercer ailleurs leurs talents messianiques. C'est ce qu'ils firent dès leur arrivée sur la nouvelle terre promise.

1945 verra l'accomplissement de la vocation universelle du « modèle américain ». Le partage de l'Europe à Yalta permettra une mainmise idéologique et économique à peu près totale sur l'Europe occidentale. Les années soixante verront l'exportation de la libération sexuelle, du jean et du coca-cola, trois symboles de domination de « l'American way of life ».

Les premières fissures vont apparaître avec la guerre du Vietnam. L'apothéose de la domination américaine fut « la guerre des étoiles » lancée par Reagan et que l'Union Soviétique ne pourra pas suivre. Le déclin commencera cependant paradoxalement après la chute du Mur de Berlin et l'invasion de l'Irak accélérera le processus car l'Amérique mentit publiquement pour ce qui fut l'intervention de trop.

En 2008, les Russes gagnèrent la manche en Géorgie, l'Amérique se refusant à bombarder le tunnel par lequel les chars russes passaient la frontière de l'Ossétie du sud. L'intervention en Libye par les valets Sarkozy et Cameron en 2001 fut tout aussi catastrophique qu'en Irak. Et les deux dernières tentatives en 2014 et 2022 pour dépecer la Russie se solderont par un nouvel échec en Ukraine, Poutine profitant du chaos pour récupérer la Crimée, le Donbass et Novorossia jusqu'à la Transnistrie.

L'US Air Force abandonne son programme de missile hypersonique

L'armée de l'air américaine n'utilisera pas l'arme hypersonique développée par Lockheed Martin. Ce missile capable de voler à plus de 6000 kilomètres par heure aurait pourtant dû entrer en service en 2023. Dès 2021, le programme a subi trois échecs de lancement consécutifs causés par de nombreux problèmes techniques lors de la phase de développement. Un dernier test a été effectué le

13 mars 2023, mais ce dernier n'a pas réussi à convaincre les officiers américains.

L'armée américaine n'est plus assez puissante pour protéger Taïwan

Selon un rapport de la Brookings Institution, l'armée américaine n'aurait plus la puissance nécessaire pour intimider l'armée chinoise. La République populaire possède déjà la plus grosse marine militaire au monde en nombre de navires de guerre. La flotte chinoise peut notamment se targuer d'avoir 350 bateaux et sous-marins alors que la marine américaine ne possède que 293 bâtiments. En 2035, la Chine disposera de 475 bâtiments quand Washington pourra disposer au mieux de 317 navires. L'Armée populaire est en train de tester son troisième porte-avions, le « Fujian ».

La Chine dispose de 13 chantiers navals d'une capacité dix fois supérieure à l'ensemble des chantiers navals américains. Un grand nombre de chantiers chinois peuvent produire à eux seuls plus que tous les chantiers américains réunis. Cela représente une menace pour les États-Unis, d'autant plus qu'ils ont déjà du mal à maintenir en état leurs navires actuels tels que les vieux sous-marins « Los Angeles ».⁴

L'US Navy et l'US Air force ne sont pas en mesure d'aider Taïwan car les missiles chinois détruiraient tous les navires et avions qui s'approcheraient trop près du champ de bataille. Pire encore, les bases américaines situées dans l'océan Pacifique seraient attaquées et pourraient même être détruites a reconnu dans un rapport, David Ochmanek, un ancien haut responsable du Pentagone. Il est probable que la Chine ne se lancerait pas dans une invasion de Taïwan, mais plutôt dans un blocus pour isoler économiquement Taïwan.

De plus, selon le sénateur Ted Cruz et de nombreux élus républicains, l'armée américaine devient une armée « woke », émasculée, favorisant l'idéologie d'égalité et de diversité, au détriment de la virilité et de la cohésion interne. Le recrutement recule dans les forces armées américaines lorsque ces dernières lancent des campagnes publicitaires présentant une soldate avec ses deux mamans, alors que les Russes préfèrent les combattants au crâne rasé, avec des muscles saillants et tirant avec leur fusil.

La montée en puissance de la Chine

La Chine souhaite refermer la parenthèse d'un siècle et demi d'humiliations occidentales, ouverte avec les deux guerres de l'opium, à partir de 1839, qui virent l'empire du Milieu déclinant, dépecé par les Européens et la Russie, ce que les Chinois appellent « les traités inégaux ». Deng Xiaoping appelait la Chine émergente à faire profil bas, à « attendre son heure ». Le moment semble venu pour XI Jinping qui fait preuve d'un activisme international sans précédent.

Selon Lu Shaye, Ambassadeur de Chine en France, le rejet du confucianisme en Chine pendant près d'un siècle signifiait en fait une perte de confiance des Chinois en eux-mêmes, face à la puissance technologique, industrielle et militaire de l'Occident. Le Président Xi Jinping a beaucoup contribué à restaurer l'importance de cette culture traditionnelle, ce qui a contribué à parachever le renouveau de la nation chinoise.

Pékin a décidé d'augmenter son budget militaire à 225 milliards de dollars pour l'année 2023. Cela fait du budget militaire chinois le deuxième plus important du monde, après celui des États-Unis, plus de trois fois supérieur. Des officiers américains ont mis en garde Washington quant à l'avancée de la Chine dans le développement des armes hypersoniques. Le Dongfeng-17, un missile muni d'un nouveau transporteur furtif et capable de frapper une cible à 7000 kilomètres par heure, serait la pièce la plus menaçante de l'arsenal chinois.

La Chine produit douze fois plus d'acier que les États-Unis ; elle a utilisé entre 2011 et 2013, autant de ciment que les USA durant tout le XXe siècle. Selon Graham Allison, Professeur à Harvard, auteur du best-seller « Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide », la Chine qui atteignait 2 % du PIB mondial en 1908, 16 % en 2020, devrait atteindre 30 % du PIB mondial en 2040, tandis que les États-Unis qui atteignaient 50 % du PIB mondial en 1945, 22 % en 1980, n'atteindront plus que 11 % en 2040, soit trois fois moins que la Chine⁵.

Le formidable défi technologique de la Chine aux États-Unis

Le spécialiste de la Chine David Goldman dans un livre percutant « You will be assimilated⁶ », estime que les États-Unis se rapprochent dangereusement d'un désastre stratégique aussi fracassant que celui qu'essuya jadis la Russie tsariste à

Tsushima, pour avoir sous-estimé la puissance de la flotte japonaise : « L'Amérique me rappelle l'amirauté russe en 1905, avant le désastre de Tsushima »

Les Américains ont accepté de vastes transferts de technologie pour accéder aux marchés chinois ; ils ont aussi accueilli quelque 350 000 étudiants chinois actuellement dans les universités américaines, sans rien contrôler. Environ quatre cinquièmes des doctorants en ingénierie électrique et en informatique des universités américaines sont étrangers, et les Chinois sont le plus gros contingent.

L'Amérique a formé une génération de professeurs chinois de classe mondiale. Les Asiatiques représentent la moitié des ressources humaines des firmes technologiques américaines. Le problème est d'autant plus grave que la Chine forme six fois plus d'ingénieurs et de spécialistes d'informatique que les États-Unis, d'une qualité quasi égale.

Un sursaut collectif des États-Unis de l'ampleur de la révolution spatiale de Kennedy ou de la guerre des étoiles de Reagan face à la Russie, nécessiterait, selon David Goldman d'engager au minimum un milliard de milliards de dollars, afin de garder leur supériorité technologique⁷.

Les succès des diplomatie russe et chinoise en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine

Jacques Chirac ne s'était pas trompé lors de la seconde guerre en Irak : « On n'exporte pas la démocratie dans un fourgon blindé ». La Chine paraît autrement plus sage et habile. L'Empire du milieu réhabilite la « Real Politik » pragmatique sans idéologie, en privilégiant le compromis, le cynisme et ses intérêts. La Chine et la Russie ne cherchent pas à imposer leur mode de vie, leur culture, leur langue et leurs institutions politiques. Cette diplomatie traditionnelle explique les succès de la Chine et de la Russie en Orient, en Afrique et en Amérique latine, avec un coup d'éclat diplomatique : la réconciliation inattendue entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Déclin de l'importance des États-Unis et du G7 – Montée en puissance des BRICS

En 1975, à sa création, les pays qui composent le G7 représentaient 16 % de la population mondiale et plus de 52 % du PIB mondial. Ils ne comptaient plus en 2023 que 8,5 % de la population mondiale et 30 % de l'économie⁸ (15 % pour les États-Unis).

Les 5 pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) sont par contre, pendant la même période, en très forte progression. Les PIB réunis de ces 5 pays ont dépassé celui du G7 en 2023 (32,1 % du PIB mondial). L'écart va s'accroître suite aux innombrables candidatures en perspective (Iran, Arabie Saoudite, Algérie...). De plus, les 5 pays BRICS représentaient déjà en 2023, à eux seuls, 4 fois la population des pays du G7 !

Et, cerise sur le gâteau, l'Iran, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont décidé de rejoindre les BRICS, à partir du 1^{er} janvier 2024. La réunion des BRICS du 22 au 24 août 2023 en Afrique du Sud, qui voulait aussi mettre fin à la domination du dollar, représente une authentique catastrophe pour les États-Unis : c'est le début explicite de la fin de leur domination internationale sur le reste du monde. L'élargissement des BRICS sonne le réveil des États-nation, lesquels entendent qu'on respecte leur souveraineté et leur indépendance. Les BRICS contrôlent 80 % de la production mondiale de pétrole, pèsent plus que le G7 et se rapprochent des 40 % du PIB mondial.

Tous les pays des BRICS, sans exception aucune, les Chinois en tête, souhaitent amoindrir l'influence américaine et occidentale. Les Russes souhaitent en faire plus particulièrement une organisation anti-OTAN. Mais ces pays forment un groupe très hétéroclite : les problèmes frontaliers et la rivalité entre l'Inde et la Chine en sont la meilleure preuve.

Lula jette le Brésil dans les bras de la Chine

Les échanges entre le Brésil et la Chine ont atteint en 2022 un record de 152 milliards de dollars, loin devant les États-Unis (89 milliards). Un chiffre multiplié par 20 depuis 2004 ! Le géant sud-américain vend des matières premières (minerai de fer, soja, pétrole, viandes) à la Chine et lui achète des produits manufacturés à haute valeur ajoutée. Des accords bilatéraux sont signés entre les deux pays qui envisagent de commercer entre eux sans passer par le dollar.

Le Brésil sera le huitième pays sud-américain à adhérer « à la nouvelle route de la soie » après le Chili et l'Argentine. La Chine investit massivement dans les infrastructures du Brésil depuis des années (routes, usines hydroélectriques, télécommunications). On assiste à un recul des États-Unis en Amérique latine et à l'influence grandissante de la Chine puisqu'il n'y a plus que le Paraguay qui reconnaît Taïwan.⁹

L'Inde, un nouveau Grand

L'Inde est d'abord forte de sa démographie. Elle est depuis 2023 le pays le plus peuplé de la planète et comptera, en 2050, 1,668 milliard d'habitants contre 1,317 milliard pour la Chine. Dès 2027, sa population active sera plus nombreuse que celle de la Chine, d'où son souhait de succéder à Pékin comme atelier du monde. Elle devra surmonter son déficit d'infrastructures, le poids d'une bureaucratie corrompue ainsi que les tensions avec 200 millions de musulmans, plus particulièrement au Cachemire.

L'Inde est le premier importateur mondial d'armes, éprouve des difficultés à développer son industrie d'armement et souhaite augmenter ses capacités militaires face à la menace de la Chine et du Pakistan. La Russie compte pour 45 % des achats militaires, suivie par la France (29 %) et les États-Unis (11 %).

Tout en étant une démocratie, l'Inde partage avec la Chine et la Russie la volonté de construire un monde post-occidental, de « refonder l'ordre international », d'en finir avec l'Occident et ses institutions. L'Inde permet à la Russie de contourner les sanctions occidentales pour le pétrole et accepte de payer en roupies-roubles plutôt qu'en dollars. New Delhi aspire à devenir l'une des puissances dominantes d'ici un quart de siècle.

L'Arabie Saoudite de Mohammed Ben Salman s'émancipe des États-Unis : Partenariat avec l'OCS et accord historique avec l'Iran

Alliée avec les États-Unis depuis « le pacte du Quincy » en 1945, l'Arabie saoudite se rapproche de plus en plus de la Chine. En mars 2023, Ryad s'est associé en tant qu'État « partenaire du dialogue » à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). L'OCS a été créée en 2011 par la Chine, la Russie et quatre États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et

Tadjikistan). L'organisation s'est élargie à l'Inde et au Pakistan en 2016, et à l'Iran en 2021.

Parmi les autres pays ayant le statut de dialogue de l'OCS figurent notamment l'Égypte, l'Iran et le Qatar. Ces pays participent aux réunions et peuvent faire des propositions. En revanche, ils ne participent pas au processus de prise de décision. Trois États – Mongolie, la Biélorussie et l'Afghanistan, sont, quant à eux, membres observateurs.

Autre signe d'un monde en évolution accélérée qui leur échappe de plus en plus, les Occidentaux n'ont pas vu venir l'énorme coup diplomatique que la Chine a réalisé au Moyen-Orient. Le 10 mars 2023, l'Iran et l'Arabie saoudite ont annoncé depuis Pékin, à la surprise générale, le rétablissement de leurs relations diplomatiques et la réouverture de leurs ambassades après 7 ans de conflits.

En février 2023, la Chine a publié deux documents fondamentaux. Dans le document intitulé « L'Hégémonie américaine et ses périls », la Chine estime que les États-Unis s'ingèrent dans les affaires intérieures des autres pays, qu'ils appliquent un double standard aux règles internationales, répandent de faux récits, étendent leur puissance en recourant à la violence, pillent et exploitent les richesses mondiales grâce à leur hégémonie économique et financière. La Chine prétend s'opposer « à toutes les formes d'hégémonisme » et qu'il est nécessaire d'ouvrir la voie à un « nouveau modèle de relations d'État à État caractérisé par le dialogue et le partenariat ».

Dans le document « Initiative de sécurité mondiale » Pékin souhaite « éliminer les causes à l'origine des conflits internationaux », à « améliorer la gouvernance de la sécurité mondiale ». La Chine se pose en artisan de paix proposant une alternative à un leadership américain accusé de répandre la guerre, la misère, et le chaos¹⁰.

Mohamed Ben Salman a une priorité : la stabilité dans son voisinage, faute de quoi son très ambitieux plan de réformes à échéance 2030 serait un échec dont il serait rendu responsable par ses sujets. MBS ne tourne pas le dos aux États-Unis, il s'émancipe de son ancienne alliance : « Le pacte avec les États-Unis qui assurent la sécurité du royaume contre le pétrole saoudien est mort » écrivent dans la revue *Foreign Affairs* les chercheurs Vall Nasr et Maria Fantappie.¹¹

Chapitre II

tous citoyens transatlantiques ou paneuropéens ?

« Aucune alliance n'est possible entre les États-Unis faisant le dîner et l'Europe la vaisselle : aux premiers la guerre, aux seconds le service après-vente »

Jean-Pierre Chevènement

« L'Europe aspire à être gouvernée par une commission américaine »

Paul Valéry (1925)

Selon Régis Debray, l'UE est en fait un « sas de dénationalisation », tout comme il en existe pour la décompression, afin que les arrière-cours s'entraînent à supporter le grand large atlantique.

Réalités géopolitiques transatlantiques

Il est vrai que les « Euro-Ricains »¹² ne rêvent que « d'une nouvelle Amérique ». Dans son pamphlet ironique « L'Édit de Caracalla »¹³, Régis Debray propose même de bâtir les États-Unis d'Occident en prenant pour môle ceux d'Amérique, afin d'assurer une communauté de destin aux sociétés libérales fragilisées par l'immigration extra-européenne et la montée en puissance de l'islam, des pays émergents, de la Russie et de la Chine. L'Atlantique pourrait nous unir comme la Méditerranée unissait nos aînés et l'Océan pourrait traverser l'Occident comme la Seine, Paris ! Tout le monde serait Américain et quelques-uns pourraient être encore Italiens, Mexicains ou Hollandais...La terre des GI's serait notre première patrie ; Allemands et Français n'auraient plus qu'à communiquer dans la lingua franca du tiers unificateur. Mais remarque encore Régis Debray : « Quand a-t-on vu un État digne de ce nom s'édifier sur le seul intérêt des consommateurs ? Un foyer d'appartenance fait seulement de « traders » et de managers ? Pourquoi l'OTAN n'a-t-il pas été déclaré caduc lorsque le mur de Berlin s'est effondré en 1989 ? ».

Loin de se dissoudre après la désintégration de l'URSS, alors que Gorbatchev avait insisté sur la « Maison Commune » Europe, l'OTAN s'est élargie à tous les anciens États satellites de Moscou en Europe centrale et orientale, à la Slovénie ainsi qu'aux trois Républiques baltes. L'OTAN est un régime féodal avec un suzerain américain et des féaux européens.

Par ailleurs au moment même où le cauchemar de la division du continent européen, symbolisé par le Mur de Berlin commençait à se dissiper, il restait devant nous l'horizon de la colonisation de l'âme européenne par un « way of life » matérialiste, égoïste, dépersonnalisant. Certaines de nos élites ont en effet tendance à rallier le camp des émigrés, non plus de Coblenze, mais de Washington. L'Europe doit-elle être une sorte de non-lieu situé quelque part entre San Francisco et Jérusalem, définitivement affranchi de l'histoire et du réel, un grand marché offrant des débouchés aux produits, armements et services américains ainsi que des soldats pour des guerres qui ne sont pas les siennes, ou peut-elle mener une politique qui lui soit propre ? L'Europe devrait également, selon Washington, accueillir la Turquie, afin de garantir l'ancrage occidental d'Ankara et peu importe, bien évidemment, si cette adhésion rend encore plus problématique l'émergence d'une puissance politique européenne.

L'Union atlantique est de plus en plus le véritable bénéficiaire du désarmement des souverainetés nationales par le biais de l'Union Européenne. Tous ceux qui ont cru que l'élargissement préparait l'avènement d'une grande Europe Puissance réalisent que les nouveaux membres ne souhaitent qu'accéder à l'espace économique euro-américain et à l'OTAN, en plongeant dans cet univers occidental dont Washington est la seule figure de puissance.

Le monde transatlantique doit être en fait binaire : d'un côté, l'empire, de l'autre, ceux qui n'étant pas avec lui seront décrétés contre lui. Il n'attend pas sa stabilité d'un quelconque équilibre, mais d'un déséquilibre garanti en faveur de la première de ses deux moitiés. Au sein de celle-ci, des gouvernements instruits de ce qu'il en coûte d'encourir la disgrâce du maître rivalisent de servilité et n'aspirent plus qu'à obtenir de sa complaisance la clause du vassal le plus favorisé. C'est le rêve par exemple des dirigeants de l'Allemagne actuelle tant que l'AfD pro-russe et des hommes politiques de gauche clairvoyants tels qu'Oskar Lafontaine n'auront pas pris le pouvoir.

Autrefois un délit, l'ingérence devient un droit ou même un devoir, et la « guerre défensive » cède la place à la « moderne guerre préventive » style Irak,

Lybie, Kosovo. On ne compte plus sur l'ONU pour légitimer l'emploi de la force, mais sur l'OTAN ou telle coalition des bien-pensants qu'on aura assemblés. Tout ce qui, jusqu'ici, était défini en termes nationaux, est réécrit en style impérial. Dans le document « Defense Policy Guidance » (1992-1994), il était déjà écrit, sans prendre de gants, que les États-Unis décourageront « les pays industrialisés avancés de toute tentative visant à défier leur leadership » et ne toléreront pas « l'émergence future de tout concurrent global »¹⁴

Impossibilités et réalités géographiques du transatlantisme : l'Océan Atlantique qui sépare

Ortega y Gasset, dès 1937, remarquait dans *La Révolte des Masses*¹⁵ la primauté dans une union politique du contexte géographique et de l'avenir commun par rapport à la loi du sang et à la langue. « L'Espagne et les peuples du Centre et du Sud de l'Amérique ont un passé commun, une race commune, un langage commun. Cependant l'Espagne ne forme pas avec eux une nation, pourquoi ? Parce qu'il leur manque une chose, une seule, mais essentielle : l'avenir commun ». Il ajoutait avec un très grand sentiment prémonitoire : « nous allons assister de nos jours à un exemple gigantesque et frappant semblable à une expérience de laboratoire. Nous allons voir si l'Angleterre parvient à maintenir en une souveraine unité de communauté les différentes parties de son Empire, en leur proposant un programme attrayant ». Il se trouve qu'en 1982, Pierre Elliott Trudeau a rapatrié au Canada l'acte de l'Amérique du Nord britannique datant de 1867 et faisant office de constitution. Quant à l'Australie, chaque jour, elle devient de plus en plus une République asiatique en puissance. Le Premier ministre australien Paul Keating a pu dire : « l'Australie doit cesser d'être une annexe de l'Empire. Continuer à être associé à la Grande Bretagne reviendrait à affaiblir notre culture nationale ; notre avenir économique et notre destin sont en Asie et dans le Pacifique. »

De la même façon Jordis von Lohausen¹⁶ remarquait que jamais des fondations s'étendant loin au-delà de la vastitude de la mer, jamais des États établis sur deux rivages opposés, n'ont duré longtemps. Ni l'État suédois de la Baltique, ni la liaison Normandie-Angleterre, ni celle de l'Aragon avec Naples, ni l'empire portugais, ni le hollandais, ni le français, ni finalement le japonais et pas même l'empire britannique.

Quant aux auteurs pour qui l'Empire transatlantique existe déjà, certains commencent à réaliser l'absence de communauté de destin et la nécessité d'imaginer l'avenir en termes de blocs régionaux homogènes, suite aux prix élevés de l'énergie et des transports, et se hasardent même à parler de fracture transatlantique qui ressemblerait au schisme entre l'Empire romain d'Occident et l'Empire byzantin. Ce n'est jamais qu'une façon de présenter les choses, car, sur le fond, l'impossibilité transatlantique paraît chaque jour de plus en plus évidente. L'Atlantique n'est pas du tout une mare (« the pound ») comme se complaisent à le dire les Américains et les Britanniques, mais un véritable océan que Christophe Colomb a eu le premier l'audace de franchir, sans même savoir ce qu'il y avait au-delà de l'horizon. Un partenaire durable sera de préférence celui qui habite derrière un mur mitoyen. Une même clôture sépare l'Europe et la Russie, non l'Europe et l'Amérique. On peut aller à pied de Brest à Vladivostok, mais non à New York ou à Buenos Aires.

Compte tenu de ce contexte historique, géographique et géopolitique, on ne voit donc vraiment pas pourquoi les Européens devraient s'insérer dans un quelconque Commonwealth transatlantique du XXI^e siècle piloté par Washington. Les États-Unis ne se sont-ils pas déclarés indépendants de l'Angleterre le 4 juillet 1776 pour éviter cette insertion ? L'Amérique ne pense d'ailleurs pas exclusivement transatlantisme, mais aussi bien panaméricanisme avec les deux sous-continent américains, panasiatisme avec l'ASEAN, Indo-Pacifique avec le « Quad », Australie avec l'AUKUS. Ce Commonwealth transatlantique et mondial américain ne sera jamais qu'un rêve irréalisable (« wishful thinking ») de plus, pour la domination économique, politique et militaire du monde.

Conclusion : Tous citoyens paneuropéens

Le choix véritable pour les Européens est donc entre une Europe des nations alliée avec la Russie et ses immenses richesses sibériennes en matières premières, gaz et pétrole, ou un Occident, capitale Washington, s'ils souhaitent rester dans une relation de subordination mortifère.

Chapitre III

L'espace continental paneuropéen

« Pour les Américains, la Russie reste la seule grande puissance de demain en Europe. Elle a de l'énergie et de l'espace »

Jacques Attali

« Personne ne changera rien au fait qu'une surface de terre de 180° de large (la moitié de la circonférence terrestre) s'étend entre deux océans ; que d'est en ouest, il n'y a sur cette surface, aucune frontière naturelle ; et que cette surface est peuplée majoritairement d'hommes appartenant à la race blanche, parlant des langues indo-européennes, et marqués, plus ou moins profondément, par la religion chrétienne ».

Vladimir Volkoff

L'Europe ne possède que deux frontières nettement établies par la nature : l'Atlantique et la Méditerranée. A l'est, tout l'espace est ouvert. La Moscovie s'est construite contre les vagues déferlantes tartares et s'est toujours représentée comme une forteresse érigée au cœur d'un océan de plaines immenses et sans bornes.

Autant le Japon dispose d'un territoire exigu, autant la Grande Europe dispose d'un espace économique, culturel, géographique satisfaisant qui va de l'Atlantique jusqu'au Pacifique et des forêts nordiques jusqu'au Caucase. Cet espace diversifié permet à l'imaginaire de s'exprimer, de retrouver une forme d'universalité, de réaliser des économies d'échelle, et de pouvoir financer de grands projets technologiques. La Grande Europe doit entreprendre certains projets parce que le marché de chaque nation est trop petit, parce que les investissements consacrés sont insuffisants, redondants et dispersés alors qu'elle en a intellectuellement les moyens. Cette nécessité de coopération Europe/Russie fera l'objet de deux chapitres dans le titre II.

En 1937, Ortega y Gasset écrivait déjà : « Pour la première fois, l'Européen, en se heurtant dans ses projets économiques, politiques, intellectuels aux limites

de sa nation, sent que ses projets, c'est-à-dire ses possibilités de vie, son style vital, sont en disproportion avec la cadre du corps collectif dans lequel il est enfermé. Il a découvert alors qu'être Anglais, Allemand ou Français, c'est être provincial. Il a donc découvert qu'il est moins qu'avant, puisque autrefois l'Anglais, le Français et l'Allemand croyaient chacun de son côté, qu'ils étaient l'univers. C'est là qu'il faut voir, à ce qu'il me semble, la véritable origine de cette impression de décadence qui afflige l'Européen. Il s'agit donc d'une origine purement intime et paradoxale, puisque la présomption d'avoir diminué naît précisément du fait que sa capacité s'est accrue et se heurte à une organisation vieillie, à l'intérieur de laquelle elle ne peut plus se développer à l'aise »¹⁷

La Russie est l'un des pays les mieux dotés en matières premières de toutes sortes, et le plus étendu du monde ; sa superficie utile s'accroît en même temps que les progrès techniques et le dégel des mers septentrionales. La Russie doit donc être le poumon d'une Europe peuplée, riche en technologies et capitaux, mais anémiée et décadente à l'Ouest, manquant d'espace et de perspectives, de plus en plus dépendante pour ses approvisionnements essentiels, d'où la nécessité d'une coopération à l'intérieur non seulement de l'Europe, mais aussi de la grande Europe.

La conquête de la Sibérie, « Far East » des Européens

Les Russes se souviennent de Yermack comme d'un aventurier cosaque aussi remarquable que Magellan, d'un conquistador aussi intrépide que Cortez, car ce fut Yermak qui conduisit la première mission réussie dans la mystérieuse Sibérie, et qui inspira aux Russes l'idée de repousser leurs frontières de 6 200 km plus à l'est, jusqu'à la côte asiatique du Pacifique. Si les cosaques procurèrent à la chrétienté un rempart essentiel dans sa défense contre l'islam, le mobile qui inspira la Russie à conquérir l'Est fut le même qui inspira en Amérique les débuts de la conquête de l'Ouest : la recherche des fourrures. La zibeline était si prisée qu'elle avait reçu le surnom de Toison d'Or¹⁸.

La Russie et la Sibérie seront-elles européennes ou asiatiques ? Trois fois dans l'histoire, elles furent traversées par des conquérants : par les hordes de cavaliers d'Attila et de Gengis Khàn puis, en sens inverse, par le millier d'hommes de Yermak.

Dans le même siècle où les Espagnols s'apprêtaient à conquérir le Nouveau Monde, où leurs conquistadors traversaient les mers, séduits par l'attrait du lointain, pour chercher gloire et aventure, Yermak, chef cosaque, traversait l'Oural sur l'ordre des Stroganov, équivalents russes des Fugger, et entreprenait la conquête de la Sibérie.

En 1558, Ivan le Terrible avait concédé à Grégori Strogonov 146 verstes de terres désertes sur les bords de la Kama. Les Strogonov y créèrent une multitude de centres de population et commencèrent l'exploitation des richesses minières de l'Oural. Leurs colons passèrent les monts de la ceinture et vinrent se heurter au royaume tatar de Sibérie. Les Strogonov, audacieux comme les Espagnols, rêvèrent la conquête de ce vaste empire et demandèrent au tsar l'autorisation de prendre l'offensive contre les Tatars. C'est alors que le cosaque Yermak, chef d'une bande de brigands des bateaux et des voyageurs sur la Volga, obtint le pardon du Tsar et passa au service des Strogonov. À la tête de 850 hommes, Russes, Cosaques, Tatars, prisonniers allemands et polonais, il franchit l'Oural, terrifia les indigènes par la nouveauté des armes à feu, traversa les immenses forêts vierges de la Tobol, battit le khan Koutchoum en plusieurs rencontres, s'empara de Sibirsk, sa capitale, et fit prisonnier son cousin Mametkoul (1582). Ivan envoya aussitôt des évêques et des prêtres dans ses nouveaux Etats de Sibérie. Mais Yermack, peu après la mort d'Ivan, se laissa surprendre par ses ennemis et voulut traverser l'Irtych à la nage. Il fut entraîné au fond de l'eau par le poids de la cuirasse de fer que lui avait offert le tsar. Cet émule de Pizarre et de Cortez, ce conquistador d'un monde nouveau, est resté un héros pour l'Église orthodoxe et le peuple russe. Les Tatars eux-mêmes lui ont créé une légende.

Soixante ans après que Cortez eut soumis les Aztèques avec seulement un millier d'hommes, quarante ans après que Pizarre eut renversé l'Inca avec un effectif encore plus modeste, les Cosaques de Yermak, leurs pirogues sur l'épaule, traversèrent donc les forêts de l'Oural. Vingt ans après la traversée du « Mayflower » (1620), les avant-gardes cosaques étaient déjà au bord du Lac Baïkal et sur les rivages du Pacifique ; ils descendaient l'Amour, découvraient le Kamtchatka et traversaient à la voile le détroit de Behring. En moins de 80 ans, les cosaques déposaient aux pieds du Tsar un empire grand comme cinq fois l'Europe. Tandis que Français et Allemands se disputaient quelques lambeaux de territoire en Italie et aux Pays-Bas, cette poignée de cavaliers, navigateurs, explorateurs parcourait une étendue comme vingt fois la France ou l'Allemagne, plusieurs centaines de fois l'Alsace, la Flandre ou le Milanais et d'autres terres

encore qui étaient l'enjeu de la politique intra-européenne.

La Sibérie d'aujourd'hui : un avant-poste des Européens face à la Chine

Si les savants ont déclaré solennellement l'Oural comme ligne de démarcation entre l'Asie et l'Europe, les autochtones, eux, le considèrent comme une ligne de partage des eaux couverte de forêts, et rien de plus. L'administration russe ne s'en préoccupa jamais et réunit ses deux flancs sous le même gouvernement et plus tard sous une même république, qui considéra également le paisible Oural au paysage ondulé, dont la pente ne devient raide que dans le nord lointain de la toundra, comme une contrée et nullement en tant que frontière.

Les Russes ont colonisé la Sibérie, le Caucase et l'Asie centrale parce qu'ils étaient obligés de le faire. Cela correspondait à des impératifs vitaux pour leur survie, à l'obligation géopolitique de trouver des frontières naturelles dont ils étaient dépourvus et qui étaient indispensables à leur protection. Il ne faut jamais oublier que, jusqu'au XVIIe siècle, la Russie était totalement dépourvue de frontières naturelles à l'est et au sud, et que le relief de steppes qui était le sien permit aux hordes nomades turco-mongoles de se déverser sur elle au XIIIe siècle, de l'annexer, puis, après qu'elle eut réussi à conquérir son indépendance et à se libérer de deux siècles d'un joug cruel, de l'attaquer continuellement. L'expansionnisme russe, contrairement à celui de l'Europe occidentale, était défensif et structurel.

Aujourd'hui l'intérêt économique majeur de la Sibérie réside dans ses richesses forestières, minières, de gaz et de pétrole jusqu'aux régions arctiques. La Russie a planté son drapeau au pôle Nord en juillet 2007 par plus de 4000 mètres de fond. La Sibérie fournit aussi de l'hydro-électricité et du charbon avec de riches bassins tels que celui du Kouzbass. Grâce à la Sibérie, la Fédération de Russie est le deuxième producteur mondial de charbon derrière les États-Unis avec 500 années de réserves. La Sibérie possède des gisements d'argent, d'or, d'uranium, de cuivre, de titane, de plomb, de zinc, d'étain, de manganèse, de bauxite. Un diamant sur quatre dans le monde provient de Sibérie. Le réchauffement climatique ouvre la perspective d'exploitation d'autres immenses ressources en hydrocarbures. Moscou sera l'acteur principal dans la pièce qui va se jouer pour les ressources naturelles, la science et le transit maritime du XXIe siècle dans le Grand Nord.

Le grand défi de la Sibérie est son trop faible peuplement, suite aux rigueurs du climat, par seulement 43 millions de Russes avec le risque d'une colonisation rampante par la Chine, mais maîtrisée et gardée sous étroit contrôle par la Russie. Le nombre actuel de Chinois en Sibérie serait de l'ordre de 2 millions.

La nécessité de l'espace : une vérité qui n'est plus reconnue

Que depuis toujours la politique soit une lutte pour l'espace car il constitue l'alpha et l'oméga de toute vie, voilà une vérité qui n'est plus reconnue. Un avantage évident revient à qui, outre sa technicité, dispose aussi des matières premières nécessaires. Qui n'a que sa technique à offrir et doit importer les matières premières est désavantagé. C'est l'indépendance à long terme que de pouvoir se nourrir des produits de sa terre, que d'exploiter ses propres matières premières, que de pouvoir se défendre avec des armes conçues et fabriquées chez soi dans un espace aussi grand que possible.

L'espace contient tout ce dont nous avons besoin, même l'air que nous respirons et l'eau qui nous désaltère. Il constitue le bien suprême. Plus d'espace, c'est plus de rivières et de forêts, plus de terrain pour bâtir sa maison avec un grand jardin, plus d'occasions de fuir les bruits et l'intoxication des villes, plus de calme pour réfléchir, travailler, rêver. Renoncer à l'espace, c'est renoncer à la vie.

Puissance suppose extension, expansion, gain de nouvelles provinces, de nouveaux marchés, de nouveaux partenaires pour de nouveaux projets. Pas de puissance sans espace. L'Eurasie du Pacifique à la Baltique peut contenir plus d'hommes que le territoire de l'Europe occidentale. De plus, Paris est à deux fuseaux horaires seulement de Moscou, et à six fuseaux horaires de Washington avec l'Atlantique qui sépare ; il est donc possible de parler d'un espace européen commun et continu.

L'espace géographique paneuropéen

Après l'éclatement de l'URSS, le territoire de la Russie s'est réduit de vingt-deux millions de kilomètres carrés à dix-sept millions de kilomètres carrés. Malgré cette réduction, la superficie de la Russie occupe le 1^{er} rang mondial et représente environ le double de la superficie des États-Unis, de même que celle

de la Chine puisque ces deux derniers pays ont une taille comparable.

Une donnée qui caractérise la Russie, c'est en effet son immensité. Le pays s'étale sur douze fuseaux horaires. Il est donc tout à fait possible de parler d'un espace naturel euro-sibérien. Un droit à l'occupation doit donc être reconnu aux peuples européens sur l'espace allant du sud du Portugal au détroit de Behring, en incluant le nord Caucase et la totalité de l'espace sibérien. Sur cet espace, 500 millions d'Européens et 150 millions de Russes devraient pouvoir prolonger jusqu'à Vladivostok, en face du Japon, les frontières humaines, géographiques et culturelles de la Grande Europe.

Chapitre IV

le combat entre terre (russie) et mer (états-unis)

« Aucune autre puissance ne l'a jamais fait. Par conséquent, nous arrivons à envahir les peuples et ils ne peuvent pas nous envahir ; ceci est une très bonne chose. Maintenir le contrôle de la mer et le contrôle de l'espace est la base de notre pouvoir. La meilleure façon de vaincre une flotte ennemie est de l'empêcher de se construire »

George Friedman, politologue, conférence devant le Chicago Council, le 4 février 2015

« La mer, c'est ce que les Français ont dans le dos lorsqu'ils regardent la plage ».

Éric Tabarly

« Il n'y a que deux conceptions du monde, la française et l'anglaise »

Napoléon 1^{er}

Dans sa maxime ci-dessus citée, Napoléon opposait les industriels, les agriculteurs aux commerçants, les ingénieurs aux financiers, l'esprit européen au mercantilisme anglo-saxon, la terre à la mer. Napoléon fut un des premiers à affirmer que l'avenir appartiendrait à la « République américaine ou à la Monarchie universelle russe ». Par le Blocus continental de 1806, Napoléon essaya, selon ses propres termes, de « conquérir la mer par la puissance de la terre » ; mais il conviendra à Sainte Hélène qu'il sous-estima l'importance de la mer.

Les deux éléments, la terre et l'eau semblent symboliser deux manières d'être des hommes ; ils les incitent à deux attitudes typiques. La terre appartient à quelqu'un, au propriétaire ; la mer appartient à tous car elle n'appartient à personne. L'empire des puissances continentales s'inspire de l'esprit de possession ; l'empire des puissances maritimes s'inspire de l'esprit de

commerce. L'histoire mondiale est l'histoire de la lutte des puissances maritimes contre les puissances continentales et jusque vers la fin du XIXe siècle, les tensions entre la Russie, puissance continentale et l'Angleterre, puissance maritime, étaient considérées comme la lutte entre l'ours et la baleine ; celle-ci était le Léviathan, grand cétacé mythique ; l'ours, lui, représentait la faune terrestre.

Selon les interprétations des cabalistes médiévaux, l'histoire du monde est un combat entre la puissante baleine, le Léviathan, et le non moins puissant Béhémoth, animal terrien que l'on imaginait sous les traits d'un éléphant ou d'un taureau. Les noms de Léviathan et de Béhémoth sont empruntés au Livre de Job. D'après la Cabbale, le Béhémoth essaie de déchirer le Léviathan avec ses cornes et ses dents, le Léviathan s'efforçant de son côté de boucher, à l'aide de ses nageoires, la gueule et le nez du terrien pour l'affamer et l'étouffer. Les deux adversaires finissent par se tuer réciproquement. Nous pouvons voir là, selon Carl Schmitt¹⁹, l'évocation illustrée par les allégories mythologiques du blocus d'une puissance terrestre par une puissance maritime.

L'opposition, le duel entre puissance maritime et puissance continentale est aussi ancienne que la navigation. Celui qui domine les grandes superficies des eaux gagnera habituellement le premier round, mais celui qui commande sur la terre ferme remportera infailliblement la dernière marche.

La maîtrise de la mer nécessite la présence continue d'une flotte supérieure. Elle peut soumettre à sa volonté celui qui dépend d'un approvisionnement d'outre-mer. Mais elle ne peut rien contre celui qui vit de ses propres ressources. Pour l'atteindre, il faut l'engagement des pays voisins et l'édification de têtes de pont qui sont les ancres jetées sur le rivage opposé, les crochets enfoncés dans la chair du continent, les États alliés de l'autre côté de la mer. Sans le Prince Eugène et l'Autriche, l'Angleterre n'aurait pas pu tenir tête à Louis XIV, et sans Frédéric le Grand et le renversement final d'alliance inespéré avec la Russie lors de la guerre de 7 ans, elle n'aurait pas pu arracher le Canada et les Indes à Louis XV en 1763. La puissance maritime a sans cesse besoin d'alliés. La puissance océanique veut l'hégémonie totale sur les mers, et la puissance continentale désire la même chose sur terre.

Les conceptions géopolitiques du géographe britannique Mackinder

(1861-1947)

Ce combat de la terre contre la mer a été conceptualisé par le géographe britannique Mackinder²⁰ dont l'objectif était de mettre en garde l'Angleterre, alors première puissance maritime, contre la Russie, puissance continentale. Halford J. Mackinder, père de la géopolitique moderne, voyait dans le « Heartland », le « cœur du monde », le pivot géographique de l'histoire : la planète est recouverte aux trois quarts de mers et d'océans ; le quart immergé restant se répartit aux deux tiers entre le « World Island », c'est-à-dire l'Île du Monde, en fait l'immense bloc continental Eurasie/Afrique, et les « Outlying Islands », c'est-à-dire les Îles Extérieures, en fait le continent de l'Amérique du Nord et du Sud, et le continent australien. Or, selon Mackinder, c'est au centre de l'Île du Monde, approximativement en Asie centrale, que se situe le « Heartland », c'est-à-dire la terre centrale, la plus grande forteresse naturelle sur terre, qui s'étend en fait des plaines et des déserts de l'Asie jusqu'aux plaines occidentales de la Flandre et de la France. Ce constat amena Mackinder en 1907 à formuler l'axiome central de sa pensée géopolitique : « Qui contrôle le Cœur du Monde contrôle l'Île du Monde, et qui contrôle l'Île du Monde contrôle le monde ». La Russie occupe de ce fait en théorie la position la plus favorable pour régner sur le monde entier, ce qui aurait été le cas pendant la guerre froide avec un autre système économique que le communisme.

Mackinder considérait que pour assurer la suprématie de « l'Île Extérieure », il fallait maintenir la division sur le continent eurasiatique, selon un axe Est-Ouest, entre l'Europe et la Russie ainsi qu'entre la Russie et la Chine. Le contrôle du monde se ferait donc, selon cette théorie, soit sous l'égide de l'Amérique puissance maritime, soit à partir de la Grande Europe de Brest à Vladivostok, soit à partir de la Chine alliée avec la Russie. Les États-Unis poursuivent avec application les objectifs géopolitiques d'une thalassocratie, à savoir la réduction des trois puissances continentales dont l'Europe. L'Amérique cherche aujourd'hui à affaiblir l'Union Européenne par le biais de l'élargissement, à diaboliser la Russie aux yeux des Européens pour éviter un rapprochement pan-continentale, à faire encercler ce pays par l'OTAN. Elle essaie aussi de mettre les pieds avec difficultés en Asie centrale, autour de la mer Caspienne, en Afghanistan dont elle s'est fait éjecter par les talibans, en Irak et au Moyen Orient où elle se fait progressivement remplacer par la Chine et la Russie. L'Amérique cherche enfin à contrer frontalement l'ambition géopolitique de la puissance chinoise clairement affichée urbi et orbi par Xi Jinping et tous les

représentants de l'Empire du Milieu.

Les conceptions de l'amiral américain Mahan (1840-1914)

L'amiral Alfred T. Mahan est l'historien de « L'influence de la puissance maritime dans l'histoire »²¹. L'analyse de l'histoire démontre selon Mahan, que les puissances maritimes l'emportaient sur les puissances continentales. Mahan a fondé la pensée navale américaine et la première théorie du pouvoir maritime. Conseillé par ce dernier, Roosevelt avait engagé son pays dans une action de type colonial pour prendre les Philippines et Cuba à l'Espagne (1898). C'est toujours sur ses mêmes conseils que Theodore Roosevelt créa « The White Fleet »²², c'est-à-dire l'US Navy, et que la décision fut prise de créer sans plus attendre deux flottes « atlantique » et « pacifique ».

Dans un texte de juillet 1904, Mahan évoque une réunification possible de l'Angleterre et des États-Unis d'Amérique. À ses yeux, la raison déterminante d'une telle réunification, ce n'est pas la communauté de race, de langue ou de civilisation, même s'il ne sous-estime pas ces facteurs mis en avant par d'autres auteurs. Ce qui importe, c'est de maintenir la suprématie anglo-saxonne sur les mers du globe et cela n'est possible que sur une base insulaire par le mariage des deux puissances anglo-américaines. L'Angleterre est devenue trop exigüe ; elle n'est plus une île au sens où elle avait été jusque-là. Les États-Unis, par contre, sont l'île continent parfaitement adaptée à l'époque moderne. L'étendue de ce pays a jusqu'ici empêché, note Mahan, que ce fait n'affleure à la conscience. Le caractère insulaire des États-Unis permettra de maintenir et développer sur une base élargie la domination des mers. L'Amérique est la « plus grande île », celle à partir de laquelle la maîtrise britannique des mers se perpétuera, sur une échelle plus vaste, sous la forme d'un condominium maritime anglo-américain.

Le concept du « Rimland » selon l'universitaire américain Nicholas Spykman (1893-1943)

Nicholas Spykman a développé le concept du « Rimland » (pays côtiers), c'est-à-dire les pays qui entourent directement le « Heartland » de Mackinder, d'où la nécessité pour l'Amérique de mettre en place le protectorat militaire de l'OTAN sur l'Europe, de contrôler le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient (Japon),

afin de contenir la Russie et la Chine.

Selon Nicholas Spykman « qui contrôle le « Rimland » gouverne l'Eurasie, qui gouverne l'Eurasie contrôle le destin du monde ». Le contrôle actuel du « Rimland » Europe et UE, par le biais de l'OTAN et de la « Soft Power », empêche l'union des forces militaires, économiques, technologiques, démographiques de l'Europe avec la Russie.

Kiel et Tanger (1910) – Gabriel Hanotaux (1853-1944) – Théophile Delcassé (1852-1923)

« Kiel et Tanger », ouvrage publié par Charles Maurras en 1910, puise son origine dans deux événements : la revue navale de Kiel le 18 juin 1895 où la marine militaire française participe aux côtés de navires allemands et russes dans une démonstration anti-britannique et la crise de Tanger du 31 mars 1905, déclenchée par l'empereur allemand Guillaume II s'opposant à la création d'un protectorat français sur le Maroc. « Kiel et Tanger » est une critique de la politique étrangère française entre 1895 et 1905, période pendant laquelle le ministère des Affaires étrangères explore deux voies : « l'alliance continentale avec l'Allemagne et la Russie contre une Angleterre qui contrariait les ambitions coloniales de Paris, puis l'alliance avec l'Angleterre, puissance maritime, contre une Allemagne à laquelle l'opinion française n'avait pas pardonné l'annexion de l'Alsace-Lorraine.²³

Gabriel Hanotaux (1853-1944) fut le ministre français des affaires étrangères de 1894 à 1898. Méfiant à l'égard de l'Angleterre, il s'efforça de créer un bloc continental européen rivalisant avec l'Angleterre. Il mit en place une alliance solide entre la France, l'Allemagne et la Russie et combattit la volonté de revanche contre l'Allemagne. Il s'attacha à resserrer les liens entre la France et la Russie, accompagna le président Félix Faure en visite officielle à Saint Petersburg. L'incident de Fachoda, avec une menace de guerre, en juillet 1898 fut directement lié à sa politique africaine et à sa défiance avec l'Angleterre.

Théophile Delcassé (1852-1923) fut ministre des affaires étrangères de 1898 à 1905 et mena au contraire une politique de rapprochement avec l'Angleterre, puissance maritime, qui aboutit à la signature de l'Entente cordiale, le 8 avril 1904. Il transforma la reculade sans gloire de la France à Fachoda en succès diplomatique. L'Angleterre gardait la totalité du bassin du Nil, mais renonçait en

échange à ses ambitions marocaines. Ce traité bouleversa l'équilibre européen élaboré par Bismarck au détriment de l'Allemagne. De plus, en avril 1899, la Troisième République conclut une alliance diplomatique avec la Russie du tsar Nicolas II. Delcassé dut cependant démissionner le 6 juin 1905 pour éviter un conflit armé avec l'Allemagne sans aucune chance de victoire, après le débarquement à Tanger de l'empereur Guillaume II. Ministre de la Marine en 1911, Delcassé, après l'incident de la canonnière allemande *Panther* le 1^{er} juillet à Agadir, dut céder une part importante du Congo à l'Allemagne pour garder les mains libres en Afrique du nord et éviter de nouveau une très sérieuse menace de guerre.

Les leçons de Thucydide sur la guerre du Péloponnèse (-431 à -404)

La guerre du Péloponnèse est le conflit qui opposa la ligue de Délos, menée par Athènes, puissance maritime, et la ligue du Péloponnèse, sous l'hégémonie de Sparte, puissance terrestre. La guerre est principalement causée par la crainte de l'impérialisme athénien chez les alliés de Sparte. En 431, Athènes possède la flotte la plus puissante du monde grec, soit environ 300 trières avec des équipages très entraînés, quand Sparte n'en possède quasiment aucune, mais ses alliés, Corinthe en particulier, en dispose d'un peu plus d'une centaine. Athènes possède aussi des ressources financières infiniment supérieures à celles de son adversaire. De son côté, Sparte, du fait de l'éducation spartiate très stricte et de l'entraînement de ses soldats, est considérée comme disposant de la meilleure armée terrestre. Au début du conflit, Sparte aligne 40 000 hoplites contre 13 000 pour la ligue de Délos, avec 12 000 Athéniens mobilisables. La dernière partie de la guerre a lieu essentiellement avec des combats de trières.

La reddition d'Athènes en -404, qui semblait improbable au début du conflit, s'explique selon Thucydide pour quatre raisons : l'épidémie ayant frappé Athènes, l'expédition maritime catastrophique d'Athènes en Sicile, la création du fort de Décélie par les Spartiates pour organiser le blocus terrestre d'Athènes, et enfin la construction d'une flotte par les Spartiates grâce à l'or fourni par les Perses²⁴ .

La guerre du Péloponnèse est riche d'enseignements pour l'affrontement actuel entre l'Amérique, puissance financière et maritime, avec ses alliés d'une part, et la Russie, la Chine, puissances terrestres d'autre part.

La France est une nation terrienne par son histoire

Depuis « labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France », la poule au pot et le souvenir de toutes les grandes batailles terrestres qui ont truffé l'Est de forts, de tranchées et de nécropoles militaires, la France est une nation terrienne²⁵. La mer n'a jamais préoccupé les Français alors que les Anglais lui accordaient une importance primordiale. Derrière chaque marin britannique, il y avait toute l'Angleterre ; derrière les grands navigateurs de Normandie ou de Bretagne, il n'y avait personne. Napoléon voyait sous ses yeux s'accomplir par les mers l'œuvre impériale anglaise ; il voulut la combattre par la terre.

Les premières tentatives françaises au XVI^e siècle, celle des frères Parmentier en 1529-1530, ou celle de Jehan Ango, puissant armateur dieppois, prouvent que les Normands savaient naviguer en vertu d'une tradition probablement héritée des Vikings. La France avait les meilleurs pilotes de l'Europe du nord et des marchands intrépides, mais tout a pris fin pratiquement à la mort de François 1^{er}.

Au siècle suivant la flotte fut encore souvent supérieure sur le plan de la conception des navires, voire sur le plan tactique. Sous l'amiral Tourville, elle atteignit même de nouveaux sommets de compétence. La politique inepte et les instructions insensées de Louis XIV la précipitèrent dans la bataille de la Rade de la Hougue (1692), où elle se battit brillamment contre un ennemi deux fois supérieur en nombre (45 contre 88 navires en ligne). Lorsque, au cours de l'inévitable retraite, Tourville perdit un certain nombre de vaisseaux, cela suffit pour que l'intérêt du roi se détache. Apparemment, quelques arpents de terre à la frontière orientale de la France le préoccupaient davantage. La doctrine Vauban fut celle d'un repli continental derrière des côtes hérissées de forteresses.

Louis XV se désintéressait de la marine. Avec de bons ministres comme Choiseul et Castres, Louis XVI reconstruisit une marine qui se trouva au mieux de sa forme au moment de la guerre d'Amérique. Pour preuves, les succès de Suffren en mer des Indes et la bataille de la Chesapeake par laquelle l'amiral de Grasse mit fin à la guerre d'indépendance des États-Unis, le 5 septembre 1781.

À la veille de la Révolution, la marine était forte et bien dans sa peau, ouverte aux idées nouvelles. Les lendemains de 1789 l'ont fait vite déchanter : le Comité de salut public imposa des officiers d'infanterie à la tête des navires de la flotte. Les combats de Prairial en rade de Brest coûtèrent 2700 tués et 7 vaisseaux. À

Groix, l'escadre Atlantique recula en désordre devant les Anglais. Ensuite il y eut Aboukir et Trafalgar. Les escadres françaises allèrent au carnage avec beaucoup de courage. Napoléon eut le tort de faire servir la Marine, alors qu'elle n'était pas prête. Plus qu'une victoire anglaise, Trafalgar fut surtout une défaite française, la fin d'un cycle de désintégration qui avait commencé en 1790.

La France, un domaine maritime mondial ex aequo avec les États-Unis au XXI^e siècle

L'outre-mer est la richesse cachée de la France. Elle est la seule nation européenne à être présente sur toutes les mers du monde grâce à ses territoires. Cet espace maritime immense de 11 millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive (ZEE), soit vingt fois la superficie de la France, la place au premier rang dans le monde avec les États-Unis. La Polynésie avec ses 118 îles représente, à elle seule, la taille de l'Europe. Au-delà de la richesse halieutique, il existe la possibilité d'exploiter les fonds marins recouverts de nodules polymétalliques avec des éléments rares tels que le germanium et des métaux nécessaires pour fabriquer des composants électroniques. De plus, 99 % des communications numériques mondiales passent par des câbles sous-marins.

Cet Outre-mer est situé à 90 % dans l'océan Indien et dans l'océan Pacifique. Il est peuplé de 2,7 millions de Français qui aspirent à être protégés par de puissants moyens de projection maritimes et aériens, ce qui n'est pas le cas actuellement (15 frégates, 137 Rafale et 35 A-400 M en 2030). Il est grand temps de cesser de voir ces territoires ultramarins comme des cailloux épars, comme « des nouveaux arpents de neige » canadiens qui coûteraient trop cher.

Les États-Unis, puissance maritime

L'Amérique du Nord est une île. Le Canada est l'Écosse de l'Amérique. Sa position actuelle sur la planète ressemble à celle de la Rome antique dans le monde méditerranéen. L'Amérique sépare les océans Atlantique et Pacifique comme l'Italie les eaux de la Méditerranée. Comme la puissance romaine après les guerres puniques, la puissance américaine est essentiellement maritime, exploitant sa position centrale entre deux mers.

Les raisons profondes de la puissance mondiale de l'Amérique sont sa

prépondérance incontestée sur le continent nord-américain, la disposition très grande de matières premières et sa situation imprenable entre deux grands océans, mais quid à l'ère des armes russes hypersoniques ? L'Amérique dispose de l'accès à toutes les mers ouvertes ; sa position entre le Pacifique et l'Atlantique lui facilite une domination sur toutes les mers du globe terrestre. Mais l'Alliance Atlantique, dans sa confrontation avec la Russie et la Chine ne subira-t-elle pas le même sort que la ligue de Délos ?

À l'heure de la démondialisation, l'Europe reste essentiellement une puissance continentale et les États-Unis une puissance maritime. Au gré des guerres civiles européennes, les États-Unis ont progressivement pris la relève de la puissance maritime par excellence, l'Angleterre. La prépondérance du commerce et la subordination des autres activités humaines aux relations marchandes caractérisent ces deux pays. Il y a donc une différence de conceptions du monde, les valeurs de l'Europe continentale tout comme celles de la Russie étant davantage marquées par le rapport à la terre.

La Russie, puissance continentale

La faiblesse de la Russie est sa situation défavorable du point de vue maritime. Si les États-Unis et le Canada jouissent du voisinage de deux océans, l'Europe et la Chine n'en avoisinent, chacune, qu'un seul. La Russie fait face à une mer de glaces et n'a qu'un port non bloqué par ces dernières : Mourmansk. Si le réchauffement climatique se confirme, cette mer de glaces pourrait laisser place à une véritable façade maritime.

Si l'Amérique a tous les avantages d'une île qui ne peut être attaquée par voie terrestre, la Russie détient tous les inconvénients d'un territoire qui a 12 000 km de frontières terrestres. Là où la Russie a des côtes, celles-ci se trouvent derrière des détroits contrôlés par des puissances étrangères ou prises par les glaces plusieurs mois dans l'année.

La grande puissance arctique qu'est la Russie ressemble à un manteau dont on aurait cousu les manches : la Mer Baltique lui est fermée à Copenhague, la Mer Noire à Istanbul, la Méditerranée à Gibraltar et à Suez. Depuis toujours, Copenhague et Istanbul ont été les objectifs à court terme de la politique russe, les objectifs à long terme étant les rives de l'Océan indien et de l'Atlantique, d'où l'intérêt stratégique pour la Russie de mettre en place une Grande Europe

d'une façon amicale et pacifique.

La Russie continentale seule se présente comme un contrepoids à la voracité du « camarade loup » américain. C'est ainsi que Vladimir Poutine a qualifié, en mai 2006, les États-Unis, lors de son message annuel à la nation.

La Grande Europe des nations de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique disposerait d'une localisation stratégique idéale dans le monde, bien meilleure que celle des États-Unis !

Après avoir été impérialiste et dominatrice, l'Europe est devenue une colonie américaine dépendante des États-Unis. Il importe qu'elle soit décolonisée à son tour pour redevenir elle-même, libre, européenne, indépendante. Son principal atout est sa proximité naturelle et un bon voisinage avec la Russie. L'Europe reste l'aboutissement naturel des plaines eurasiatiques du nord avec leur débouché sur l'Atlantique. De par cette situation géographique, les Européens n'ont d'autre choix que la soumission à l'Amérique ou le rayonnement de leur puissance et de leur civilisation, en même temps que la défense de leurs intérêts géopolitiques et stratégiques. Pour exister, se défendre, rayonner dans un monde multipolaire qui s'annonce de plus en plus dur, il est nécessaire de se regrouper stratégiquement en un grand ensemble de nations, de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique.

La Grande Europe bénéficierait alors très fortuitement du même avantage stratégique que « l'Île États-Unis » entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique ! Mais elle disposerait en plus de l'immense avantage stratégique par rapport aux États-Unis, d'être le fameux « Heartland » permettant de dominer l'Île du Monde (« World Island »), donc le Monde, selon le concept de Mackinder, et de bénéficier en plus d'un accès direct à la nouvelle voie maritime de l'Arctique vers l'Asie ! Bref, le rêve ! L'Europe de Brest à Vladivostok est un grand objectif mobilisateur : elle permettrait aux Paneuropéens de non seulement se rapprocher de la parité de puissance avec les États-Unis, mais plus vraisemblablement de les dépasser !

Chapitre V

L'Amérique ne représente pas le camp du Bien

« L'Amérique a une plus grande capacité que n'importe quel autre pays sur Terre à mobiliser les autres pour le bien commun ».

Antony Blinken, Secrétaire d'État du Président Joe Biden (discours en mars 2021)

L'Amérique n'a vécu qu'une vingtaine d'années en paix depuis sa naissance en 1776, ce qui signifie que ce pays est pratiquement toujours en guerre. Les États-Unis ne conçoivent pas leur armée comme un outil de défense destiné à les protéger, une sorte d'assurance-vie, mais comme un outil de combat permanent pour assurer leur domination et écraser ceux qui ambitionneraient de les détrôner, ou tout simplement pour éradiquer ceux qui nuisent à leurs intérêts. Depuis leur création, les États-Unis n'apportent pas la démocratie et la défense des droits de l'homme, mais la guerre, l'impérialisme mercantile et militaire. Nous nous limiterons à quelques exemples historiques, avant de faire le point sur la situation contemporaine.

La conquête en 1898 de Cuba et des Philippines par les États-Unis, sous le prétexte du sabotage du cuirassé Maine par l'Espagne à la Havane.

Dès 1858, le sénateur américain A. Douglas avait déclaré : « Notre destin est de posséder Cuba, et c'est une folie de discuter cette question. L'île appartient naturellement au continent américain. Elle garde l'embouchure du Mississippi, qui est le cœur du continent américain et le corps de la nation américaine ».²⁶ Le 15 février 1898, une explosion eut lieu à bord du navire de guerre de l'US Navy *USS Maine* qui était ancré dans le port de La Havane et coula rapidement, entraînant la mort de 266 marins américains. Les preuves quant à la cause exacte et accidentelle de l'explosion étaient peu concluantes et contradictoires, mais la presse américaine, menée par deux journaux new-yorkais, proclama que c'était un ignoble acte de sabotage commis par les Espagnols. La presse réclama la guerre avec comme slogan : « Rappelez-vous le Maine ! L'Espagne en enfer ! »²⁷ Le journaliste Hearst est connu pour sa célèbre réponse à son illustrateur

Frederic Remington, qui estimait que les événements à La Havane ne justifiaient pas une guerre : « Vous fournissez les images, et je fournirai la guerre. »

Suite à des débarquements américains à Cuba et aux Philippines, et à de brèves batailles navales, l'Espagne céda le 10 décembre 1898 à Washington non seulement Cuba avec la construction d'une base à Guantánamo, mais également Guam, Porto-Rico et les Philippines. Pour le journaliste Patrick J. Buchanan, « c'est sous McKinley, le Président de l'époque, que la nation américaine est devenue un Empire ».²⁸ Cette attaque contre Cuba et cette guerre avec l'Espagne peut être considérée comme un cas d'école, un premier modèle des interventions états-uniennes à l'étranger : conditionnement du peuple par les médias, mensonges et bobards médiatiques, intervention militaire, construction d'une base militaire, mise en place d'un gouvernement docile dans le pays vaincu qui ouvre ses portes aux hommes d'affaires américains.²⁹

La création de la République de Panama par les États-Unis pour contrôler le canal de Panama

Le 3 novembre 1903, des séparatistes panaméens se déclarent indépendants de la Colombie, avec le soutien des troupes américaines. Des navires de guerre de l'US Navy ancrés à l'abord des côtes interdisent toute intervention de l'armée colombienne. Le 18 novembre, à New York, est signé le Traité Hay-Bunau-Varilla, faisant du Panama un protectorat. Les États-Unis reçoivent une frange de 10 miles (16,09 km) de large des deux côtés du canal, pour sa construction et son exploitation à perpétuité. La souveraineté dans la zone du canal leur revient, le Panama étant « exclu des droits souverains, pouvoir et autorité ». Il leur est aussi concédé un droit d'ingérence permanent dans les affaires intérieures panaméennes., et la possibilité d'intervenir militairement en cas d'atteinte à l'ordre public.

Les États-Unis installent un complexe militaire constitué de quatorze bases. Dans *l'école des Amériques*, ils forment à la contre-insurrection et à l'anticommunisme des officiers latino-américains dont un grand nombre seront impliqués dans de coups d'État ou prendront la tête de dictatures. Environ douze mille soldats et cinquante mille civils y vivent. En janvier 1964, un groupe d'étudiants panaméens tente de hisser leur drapeau dans ce qu'ils considèrent « un territoire occupé » avec une très dure répression et des émeutes, d'où 22

morts et 500 blessés.

Le 11 octobre 1968, des militaires menés par le colonel Omar Torrijos renversent le Président proche de l'oligarchie terrienne et des secteurs liés à Washington. Souverainiste, Torrijos fait expulser quatre cents *Peace Corps* envoyés par Kennedy en 1961. Il affronte les multinationales, exigeant des hausses de salaires et redistribue 180 000 hectares de terres non cultivées. En 1973, devant l'absence de progrès dans les négociations, il tente de faire intervenir l'ONU : « Nous n'avons jamais été, ne sommes pas et ne serons jamais un Etat associé, une colonie ou un protectorat, et nous n'entendons pas ajouter une étoile au drapeau des États-Unis ». Finalement Washington signe en 1977 le traité Torrijos-Carter, avec Jimmy Carter, permettant à Panama de retrouver la souveraineté sur le canal de Panama. Omar Torrijos meurt en 1981 dans un accident d'avion très probablement orchestré par la CIA.

Renversement du *Président Jacobo Arbenz* : la sale guerre de 36 ans au Guatemala

La révolution démocratique en 1944 du Président José Arevalo avait introduit un vaste programme de réformes socio-économiques de gauche. Il limitait le pouvoir de la multinationale *United Fruit*, encourageait la syndicalisation et élargissait le droit de suffrage aux Indiens et aux classes défavorisées, menaçant ainsi les bases de l'élite du pays. Le colonel Arbenz, qui est élu président en 1950 avec 65 % des voix, manifeste la volonté de poursuivre les réformes. Dès 1951, il lance une vaste réforme agraire visant à distribuer des terres à plus de 100 000 familles pauvres. Dans ce processus, il procède aussi à la nationalisation des terres de l'*United Fruit*, ce qui mécontente les autorités américaines. À une époque où la crainte du communisme, exacerbée par la Guerre froide, atteint des sommets à Washington, les réformes d'Arbenz sont dénoncées comme ayant un caractère communiste.

En 1952, le Président Harry Truman autorise la CIA à entreprendre, avec l'aide du dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza, une opération visant à renverser le régime d'Arbenz. L'opération est finalement montée sous l'administration de Dwight Eisenhower en juin 1954. Elle fait des centaines de morts et aboutit au renversement d'Arbenz qui s'exile. Une junte militaire dirigée par le colonel Carlos Castillo Armas met immédiatement fin aux

réformes, retourne les terres nationalisées à *United Fruit* et abolit le droit à la syndicalisation.

Ce renversement plonge le Guatemala dans le chaos. Il s'ensuivra 36 ans d'un régime de terreur qui fera près de 200 000 morts, les autorités recourant à des escadrons de la mort et à des massacres pour maintenir leur contrôle sur la population indigène.³⁰

Manipulation par les États-Unis des incidents du golfe du Tonkin : Début de la guerre du Vietnam

Les incidents du golfe du Tonkin sont survenus les 2 et 4 août 1964. Des torpilleurs nord-vietnamiens et deux destroyers américains, le *USS Maddox* et le *USS Turner Joy* ont échangé des tirs de canons le 2 août. Les destroyers ont ouvert le feu, le 4 août, sur des cibles détectées au radar. L'existence de l'affrontement du 4 août a été longtemps controversée. Des éléments ultérieurs dont un rapport rendu public en 2005 par la National Security Agency (NSA) indiquent qu'il n'y a pas eu d'attaque nord-vietnamienne le 4 août.

Les responsables de la NSA ayant caché leurs erreurs auprès de l'administration Johnson, une résolution prévue depuis de longs mois put, malgré tout, être présentée au Congrès, afin de donner au Président des États-Unis les pleins pouvoirs militaires pour déclarer la guerre à la République démocratique du Vietnam et engager résolument son pays dans la guerre du Vietnam.

La résolution du Golfe du Tonkin, votée au Congrès avec une très forte majorité, donne au Président Johnson le pouvoir de « prendre toutes les mesures nécessaires pour repousser toute attaque contre les forces armées des États-Unis et prévenir des agressions futures ». C'était en fait le début de la guerre du Vietnam, avec l'envoi d'un corps expéditionnaire américain qui atteindra 550 000 hommes en 1968. Son but était de stopper l'expansion du communisme en empêchant un « effet domino » dans l'Asie du Sud-Est.

Cette guerre dura jusqu'au 30 avril 1975, avec 58 000 Américains tués et 303 000 blessés. Du côté vietnamien, ce fut un carnage, avec 250 000 soldats sud-vietnamiens, alliés des États-Unis, tués. Du côté du Vietcong et de la République démocratique du Vietnam., il y eut un million de tués et 600 000

blessés.

Le monstrueux bobard et faux témoignage au Congrès américain des couveuses du Koweït

Le scandale des couveuses du Koweït désigne les bobards et le faux témoignage fait le 14 octobre 1990, lors de l'invasion du Koweït par les forces armées irakiennes de Saddam Hussein, qui alléguait des atrocités contre des nouveau-nés koweïtiens. Le témoignage se révéla être mensonger, après avoir servi à favoriser l'entrée en guerre des Occidentaux.

Le 14 octobre 1990, une jeune femme koweïtienne, appelée par les médias « l'infirmière Nayirah » témoigne, les larmes aux yeux, devant une commission du Congrès des États-Unis. L'évènement est retransmis par les télévisions du monde entier. : « Je m'appelle Nayirah et je reviens du Koweït. Ma mère et moi étions au Koweït le 2 août pour passer de paisibles vacances. Pendant que j'étais là, j'ai vu les soldats irakiens entrer dans l'hôpital avec leurs armes. Ils ont tiré les bébés des couveuses et ont laissé les bébés mourir sur le sol froid. ». Ce témoignage a beaucoup ému l'opinion publique internationale.

En fait, ce témoignage était entièrement faux. La jeune fille, entraînée par Michal Deaver³¹, un conseiller en communication, était la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington. L'association « Citizens for a free Kuwait », avait commandé cette campagne à la société de relations publiques *Hill – Knowlton*, pour la somme de 10 millions de dollars³².

L'Amérique ne représente pas le camp du Bien, ce que reconnaissent de nombreux Américains

Patrick J. Buchanan le reconnaît dans son célèbre ouvrage : « Nous sommes détestés non pour ce en quoi nous croyons ; nous sommes détestés pour ce que nous faisons. (...) Nous les Américains, nous nous comportons comme l'Empire romain. Entre 1989 et 1999, nous avons envahi Panama, écrasé l'Irak, nous sommes intervenus en Somalie, avons envahi Haïti, lancé des attaques aériennes sur la Bosnie, tiré des missiles sur Bagdad, le Soudan et l'Afghanistan et détruit la Serbie. Nous avons imposé des embargos et des blocus avec la Libye, l'Iran, l'Irak et des douzaines d'autres États. Les sanctions irakiennes ont peut-être causé

la mort de 500 000 enfants. Quand on a demandé à Madeleine Albright, secrétaire d'État du Président Clinton, si ce bilan épouvantable était justifié, elle répondit : « Cela valait la peine » (...) Et comment tout ce néo-impérialisme a-t-il profité à notre peuple ? »³³

Selon le journaliste américain William Blum, spécialiste très sérieux en politique étrangère à Washington : « Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont tenté de renverser plus de 50 gouvernements étrangers dont la plupart étaient démocratiquement élus. Ils ont tenté d'assassiner plus d'une cinquantaine de chefs politiques étrangers. Ils ont largué des bombes sur les peuples de plus d'une trentaine de pays. Ils ont tenté de supprimer des mouvements populistes ou nationalistes qui luttaienent contre des régimes intolérables dans vingt pays »³⁴. Il a mis en avant également la mort et les vies brisées de « plusieurs millions de personnes ».

Quant au secrétaire d'État américain Mike Pompeo, ancien Directeur de la CIA de 2017 à 2018, il a avoué que la devise de l'Académie militaire de West Point n'avait pas été respectée. Il a pu faire la déclaration suivante auprès des étudiants de l'université A&M du Texas le 15 avril 2023 : « Nous avons menti, triché et volé. C'est comme si nous avions été entièrement formés pour cela ».

De son côté, lors d'une conférence en 2007³⁵, le général Wesley Clark, Commandant de l'OTAN de 1997 à 2000, a dénoncé l'agressivité et l'arrogance de la politique américaine, tombée aux mains de va-t-en-guerre sans scrupule, qui décident sans la moindre opposition, de liquider les régimes qui leur déplaisent et de semer le chaos au Moyen-Orient. Il s'est souvenu d'une réunion en 1991 avec Paul Wolfowitz, alors n° 3 du Pentagone qui lui a dit : « Nous avons 5 à 10 ans pour nettoyer tous ces régimes dévoués à l'ex-URSS, la Syrie, l'Iran, l'Irak, avant que la prochaine puissance n'émerge pour nous défier ». Une déclaration stupéfiante pour Wesley Clark : « L'armée servirait à déclencher des guerres et à renverser des gouvernements et non pas à empêcher les conflits. Nous allons envahir des pays. Mes pensées se bouscullaient. J'ai mis ça de côté comme une pépite que vous conservez. Un groupe de gens a pris le contrôle du pays avec un coup d'État politique ». Et d'ajouter : « Wolfowitz, Cheney, Rumsfeld, je pourrais nommer une demi-douzaine d'autres collaborateurs du projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC) ». Drôle de camp du Bien qui prétend faire la loi dans le monde avec des valeurs démocratiques depuis 1945 ! Une Conférence accablante du général Wesley Clark pour les États-Unis

semeurs de guerres.³⁶

Les dangers de l'impérialisme hégémonique américain selon la Russie et la Chine

Au cours d'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies le 21 février 2023 pour demander une enquête impartiale sur l'acte de guerre qui a consisté à détruire les gazoducs Nord Stream en mer Baltique en septembre 2022, le représentant russe Vassili Nebenzia n'a pas mâché ses mots publiquement : « Nous sommes déjà habitués au fait que nos collègues américains se placent au-dessus de la loi, prétendant, en fait, qu'ils sont la loi. Ils peuvent s'ingérer en toute impunité dans d'autres États, mener des coups d'État, des agressions contre des États indépendants, tuer et torturer des civils dans d'autres pays, tout en refusant de livrer les auteurs à la justice internationale. Dans le cas de l'attentat de Nord Stream, ni le mobile du crime, ni son auteur, ni la manière dont le crime a été commis ne font de doute ».

Quelques jours auparavant Wang Wenbin, du Ministère chinois des Affaires étrangères, avait ainsi répondu à une attaque de la sous-secrétaire d'État américaine Wendy Sherman qui accusait Pékin de vouloir « remodeler l'ordre international fondé sur des règles » : « Agents du chaos international, les États-Unis tirent profit de la guerre, sans aucune honte. Les faits ont pleinement prouvé que les États-Unis sont le principal perturbateur des règles et de l'ordre international. Ce sont les États-Unis, et non la Chine, qui sapent et foulent aux pieds les règles internationales. L'hégémonie est la marque de leur approche des affaires internationales. »

« *L'hégémonie et ses dangers* » est le titre d'un rapport publié le 20 février 2023 sur le site officiel du ministère chinois des Affaires étrangères. Ce rapport indique que la prétendue guerre américaine contre le terrorisme, entreprise après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, a coûté la vie à 900 000 personnes dont 335 000 civils. Il s'en prend à l'arrogance américaine tous azimuts en fournissant des exemples très précis. Cela fait un siècle que les États-Unis traitent l'Amérique latine comme leur pré-carré. Et dans d'autres régions du monde, les États-Unis ont créé des blocs séparés sous leur influence en provoquant des « révolutions de couleur ». Depuis l'indépendance des États-Unis, ce pays a usé de l'emploi de la force militaire. En Corée, au Vietnam, en

Irak, en Serbie, les États-Unis n'ont pas hésité à utiliser des méthodes de guerre affreuses allant de l'usage d'armes chimiques à l'utilisation de l'uranium appauvri, causant des pertes civiles avec des effets durables sur l'environnement.

En outre le gouvernement américain a abusé du dollar et de sa place dans le système financier international pour éliminer la concurrence à ses entreprises, tout en imposant des sanctions unilatérales aux parties jugées hostiles. L'hégémonie américaine est obtenue sur le plan économique, en raison de la création d'organisations internationales (FMI, Banque Mondiale...) autour du dollar américain. Dans le domaine de la haute technologie, les États-Unis cherchent « à exercer un monopole avec des restrictions dans certains secteurs ». En conclusion, les États-Unis doivent « examiner de manière critique leurs actions », abandonner « l'arrogance et les préjugés » ainsi que leurs « pratiques d'intimidation » qui durent depuis des décennies. Un avertissement sans frais à la grenouille américaine qui veut se faire plus grosse que le bœuf chinois et l'ours russe !

Chapitre VI

L'Amérique représente le camp du Mal et des crimes de guerre contre l'humanité

6 août 1945 – 8 h 15 à Hiroshima : « Mon Dieu, qu'avons-nous fait ? »

Bob Lewis – Co-pilote d'Enola Bay

« Les Nippons doivent être brûlés, bouillis ou cuits à mort »

Général Curtis Lemay, après les bombardements incendiaires de Tokyo du
10 mars 1945³⁷

« Les États-Unis, c'est la pire chose qui existe au monde »

Reality Winner, héroïne de « Reality », film documentaire de Tina Satter –
2023

« L'OTAN est comme l'Allemagne nazie et l'axe du mal »

Dmitri Medvedev – 26 septembre 2023

L'histoire des États-Unis commence par l'extermination des Indiens. Au moment de l'arrivée de Christophe Colomb le 12 octobre 1492, il y avait 5000 000 d'Indiens qui n'étaient plus que 250 000 à la fin du XIXe siècle. S'il est indubitable que les maladies apportées par les Européens contribuèrent à la diminution des populations autochtones, le professeur américain Benjamin Madley a cependant pu qualifier de génocide la quasi-disparition des Indiens³⁸.

Les États-Unis se sont donc construits, dès le départ, dans la cruauté, en éliminant les Indiens qui avaient souvent accueilli les premiers colons anglais d'une façon amicale (Thanksgiving Day). Issus d'une révolte et d'une guerre contre l'Angleterre avec l'aide de la France, ils continuèrent leur expansion vers

l'ouest en faisant couler le sang des Indiens pour les éliminer (Cheyennes – Colorado – en 1864). Les Indiens furent massacrés par les Anglo-saxons en Amérique tout comme les Aborigènes en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les Français, a contrario, établirent de bonnes relations avec les Indiens en Amérique du Nord et n'exterminèrent pas les Kanaks en Nouvelle-Calédonie.

Bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki : Crimes de guerre contre l'Humanité

Les bombardements atomiques par les États-Unis de Hiroshima et Nagasaki demeurent la seule utilisation de l'arme nucléaire durant un conflit. Le 6 août 1945, à 8 h 16, l'explosion de la bombe « little boy » libéra une énergie de 15 000 tonnes de TNT, tua instantanément des dizaines de milliers de personnes et détruisit tout sur environ 12 km. Le second bombardement eut lieu à Nagasaki le 9 août 1945 à 10 h 58 et l'explosion d'une puissance de 20 kilotonnes détruisit immédiatement 8 km² de bâtiments. Les victimes furent d'environ 200 000 morts et 150 000 blessés à Hiroshima, 120 000 morts et 80 000 blessés à Nagasaki. Dans l'éditorial de « Combat » du 8 août 1945, Albert Camus écrit : « la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie ».

Le New York Times du 9 août 1945 cite une émission de Radio Tokyo qui proteste vigoureusement contre les bombardements : « Comment les responsables militaires américains vont-ils échapper à leur avilissement, non seulement aux yeux des autres nations, mais aussi à ceux du peuple américain ? Que pense le peuple américain, épris de justice, de ses dirigeants qui commettent un crime contre l'Homme et contre Dieu ? ».

Le Japon avait déjà proposé sa reddition à partir d'avril 1945, dans des termes très proches de ceux finalement retenus, la seule condition étant que l'Amérique ne touche pas à l'Empereur, ce qui fut refusé par les États-Unis, alors que par la suite, ils s'appuyèrent sur lui pour gérer l'après-guerre. Les deux véritables raisons qui expliquent ce crime contre l'humanité : marquer de façon spectaculaire le début de la période de domination américaine et faire peur à Staline ainsi qu'à l'Armée rouge qui menaçait de déferler sur le reste de l'Europe.

Nagasaki n'aurait jamais dû être une cible. La ville n'avait aucun intérêt militaire et elle abritait un camp de prisonniers de guerre américains et coréens,

ce que les Américains savaient. De plus, Nagasaki avait fait l'objet d'un bombardement conventionnel, le 1^{er} août, ce qui était contre-productif pour l'étude des effets de l'arme atomique.³⁹

Selon les termes de l'article 6b des statuts du tribunal militaire international, adoptés par les Alliés eux-mêmes lors des accords de Londres du 8 août 1945, le surlendemain de l'explosion de Hiroshima et la veille de celle de Nagasaki, ces bombardements atomiques constituent des crimes de guerre, comme l'ont souligné entre autres la philosophe Hanna Arendt et le procureur lors des procès de Nuremberg, Telford Taylor⁴⁰. Léo Slizard, largement impliqué dans le développement de la bombe dira après la guerre : « Si les Allemands avaient largué des bombes atomiques à notre place, nous aurions qualifié de crimes de guerre les bombardements atomiques sur des villes ; nous aurions condamné à mort les coupables allemands lors du procès de Nuremberg et les aurions pendus ».

Selon une étude « United States Strategic Bombing survey », organisée par l'armée américaine après la capitulation, auprès de centaines de dirigeants militaires et civils japonais, il ressort que le Japon aurait de toute façon capitulé, même si les bombes n'avaient pas été larguées. C'était aussi l'avis du général Dwight D. Eisenhower qui en informa le secrétaire de la guerre Stimson : « Je fus empli de tristesse et fis part de mon profond désaccord (...) parce que je pensais que notre pays ne devait pas choquer l'opinion mondiale par l'utilisation d'une bombe que je ne pensais pas nécessaire pour sauver la vie des Américains »⁴¹

L'officier le plus haut gradé des opérations dans le Pacifique était le général Douglas Mac Arthur. Il ne fut pas consulté et dira après-coup qu'il n'y avait pas de justification militaire pour cette attaque atomique. La même opinion sera donnée par l'amiral William Leahy, le général Carl Spaatz (commandant de l'USSAF dans le Pacifique), et le général de brigade Carter Clarke (officier des renseignements). Le major général Curtis Lemay, l'amiral Ernest King (chef des opérations navales), l'amiral Chester Nimitz (commandant en chef de la marine dans le Pacifique), émettront aussi des doutes sur l'intérêt militaire de ces deux bombardements atomiques.

Les criminels bombardements de l'Amérique en 1944-1945 : Berlin,

Hambourg, Dresde

Comme preuves de vagues d'anti-américanisme latent en Allemagne, porteuses d'espoir pour une Europe libre et européenne, des livres sur les bombardements américains et britanniques pendant la deuxième guerre mondiale se sont arrachés en librairie. Enfouis dans l'inconscient collectif allemand, ces mauvais souvenirs n'attendent souvent qu'un signe pour refaire surface. L'ouvrage de Jörg Friedrich « L'incendie de l'Allemagne dans la guerre des bombes 1940-1945 » l'a donné⁴². Né en 1939 Friedrich a surtout vécu les bombardements de Munich en 1945, sa ville, moins touchée que d'autres centres urbains. Le 1,35 million de tonnes de bombes anglo-américaines lâchées sur l'Allemagne (0,58 million de tonnes sur la France avec 70 000 morts⁴³) ont fait plus de 600 000 victimes, la moitié dans les derniers neuf mois de guerre. Les Allemands avaient bombardé Varsovie, Rotterdam et Belgrade, ils avaient détruit Coventry (50 000 morts). Friedrich estime qu'on ne peut effacer des crimes de guerre par d'autres crimes, surtout pas en tuant dans d'atroces souffrances près de 80 000 enfants et adolescents de moins de 14 ans. Le livre de Friedrich se lit comme un roman avec des descriptions vraies de l'horreur de ces attaques sur l'Allemagne profonde.

Le 14 février 1942, le ministère britannique de l'Armée de l'air donnait l'ordre au « Bomber Command » de « briser par des tapis de bombes le moral de la population civile allemande, en particulier des ouvriers de l'industrie ». Or de nombreux prisonniers et travailleurs étrangers remplaçaient, dans les ateliers, les Allemands mobilisés, et les villes étaient peuplées surtout de femmes, d'enfants et de vieillards, à moins qu'on n'ait voulu précisément tuer les familles des soldats pour les démoraliser.

Au cours de l'été 1942, Staline se plaignit à l'Amérique et à l'Angleterre qu'elles n'aidaient pas assez la Russie qui perdait 10 000 hommes par jour au front, soit plus que les Alliés tués pendant toute la durée du débarquement du 6 juin en Normandie. Churchill promit de « détruire chaque logement ou presque dans chaque ville allemande ». La sténo a noté : « Mr Stalin smiled and said that would not be bad » (M. Staline a souri et a rétorqué que cela ne serait pas mal).

Le résultat fut l'éradication des métropoles et d'innombrables bourgades, avec des paroxysmes comme la petite ville d'horlogers de Pforzheim où une attaque en février 1945 tua 20 000 des 60 000 habitants. On avait testé les bombes

incendiaires sur Lübeck en mars 1942. L'opération « Gomorrhe » sur Hambourg en août 1943 se solda par 45 000 tués, asphyxiés ou brûlés vifs dans un incendie de 20 km² (44 % des immeubles détruits). Cologne, Brême, Würzburg, Fribourg et bien d'autres cités furent rasées. En août 1944, ce fut l'opération « Tonnerre » contre Berlin : 2000 bombardiers tuèrent ou blessèrent 220 000 habitants. En février 1945, ce fut le tour de la magnifique ville de Dresde qui était remplie de réfugiés en provenance de l'Est, sans aucun intérêt stratégique, avec des bombes incendiaires au phosphore, pour transformer les êtres humains en torches vivantes et les égouts en feu ! Dans les nuits du 13 au 15 février 1945, les bombes lâchées par 1300 bombardiers alliés sur Dresde font environ 100 000 morts et détruisent 80 % de la ville.⁴⁴

Les Anglo-saxons, en particulier le chef britannique du « Bomber Command » Arthur Harris que les Allemands considèrent comme un criminel de guerre, prétendaient dresser la population contre Hitler par ce « moral bombing », mais la Gestapo et la guillotine travaillaient sans relâche en Allemagne. Les bombardements de terreur sur la population civile allemande furent un échec, mais constituaient des crimes de guerre car ils visaient expressément des populations civiles pour faire capituler des militaires. Au lendemain du jugement de Nuremberg, le général américain Curtis Lemay, responsable de l'opération « Point blank », l'un des stratèges des bombardements qui rasèrent les villes allemandes, a pu dire : « Si Hitler avait gagné, c'est moi qui aurais été jugé pour crimes de guerre. »

L'épandage de l'agent orange au Vietnam (1961-1971) : premier écocide dans l'histoire de l'humanité

L'agent orange est un défoliant déversé par l'armée américaine de 1961 à 1971 pendant la guerre du Vietnam, afin de tuer la flore et mettre à nu les terres qui abritaient les partisans du Nord-Vietnam. Il doit son nom à la couleur orange peinte sur les barils de stockage. Ce défoliant contenait de la dioxine TCDD, poison le plus puissant connu, un million de fois plus puissant que le poison naturel, perturbateur endocrinien, s'attaquant au système immunitaire, cancérigène, et tératogène pour l'embryon. La dioxine s'est infiltrée et a pollué les sols, les eaux, avec des conséquences sur plusieurs générations pour la santé des hommes. 83 millions de litres de défoliants ont été déversés. Robert McNamara, Secrétaire à la défense du Président Johnson, est un des principaux

responsables de ce crime supplémentaire états-unien contre l'humanité.⁴⁵

2,1 millions à 4,8 millions de Vietnamiens ont été exposés au défoliant ainsi que des Cambodgiens, Laotiens, militaires américains et alliés de très nombreuses nationalités. C'est la première fois que le terme « écocide » a été employé dans l'histoire de l'humanité.⁴⁶

Le scandale de l'intervention de l'Amérique et de l'OTAN au Kosovo pour faire plier la Serbie orthodoxe, proche de la Russie

L'opération de l'Amérique contre la Serbie s'est déroulée en trois temps. Tout d'abord les guerres sanglantes en Yougoslavie en 1991-1995 pour la faire éclater lors de la signature des accords de Dayton en 1995, avec à la clé 150 000 premiers morts. La Serbie était devenue un petit État sans la Croatie, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine. Dans un deuxième temps, à partir du 24 mars 1999, il s'agissait d'extirper la province du Kosovo de la Serbie pour l'offrir aux maquisards mafieux de l'UCK, issus de l'immigration albanaise. Les opinions occidentales n'étant pas mûres pour une intervention aidant l'UCK. Le « plus grand bobard de la fin du XXe siècle », selon le titre du Monde Diplomatique d'avril 2019, a été monté par l'Amérique et ses vassaux européens, le valet allemand de l'OTAN jouant un très grand rôle. Tout d'abord « L'opération fer à cheval » des Serbes pour prendre soi-disant en tenaille les maquisards de l'UCK n'a jamais eu lieu, mais le scandaleux bobard fut le massacre de Racak par les Serbes, inventé de toutes pièces, comme celui plus tard, de Boutcha en Ukraine en mars 2022 ! Les cadavres présentés dans les médias étaient tout simplement ceux de combattants de l'UCK tués lors d'un accrochage classique avec l'armée serbe.

Pendant 78 jours, à partir du 24 mars 1999, les Serbes furent bombardés par les pays de l'OTAN, dont la France, alliée avec la Serbie depuis le XIXe siècle, pour sa plus grande honte ! L'OTAN, alliance défensive selon les traités, se transforma subitement en une force d'intervention agressive, en lieu et place de l'ONU, pour régler un conflit régional européen. L'OTAN a déversé plus de 80 000 bombes dont 30 000 à l'uranium appauvri. Selon le général serbe Vladimir Lazarevic, l'OTAN a envoyé sur la Serbie, « plus de bombes qu'Adolf Hitler de 1941 à 1945. » ; ces bombes équivalaient à six ou huit bombes nucléaires de Hiroshima. La guerre la plus asymétrique des 50 années

d'existence de l'OTAN se transforma en génocide contre le peuple serbe, avec pollution des terres et rivières. Aujourd'hui la Serbie est victime d'un des plus forts taux de cancers mortels en Europe, selon le professeur serbe Slobodan Cikarié, suite à l'utilisation de 15 000 tonnes d'uranium appauvri dans les bombes de l'OTAN. Nikola Mirkovic demande dans son ouvrage « *L'Amérique Empire* » quel président américain a été jugé pour ces crimes ?⁴⁷

Les Serbes durent alors évacuer le Kosovo, leur berceau religieux et historique de la bataille du Champ des merles contre les Turcs. Le Kosovo proclama son indépendance, dans un troisième et dernier temps, en 2008. Il abrite aujourd'hui, « Bondsteel », la plus grande base militaire américaine d'Europe ! L'opération criminelle dans les Balkans de l'Amérique aux dépens de la Serbie, a parfaitement réussi, contrairement à celles de l'Irak, de l'Afghanistan et de la Syrie. Quant à la vie des derniers Serbes du Kosovo, elle est devenue un enfer, leurs droits multiethniques garantis par l'OTAN n'étant absolument pas respectés.

Pour clore ce scandale, Hashim Thaçi, chef politique et militaire de l'UCK, devint Premier ministre du Kosovo indépendant, puis Président jusqu'en 2020. Mais il dut démissionner car inculpé par le tribunal spécial de La Haye pour ses multiples crimes, le plus grave étant le trafic d'organes dont furent victimes de jeunes Serbes enlevés et assassinés à cette fin. Qu'elles sont belles les démocraties que nous amène l'Amérique dans ses fourgons criminels ! En 2008, Poutine a prévenu les États-Unis que cette ignominie occidentale ne resterait pas impunie.

20 mars 2003 : scélérate invasion de l'Irak sous des prétextes totalement inventés par l'Amérique

La seconde guerre du Golfe commence le 20 mars 2003 avec l'opération « Liberté irakienne » menée par les États-Unis. L'invasion a conduit à la défaite rapide de l'armée irakienne, à l'arrestation, puis à l'exécution de Saddam Hussein ainsi qu'à la mise en place d'un nouveau gouvernement à la solde de l'Amérique.

Le prétexte invoqué par l'agresseur yankee qui prétendait que l'Irak disposait d'armes de destructions massives, s'est révélé être un montage grossier, un mensonge éhonté. En réalité, les États-Unis n'ont pas supporté que Saddam

Hussein annonce en septembre 2000 qu'il abandonnerait le dollar au profit de l'euro pour des ventes de pétrole.⁴⁸ L'ancien Président de la « Federal Reserve » Alan Greenspan le confirma dans son livre « *Le temps des turbulences* » : « Je suis attristé qu'il soit politiquement incorrect de reconnaître ce que tout le monde sait : la guerre d'Irak est largement une histoire de pétrole »⁴⁹.

Cela entraîna des années de guerre civile, la destruction des infrastructures et de la société irakienne, accompagnées de centaines de milliers de morts. Les États-Unis en 2003-2004 ont utilisé pas moins de 300 tonnes d'uranium appauvri sous forme de bombes et d'obus, avec un environnement radioactif à Falloujah comparable à Hiroshima et Nagasaki, d'où le surnom de « second Tchernobyl » pour Falloujah.

Le Président George Bush qui a lancé une guerre illégale en Irak et provoqué directement ou indirectement, selon la société britannique « Opinion Research Busines » (ORB), la mort d'un million d'Irakiens, n'est toujours pas inquiété par les tribunaux, alors que Saddam Hussein, comme a pu le faire remarquer le Président Poutine, a été condamné au gibet pour la mort de 148 victimes chiites, en représailles d'une tentative d'assassinat sur sa personne.⁵⁰

Les services secrets ukrainiens sous la coupe de la CIA depuis 2015 : opérations clandestines, sabotages et assassinats ciblés

Suite à une très sérieuse enquête⁵¹ du Washington Post, la CIA a donné aux services secrets ukrainiens, SBU et GUR, depuis 2015, donc bien avant l'opération militaire russe Z en février 2022, la possibilité de mener des opérations clandestines en Russie, dont des sabotages et des assassinats ciblés. Le Washington Post revient ainsi sur les attaques des drones contre Moscou et les deux attentats contre le Pont de Crimée en 2022, avec des victimes collatérales.

Aux victimes civiles de ces attaques s'ajoutent celles des assassinats ciblés : Stanislav Rzhitsky, ancien commandant de sous-marin, abattu durant son « footing » à Krasnodar ; Vladien Tatarsky, célèbre blogueur tué dans un attentat à la bombe dans un café de Saint-Pétersbourg ; et surtout Daria Douguina, fille d'Alexandre Douguine, tuée par une bombe placée sous sa voiture en août 2022. Des détails sur cet attentat cruel et horrible ont été fournis par les deux

journalistes américains : la bombe qui a tué la jeune femme de 29 ans aurait passé la frontière russe, dans un compartiment secret aménagé d'une caisse à chat. Une opération orchestrée par le SBU, les auteurs précisant « qu'aucune opération majeure du SBU ou du GUR ne se déroule sans l'autorisation du président ukrainien Zelensky ».

Au-delà du problème de la désinformation, des mensonges médiatiques occidentaux, éclate au grand jour le double discours de l'Amérique et des « démocraties libérales » qui se nomment « camp du bien », face à des Etats « voyous » ou « d'Axe du Mal », alors qu'elles pratiquent les mêmes méthodes. Ces révélations confirment l'implication de l'Amérique, dans le sabotage du gazoduc Nordstream, et dans les travaux des laboratoires, hors du territoire américain, sur des souches microbiennes permettant de confectionner des armes bactériologiques.

Livraison d'obus à sous-munitions par les États-Unis à l'Ukraine en 2023

Après avoir vitrifié les populations de Nagasaki et de Hiroshima, après avoir déversé des quantités astronomiques d'agent orange sur les populations civiles du Vietnam, après avoir largué deux millions de tonnes de bombes à sous-munitions sur le Laos pendant huit ans, y faisant des dizaines de milliers de victimes civiles, les criminels de guerre de Washington et leurs complices européens, effrayés par le fiasco de la guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie, ont décidé de franchir une nouvelle étape dans la barbarie. Des bombes et obus à sous-munitions, pourtant interdits par une convention de 2008 et plus de 100 pays, ont été livrés à l'Ukraine, à partir du 14 juillet 2023. Ces armes libèrent un grand nombre de petites bombes qui peuvent tuer sans discrimination sur une vaste zone. Celles qui n'explorent pas constituent des dangers pendant des décennies.

Comment les pays européens qui ont détruit tous leurs stocks d'armes à sous-munitions depuis 20 ans, peuvent-ils cautionner un tel crime contre les civils et les enfants ! Selon le CMAC (centre cambodgien anti-mine), l'armée américaine en a largué sur le pays 30 millions jusqu'en 1973. Depuis, 20 000 civils auraient été tués par ces explosifs qui ont aussi fait des dizaines de milliers de mutilés, des enfants le plus souvent !

Plus de 800 bases militaires américaines dans le monde avec 173 000 soldats dans 159 pays

Avec plus de 800 bases militaires dans le monde et 173 000 soldats répartis dans 159 pays, les Américains entendent imposer leur loi partout. À titre de comparaison, la France, le Royaume-Uni et la Russie disposent, à eux trois, d'une trentaine de bases dans le monde. Les Philippines ont annoncé en 2023 mettre à disposition des États-Unis quatre nouvelles bases militaires dont une « est proche de la très disputée mer de Chine méridionale et une autre de Taïwan. »

L'ancien Président Jimmy Carter a pu déclarer : « Les États-Unis ont combattu ou ont été militairement impliqués dans presque tous les 190 pays reconnus par les Nations Unies. Les États-Unis sont sans aucun doute la nation la plus belliqueuse du monde. ».

Selon les données officielles du « Congressional Research Service » (CRS), institution du gouvernement américain, publiées le 8 mars 2022⁵², l'armée américaine a déjà lancé 469 interventions étrangères depuis 1798, dont 251 interventions entre 1991 et 2022, soit plus de la moitié. La répartition géographique des 469 interventions est la suivante : 34 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, 23 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, 14 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et 13 % en Europe.

Les guerres et opérations militaires lancées par les États-Unis depuis 2001, au nom de la lutte contre le terrorisme, ont fait plus de 900 000 morts, dont environ 335 000 civils, des millions de blessés et des dizaines de millions de déplacés.

Le 26 février 2023 a eu lieu une manifestation à Ramstein en Allemagne : « Fermez Ramstein ! Américains rentrez chez vous ! Il est incompréhensible que l'Allemagne soit encore occupée, plus de 80 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. La base de Ramstein est une enclave militaire en Allemagne, avec le QG de l'US Air force pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient ainsi que le commandement aérien de l'OTAN.

Le danger mortel du « complexe militaro-industriel » aux États-Unis

En quittant le pouvoir, le 17 janvier 1961, le Président Eisenhower, dans son discours d'adieu, a mis ses citoyens en garde contre le danger mortel que

représente le « complexe militaro-industriel » aux États-Unis, la présidence catastrophique et guerrière de George Bush (2000-2008) en Irak constituant un très bel exemple : « La présence simultanée d'un énorme secteur militaire et d'une vaste industrie de l'armement est un fait nouveau dans notre histoire.(...) Nous devons veiller à empêcher le complexe militaro-industriel d'acquérir une influence injustifiée dans les structures gouvernementales⁵³ .»

Chapitre VII

Les sanctions économiques inacceptables pour l'Europe du faux ami américain

« Être un ennemi de l'Amérique est dangereux, mais être un ami de l'Amérique est fatal ».

Henry Kissinger

« L'Europe sous la domination de Wall Street n'est souveraine qu'en apparence (...) Les États-Unis, puissance impérialiste par excellence, mènent à leurs alliés des guerres économiques et financières, et à leurs ennemis situés hors de leur espace de civilisation des guerres militaires ».

Jean-François Gayraud – L'Art de la guerre financière – Éditions Odile Jacob – 2016

L'UE, devenue une véritable UERSS, décline économiquement par rapport au reste du monde, suite à l'absence de politique industrielle protectionniste et autarcique, à la folie du libre-échange mondialiste, à l'irréalisme ruineux de la politique de transition énergétique, mais aussi suite à la concurrence déloyale des États-Unis avec leur politique inacceptable et indigne des sanctions économiques.

L'extra-territorialité, « droit de cuissage » de l'Amérique au XXI^e siècle

Le dollar est un vecteur d'impérialisme qui permet l'exportation du droit américain sur l'ensemble de la planète. Toute transaction en dollars ou transitant par une banque américaine est potentiellement sanctionnable en droit américain. C'est ainsi qu'en 2014, BNP Paribas a été condamnée à payer une amende de 8,9 milliards de dollars aux États-Unis, pour avoir fait transiter de l'argent de clients au Soudan ou en Libye. De 2009 à 2019, les amendes des banques internationales se sont élevées à plus de 320 milliards de dollars, soit le budget de l'État français, dont 40 % ont été supportées par les seules banques

européennes.

Lorsque les États-Unis décident d'un embargo sur un pays, cet embargo ne s'applique pas qu'aux entreprises américaines, mais à toutes les entreprises dans le monde qui sont actives aux États-Unis ou signent des contrats en dollars. Il en résulte une violation de la souveraineté des nations. Afin de pouvoir continuer ses activités aux États-Unis, Peugeot, malgré de très gros intérêts en Iran, a dû annoncer son retrait de ce pays.

De même le « Foreign Account Tax Compliance Act », le FATCA, consacre l'extra-territorialité du droit fiscal américain qui pratique une imposition basée sur la citoyenneté et non pas sur le lieu de résidence, d'où la primauté du droit américain sur le droit des autres pays du monde, y compris dans l'UE. Le FATCA oblige les banques des pays ayant accepté un accord avec le gouvernement des États-Unis, à signer avec le département du Trésor des États-Unis un accord dans lequel elles s'engagent à lui communiquer tous les comptes détenus par des citoyens américains, même si ceux-ci ont la double nationalité ou ont perdu tout contact avec les États-Unis.

L'extra-territorialité du « Cloud Act »

Un grand nombre de pays vont aussi s'efforcer de réagir face au « cloud act ». Il n'est pas acceptable qu'une Administration américaine puisse récupérer auprès des opérateurs de stockage, les données de n'importe quelle entreprise européenne, au nom des intérêts supérieurs américains, sans que l'entreprise concernée soit alertée. ;

C'est la raison pour laquelle Dassault Aviation et Dassault Systèmes collaborent en 2023 pour mettre en place un « cloud souverain ». Il existe désormais une solution de sécurité numérique européenne pour les armées, les organismes publics, les secteurs de la santé, énergie, transports... Les échanges de données critiques pourront être effectués dans un cadre sécurisé, en respectant la propriété intellectuelle.⁵⁴

Si l'UE en a la volonté, elle peut résister à l'extra-territorialité des sanctions américaines.

Plusieurs personnalités dont Louis Schweitzer et Pascal Lamy proposent des pistes pour contrer l'extra-territorialité de la législation américaine⁵⁵. Ils reprochent les déclarations de principes de l'UE suivies de peu d'actions : le vieux règlement de 1996, dit loi de blocage, est inutile car complètement irréaliste face à la perte du marché des États-Unis par les contrevenants.

Le collectif propose des nouveaux moyens de réplique beaucoup plus efficaces : interdiction faite aux banques d'un pays pratiquant l'extra-territorialité de travailler en Europe ; une mesure imposant à toutes les entreprises étrangères présentes sur le territoire de l'UE, de respecter les normes environnementales européennes, y compris dans leurs implantations hors Europe ; en matière de concurrence où les règles européennes sont plus strictes qu'aux États-Unis, imposer aux entreprises étrangères ayant un lien avec le territoire européen le même degré d'exigence ; créer un système de règlements et transferts financiers propre à l'Europe pour éviter les blocages du système Swift contrôlé par les États-Unis ; imposer aux entreprises non européennes qui traitent des données des citoyens européens de se conformer au Règlement européen général sur la protection des données.⁵⁶

Intervention du député Jacques Myard pour résister et combattre l'extra-territorialité des lois américaines⁵⁷

Le point central pour l'Europe est de savoir si elle veut se coucher devant l'Amérique ou s'opposer à cette dernière. Il est anormal qu'un enfant né aux États-Unis, qui y est resté un mois, rentré en France avec ses parents, se voit intimer par l'administration américaine : « Tu dois rendre des comptes au fisc américain parce que tu es Américain ».

Le droit extraterritorial américain est une idéologie nationale impérialiste. Le système d'extra-territorialité juridique repose sur un seul élément, le critère de rattachement d'un acteur étranger avec les États-Unis, qui sert de base aux poursuites. Avoir utilisé le dollar par le biais d'une chambre de compensation aux États-Unis, le transit d'un simple courriel par un serveur américain, avoir utilisé une adresse « gmail », c'est-à-dire les serveurs américains, donnent à la justice américaine ce lien de rattachement qu'elle réclame pour être compétente.

Quand la BNP se fait condamner parce qu'elle a commercé avec Cuba, alors

que la France et l'UE n'ont pas d'embargo avec ce pays, c'est tout simplement dantesque et inacceptable. L'UE capitule devant l'adversaire USA car elle n'a pas affaire à un Allié, mais à des Américains avides, déterminés à déstabiliser nos entreprises, à prendre des parts de marché avec des méthodes indignes. Une Europe des nations libre et européenne n'aurait pas d'autre solution que d'employer des mesures de rétorsion, en suivant l'exemple de la Chine ! Si l'UE ne démontre pas sa force vis-à-vis des États-Unis, il est certain que les États-Unis continueront. L'Europe ne peut accepter une telle situation.

Jacques Myard propose que l'UE demande à Goldman Sachs de rembourser ce qu'a coûté l'adhésion de la Grèce à l'UE, suite à la frauduleuse falsification des comptes par cette banque américaine. Le montant nominal du litige s'élèverait à la bagatelle de 150 milliards d'euros. Tout relève en fait de la volonté politique, en trouvant les moyens économiques et légaux pour se faire respecter.

Alstom obligé de se vendre à General Electric, suite au « racket » et aux emprisonnements par la justice américaine

Le département des activités électriques d'Alstom a été vendu en 2014 à *General Electric*. Cette cession s'est faite dans des conditions iniques, si l'on en croit « le piège américain »⁵⁸ publié par Frédéric Pierucci, ancien dirigeant d'Alstom et emprisonné pendant deux ans aux États-Unis.

Frédéric Pierucci a été arrêté pour corruption en Indonésie au nom du principe d'extraterritorialité qui permet à l'Amérique de poursuivre quiconque a commis une infraction dans le monde, même si aucun ressortissant ou aucune entreprise des États-Unis est en cause. L'Amérique utilise cette arme juridique pour affaiblir les concurrents des grandes entreprises américaines. Pierucci affirme que ses ennuis judiciaires n'avaient qu'un but : faire pression sur le PDG d'Alstom Patrick Kron, pour le forcer à vendre les activités électriques de son groupe à *General Electric*.

Menacé de poursuites par le « Department of Justice » (DOJ) américain pour l'attribution d'une malheureuse commission de seulement 1,78 % en Indonésie, soit un pourcentage inférieur à celui d'un agent immobilier. Patrick Kron aurait d'abord sainement réagi en essayant de finasser avec le DOJ, tout en aggravant son cas sur le plan juridique vis-à-vis du cerbère américain. Cinq cadres

dirigeants d'Alstom furent arrêtés aux États-Unis et en Angleterre, puis mis en prison pour corruption.

Encore faut-il savoir que *General Electric* est un habitué de ce genre de manœuvres, qu'Alstom ne fût que la cinquième société déstabilisée, rachetée par GE, suite à une mise en accusation par le DOJ. La justice américaine a finalement condamné Alstom à payer une amende de 772 millions de dollars et a refusé que GE s'en acquitte comme il était convenu dans les accords de rachat.

Le résultat des courses, c'est qu'au lieu d'avoir vendu l'activité électrique à un Siemens renforcé, qui en contrepartie aurait apporté son activité transport à un Alstom devenu alors leader mondial du transport, c'est l'américain GE qui a acheté l'activité électrique. Les actionnaires d'Alstom dont Bouygues, tout en bradant ce joyau à l'Amérique, se sont sucré sur les plus-values financières réalisées ; les cadres dirigeants se sont partagé des millions de bonus en évitant la prison tandis que le PDG Patrick Kron, qui a touché une prime de 4,1 millions d'euros ainsi qu'une provision de 10,5 millions de retraite-chapeau, coule des jours heureux en Grèce, dans une magnifique demeure de l'île de Paros.

Rivalité Airbus-Boeing : comment les États-Unis ont voulu torpiller l'avionneur européen

Airbus a connu comme Alstom un long bras de fer avec la justice américaine⁵⁹. Le contentieux prend sa source dans les années 2000-2010, lorsque les commandes s'accumulent pour le constructeur franco-allemand. Le sénateur républicain Todd Tiahrt accuse l'avionneur européen de corruption. Ces soupçons suscitent rapidement l'intérêt de la CIA et du FBI. Pour éviter le courroux du pouvoir colossal de la justice américaine, Airbus lance une opération « mains propres » et reconnaît des faits commis entre 2004 et 2016 dans une quinzaine de pays. Les services de renseignements français ne sont pas dupes ; selon un document de la DGSI⁶⁰, ces procédures judiciaires s'inscrivent dans une « stratégie de conquête américaine. ». Au final, Airbus évitera la catastrophe en réglant une amende de 3,6 milliards de dollars, au lieu d'un maximum théorique de 18 milliards de dollars !

L'ancien responsable de la DGSE Alain Juillet et l'ancien ministre Michel Sapin soupçonnent les États-Unis de s'être attaqués à Airbus, au même titre

qu'Alstom, Alcatel, Technip et la Société Générale dans le cadre d'une guerre économique. Les autorités françaises, contrairement à l'Allemagne moins souverainiste et plus soumise à l'« allié américain », ont progressivement bâti une législation plus consistante, pour éviter que les États-Unis affaiblissent les entreprises stratégiques françaises, sous couvert de vertu dans les affaires.

Un documentaire d'Arte met aussi en garde les Européens contre le risque d'être pris en étau entre la Chine et l'Amérique, car la Chine, afin de se défendre face à l'impérialisme américain, met actuellement en place par représailles, un modèle juridique d'extraterritorialité semblable au modèle américain. Quant à l'UE, tête de pont de l'Amérique en Europe, elle peine à réagir...

Embargo par le Président Johnson en 1965 pour la non-vente à la France de deux ordinateurs IBM et deux Control Data 3600

En avril 1964, le Président Johnson avait signé la directive n°294 proscrivant tout commerce avec la France dans le domaine des industries de pointe, avec comme seule exception le rachat d'entreprises françaises telles que Bull. En 1965, Johnson refusa de vendre au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) deux ordinateurs IBM à haute capacité de calcul et deux Control Data 3600, afin d'empêcher la France de mettre au point sa propre Bombe H, ce qu'elle réussit cependant à réaliser en 1968⁶¹.

La décision très dure des États-Unis pour le satellite franco-allemand *Symphonie* en l'absence de lanceur européen

En 1973, le lancement du satellite par le lanceur européen Europa se solde par un échec : Europa explose après 150 secondes de vol. La France et l'Allemagne se tournent alors vers les États-Unis pour le lancement : la fusée américaine Thor-Delta lance *Symphonie 1* en décembre 1974, mais les États-Unis ont posé comme condition au lancement, le renoncement à toute utilisation commerciale du satellite.

Au début des années 1970, il apparaît clairement que la politique spatiale des États-Unis consiste à limiter l'assistance technologique à un cadre très stricte ; elle est déterminante dans la décision française et européenne de construire un lanceur européen, de développer une filière spatiale complète et autonome. En

1973 naît l'agence spatiale européenne qui mettra au point le programme Ariane.

Embargo américain sur les catapultes de porte-avions, suite au non franco-germano-russe à la guerre en Irak

Les États-Unis ont refusé, suite à la non-participation française à la guerre en Irak à livrer, après 2003, les catapultes électromagnétiques pour porte-avions, fabriquées par *General Dynamics*, en invoquant des raisons de sécurité nationale. Les États-Unis ont finalement accepté d'en fournir de nouveau, à partir seulement de 2009.

On pouvait lire à l'époque, sur des autocollants aux États-Unis, la France étant devenue le bouc émissaire de la non-participation à cette guerre infâme : « Iraq first, France Next ! », « First Iraq, then Chirac ! », des « Freedom fries » au lieu des « French fries. », « Texas is bigger than France ! », des « Freedom toasts » au lieu des « French toasts⁶² ». Quant à Norman Schwarzkopf, stratège de l'opération « Tempête du désert », il aurait déclaré « qu'aller à la guerre sans les Français, c'est un peu comme aller à la chasse au cerf sans son accordéon. »

De plus, le Président George Bush a fait payer 4 milliards d'euros à la France, lors de la renégociation de la dette irakienne en 2004-2005, par représailles contre sa réprobation de cette guerre. L'Allemagne a aussi tout lâché, suite aux très fortes pressions américaines.

La non-livraison par la France en 2015 de deux porte-hélicoptères Mistral à la Russie : un suicide économique français pour les beaux yeux de l'Amérique et de l'OTAN

La France a dû annuler en 2015 la livraison de deux porte-hélicoptères Mistral commandés par la Russie en 2010, suite à l'annexion de la Crimée et à la guerre dans le Donbass. La construction de ces deux bâtiments représentait l'équivalent de cinq millions d'heures de travail, soit mille personnes travaillant pendant quatre ans pour les chantiers DCNS et STX France de Saint Nazaire. Face aux pressions des États-Unis, la France annule le 5 août 2015, la livraison des deux navires et doit rembourser la bagatelle d'1 milliard d'euros à la Russie.

La France doit aussi annuler le contrat de maintenance lié aux navires, qui

devait rapporter au moins 400 millions d'euros aux chantiers de l'Atlantique. De plus, l'accord de 450 millions d'euros avec les chantiers russes OSK pour la construction de navires câbliers est également annulé, tout comme le projet franco-russe de construction de ravitailleurs. C'est la France et non la Russie qui est sanctionnée, d'autant plus que la Russie conserve 150 000 pages de documentation technique fournies au titre du transfert de technologie.

Afin de répondre à son besoin, la Russie décide de développer sa propre classe de porte-hélicoptères et de navire d'assaut amphibie. La construction de deux navires a démarré en juillet 2020 à Kertch en Crimée, pour une mise en service prévue en 2025 et 2026.

L'annulation en 2021 du contrat du siècle des sous-marins australiens : un coup de poignard des États-Unis dans le dos de la France

Le 15 septembre 2021, l'Australie, suite à la pression des États-Unis, a annulé d'une façon abrupte une commande de douze sous-marins « *Attack* » devant être construits en Australie par le groupe industriel français Naval Group pour la marine australienne. Il s'agissait d'une version conventionnelle des sous-marins nucléaires français *Barracuda*. Ce contrat en or pour les deux parties d'une valeur de 56 milliards d'euros représentait un gain financier substantiel pour la France et un partage technologique avec l'Australie pour la construction de sous-marins fiables et puissants.

Le 16 septembre 2021, en compagnie du Président américain Joe Biden et du Premier ministre anglais Boris Johnson, le Premier ministre australien Scott Morrison annonce mettre fin au contrat avec Naval Group au profit de la nouvelle alliance stratégique AUKUS entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie. Les États-Unis devaient fournir à l'Australie huit sous-marins nucléaires d'attaque. Alors que de nombreuses personnalités politiques françaises réclament la sortie de l'OTAN, le Président Macron, après avoir seulement rappelé brièvement l'ambassadeur de France aux États-Unis, décide le 29 septembre 2021 de rester dans l'OTAN.

Le 29 octobre 2021, lors d'un entretien entre Joe Biden et Emmanuel Macron à Rome, Joe Biden reconnaît que « ce que nous avons fait était maladroit ». En juin 2022, le nouveau Premier ministre australien Anthony Albanese annonce un paiement de 555 millions d'euros à titre de compensation pour la France. Le

20 juin 2023, l'Australie annonce qu'elle ne construira finalement que trois sous-marins nucléaires et achètera les 5 autres aux États-Unis avec des retards de livraison dantesques et des doutes sérieux quant aux capacités industrielles des États-Unis.

La commission sénatoriale présidée par Christian Cambon dénonce en octobre 2021 « l'attitude récurrente de certains de nos alliés, qui se comportent plus comme des adversaires que comme des concurrents loyaux ».

La Maison-Blanche a tenté, vaille que vaille, avec un certain toupet de dédramatiser le psychodrame, assurant entretenir une « relation bilatérale formidable avec la France » qui a été trahie et « cocufiée » en réalité, une fois de plus par les États-Unis. Le pacte de l'ANKUS est un coup de poignard pour la France. Un contrat d'une valeur de 56 milliards d'euros a échappé à l'industrie navale française.

Le criminel sabotage des gazoducs Nordstream 1 et 2, en 2022, par les États-Unis

Le scandaleux sabotage des gazoducs Nordstream 1 et 2 par l'Amérique a eu lieu le 26 septembre 2022 en mer Baltique, au large de l'île de Bornholm, occasionnant d'importantes fuites de gaz. Des traces d'explosifs ont été relevées. Il s'agit donc de tirer les conclusions sur « l'acte de guerre » commis par le Président américain Joe Biden contre les intérêts stratégiques et économiques de l'Europe. Il importe aussi de relater les principaux faits ahurissants, selon la très longue chronique « Comment l'Amérique a détruit le gazoduc Nordstream, écrite le 8 février 2023 par le célèbre journaliste américain Seymour Hersh dans le « *Scheerpost* ».⁶³

Dès le 7 février 2022, soit moins de trois semaines avant l'invasion russe de l'Ukraine, lors de la visite du chancelier Scholz à Washington, Biden déclare en sa présence : « Si la Russie envahit... il n'y aura plus de Nordstream 2. Nous y mettrons fin ». Un journaliste demandant comment il prévoyait de faire cela, Joe Biden répond : « Je vous promets, nous y parviendrons ». Vingt jours plus tôt, la sous-secrétaire d'État Nuland avait livré le même message lors d'une réunion du département d'État en comité restreint : « Je veux être très claire avec vous aujourd'hui : si la Russie envahit l'Ukraine d'une manière ou d'une autre, il n'y aura plus de Nordstream 2. Nous y mettrons fin ».

Ce sont des plongeurs militaires américains de la base Panama en Floride qui, à partir d'un chasseur de mines norvégien, ont placé des charges C4, avec une minuterie déclenchable à distance, pour les quatre gazoducs dans des cocons en béton. Les charges ont été déposées, en juin 2022, lors des exercices navals « Baltés 22 » de l'OTAN qui impliquent chaque année, depuis 21 ans, des dizaines de navires de la sixième flotte américaine basée à Gaeta, en Italie, au sud de Rome.

Les charge C4 attachées aux gazoducs ont été déclenchées le 26 septembre 2022 par une bouée sonar. La bouée était larguée par un avion de surveillance maritime P8 de la marine norvégienne qui effectuait un vol apparemment de routine. Le signal s'est propagé sous l'eau vers les deux gazoducs et quelques heures plus tard, en raison de l'explosion, trois des quatre tuyaux ont été mis hors service.

Les médias américains et européens, ce qui est encore plus scandaleux, ont traité l'attentat comme un mystère impossible à résoudre, la Russie étant le coupable probable, sans jamais indiquer un motif clair. Interrogé lors d'une conférence de presse fin septembre 2022, le secrétaire d'État Blinken a déclaré : « C'est une formidable opportunité de supprimer une fois pour toutes la dépendance vis-à-vis de l'énergie russe et ainsi d'enlever à Vladimir Poutine la militarisation de l'énergie comme moyen de faire avancer ses desseins impériaux. C'est très important et cela offre une formidable opportunité stratégique pour les années à venir, mais en attendant, nous sommes déterminés à faire tout notre possible pour nous assurer que les conséquences de tout cela ne soient pas supportées par les citoyens de nos pays ou d'ailleurs, autour du monde ».

Blinken a simplement oublié de préciser que les Européens imbéciles remplaçaient en fait la pseudo-dépendance stratégique russe par la dépendance stratégique américaine, avec un gaz de schiste liquéfié américain non écologique, 4 fois plus cher, transporté par des méthaniers pollueurs de l'Océan Atlantique, avec des usines polluantes de liquéfaction aux États-Unis et de regazéification en Europe. Le gaz russe très bon marché et transporté dans des gazoducs écologiques assurait, lui, la compétitivité des industries européennes. Ces dernières sont maintenant incitées à délocaliser leur production aux États-Unis, avec comme conséquence la destruction supplémentaire d'emplois industriels bien rémunérés, déjà en voie de disparition en Europe ! Merci faux

ami Biden pour ce coup de poignard supplémentaire dans le dos de l'Allemagne et de l'Europe !

Le 27 septembre 2022, l'ancien ministre polonais Radek Sikorski montre une photo de la fuite de gaz accompagnée du commentaire : « Merci, les États-Unis », avant d'effacer ce « tweet » le surlendemain.

Quant à Victoria Nuland, lors d'un témoignage devant la commission des relations étrangères du Sénat, elle a déclaré, fin janvier 2023, au sénateur américain Ted Cruz : « Comme vous, je suis, et je pense que l'administration est très heureuse de savoir que Nordstream 2 est maintenant, comme vous aimez le dire, un morceau de métal au fond de la mer. »

L'Amérique de Joe Biden a donc fait preuve d'un cynisme le plus total et il n'est plus possible de parler de bloc occidental ! Tous les médias européens se taisent, alors que tous les gouvernements et tous les états-majors européens savent que ce sont les Américains avec les Norvégiens qui ont fait sauter Nordstream ! Tout le monde sait à quoi s'en tenir vis-à-vis du faux ami américain, mais personne ne dit rien, à l'exception de quelques patriotes courageux en Europe, de l'AfD et d'Oskar Lafontaine en Allemagne, ce qui est ahurissant, d'autant plus qu'il y avait aussi des intérêts financiers européens dans le capital de Nordstream (La société française Engie, par exemple, a perdu 1 milliard d'euros, suite au sabotage américain).

Le plus cocasse, c'est que l'Allemagne, « paillasson servile », soit agressée par un attentat qui ruine son économie et qu'elle puisse pourtant décider de rentrer en guerre avec la Russie pour défendre l'intérêt des seuls États-Unis contre ses propres intérêts. À qui profite le crime puisqu'il suffisait à Poutine de fermer le robinet du gaz s'il le souhaitait ? Qui d'autre que Washington avait intérêt à ce sabotage pour éviter que le peuple allemand demande la réouverture immédiate de Nordstream ? Les pseudo-élites et guignols européens montrent par là même au monde entier leur servilité, leur statut de valet de l'OTAN et leur soumission totale à Washington !

Chapitre VIII

Le « soft power » impérialiste et mensonger de l'Amérique en Europe

« Les médias occidentaux fonctionnent exactement comme s'ils recevaient leurs instructions d'une direction centrale américaine telle que le Comité Central du PC de l'Union soviétique ».

Alexandre Zinoviev

Le « soft power » américain est le complément indispensable de la puissance militaire et économique. Il est aussi important que les bases américaines et la CIA. C'est la drogue douce mensongère que l'on instille dans les cerveaux européens. Les grands médias en Europe sont sous l'emprise des États-Unis.

Le soft power états-unien ⁶⁴

C'est le professeur à Harvard Joseph S. Nye qui a inventé ce terme de « puissance douce ». Elle consiste pour l'Amérique à séduire et à convaincre, afin d'apporter dans le monde entier l'idéologie des droits de l'homme, la démocratie libérale, le capitalisme de marché et l'« American way of life » par tous les moyens possibles : diplomatie, ONG, éducation, économie, médias, cinéma, littérature, musique. Le « hard power » est le pouvoir militaire de frapper, ce dont ne se prive pas l'Amérique. Et ensemble, ces deux pouvoirs doivent donner le pouvoir de vaincre.

La presse occidentale agit en meute et la tête de meute est états-unienne. Le New York Times et le Washington Post fixent le narratif, donnent le La, et le reste de la presse occidentale reprend ce narratif en chœur pour lui donner du poids et une teinture de vérité : si tous les médias occidentaux le disent, c'est que c'est vrai, pensent certains. Les actionnaires, les dirigeants et les journalistes du New York Times ainsi que du Washington Post contrôlent donc les narratifs occidentaux et bien sûr otaniens, sur tous les grands sujets affectant la planète (crises géopolitiques, crise sanitaire, crise climatique, crise économique, guerre en Ukraine, etc.). Aucun journal à grand tirage des pays de L'OTAN ne s'écarte

vraiment de ce narratif, sous peine d'être marginalisé.⁶⁵

Selon Noam Chomsky « la propagande est à la société démocratique ce que la matraque est à l'État totalitaire »⁶⁶. Le journaliste allemand Udo Ulkotte du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a révélé en 2014 dans son livre « *Gekaufte Journalisten* » (Journalistes corrompus) que la CIA continuait de corrompre des journalistes européens pour obtenir des articles favorables aux intérêts américains.⁶⁷ Eric Branca confirme dans l'« ami américain » cette façon de procéder de l'Amérique. L'opération *Mockingbird* (Oiseau moqueur) montée par Frank G. Wisner de la CIA, consista dans les années 1950 à recruter, contre rémunération, des journalistes en poste dans les médias influents. Ce projet employa, au plus fort de la guerre froide, jusqu'à 4000 personnes. 400 journalistes étaient encore appointés en 1977⁶⁸.

La divulgation du modèle américain de vie, avec son matérialisme jouisseur et son individualisme exacerbé, a pour effet d'américaniser les peuples sans tirer un seul coup de fusil. Matthew Fraser l'a très bien explicité : « Pourquoi maintenir la paix avec des troupes au sol, des porte-avions et des missiles intercontinentaux quand des Big Macs, coca-cola et des blockbusters hollywoodiens permettent d'obtenir les mêmes objectifs sur le long terme »⁶⁹.

De plus, les Ambassades américaines, les centres culturels et les fondations privées ne sont pas inactifs : l'Ambassadeur américain Charles Bohlen câble le 25 août 1965 au Président Johnson une série d'actions ne présentant pas un risque inacceptable : subventions habituelles versées depuis les années 1950 aux syndicats non communistes, aux mouvements favorables au fédéralisme européen, et à d'autres associations pro-américaines à vocation soi-disant culturelles, telles que des sondages achetés à l'IFOP, des aides à des « chercheurs » américains en France, des soutiens financiers à certains journaux.⁷⁰

Confession intéressée de la classe politique française à l'ambassade des États-Unis sous la Ve République avec de Gaulle

Wells Stabler, conseiller à l'ambassade des États-Unis, a reconnu que les informations fournies par les hommes politiques rencontrés de 1960 à 1965, Guy

Mollet, Antoine Pinay, Maurice Faure, Jean Lecanuet, François Mitterrand, n'étaient pas toujours désintéressés. « Beaucoup de ces gens, comme Guy Mollet et d'autres anciens leaders de la IV^e République, avaient ce que vous pourriez appeler une relation fiduciaire avec les États-Unis puisqu'ils avaient reçu un soutien financier effectif du gouvernement américain. »⁷¹

En juin 1966, la girouette politicienne François Mitterrand, suite à la réélection de De Gaulle en décembre 1965, annonce à l'ambassadeur des États-Unis Charles Bohlen : « Mon seul objectif est de renverser le gaullisme, après quoi je mènerai une politique pro-américaine ».⁷²

Le conditionnement de l'opinion publique européenne par l'Amérique

Les compagnies multinationales et le gouvernement américain ont fait main basse depuis 1945 sur la communication globale. Les médias occidentaux dominent le monde. La culture mondiale se résume pour l'essentiel à une américanisation culturelle des peuples de la planète. Lors du débarquement « Restore Hope » en Somalie, il y avait autant de journalistes debout sur la plage que de militaires rampant en tenue camouflée...

Selon Alexandre Zinoviev, les médias occidentaux fonctionnent exactement comme s'ils recevaient leurs instructions d'une direction centrale américaine semblable au Comité Central du PC de l'Union Soviétique. Un cercle restreint de personnes, les conseillers du Président américain et les Secrétaires d'État, recueille les recommandations émises par un cercle plus large de politiciens ou hommes d'affaires américains et donne le signal d'une action consensuelle des médias occidentaux sur certaines questions.

Ukraine : la mise en scène et la désinformation mensongère comme méthode de guerre

18 au 23 février 2014, Maïdan : La toute première mise en scène en Ukraine est celle de la répression meurtrière de Maïdan. Elle fut imputée par l'Occident aux forces de sécurité fidèles à Viktor Ianoukovitch, pro-russe et démocratiquement élu à la tête de l'Ukraine, ainsi qu'aux services spéciaux russes. C'était en fait une provocation meurtrière des radicaux fascistes de l'opposition ukrainienne avec l'aide de la CIA et des services spéciaux polonais.

24 février 2022, garnison de l'île aux serpents : Les 13 soldats ukrainiens de la garnison de l'île aux serpents sont massacrés, après avoir dit aux marins russes du croiseur Moskva « d'aller se faire foutre ». En réalité, les 13 soldats se sont rendus ; ils sont vivants, en bonne santé, en captivité et traités avec humanité.

9 mars 2022, maternité de Marioupol : Bombardement de l'hôpital pour enfants et maternité de Marioupol. En réalité, la maternité était vide de tout personnel médical, de bébés et de parturientes. L'hôpital était devenu un poste de combat fortifié aux mains des nationalistes fascistes du régiment Azov.

27 février au 31 mars 2022, massacre de Boutcha : Une armée russe barbare en déroute viole et tue des civils sans défense. En réalité, la « tragédie de Boutcha » montrée et décrite dans les médias du monde entier, est une « mise en scène » typiquement anglo-saxonne, avec des cadavres de civils ukrainiens tués dans d'autres circonstances, probablement par les milices ukrainiennes, car soupçonnés de collaboration avec l'ancien occupant russe. Kiev n'a jamais communiqué les noms des morts et les résultats des études post-mortem.

8 avril 2022, un missile Tochka – U sur la gare de Kramatorsk : Un Tochka-U tombe sur des civils qui cherchaient à quitter la ville par le train à la gare de Kramatorsk. Il se trouve que le Tochka-U n'est plus en service dans l'armée russe et que le numéro de série du missile, tel que montré par la télévision ukrainienne, est le numéro d'une série appartenant aux forces armées ukrainiennes.

Création de la « Commission Trilatérale » en 1973 : Début de la mise en place d'une toile d'araignée mondialiste, américaine, unipolaire

En juillet 1973, les mondialistes ont créé un parti politique transnational, une organisation de décisions politiques, économiques, technologiques, militaires, la Commission Trilatérale. Ses fondateurs les plus célèbres : David Rockefeller, Henry Kissinger, Zbigniew Brezinski. Cette commission se définissait comme un « Forum mondial de penseurs ». La Trilatérale est donc en fait un nouveau parti politique à l'échelle mondiale.

Ne sont membres de ce parti que des personnalités éminentes des pays libres et avancés, par opposition à l'hémisphère sud et au bloc socialiste de l'époque. Les pays représentés par la Trilatérale sont : les USA, le Canada, le Royaume-

Uni, les pays de l'Union européenne, le Japon et Israël, autrement dit : « l'axe du Bien » ! La Trilatérale comprend plus de 400 membres dont une centaine de citoyens américains. Depuis 1973, la Commission Trilatérale s'est réunie plusieurs fois en séances plénières, pour discuter de la marche à suivre en matière de politique mondiale, en recherchant le consensus de ses membres qui devaient ensuite mettre en pratique ces décisions dans leurs pays respectifs.

Zbigniew Brezinski a pu écrire en 1971 dans son livre « *Entre deux âges* » : « La Nation-Etat, en tant qu'unité fondamentale de la vie organisée de l'homme, a cessé d'être la principale force créatrice : les banques internationales et corporations transnationales sont à présent les acteurs et les architectes au sens que prenaient autrefois ces termes appliqués à la Nation-Etat »

Paul Wolfowitz, inspiré par les théories impérialistes sans morale, ni Dieu, ni Diable de Léo Strauss, a imaginé le PNAC (Project for the New American Century). Il a pu écrire en 1992 : « Notre objectif premier est d'empêcher que n'émerge un nouveau rival sur le territoire de l'ex URSS ou ailleurs, qui soit susceptible de représenter une menace du même ordre que celle que représentait jadis l'Union soviétique » (16 avril 1992). Et d'ajouter sans la moindre mauvaise conscience : « Les USA doivent être les meneurs incontestés afin d'établir et de pérenniser le « Nouvel Ordre Mondial », capable de convaincre des concurrents potentiels à renoncer à jouer ce rôle ainsi qu'à tout comportement agressif qui prétendrait protéger leurs intérêts ! » .

En fait la Commission Trilatérale, c'est aussi les fonds d'investissement Vanguard et Black Rock pour les grands groupes, le Forum Économique Mondial de Davos (FEM), même l'ONU actuel dans la personne de son Secrétaire Général, l'OMC, la BRI, le Dolder Club pour les laboratoires pharmaceutiques, le Groupe Bilderberg, l'OMS gangrenée par ses dirigeants actuels, le FMI sous contrôle américain, la Banque Mondiale, etc. Ils constituent la vaste toile d'araignée formelle et informelle de la pensée unique, de la mondialisation, de l'américanisation du monde, un « Nouvel Ordre Mondial » au service de l'Amérique.

La vaste « toile de l'Araignée Amérique » ne peut être détruite que par les nations, par la droite populiste prenant de plus en plus le pouvoir dans les démocraties occidentales, afin que les peuples patriotes puissent de nouveau commander et décider de leur destin. C'est le combat conjugué des peuples de plus en plus réveillés et des pays membres de plus en plus nombreux des BRICS,

qui mettra fin au nouvel ordre mondial unipolaire de l'Amérique. Il sera remplacé par un monde multipolaire des nations indépendantes et libres, ce qu'a toujours souhaité le général de Gaulle pour l'Europe ! Rien ne peut plus désormais arrêter la marche vers un monde multipolaire.⁷³

Les clubs de soumission à l'Amérique : « Young Leaders » et Bilderberg

Les patriotes français et européens, remplis d'admiration pour le général de Gaulle ou Viktor Orban, n'ont aucune chance d'être retenus et sélectionnés comme « Young leaders ». Les disciples du traître Jean Monnet ont par contre toutes leurs chances. Ce club de soumission a pour but d'américaniser, de mettre sous tutelle, de formater les jeunes élites ambitieuses américanophiles aux dents longues. Vu le nombre, on compte bien évidemment parfois des réussites pour la France, avec des entrepreneurs dynamiques tels que Xavier Niel et Alain Mérieux, mais aussi de très mauvais « leaders » tels que : Najat Vallaud-Belkacem, Anne Lauvergeon, François Hollande. Depuis Valéry Giscard d'Estaing, un trop grand nombre de nos élites, Présidents de la République inclus, ont été sous influence américaine malsaine pendant ou après leurs études.

La « French-American Foundation » qui fut instituée en 1976 à Washington par Valéry Giscard d'Estaing et Gerald Ford, lors de la célébration du tricentenaire de la Déclaration d'indépendance américaine, sélectionne les « Young leaders », symboles de la vassalisation des classes dirigeantes en France.

Quant au Club de Bilderberg, fondé dans les années 1950, c'est avant tout un club de réunion et de réflexion, réunissant plus de 100 participants (Présidents d'entreprise, hauts fonctionnaires) une fois par an, pour discuter de thèmes politiques, économiques, géopolitiques les plus divers, avec un état d'esprit mondialiste analogue à celui de Davos.

Les trahisons du « leader » américanisé Sarkozy et du « Young leader » Hollande, en réintégrant l'OTAN, ont parachevé la destruction de l'héritage du général de Gaulle

Le Président Sarkozy, devenu avocat et maire de Neuilly, a bénéficié pendant plusieurs étés d'une formation spéciale du Département d'État réservée à de

jeunes pousses prometteuses non américaines.⁷⁴ Selon les révélations de Wikileaks, « Sarkozy l'américain » est allé déposer sa candidature à l'ambassade des Etats-Unis, le 1^{er} août 2005, seize mois avant de l'annoncer au peuple français.⁷⁵ Cela explique en grande partie, en plus de liens familiaux, la réintégration le 17 mars 2009, au terme d'un vote au Parlement, la décision majeure du quinquennat de Sarkozy : la réintégration sans condition des forces armées françaises dans le commandement intégré de l'OTAN.⁷⁶

Et François Hollande ne trouva rien de mieux que de parachever la réintégration dans l'OTAN, en faisant ratifier en catimini et de nuit par le Parlement, le 7 avril 2016, le protocole de Paris du 28 août 1952, pour quatre sites militaires français dans l'hexagone.⁷⁷

Les ONG américaines : des structures politiques non lucratives comme substituts de la CIA⁷⁸

Les ONG telles que la NED, l'AID, l'Open Society de George Soros, l'USAID sont officiellement des organisations altruistes humanitaires non lucratives, mais en fait des structures politiques complémentaires de la CIA qui servent les intérêts des États-Unis. Elles pratiquent l'ingérence interdite par l'ONU et n'hésitent pas à déstabiliser certains États, à renverser des régimes et des gouvernements hostiles aux États-Unis. Les ONG américaines ne sont que le masque d'une conquête sans violence. L'altruisme hypocrite et humanitaire devient un outil supplémentaire de l'impérialisme américain.

Pour l'historien américain William Blum, la NED (*National Endowment for Democracy*) est « un chef-d'œuvre de politique, de relations publiques, de cynisme »⁷⁹. La NED peut fournir aux mouvements contestataires favorables à l'Amérique de l'argent et tout ce qu'ils souhaitent pour renverser un gouvernement. Allen Weinstein, historien américain fondateur de la NED a pu dire : « Beaucoup de choses que nous faisons aujourd'hui étaient faites secrètement par la CIA il y a 25 ans »⁸⁰. La CIA se charge, si nécessaire, de coordonner les actions des différentes ONG américaines.

En 2012, la Russie a donné l'ordre à l'USAID de quitter le pays car elle finançait les groupes d'opposition au Président Poutine. 9 millions de dollars

avaient été versés par l'USAID à ces groupes d'opposition. En Ukraine, 5 milliards de dollars ont été globalement dépensés par les différentes ONG américaines, dont l'Open Society de George Soros, un gangster de la finance, pour renverser le régime pro-russe de Viktor Ianoukovitch, élu démocratiquement. Cette annonce faite publiquement par Victoria Nutland, sous-secrétaire d'État américaine, a fait le tour du monde.

Les ONG américaines contribuent aussi à l'introduction des valeurs occidentales et des lois décadentes en Europe. L'« Open Society » de George Soros œuvre à la construction de « sociétés ouvertes » sans frontières, afin de favoriser l'invasion migratoire. Douze de ses collaborateurs ont été jugés à la CEDH au cours de la période 2009-2019.⁸¹

La lutte historique à mort entre le cinéma français, européen et Hollywood

Le premier effondrement du cinéma français date de la Première Guerre mondiale. En 1914, le cinéma français est le premier du monde et règne sur le monde entier. Hollywood n'existe quasiment pas, puisqu'il vient tout juste d'être créé lorsque la guerre éclate. Or, en 1918, le cinéma français n'existe plus ; il a été supplanté par le cinéma américain.

La France voit le danger et réagit vigoureusement, consciente de l'enjeu politique, économique, culturel et civilisationnel que représente cette industrie. Édouard Herriot demande le contingentement des films américains ; dans une lettre au Conseil d'État, le 26 janvier 1928, il écrit : « Il convient aujourd'hui de prémunir notre pays bien moins contre un accaparement commercial américain que contre une véritable emprise intellectuelle et morale. Le contingentement des films étrangers n'est pas seulement l'intérêt de bon ordre et de la moralité publique, celui de la sécurité intérieure et extérieure de l'État, mais aussi l'intérêt de la conservation des mœurs et des traditions nationales qu'il s'agit de sauvegarder »⁸² .

Le 28 mai 1946, les accords Blum-Byrnes lient d'une façon assez scandaleuse, dans une annexe, l'aide américaine du plan Marshall faite officiellement pour aider les Français, mais en réalité seulement pour éviter que l'Europe devienne communiste, à l'invasion du marché français par les productions de Hollywood

(plus des 2/3 du marché). Le 18 avril 1948, Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français, s'écrie : « Le film américain qui envahit nos écrans grâce à Léon Blum ne prive pas seulement de leur gagne-pain nos artistes, nos musiciens, nos ouvriers et techniciens de studio. Il empoisonne littéralement l'âme de nos enfants, de nos jeunes gens, de nos jeunes filles, dont on veut faire des esclaves dociles des milliardaires américains, et non des Françaises et des Français attachés aux valeurs morales et intellectuelles qui firent la grandeur et la gloire de notre patrie »⁸³

Le cinéma français fut sauvé, en 1948, par la mise en place de la première loi d'aide au cinéma et la création d'un fonds de soutien alimenté par des recettes prélevées sur les billets d'entrée dans les salles. Les recettes étaient fournies essentiellement par des films américains au moment de la mise en place du dispositif. Ainsi, plus les films américains connaissent de succès commercial en France, plus ils financent le fonds de soutien qui, lui, aide uniquement le cinéma français.

Les Européens doivent organiser la résistance face aux « blockbusters » de Hollywood en réunissant suffisamment de moyens financiers pour certains films et en produisant aussi des bons films de qualité, lorsque les budgets sont limités, en faisant preuve d'originalité, de créativité, en défendant les valeurs traditionnelles européennes.

Le « soft power » de l'Amérique est porteur de valeurs destructrices pour la civilisation européenne

De nos jours le « soft power » de l'Amérique amène en Europe des valeurs nouvelles avec leurs sigles anglo-américains, ce qui est tout un symbole : LGBT (destruction de la famille européenne avec un taux de natalité satisfaisant et porteur d'avenir), Wokisme (dictature des minorités non blanches), « Cancel Culture » (culture de l'effacement d'une civilisation), Giékisme (une nouvelle religion millénariste pessimiste, non prouvée et fortement contestée du réchauffement climatique par l'homme). Ces valeurs sont de véritables pestes idéologiques pour les valeurs traditionnelles européennes (Patrie, famille, travail, héroïsme, transcendance, dépassement de soi) qui ont fait la Grandeur de l'Europe. Un retournement de situation en Amérique est fort possible si les Républicains prennent le pouvoir, de même que pour l'impérialisme guerrier

expansionniste néoconservateur, mais l'impérialisme risque de persister sous d'autres formes tout aussi brutales avec des Présidents tels que Donald Trump.

Julian Assange : la mauvaise conscience de l'Amérique impérialiste et de l'Occident

Depuis plus de quatre ans, le journaliste australien Julian Assange est enfermé dans la prison de haute sécurité de Belmarsh au Royaume-Uni, valet de l'Amérique. Les États-Unis, où il encourt 175 années de prison, réclament son extradition pour « espionnage ». Aucun gouvernement européen, par peur des représailles du Maître, Suisse incluse, n'a esquissé le moindre geste pour s'opposer à la persécution du fondateur de Wikileaks.

En publiant plus de 251 000 télégrammes diplomatiques provenant du département d'État des États-Unis, Wikileaks a été d'utilité publique car il a mis en lumière plusieurs affaires de corruption, scandales diplomatiques et opérations d'espionnage à l'échelle de la planète.

En 2010, le site a publié plus de 700 000 documents confidentiels sur les activités militaires américaines. Par la publication en avril 2010 de documents classifiés sur la guerre en Irak, en août 2010 sur la guerre en Afghanistan, il a placé sous les projecteurs médiatiques les crimes de guerre des États-Unis et de leurs alliés, notamment le Royaume-Uni. Ces révélations ont déclenché la fureur du Pentagone, ce qui a conduit au lancement d'une enquête pour « espionnage » contre Wikileaks et aux tentatives multiples d'arrestation et d'extradition d'Assange.

En décembre 2022, dans une lettre ouverte intitulée « *Publier n'est pas un crime* », cinq grands médias internationaux, *The New York Times*, *The Guardian*, *Le Monde*, *El Pais* et *der Spiegel*, demandaient au gouvernement américain la fin des poursuites à l'encontre de Julian Assange. Comme le souligne Glenn Greenwald, écrivain politique et avocat américain très connu : « La persécution d'Assange met en évidence l'imposture totale des sermons américains et britanniques sur la liberté, la démocratie et la liberté ».

Selon Oliver Stone, célèbre réalisateur, scénariste et producteur américain : « Julian Assange est un éditeur pour la vérité. Il a accompli un travail remarquable pour l'humanité malgré le traitement inhumain qui lui est infligé.

Cette affaire est cruciale pour la survie de notre droit de savoir, et de notre liberté essentielle pour lutter contre l'oppression des États-Unis et du Royaume-Uni, et maintenant contre la tyrannie »⁸⁴ .

Il importe de bien souligner, même si quelques exceptions confirment la règle, la vaste hypocrisie des classes politico-médiatiques en Occident qui ont pris parti pour Alexandre Navalny, opposant russe à Vladimir Poutine, qui n'a jamais rassemblé que quelques partisans peu nombreux à Moscou, et le silence, l'indifférence sur le sort cruel de Julian Assange qui a mis à jour les mensonges d'État des États-Unis, du Royaume-Uni sur les crimes de guerres de prétendues « frappes chirurgicales » avec des conséquences minimisées et médiatisées sous forme de « dégâts collatéraux » insignifiants.

6 juin 2013 : Révélations des programmes américains et britanniques de surveillance de masse par Edward Snowden

À partir du 6 juin 2013, Edward Snowden a rendu publiques des informations ultra-secrètes de la *National Security Agency (NSA)* et de son valet britannique. Entre autres, la captation des données de connexion des appels téléphoniques ainsi que les systèmes d'écoute sur internet et divers programmes de surveillance.

Quand Snowden quitte les États-Unis, en mai 2013, à 29 ans, après la perte d'un emploi qui lui assurait une vie confortable, il explique : « Je suis prêt à sacrifier tout cela parce que je ne peux, en mon âme et conscience, laisser le gouvernement américain détruire la vie privée, la liberté d'internet et les libertés essentielles des gens du monde entier avec cet énorme système de surveillance qu'il est en train de bâtir secrètement ».⁸⁵ Le mardi 28 janvier 2014, Edward Snowden affirme que la NSA se livre à l'espionnage industriel pour mener une guerre économique⁸⁶ .

Après avoir été inculpé par le gouvernement américain pour espionnage, vol et utilisation de biens gouvernementaux, il s'est mis à chercher un asile politique. Il s'est initialement exilé à Hong Kong, puis en Russie. Moscou lui a accordé l'asile temporaire à condition qu'il arrête ses activités contre les États-Unis. Après prolongation de plusieurs titres de séjour, le Président Poutine a signé en septembre 2022 un décret lui accordant la nationalité russe.

La Russie est le seul pays qui s'est porté garant de sa sécurité, alors que les autres Etats d'Amérique latine ne pouvaient pas le protéger d'une façon satisfaisante ou craignaient la colère des États-Unis. Edward Snowden a déclaré qu'il n'avait pas eu initialement l'intention de rester en Russie. « Il n'y a pas eu d'autres options et j'ai demandé l'asile en Russie. Je l'ai reçu. » a pu dire Snowden. Il a obtenu son passeport russe fin 2022.

Chapitre IX

De la doctrine de Monroe à l'expédition de Suez (1823-1956)

« L'Amérique aux Américains et l'Europe aux Européens »

Comte Richard Coudenhove-Kalengi – Fondateur de l'Union Paneuropéenne

Prenant modèle sur l'empire dont ils se sont libérés, les États-Unis se perçoivent comme un empire dès leur origine. Dans une lettre au marquis de Lafayette, George Washington décrit la nation dont il est le président comme un « mini-empire ». Benjamin Franklin partage ce point de vue. La doctrine de Monroe confirme cette vision que la nation a d'elle-même.

La Doctrine Monroe

Tirée du nom du cinquième président des États-Unis, James Monroe, la politique étrangère états-unienne condamne toute intervention européenne dans les affaires des Amériques, tout comme celle des États-Unis dans les affaires européennes ; elle a caractérisé la politique étrangère des États-Unis du XIXe siècle jusqu'au début du XXe siècle.

Lors de son septième message annuel au Congrès des États-Unis, le 8 décembre 1823, James Monroe a défini quelques principes de la nouvelle politique étrangère du pays qui étaient plus particulièrement destinés aux très puissantes nations européennes :

- Les deux Amériques du Nord et du Sud ne sont plus susceptibles d'être colonisées
- Toute intervention européenne dans les deux Amériques sera perçue par les États-Unis comme une menace pour leur sécurité et pour la paix
- De leur côté, les États-Unis n'interviendront pas dans les affaires européennes

Au début du XXe siècle, Théodore Roosevelt (1901-1909) prononce le

« corollaire de la doctrine Monroe ». Dorénavant, les États-Unis ne toléreront plus que l'on s'oppose frontalement à leurs intérêts dans les deux Amériques. Les États-Unis souhaitent donc avoir le monopole de l'expansion coloniale vers l'Amérique latine. Ces prétentions provoquèrent l'indignation des dirigeants européens, et plus particulièrement de l'empereur allemand Guillaume II.

La crise du canal de Suez (1956) et le début de l'impérialisme américain en Europe

La crise du canal de Suez en 1956 marque le début de l'impossibilité pour la France et le Royaume-Uni de mener une politique indépendante de Washington. Elle a permis aux États-Unis d'affirmer leur suprématie historique sur les « vieilles » puissances impériales européennes.

Les gouvernements français et anglais, croyant encore dominer le monde, préparent en secret avec Israël une intervention militaire pour renverser le Président égyptien Nasser et mettre fin à la nationalisation du canal de Suez. Le gouvernement français reprochait aussi à Nasser son soutien à la rébellion algérienne du FLN et de lui fournir des armes.

Mais suite à l'intervention des États-Unis, la crise marqua en fait une rupture historique dans la conduite du monde. C'est la fin des guerres « impérialistes » européennes et le début de la domination américaine militaire et monétaire sur l'Occident conduisant très rapidement et inéluctablement à un impérialisme américain en lieu et place de l'impérialisme européen.

Les États-Unis, passifs au tout début du débarquement des Royal Marines britanniques ainsi que du largage des troupes françaises aéroportées à Port Saïd, exigent très rapidement le retrait des forces militaires pour désamorcer la crise. Ils lancent de plus une violente attaque monétaire qui fut décisive contre la livre sterling. Les Britanniques demandèrent immédiatement l'aide du FMI, mais celle-ci fut refusée. Eisenhower ordonna alors de vendre les obligations en livres sterling détenues par le Trésor américain. Privés de pétrole suite à la fermeture du canal et craignant un effondrement de la livre sterling, le gouvernement anglais se voit obligé, sans consulter le gouvernement français, de renoncer à l'expédition.

Entre-temps, les États-Unis avaient envoyé des forces navales et aériennes

pour interférer dans le dispositif militaire franco-anglais et interdit l'usage de matériel militaire français financé par des aides américaines. De plus l'URSS menaçait la France, le Royaume-Uni et Israël d'une riposte nucléaire. Sous la pression du monde entier, l'Angleterre et la France sont contraintes, malgré leur victoire militaire foudroyante, d'accepter un cessez-le-feu et de se retirer d'Égypte.

Conséquences géopolitiques et nouvelle ère des relations internationales en Europe

La preuve est faite que la France, l'Angleterre ne sont plus des puissances dominantes en Europe. Les États-Unis et l'URSS ont tenu à montrer que l'ère coloniale est finie, qu'aucune politique au Proche-Orient ne pouvait se faire sans eux. C'est la fin de l'ancestrale politique européenne de la canonnière.

Mais la France et le Royaume-Uni vont tirer paradoxalement des conclusions opposées sur ce conflit : le Royaume-Uni, plus que jamais, décide de s'aligner sur la politique étrangère des États-Unis, devenant pour des raisons linguistiques, son plus proche allié en Europe. La France conclut, au contraire, qu'elle doit se donner plus de moyens pour justifier ses ambitions internationales, d'où les prémisses de la création d'une force de dissuasion nucléaire française par Guy Mollet fin 1956, et Félix Gaillard en avril 1958. Le général de Gaulle mettra au point et développera une force de frappe française, dès son arrivée au pouvoir en 1958, pour s'opposer à toute menace potentielle (« dissuasion tous azimuts ») sans adversaire nommément désigné, ce qui n'en excluait aucun, y compris les États-Unis dans une hypothèse extrême.

Chapitre X

L'Angleterre, Cheval de Troie de l'Amérique en Europe

« C'est très bien que les Anglais fassent leur chemin de leur côté. Parce qu'une bonne partie des difficultés de la construction de l'Europe, depuis 40 ans, est liée à la présence de nos amis britanniques, qui n'ont jamais voulu jouer le jeu ».

Dominique Strauss-Kahn

« De mon vivant, tous nos problèmes sont venus du continent européen et toutes les solutions ont été apportées par les nations anglophones (...) Si la Grande-Bretagne se laisse entraîner dans la création d'un super État européen, son orientation atlantique disparaîtra, peut-être irréparablement (...) Dans ce XXI^e siècle, le pouvoir dominant est l'Amérique, le langage global est l'anglais, le modèle économique est le capitalisme anglo-saxon (...) Il faut s'opposer à la France, à l'origine de toutes les tentatives pour réduire l'influence américaine en Europe. »

Lady Thatcher, Conférence à la Hoover Institution de l'Université de Stanford – Juillet 2000

L'Angleterre est le cheval de Troie de l'Amérique face à toute velléité de puissance européenne continentale. André Siegfried disait que l'Angleterre est une île entourée d'eau de toutes parts. L'Angleterre est certes favorable à l'indépendance des nations, à certaines coopérations européennes car elles correspondent à ses intérêts profonds, mais elle est fondamentalement hostile à l'Europe Puissance des Nations qui risque de se rapprocher de la Russie, et donc de défier la puissance américaine qui parle sa langue de l'autre côté du « pond »⁸⁷.

Les États-Unis, seconde patrie du Royaume-Uni : les relations privilégiées anglo-américaines (« Special relationship »)

La prépondérance anglaise naît en 1713, en Europe, au traité d'Utrecht, face à Louis XIV, et s'affirme au XIXe siècle face aux continentaux, en attendant d'être relayée, à partir de 1919, par la prépondérance américaine.

Patrick J. Buchanan remarque que l'Angleterre est devenue pro-américaine, à partir de 1895, lors d'une crise politique au Venezuela⁸⁸. Lors de la guerre hispano-américaine, le 13 août 1898, la flotte britannique a aidé les troupes américaines à s'emparer de Manille. Par la suite, l'Angleterre a systématiquement considéré les États-Unis comme une nation alliée, et jamais plus comme l'adversaire de la guerre d'indépendance des États-Unis.

Les Anglais considèrent que la Manche est plus large que l'Atlantique et que la fameuse formule de Churchill sur la solidarité atlantique l'emportera toujours sur l'appartenance à l'Europe. « Je ne veux pas que l'Europe s'érige en rivale de l'Amérique » a pu déclarer Tony Blair. Il considère également que « si le destin du Royaume-Uni est en Europe », sa relation privilégiée avec l'Amérique est tout aussi incontournable. Il n'est donc pas possible d'avoir une politique extérieure commune européenne digne de ce nom avec la Grande-Bretagne dont toute la diplomatie vise à aligner l'Europe sur les États-Unis, en qualité de valet.

On connaît la boutade de Bernard Shaw : « L'Angleterre et l'Amérique sont deux pays séparés par la même langue ». Aujourd'hui, certains se demandent si les Britanniques ne seraient pas bien inspirés de coudre une 53^e étoile au drapeau américain pour y ajouter l'Angleterre et de donner à leur Premier ministre le titre de « sémillant ambassadeur » des États-Unis. Londres rêve d'être l'Athènes de la nouvelle Rome et de tenir lieu stratégiquement, géographiquement de porte-avion, d'avant-poste des États-Unis face à l'Europe, comme ce fut déjà le cas, en juin 1944, en Normandie.

Selon Valéry Giscard d'Estaing « les Britanniques ont toujours eu une hésitation à l'égard de l'Europe parce qu'ils ont le désir de garder des liens étroits avec les États-Unis, peuplés à l'origine de Britanniques ». « Quand on dit ce qui est, remarquait de Gaulle un jour, on fait scandale. Si on dit que l'Angleterre est une île, personne n'en revient. Si on dit que l'OTAN a un commandant américain, tout le monde est choqué ».

En janvier 1963, le Président Kennedy donna instruction à son Secrétaire d'État Dean Rusk, d'intervenir auprès de toutes les ambassades européennes, afin de les informer que le refus de la France et de l'Allemagne d'intégrer

l'Angleterre dans la CEE constituait un moyen détourné du général de Gaulle pour « casser l'OTAN » et « éliminer la présence américaine en Europe »⁸⁹ .

L'intimité du Royaume-Uni avec les États-Unis est une évidence que la France a pu encore constater à ses dépens en 2022, lors de la rupture de l'accord avec l'Australie pour la construction de sous-marins et la création simultanée de l'alliance anglo-saxonne AUKUS.

L'arrivée dans l'UE et l'OTAN des pays baltes et plus particulièrement de la Pologne qui, ennemi héréditaire de la Russie depuis des siècles, pourrait bien être aussi le 54^e État américain après la Grande-Bretagne, ne peut que renforcer l'Angleterre dans son rôle de cheval de Troie des États-Unis, même après son départ de l'UE.

Le discours de Winston Churchill à Zurich, le 19 septembre 1946

C'est le 19 septembre 1946 à Zurich que Winston Churchill a prononcé son discours célèbre sur l'avenir de l'Europe. Il a notamment déclaré que « le premier pas vers une nouvelle formation de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires. Seul, ce moyen peut permettre à la France de reprendre la conduite de l'Europe. On ne peut pas s'imaginer une renaissance de la France sans une France intellectuellement grande et sans une Allemagne intellectuellement grande ».

Quant à mon pays, le Royaume-Uni, « nous autres Britanniques, nous avons le Commonwealth » a-t-il ajouté en précisant que « la Grande Bretagne, le Commonwealth, la puissante Amérique doivent être les amis et les protecteurs de la nouvelle Europe, défendre son droit à la vie et à la prospérité ».

Les partisans de l'intégration européenne citent souvent la première partie du discours de Churchill, lorsqu'il parle d'ériger « quelque chose comme les États-Unis d'Europe », mais ils préfèrent ignorer la deuxième partie dans laquelle il est clair que le Royaume-Uni n'en serait pas membre, mais plutôt un protecteur avec le Commonwealth et les États-Unis.

L'Angleterre a toujours été opposée à l'idée européenne de puissance continentale

Historiquement, l'Angleterre a toujours combattu la Russie lorsqu'elle s'approchait des détroits des mers chaudes et menaçait son Empire, que ce soit en Afghanistan pour l'Océan indien ou pour le contrôle du détroit du Bosphore vers la Méditerranée. La guerre de Crimée (1853-1856) était la guerre de l'Angleterre contre la Russie pour éviter l'effondrement complet de l'Empire ottoman dont la Russie aurait tiré profit ; la France de Napoléon III s'est fourvoyée dans une guerre qui n'était pas la sienne.

Il importe de se souvenir également du refus anglais de participer à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1950, du mépris affiché envers la Conférence de Messine en 1955, de la fondation d'une zone de libre-échange concurrente du Marché Commun. En 1957, un froid calcul coût -avantages avait conduit les Anglais à demeurer à l'écart du Traité de Rome, leurs tentatives pour le torpiller ayant échoué. En ce sens l'Angleterre ne faisait que suivre la réplique cinglante de Winston Churchill à de Gaulle : « Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre le continent et le grand Large, nous serons toujours pour le grand Large ».

Constatant la puissance du Marché commun, Londres se ravisa bientôt. Harold Mac Millan avait pu dire à de Gaulle en 1959 : « Le Marché commun, c'est pour nous le retour du blocus continental. Nous nous y opposerons par tous les moyens, y compris la guerre ». Après deux véto du général de Gaulle en 1963 et en 1967, le conservateur Edward Heath, malgré l'hostilité de certains de ses compatriotes, obtint en 1973 de Georges Pompidou l'adhésion à la CEE.

Le Royaume-Uni a toujours suivi une politique du beurre et de l'argent du beurre à l'égard de la construction européenne. « J'y suis, sans y être » a semblé, de 1949 à 2019, constituer la devise cachée des gouvernements britanniques à l'égard de la construction européenne. De plus, l'Angleterre a toujours défendu l'élargissement de l'UE au détriment de son approfondissement, afin de la diluer davantage dans l'espace et de l'affaiblir.

Le Brexit, une chance pour l'Europe puissance des nations et pour la langue française ?

Le Brexit aurait dû être une chance pour l'Europe Puissance des nations et pour la langue française qui a été paradoxalement éclipsée par l'anglo-américain, suite au non-respect de leurs promesses par les Anglais et suite à la trahison

récente des élites françaises dont le président Macron qui a obtenu le prix déshonorant de la « Carpette anglaise » ! Pompidou avait perçu très clairement le problème, avant même l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, puisqu'il avait exigé que les fonctionnaires britanniques à Bruxelles parlent français. La promesse fut tenue par l'Angleterre jusqu'à l'élargissement de l'UE à l'Europe de l'Est où les Anglais procédèrent à un coup d'État interne, pour imposer l'anglais à ces pays en lieu et place du français.

Paradoxalement et d'une façon honteuse, les Français, après le Brexit, n'ont donc pas réussi à imposer de nouveau le multilinguisme et l'usage du français, suite à la trahison hallucinante du Président français Macron, technocrate américanisé, fédéraliste et irréaliste. Il a laissé, sans réagir, la Présidente Von der Leyen, suite à un nouveau coup d'État, imposer l'anglo-américain comme seule langue de travail à la Commission, alors qu'il avait été à l'origine de sa nomination. Il importe que le prochain Président français fasse « péter » le poing sur la table à Bruxelles, comme l'aurait fait le général de Gaulle face à cette ignominie, en exigeant le respect des traités, afin de rétablir le multilinguisme et la primauté historique du français, comme langue de travail à Bruxelles. Si cette demande n'est pas acceptée, comme tant d'autres en matière économique et d'immigration, la France devra quitter l'actuelle UE ! « UE delenda est » !

Deux exemples d'opposition britannique à la volonté de puissance européenne

Le général Mark Carleton Smith, chef de l'état-major britannique interarmes a affirmé dans un entretien du 23 novembre 2018 au quotidien *The Telegraph* « qu'il ne soutiendrait aucune initiative qui diluerait l'efficacité de l'OTAN », suite au projet de création d'une défense européenne. « L'OTAN représente le centre de gravité de la sécurité européenne » a-t-il souligné en appelant à « renforcer » ses moyens, pour ajouter ensuite : « La Russie aujourd'hui représente indiscutablement une menace bien plus grande pour notre sécurité nationale que les menaces extrémistes d'El-Qaëda et du groupe d'État islamique ».

Lors de la négociation du traité de Nice en décembre 2000 pour réformer l'UE, le droit de veto qui permettait à un État membre de s'opposer à une coopération renforcée a été supprimé. Et il ne fallait plus que 8 États membres

pour lancer une coopération alors que la majorité qualifiée était nécessaire auparavant. Le Royaume-Uni, alors membre de l'UE, a obtenu que les questions de défense, y compris l'industrie de l'armement, en soient totalement exclues.

Le Brexit, un cadeau du ciel pour la France et l'Europe

Un Royaume-Uni qui quitte l'UE, c'est un cadeau du ciel pour la France, la langue française et le multilinguisme, le droit continental et le droit romain en lieu et place de la *Common Law*, ainsi que pour l'Europe Puissance des Nations.

Il est probable que l'Angleterre, plus états-unienne qu'européenne, pratiquera la fuite en avant du libéralisme total, de la défiscalisation, avec des avantages à court terme pour des créations d'emploi par des multinationales comme c'est le cas à Singapour ou en Suisse, mais aussi avec des pertes de marchés en Europe continentale, des investissements délocalisés d'Angleterre, suite aux difficultés supplémentaires pour exporter vers le continent, et donc avec le risque grandissant d'une désindustrialisation accélérée, d'une économie de services et de banques, d'où le risque de perte de puissance, de rayonnement industriel et technologique dans un monde devenu de plus en plus protectionniste et autarcique.

La signature, le 9 juillet 2023, par le Royaume-Uni de son adhésion au partenariat de libre-échange transpacifique (CPTPP) est l'accord commercial le plus important depuis le Brexit, avec des retombées qui représenteront au maximum 0,08 % de son PIB. Les nombreux accords commerciaux avec des pays très lointains ont très peu de retombées aussi bien négatives que positives. L'accord commercial tant espéré avec les États-Unis n'aura certainement jamais lieu.

Chapitre XI

La guerre de 30 ans du général de Gaulle contre l'Amérique (1940-1969)

« Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner, nous devons aider la Russie. Si nous voyons la Russie en train de gagner, nous devons aider l'Allemagne. Dans les deux cas, nous devons les laisser se tuer le plus possible »

Déclaration d'Harry Truman, Vice-Président de Roosevelt, au New York Times, en 1941, après le déclenchement de l'Opération Barbarossa en Russie par l'Allemagne

Il est possible d'affirmer aujourd'hui, selon Eric Branca, que le général de Gaulle a mené « une guerre de 30 ans, contre l'Amérique ». Il a consacré un ouvrage entier de référence *l'ami américain*, d'essence essentiellement historique, à partir bien souvent d'archives américaines très originales, au combat du général de Gaulle contre l'Amérique⁹⁰. Son approche est donc différente de notre ouvrage encyclopédique, géopolitique, centré sur l'analyse des relations respectives et souhaitables de la France ainsi que de l'Europe avec la Russie et l'Amérique. La politique historique et la stratégie du général de Gaulle ne représentent qu'une partie de l'ensemble beaucoup plus vaste de notre ouvrage, mais une partie nécessaire, inévitable et fondamentale. Ce serait donc une lourde faute, une très grave lacune, dans notre analyse, que de ne pas nous intéresser au livre historique d'Eric Branca, car la politique du Général de Gaulle envers les États-Unis a été géniale, pionnière, prémonitoire, innovatrice, courageuse, réaliste, pleine d'enseignements, tournée vers l'avenir.

Les États-Unis ont fait la guerre à l'Allemagne pour se débarrasser de deux rivaux menaçants (l'Allemagne et l'URSS) et non pas pour défendre la liberté des Européens

Les naïfs croient et les médias répètent continuellement que les États-Unis sont venus libérer les Européens le 6 juin 1944, de la même façon que Lafayette avait défendu l'indépendance des États-Unis à la fin du XVIIIe siècle. Tout cela est aussi faux que la propagande médiatique américaine du plan Marshall qui a

été élaboré, selon les dires mêmes de mon professeur à Harvard, le professeur Lodge, non pas pour aider généreusement les Européens dans leurs efforts de reconstruction, mais tout simplement pour éviter que l'Europe devienne communiste et soviétique. George Marshall raisonnait moins en économiste et bon samaritain, qu'en diplomate et chef de guerre, soucieux avant tout de contenir l'Union soviétique.

« Nous ne sommes pas venus en Europe pour sauver les Français. Nous sommes venus parce que nous, les Américains, nous étions menacés par une puissance hostile, agressive et très dangereuse... » C'est d'un opuscule que l'armée américaine distribua à ses soldats à la Libération que Philippe de Gaulle tire cette citation, publiée dans son livre « De Gaulle, mon père ». Mon père le répétera, ajoute-t-il : « Les Américains qui sont morts en libérant la France sont morts pour les États-Unis d'Amérique et pour personne d'autre. De même que tous les Français qui sont morts sur un champ de bataille, y compris pour l'indépendance des États-Unis d'Amérique, sont morts pour la France et le roi qui la personnifiait ». Le mythe de Lafayette, combattant désintéressé pour la liberté, et son discours au Congrès en 1824, c'est du folklore lyrique pour politiciens démagogues, oublieux des vérités historiques, de la géopolitique et de la « Real Politik ». La France de Louis XVI a aidé les États-Unis dans leur guerre d'indépendance, non pas pour défendre leur liberté, mais par souci politique de revanche du calamiteux traité de Paris par lequel la France perdait en 1763 toutes ses colonies en Amérique et aux Indes. Le seul but recherché était donc de contrer et diminuer la puissance britannique.

Selon le politologue américain George Friedman, c'est la seule relation entre l'Allemagne et la Russie qui était au centre des deux grands conflits mondiaux, qui a motivé l'entrée en guerre des États-Unis : « Unis ces deux pays représentent la seule force qui pourrait nous menacer. Nous devons nous assurer que ça n'arrive pas ».⁹¹

Avec le temps, même les Allemands deviennent de moins en moins dupes et se demandent pourquoi ils devraient remercier les États-Unis d'avoir concouru à leur défaite ; tout au plus, peuvent-ils les remercier pour ne pas être devenus communistes. Selon le cinéaste Alain Godard « l'Allemagne a été le pays le plus proche des États-Unis. C'était leur concurrent dans beaucoup d'industries. Il fallait qu'ils la réduisent à leur merci. »

Refus du général de Gaulle de se rendre au vingtième anniversaire du débarquement des Américains en Normandie, le 6 juin 1964

« Allons, allons Peyrefitte ! Il faut avoir plus de mémoire que ça ! Il faut commémorer la France, et non les Anglo-Saxons ! »

« Vous croyez que les Américains et les Anglais ont débarqué en Normandie pour nous faire plaisir. (...) Ils ne se souciaient pas plus de libérer la France que les Russes de libérer la Pologne ! »

« La France a été traitée comme un paillason ! (...) Le débarquement du 6 juin, c'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! »

« Et vous voudriez que j'aie commémorer ce débarquement qui était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi ! »⁹²

Franklin Delano Roosevelt : sa haine inimaginable envers la France, le général de Gaulle et son désir de diviser la France en trois !

« Ce n'est pas à Hitler que Roosevelt fait la guerre, c'est à moi ». Cette boutade fut souvent entendue à Londres et à Alger dans la bouche de De Gaulle.⁹³

Extraits d'une conversation, le 20 novembre 1942, entre André Philip, envoyé par de Gaulle à Washington, et le Président Roosevelt :

« Roosevelt – Quand nous entrerons en France, nous userons du droit de l'occupant... Les Américains resteront en France jusqu'à ce que des élections libres y soient organisées.

Philip – Si les Américains viennent pour occuper le pays, leur occupation ne sera pas davantage tolérée que l'occupation allemande.

Roosevelt – Je parlerai au peuple français à la radio et il fera ce que je voudrai⁹⁴
»

Vers un démembrement de la France : « Pis, de Gaulle apprend à peu près au même moment par des indiscretions britanniques et luxembourgeoises, que

Roosevelt envisage, en sus de tout cela, un redécoupage de l'Europe, dont la France serait la première victime, puisqu'elle perdrait non seulement l'Alsace et la Lorraine, rattachées à une nouvelle entité rhénane composée du royaume néerlandais (dont la famille de Roosevelt est originaire), du Luxembourg (qu'il agrandirait aux dépens de l'Allemagne), mais aussi, pourquoi pas, la rive gauche du Rhône, offerte à l'Italie pour la récompenser d'avoir changé de camp »⁹⁵.

Quant au président tchèque Edvard Benes, de retour de Washington, il confie à René Massigli, commissaire aux Affaires étrangères du CFLN : « J'étais parti en croyant Roosevelt antigaulliste. Il était antifrançais »⁹⁶. La vérité historique oblige de reconnaître cependant que Roosevelt était minoritaire dans son attitude démoniaque antifrançaise. Les Anglais, Churchill, Eisenhower, Patton (marié à une Française), Mac -Arthur et surtout la presse américaine étaient certes très patriotes, très réservés, égoïstes et souvent très sectaires, mais pas toujours hostiles à la France et à de Gaulle.

Le projet AMGOT de Roosevelt en 1944 : réoccuper et administrer militairement la France, pas la libérer

L'AMGOT signifie régime d'occupation : « Allied Military Government of Occupied Territories ». Roosevelt souhaitait administrer militairement la France, tout comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon, quand, ces pays vaincus virent arriver l'armée américaine d'occupation sur leur sol national. Le commandant en chef des forces alliées devait avoir « tous les droits de l'occupation militaire » et cela supposait « qu'il n'y avait pas de gouvernement souverain en France ».

Dans un entretien avec le magazine *Marianne*⁹⁷, Eric Branca résume ainsi les nombreuses pages consacrées à l'AMGOT de son ouvrage : « Dès la fin 1942, des écoles avaient été créées en Grande-Bretagne pour former le personnel civil de ce gouvernement militaire allié. On est allé jusqu'à imprimer une monnaie de singe, le « billet drapeau », dont le pouvoir d'achat aurait été encore plus défavorable que celui concédé au franc par les Allemands, vis-à-vis du Mark, entre 1940 et 1944. De Gaulle fera échouer cette manœuvre *in extremis* grâce à la Résistance et aux commissaires de la République choisis par Alexandre Parodi et Michel Debré, lesquels prendront la place des préfets de Vichy, avant que ne déboulent les administrateurs de l'AMGOT et leurs fourgons de billets dont l'encre était à peine sèche ».

Roosevelt préférait Pétain, Darlan, Giraud et Laval à de Gaulle

Le choix de Roosevelt fut de soutenir Pétain jusqu'en 1942, puis successivement Darlan, Giraud et Laval, en s'opposant à de Gaulle. L'amiral Darlan assassiné par la Résistance, le 24 décembre 1942 à Alger, c'est le général Giraud, autre fidèle du maréchal Pétain que les Américains placèrent en orbite pour tenter d'éliminer de Gaulle. La tentative ayant échoué, Roosevelt ne désespérait pas encore, pendant l'été 1944, de faire de Laval, un homme de transition soumis à l'Amérique victorieuse, dans l'attente de la mise en place par ses soins d'un nouveau régime avec davantage de libertés publiques⁹⁸ .

Le combat victorieux de De Gaulle contre la Communauté européenne de défense (CED) : l'affaire Dreyfus de la IV^e République

De Gaulle, aidé par l'éloquence de Michel Debré et de Malraux, joua le rôle essentiel pour faire avorter, le 30 août 1954, le scandaleux projet, frisant l'inconscience, de la CED. Suite à leurs certitudes fédéralistes prématurément et trop grossièrement affichées, Monnet et ses amis ont en effet déclenché l'affaire Dreyfus de la IV^e République.

« Dévoilé en mai 1952, le plan d'armée européenne avait été arrêté en septembre 1950 par le secrétaire d'État américain Dean Acheson : « Je veux des Allemands en uniforme pour l'automne 1951 ». Aussitôt Monnet et Schuman s'étaient mis au travail, supervisant la rédaction d'un texte de 29 pages, divisé en 132 articles et complété par 8 protocoles, une convention, un traité, et les lettres d'accord des chefs de gouvernement de l'Europe des Six. « Autant de béquilles pour un texte bâti sur mesure pour permettre le réarmement de l'Allemagne, rayer la France de la carte des nations souveraines, et offrir aux États-Unis le commandement de cet amalgame militaro-industriel privé du droit de construire la bombe atomique » s'enflamme Debré à la tribune du Sénat. André Malraux s'écrie au Vel' d'Hiv' : « Et nous aurions fait la Résistance pour que le général Guderian devienne par décision américaine commandant militaire de la place de Paris ? »

Plus de drapeaux, plus d'hymnes, plus d'uniformes ! La perspective va frapper de stupeur ceux-là mêmes qui acceptaient le principe d'une coopération militaire

accrue entre l'Europe et les États-Unis contre l'expansionnisme soviétique ».⁹⁹

De Gaulle publie dans *Le Monde* du 24 août 1954 un communiqué : « Un sursaut venu des profondeurs de notre Histoire va sauvegarder notre indépendance ». Suite à un discours pathétique d'Édouard Herriot, le projet de la CED avorta, le 30 août 1954, par 319 voix contre 264. Une fois encore de Gaulle avait sauvé la France !

Honte au traître fédéraliste Jean Monnet qui voulait « détruire de Gaulle » !

Dans une note ultra-secrète envoyée au secrétaire d'État Harry Hopkins le 6 mai 1943, Jean Monnet écrit à propos du futur libérateur de la France : « Il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec lui, qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés, qu'il est un ennemi de la construction européenne, et qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français... »¹⁰⁰ .

Jean Monnet passait son temps à vouloir convertir le Département d'État à son grand dessein : la mise en place d'une Europe fédérale indissociable de la future « Communauté transatlantique ». Le 5 août 1943, il écrit à Roosevelt : « Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur la base des souverainetés nationales. Ils devront former une fédération qui en fasse une unité économique commune »¹⁰¹ .

L'éviction de la France de Syrie par nos « amis » anglais en 1946 et la fourniture d'armes au Vietminh par l'Amérique en 1945

Les Anglais ont reconnu leur responsabilité dans le déclenchement d'émeutes en 1946, en sommant la France de déposer les armes face aux indépendantistes syriens et à la menace des Anglais dix fois supérieurs en nombre, d'ouvrir le feu sur les Français. Comme si le scandale du massacre des marins français à Mers El Kébir n'était pas suffisant ! De Gaulle s'est plaint de cette insulte à la France dans ses *Mémoires de Guerre*¹⁰² .

Quant au Vietminh, créé en 1941 pour lutter contre l'occupation japonaise en Indochine, il a reçu à partir de mars 1945, des armes américaines qui, après la

capitulation du Japon, ont servi contre les Français. De même, après Dien Bien Phu, l'Amérique a tout fait pour purger l'Indochine non communiste de la présence française, en favorisant l'accession au pouvoir de Ngo Dinh Diem, ancien collaborateur du Kempaitai (Gestapo japonaise)¹⁰³ .

Tout était bon pour l'Amérique afin d'éliminer la France et de Gaulle : aide au FLN, aux putschistes d'Alger, à l'OAS.

Extraits choisis de *l'ami américain* d'Eric Branca qui se passent de commentaires :

« Depuis l'aide apportée dès 1945 aux nationalistes algériens ou indochinois, jusqu'au soutien direct fourni à l'OAS dans les derniers mois de l'Algérie française, la liste est longue des opérations menées par le département d'État et la CIA pour isoler de Gaulle sur la scène internationale, quand ce n'est pas carrément pour l'éliminer »¹⁰⁴ .

« Le jeu américain au Maghreb : Avec de tels amis, cependant, la France aurait pu aisément se passer d'ennemis... De même qu'en Indochine, les États-Unis avaient vendu à la IV^e République des armes servant à combattre un Viet-minh qui n'aurait jamais vu le jour sans leur aide, de même l'OSS, puis la CIA ont joué un rôle décisif dans l'émergence du FLN algérien que l'armée française s'efforçait de réduire grâce à l'équipement américain ! »¹⁰⁵

« D'après Gilles Munier¹⁰⁶ , il ne fait aucun doute qu'en débarquant en Afrique du Nord en novembre 1942, les Américains avaient déjà une idée très précise des zones à prospecter, à défaut de connaître l'emplacement précis des nappes pétrolières. D'où leur engagement précoce, maquillé d'anticolonialisme, en faveur de la rébellion algérienne. C'est ainsi, rapporte Frédéric Charpier¹⁰⁷ , que, pour les services de renseignements français, le rôle de l'OSS dans les émeutes de Sétif a d'emblée paru évident. »¹⁰⁸

« Dès la fin de 1958, le concours apporté par les Américains au FLN algérien a repris de plus belle. En février 1959, Michel Debré réunit un comité interministériel spécial pour évoquer la question de l'« aide extérieure à la rébellion algérienne » . Celui-ci donne lieu à un mémorandum détaillé faisant état d'une montée en puissance des contributions en tous genres dont bénéficie le

FLN de la part des États-Unis, qu'il s'agisse de virements de fonds (le plus souvent *via* les banques suisses, l'UBS en particulier), mais aussi d'armes *made in USA* vendues à la Tunisie et offertes par celle-ci au FLN. Sans parler des visas accordés par Washington aux chefs indépendantistes pour aller plaider leur cause à l'ONU. Ce document fait aussi état de contacts entre ces derniers et les « compagnies pétrolières américaines qui ont des investissements au Sahara ». »¹⁰⁹

« Le 28 avril 1961, trois jours après la fin du putsch, *Le Monde* affirme dans son éditorial : « Il paraît établi que des agents américains ont, plus ou moins, encouragé Maurice Challe ». Ce que l'hebdomadaire *Afrique Action* (le futur *Jeune Afrique*) confirme le 30 avril sous la plume de son correspondant aux États-Unis, lequel fait état d'une réunion à Madrid entre des officiers putschistes, des agents américains, et des représentants du général Gehlen, chef des services secrets allemands et grand organisateur des réseaux « Stay Behind » pour le compte de la CIA ! »¹¹⁰

« L'historien britannique Allster Horne confirme sans ambiguïté les liens étroits qui existaient entre les généraux factieux qui avaient instrumentalisé Bastien-Thiry et les responsables américains de l'OTAN »¹¹¹.

L'Amérique et la CIA ont souhaité et incité à l'assassinat du général de Gaulle

L'insistance des services américains, après la fin de la guerre d'Algérie, à évoquer l'éventualité d'un assassinat du général de Gaulle est telle que, dans l'année qui suit les accords d'Evian (mars 1962- mars 1963), on ne compte pas moins d'une dizaine de notes sur ce sujet. « Et encore s'agit-il de documents aujourd'hui déclassifiés, ce qui ne préjuge pas du nombre d'extrapolations analogues que la CIA a choisi de garder secrètes... Une constante toutefois : la disparition du Général est systématiquement présentée comme une hypothèse de bon aloi permettant aux États-Unis d'asseoir définitivement leur monopole nucléaire au sein de l'OTAN »¹¹².

Et Eric Branca de préciser : « Non contents de saboter l'action internationale de Kennedy, les ultras de la CIA, mais aussi de l'armée poursuivront jusqu'à l'extrême limite leur assistance aux rescapés du putsch des généraux dont

l'intention est désormais de tuer de Gaulle. En janvier 1962, l'activiste de l'OAS Philippe Castille est ainsi arrêté à Paris en possession de 20 kg de plastic estampillés *US Army*¹¹³.

L'aide de l'Amérique à Cohn-Bendit et Mai 68 !

Les services français de renseignement ont eu la certitude en 1968 que des versements étaient faits aux groupuscules révolutionnaires de Paris par la CIA, et plus particulièrement au mouvement du 22 mars lancé par Daniel Cohn-Bendit, car ce dernier avait l'avantage aux yeux de l'Amérique d'être à la fois antichinois et antisoviétique. « Dany le rouge » fut l'invité régulier du centre culturel américain de la rue du Dragon, alors dirigé par le diplomate James Rentschler, correspondant régulier de la CIA. Des rumeurs n'ont cessé de courir sur ses liens privilégiés avec les États-Unis, ce qu'ont confirmé ses votes de député européen favorable aux États-Unis, plus particulièrement lors de l'intervention américaine en Irak de 2003¹¹⁴.

C'est à bord d'une DS de Paris-Match, propriété du très américanophile Jean Prouvost, que Cohn-Bendit, interdit de territoire français, a pu s'exfiltrer d'Allemagne pour participer à un meeting du 21 mai 1968 à la Sorbonne¹¹⁵.

Selon Vincent Nouzille qui a épluché les rapports de la CIA et les dépêches envoyées à Washington par l'Ambassade des États-Unis à Paris, la crainte du chaos en France était largement compensée par la satisfaction de voir de Gaulle en difficulté¹¹⁶.

Les États-Unis lancèrent également, dans les derniers mois de l'année 1968, un vaste mouvement de spéculation contre le franc, en faveur du Mark, inspiré par la Réserve Fédérale, de façon à venger le retrait des lingots d'or par de Gaulle à Fort Knox¹¹⁷.

Le préambule imposé par l'Amérique, avec l'aide de Jean Monnet, pour la ratification du Traité de l'Élysée par le Bundestag, le 15 juin 1963

Ce sujet sera abordé d'une façon approfondie au chapitre XIII. Nous ne mentionnerons ici que pour mémoire, la fureur et la très violente réaction du

général de Gaulle, suite à l'ajout, de « l'horrible chapeau » pro-américain (selon ses propres termes), lors de la ratification par le Bundestag du Traité de l'Élysée :

« Les Américains essaient de vider notre traité de son contenu. Ils veulent en faire une coquille vide. Tout ça pourquoi ? Parce que les politiciens allemands ont peur de ne pas s'aplatir suffisamment devant les Anglo-Saxons !

Ils se conduisent comme des cochons ! Ils mériteraient que nous dénoncions le traité et que nous fassions un renversement d'alliance avec les Russes ! »¹¹⁸

De Gaulle a voulu faire de 1964, l'année de l'indépendance de la France, vis-à-vis de l'Amérique, et dans le monde.

De Gaulle a voulu faire, selon Alain Peyrefitte, de 1964, « l'année où, après avoir donné l'indépendance à nos colonies, nous allions prendre la nôtre »¹¹⁹. En 1964, de Gaulle reconnaît en effet la Chine populaire. Il effectue également une visite triomphale au Mexique, accueilli comme « El Libertador ». C'est le début de la détente avec l'URSS qui renonce à signer un traité de paix séparé avec l'Allemagne, traité qui aurait rendu caducs les droits des alliés occidentaux sur Berlin. Le Général critique l'escalade américaine au Vietnam et offre à l'Amérique latine une échappatoire pour sortir de l'alternative CIA ou guérilla d'obédience cubaine¹²⁰.

De Gaulle n'a jamais songé à ordonner le rapatriement des corps des soldats américains tués en 1944 après le débarquement en Normandie

Quand la France sort effectivement du commandement intégré de l'OTAN en 1966, le débat parlementaire qui s'ensuit est l'occasion d'une opération d'intoxication médiatique de première grandeur : la gauche socialiste et René Pléven du centre atlantiste montent à la tribune pour affirmer que, non seulement content de renvoyer chez eux les Gi's, de Gaulle s'apprête à ordonner le rapatriement des corps des soldats américains tombés en 1944. Ce mensonge grotesque annonçait les soldats de Saddam Hussein qui en 1990 débranchaient les couveuses à Koweït City.

Aux États-Unis, l'opinion publique s'indigne, croyant à la véracité de ces

bobards médiatiques qui étaient en fait testés par les « faucons », avant de parvenir en Europe. Jusqu'au secrétaire d'État Dean Rusk qui osa même poser la question directement à de Gaulle. Le général répondit par un simple haussement d'épaules.¹²¹

Chapitre XII

Pour une Europe des nations souveraines, non vassales des États-Unis

« Si l'Europe veut durer et se renforcer, elle doit reconnaître l'identité de chaque nation qui la compose ».

Michel Barnier

« Avec le slogan inepte des « États-Unis d'Europe », on nous annonce une petite Amérique, mais on nous prépare un grand Liban ».

Régis Debray

L'Europe a mis des siècles pour inventer les nations. Il est donc impossible au XXI^e siècle de faire l'Europe contre les nations, à moins d'une conquête guerrière peu porteuse d'un long avenir commun. L'avenir de l'Europe, ce n'est pas l'UE fédéraliste, américanisée, idéologue, décadente et impuissante ; c'est une Europe des nations souveraines, non vassales des États-Unis, avec des projets de collaborations entre les nations européennes libres.

Le nationalisme en progression partout dans le monde

Sans même évoquer le nationalisme de Donald Trump aux États-Unis, le nationalisme a remplacé en Russie, en Chine le communisme. En Inde, le parti nationaliste hindou de Narendra Modi triomphe. En Égypte, en Indonésie, aux Philippines, en Turquie, en Iran, au Brésil, le nationalisme s'impose. Le Japon nationaliste s'oppose à la Chine tandis que l'Australie réarme et contrôle son immigration.

Seule l'UE renie son identité, s'américanise, s'enfonce dans le moralisme bien-pensant, le pacifisme, nonobstant la stupide guerre par procuration pour le compte des États-Unis en Ukraine, prône l'ouverture à un monde sans frontières pour les marchandises et les immigrés.

L'UE fédéraliste est le contraire d'une Confédération des nations souveraines

L'UE dissout les volontés nationales pour les remplacer par un carcan technocratique et juridique qui n'est pas un multiplicateur de puissance, mais un accélérateur d'affaiblissement. Les nations doivent collaborer dans une Confédération pour être plus fortes, tout en gardant leur identité, et non pas plus faibles dans le cadre de l'UE. Cette dernière devrait être une organisation qui part des réalités incontournables des nations pour mettre en place, chaque fois que possible, une politique commune. La vision fédéraliste est totalement différente : il s'agit de construire un projet supranational éloigné du citoyen pour remplacer les souverainetés nationales qui, seules, apportent la sécurité et un abri moral. L'UE devrait être au service des États-nation et de leurs citoyens, au lieu de prétendre les dépasser.

De Gaulle, avec le plan Fouchet (1962) concevait l'Europe comme une « addition de forces » et non pas comme une machine à broyer les volontés nationales. C'est l'esprit de la méthode « intergouvernementale » par opposition à la méthode « communautaire » fondée sur les décisions prises à la majorité relative. Pour de Gaulle, les États ayant obtenu la majorité relative ne peuvent rendre leur décision obligatoire que pour eux-mêmes, d'où la possibilité pour chaque État de progresser à sa propre vitesse et selon sa seule volonté, aucun pays ne pouvant être lésé pour une question vitale (par exemple l'immigration) dans une Confédération¹²² .

Il y a une civilisation européenne, mais pas de peuple européen

Pierre-André Taguieff, dans un ouvrage collectif¹²³ , résume assez bien la situation : « Pour démontrer l'inanité du messianisme européiste, il suffit de rappeler d'abord qu'il y a des peuples en Europe et non pas un peuple européen, ensuite qu'il existe des nations souveraines en Europe et non pas une « Europe souveraine », et de citer Pierre Manent : « un marché unique ne dessine pas une communauté politique ; une civilisation n'est pas une nation »

Les nations sont les éléments de base constitutifs de l'ensemble européen

Le 27 juin 2000, devant le Bundestag à Berlin, le Président Chirac a pu déclarer : « Nos nations sont la source de nos identités et de notre enracinement. La diversité de leurs traditions politiques, culturelles et linguistiques est une des forces de notre Union. Pour les temps qui viennent, les nations resteront les premières références de nos peuples. »

C'est pourquoi le projet d'Hervé Juvin¹²⁴ est de remettre la nation et le peuple au cœur du politique, en lieu et place de l'individu et du monde qui les avaient supplantés. Le « nous » en lieu et place du « je », l'identité en lieu et place de la consommation, le politique en lieu et place de l'économisme, les frontières en lieu et place du libre-échange, la France et chaque pays européen en lieu et place de l'Europe, l'Europe en lieu et place du monde. L'Europe des nations est notre avenir, pas le monde¹²⁵.

L'Amérique à l'origine du fédéralisme européen pour mieux dominer l'Europe : la création de la CECA en avril 1951 par Jean Monnet, l'homme des États-Unis

L'interférence secrète de l'Amérique pour répandre le poison fédéraliste en Europe n'a jamais été abordée dans les médias, mais seulement dans quelques livres ou déclarations de Philippe de Villiers et d'Eric Branca. Les opinions publiques ont toujours tout ignoré et ignorent encore de ce qui s'est passé dans les coulisses avec l'« ami américain ». La question du charbon et de l'acier en Europe, lors de la création de la CECA en avril 1951 n'était qu'un prétexte pour mettre en place une première institution fédéraliste, selon les souhaits de l'Amérique, afin de se substituer aux mécanismes des décisions nationales. Le traité de la CECA est en effet le traité précurseur qui pose les bases de l'intégration européenne.

Il faudra attendre 1966, révèle Eric Branca¹²⁶, pour que, interrogé dans le cadre d'une recherche doctorale menée par le danois Erling Bjol¹²⁷, consacrée à la politique européenne de la IVe République, Étienne Hirsch, un proche de Jean Monnet, soit un peu trop bavard en révélant imprudemment le pot aux roses. Étienne Hirsch qui était un des neuf concepteurs de la CECA et succéda à Jean Monnet comme commissaire au plan entre 1952 et 1959, fit la déclaration suivante à Erling Bjol : « La question de la modernisation de la sidérurgie

française n'a pas joué (...) Nous voulions trouver quelque chose qui pouvait amorcer la construction de l'Europe (...) Notre préoccupation était d'arriver à la disparition des souverainetés nationales absolues ».

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les Britanniques, farouches défenseurs des nations qui demandaient un statut spécial, ce qui, pour Jean Monnet, mettait en danger l'idée de supranationalité, aient été finalement écartés de la CECA.

L'Europe n'a besoin de l'Amérique ni comme fédérateur extérieur, ni comme tuteur

L'erreur, selon Philippe de Villiers, a été avec Jean Monnet, agent mondialiste et fédéraliste de l'Amérique, et par le vote au forceps du traité de Maastricht, de vouloir faire les États-Unis d'Europe, alors qu'on a en réalité cherché à abolir les nations, sans avoir réalisé qu'il était impossible de créer une nouvelle nation européenne ; tout cela avec la bénédiction des États-Unis, afin d'accroître leur tutelle à Bruxelles. La construction européenne de l'UE s'apparente donc, de plus en plus, à une déconstruction de la souveraineté des nations, le vide étant comblé par les États-Unis et une idéologie bien-pensante décadente. L'Europe doit donc se libérer de la tutelle américaine et se constituer en pôle de puissance autonome.

L'Amérique n'est pas l'ennemi mortel haineux et héréditaire de l'Europe, mais un adversaire hypocrite, un rival technologique, économique, militaire, culturel, linguistique. L'Europe doit donc se rapprocher de la Russie tout en gardant de bonnes relations avec les États-Unis, pays de civilisation chrétienne, avec de nombreuses valeurs communes et un système économique comparable.

Mais l'Europe a tort de se soumettre à la puissance états-unienne, de moins en moins européenne par sa population, qui ne se préoccupe en aucune façon des intérêts du Vieux continent, cherchant même à l'affaiblir, ce qui est le cas avec la guerre en Ukraine. Les États-Unis souhaitant garder leur leadership dans un monde qui ne l'accepte plus, peuvent se lancer dans des conflits armés qui ne concernent pas l'Europe. Il y a donc une divergence stratégique Europe/États-Unis d'autant plus que les États-Unis considèrent l'Europe comme une dépendance de leur Empire.

L'Europe se trouve ainsi prise en étau entre deux civilisations qui l'étreignent et l'asservissent, l'Amérique d'un côté¹²⁸ et le tandem immigration non européenne-islam de l'autre, avec en prime l'idéologie du droit-de-l'homme, la bien-pensance climatique et la pensée unique. L'Europe n'est plus qu'une zone de libre-échange sous commandement américain de l'OTAN

De Gaulle prophétisait ainsi le devenir technocratique de l'UE : « Quelle Europe ? Il faut qu'elle soit vraiment européenne. Si elle n'est pas l'Europe des peuples, si elle est confiée à quelques organismes technocratiques plus ou moins intégrés, elle sera une histoire pour professionnels, limitée et sans avenir. Et ce sont les Américains qui en profiteront pour imposer leur hégémonie ». Le Général définissait ainsi l'Europe à l'anglaise : « Ce que veulent les Anglo-saxons, c'est une Europe sans rivages, une Europe qui n'aurait plus l'ambition d'être elle-même. L'Europe sans frontières. L'Europe des multinationales. L'Europe à l'anglaise, c'est en réalité l'Europe des Américains. Une Europe où chaque pays européen, à commencer par le nôtre, perdrait son âme. »

Pour Roland Dumas¹²⁹, centenaire, ministre des affaires étrangères de Mitterrand, « notre grande erreur a été de faire l'Europe », ce qui nous a conduits à la soumission aux Allemands, eux-mêmes vendus aux intérêts américains, et à la soumission aux États-Unis qui cherchent à nous affaiblir. La création de l'UE, selon Roland Dumas, a été une immense erreur.

L'Europe des nations : Une coalition de nations souveraines

Comme le remarque Henri Guaino, l'Europe ne peut être qu'une coalition d'États-nation ayant une claire conscience de leurs intérêts communs. Ce qui veut dire confier moins de pouvoir à la règle juridique et rendre du pouvoir aux États-nation ». Car la souveraineté, au fond, pour un individu, comme pour une nation, c'est de pouvoir dire non quand on juge que l'essentiel est en jeu. Et le pouvoir de dire non ne se divise pas, de sorte qu'il ne saurait y avoir en même temps et une souveraineté nationale et une souveraineté européenne. »¹³⁰

Il faut donc essayer de nouer des actions politiques nationales à une perspective européenne qui soit politique et non plus morale et idéologique. La seule institution de l'UE qu'il faut prendre au sérieux, c'est le Conseil européen car il représente les peuples. Selon Pierre Manent : « ou bien la classe politique

européenne, redoublant d'un zèle fatal, continue sur la voie empruntée depuis Maastricht, et alors l'Europe et ses nations courent à leur perte, non pas dans un demi-siècle, mais demain ; ou bien les nations reprennent la main et s'engagent dans une vraie négociation politique sur les différents paramètres de la situation : l'économie, l'immigration, la défense ».¹³¹

Pour une Europe des nations avec de nombreux projets communs entre nations souveraines

L'Europe des coopérations concrètes entre nations souveraines doit s'émanciper de l'Europe technocratique des principes désincarnés imposés par les institutions hors sol de l'UE.

Comme le recommande Bruno Retailleau¹³², lançons des grands projets pour les Européens : créons une alliance européenne de défense ; mettons en place un bouclier sécuritaire et humanitaire en Méditerranée pour faire face à la crise migratoire ; forgeons de nouveaux champions européens sur le numérique, les batteries, l'avion de combat du futur, le char de combat du futur, ou la santé ; mettons en place de nouvelles coopérations renforcées entre États, librement consenties, pour faire rayonner la civilisation européenne. Une puissance ne se juge pas à ses institutions, mais à ses ambitions.

Les coopérations renforcées permettent de régler des difficultés à un petit nombre, au lieu d'embarquer les vingt-sept dans d'interminables discussions souvent vaines. Ce fut le cas sur le dossier des divorces de binationaux ou des brevets européens. Il faut passer outre l'objection défaitiste comme quoi il est difficile de gérer un trop grand nombre de coopérations renforcées, si l'on garde des institutions communes. Rien ne doit empêcher un petit nombre de pays de se rencontrer dans un lieu déterminé, à une date fixée d'avance, pour résoudre un problème d'une façon pragmatique ou pour envisager un projet d'avenir.

Les nations qui se liquéfient dans l'UE doivent donc au contraire réarmer moralement, militairement, et économiquement, cesser de se repentir, assumer l'histoire, pour mieux contribuer à des projets européens communs d'avenir, nécessaires à l'édification d'une véritable puissance européenne. Dans ces conditions, le nationalisme, ce n'est plus la guerre, mais la prise de conscience par chaque pays qu'il s'agit bien au contraire, de collaborer avec les autres pays

européens, afin de pouvoir vivre, survivre, rayonner dans le monde du XXI^e siècle, malgré la petitesse des nations européennes face à des États continentaux.

Si les peuples européens restent désunis au XXI^e siècle, ils connaîtront le sort des cités grecques face à l'Empire romain, pris en étau, entre le sentiment d'une mort prochaine : « L'Europe se fera au bord du cercueil », selon Nietzsche, et le désir de survivre : « La France est ma patrie, l'Europe est mon avenir », selon François Mitterrand.

Chapitre XIII

L'Allemagne, valet de l'Amérique : Berlin doit changer complètement sa politique migratoire, étrangère et de défense

« Nous parlons du couple franco-allemand, mais de l'autre côté du Rhin les bans n'ont pas été publiés »

Bernard Carayon, Député LR

Depuis la signature du Traité de l'Élysée, le 22 janvier 1963, l'Europe puissance reste, pour l'instant, un fantasme français et le prétendu « couple » franco-allemand, un drôle de couple. L'Allemagne, valet de l'Amérique, depuis sa réunification et le traité de Maastricht (1992), se fourvoie complètement : elle ambitionne d'être affermie en tant que principal pilier otanien en Europe et en tant que maître de l'UE par sa puissance économique ; cette dernière sera difficilement durable, nonobstant les faiblesses de sa démographie, car d'essence libre échangiste mondialiste dans un monde de plus en plus autarcique. Son défi actuel, ayant renoncé au nucléaire, contrairement à la France, c'est de remplacer le gaz russe bon marché pour sauver son industrie, d'où probablement de grands changements à venir dans les années qui viennent, pour des raisons également de politique intérieure, dans la politique étrangère de Berlin. L'Allemagne, un pays ami aujourd'hui soumis à l'Amérique qui veut du bien à la France et à l'Europe ?

Le Traité de l'Élysée (1963) et son préambule : le ver états-unien était déjà dans le fruit

Court et modeste, le Traité de l'Élysée, signé le 22 janvier 1963, vaut davantage par son ambition que par son contenu. Il fonde l'Office franco-allemand de la jeunesse (Ofaj). Il pose aussi les bases de la coopération entre les deux gouvernements qui « se consulteront avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère, et en premier lieu sur les questions d'intérêt commun. Il évoque aussi, en pleine guerre froide, des rapprochements en matière de défense.

Mais le ver était déjà dans le fruit car un préambule états-unien fut imposé au chancelier Adenauer, pour la ratification du traité par le Bundestag le 15 juin 1963.

Il était mentionné dans ce préambule : « La nécessité d'une étroite association entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique, la défense commune dans le cadre de l'Alliance de l'Atlantique nord et l'intégration des forces armées des États membres du pacte, l'unification de l'Europe selon la voie tracée par la création des Communautés européennes en y admettant la Grande-Bretagne, l'abaissement des barrières douanières dans le cadre du GATT ».

Dans le même esprit, lors d'un défilé commun à Mourmelon d'une division française et d'une division allemande, lors de la visite du chancelier Adenauer en France du 2 au 8 juillet 1962, l'Amérique eut le toupet de faire pression sur le ministre allemand de la Défense Franz Josef Strauss, pour que le défilé ait lieu sous l'étendard exclusif de l'OTAN, tentative qui échoua, suite à la réaction très vive du général de Gaulle¹³³.

Le bouquet, ce fut lorsque le traître Jean Monnet fit adopter par le Bundestag, le 17 octobre 1967, une résolution condamnant la politique du général de Gaulle, qu'il avait lui-même rédigée. Le chancelier allemand Kurt-Georg Kiesinger, ancien Directeur adjoint de Goebbels à la propagande du III^o Reich, qui avait beaucoup à se faire pardonner par les Américains, quitta même son siège, pour aller féliciter Jean Monnet dans les tribunes du Bundestag, tandis que tous les députés présents l'applaudissaient debout¹³⁴.

C'est à la suite de cet échec que de Gaulle renonça en vérité au couple franco-allemand pour se lancer dans une grande politique mondiale (Chine, URSS, Mexique, Brésil, Cambodge, Québec) combattue par les États-Unis. Tous les successeurs du général essayèrent de maintenir la fiction de l'axe politique franco-allemand, mais il ne s'agissait plus que de coopérations ponctuelles sur certains projets économiques ou militaires, pas d'une alliance solide entre la France et l'Allemagne pouvant servir de matrice à une nouvelle organisation du continent européen, ce que souhaitait de Gaulle, afin de résister à l'impérialisme américain. Les mérites de ce traité furent cependant un début de coopération pas toujours facile, souvent très décevante pour la France, et surtout une réconciliation franco-allemande effective entre les deux peuples.

Un succès marquant de ce traité fut la création en janvier 1967 de l'institut

Laue-Langevin à Grenoble. Cet institut devint au fil des années un succès européen pour obtenir la plus puissante source de neutrons au monde¹³⁵.

La fin du rêve français et du couple franco-allemand

L'Allemagne actuelle n'a que faire de la puissance et de l'impérialisme américain ; elle n'aspire qu'à une chose : sortir de l'histoire, car l'histoire lui a trop coûté. De plus l'Allemagne n'a aucune envie d'aider la France à retrouver son rang. La seule obsession de l'Allemagne, c'est son industrie et ses excédents commerciaux. Le désir français justifié et réaliste d'une Europe autonome, indépendante des États-Unis, n'est pas partagé par l'Allemagne, ce que démontrent, entre autres, ses choix suicidaires d'achats de matériel militaire américain.

L'Allemagne souhaite une UE fédéraliste appliquant la règle de la majorité relative pour s'assurer le contrôle du marché de l'UE, devenir le leader de fait de l'UE et imposer son hégémonie économique, accepte de ne parler que l'anglo-américain plutôt que français ou allemand. L'intérêt de la France, c'est au contraire de faire exploser l'UE ou de réformer fortement l'UE pour la transformer en une Confédération des nations, avec la nécessité d'une prise de décision à l'unanimité pour tous les votes importants, ce qu'avait obtenu le général de Gaulle avec les fameux accords de Luxembourg (janvier 1966).

La France recherche davantage l'approfondissement de l'UE avec moins de pays tandis que l'Allemagne recherche l'élargissement à l'Est avec 36 pays au lieu de 27 ! L'Allemagne souhaite que l'UE intègre davantage de pays pour se retrouver au centre d'une plus vaste UE.

Sur le plan économique, les Allemands et plus particulièrement les responsables de la CDU, en ont par-dessus la tête, à juste titre, des Français démagogues, laxistes et donneurs de leçons qui sont incapables de procéder à des réformes structurelles pour rendre leur économie compétitive (dépenses publiques folles, deux millions de fonctionnaires en trop, charges sociales et impôts très élevés, grévisse suicide de la CGT, invasion migratoire incontrôlée) conduisant à la désindustrialisation. L'hyper-endettement de la France en faillite virtuelle (113 % de son PIB) crée un déséquilibre, un malaise évident dans le couple franco-allemand. La France n'a été prise au sérieux par les Allemands qu'avec les « poilus » de 14, le maréchal Pétain car vainqueur à

Verdun, de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing et Chirac en raison de l'excellente relation personnelle avec Helmut Schmidt et Gerhard Schroeder.

Les difficultés de la coopération franco-allemande en matière de défense et d'armements pour le plus grand bénéfice des seuls États-Unis

L'Allemagne et la France s'opposent en matière de défense européenne. La France, même avec son armée d'échantillons et son budget militaire ridicule de 2 % du PIB, dispose, avec sa force nucléaire, de la première Armée d'Europe, car motivée, organisée et bien commandée. La Bundeswehr, elle, ne vaut pas grand-chose à ce jour, avec en outre, de très grandes difficultés à recruter, d'où une inclination naturelle à s'en remettre aux États-Unis pour les problèmes de défense. L'Allemagne préfère être commandée par les États-Unis et acheter américain plutôt que d'être n°2 en Europe, derrière la France, dans le cadre d'une défense européenne forte et indépendante !

De nombreux projets de partenariats franco-allemands ont déjà été annulés. L'Allemagne a décidé de mettre cent milliards d'euros sur la table, mais souhaite en faire profiter soit son industrie, soit l'Amérique, l'avion de combat du futur avec Dassault étant la seule exception qui pourrait confirmer la règle, tant l'avionneur français en impose par son succès mondial retentissant et son excellence. Certains se demandent même si l'Allemagne ne cherche pas en fait à mieux capter les secrets de la réussite du Rafale de Dassault.

Berlin a promu un projet de bouclier antimissile avec trois composantes allemande, israélienne et américaine (Himars) auquel veulent se joindre 14 pays européens dont la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Finlande. Paris n'a même pas été informé par Berlin, alors que la France déploie déjà au sein de l'OTAN un système similaire MAMBA du missileier européen MBDA (12 000 personnes) dont le siège est à Paris.

En mars 2022, l'Allemagne a passé commande de F 35 américains pour remplacer sa flotte vieillissante de Tornado, en sabordant le rêve français de vendre des Rafale ! En 2021, Berlin avait déjà abandonné un programme commun avec la France visant à doter les deux pays d'avions de patrouille maritime pour survoler les sous-marins : l'Allemagne a préféré passer un marché avec l'américain Boeing !

La plupart des projets franco-allemands en matière d'armement sont aujourd'hui à l'arrêt : projet d'un nouveau char franco-allemand qui succéderait au char français Leclerc et au char Leopard ; le projet d'un nouveau canon franco-allemand pour remplacer le Caesar français est repoussé au-delà de 2045 ; quant à la modernisation des hélicoptères franco-allemands Tigre, l'Allemagne y a tout simplement renoncé.

Dans le domaine du spatial, l'Allemagne rêve de prendre la place de la France en espérant qu'un de ses petits lanceurs deviendra grand, pour contester à Ariane Groupe, constructeur pourtant franco-allemand, le développement des successeurs d'Ariane 6 ! Si l'Allemagne pouvait évincer la France de Kourou en Guyane, elle le ferait sans hésiter !

L'Allemagne a en fait pour ambition aujourd'hui de saper tous les restes de la puissance française. Elle s'est réjouie et a contribué, par des campagnes de presse et du « lobbying » à la rupture du contrat de vente de sous-marins à l'Australie dont elle avait été évincée commercialement. Dans son fameux discours de Prague, le chancelier Scholz n'a jamais fait la moindre allusion à la France, tenue pour quantité négligeable !

Sabotage de Nordstream par l'Amérique : la révolte d'Oskar Lafontaine et de l'AfD contre la lâcheté, le mutisme des dirigeants et partis politiques allemands

L'Allemagne, autrefois dominatrice et brutale dont les ambitions ont ravagé l'Europe, est, depuis 1945, d'une soumission et d'une servilité inimaginable envers le maître américain, au profit duquel elle a abdiqué sa souveraineté. Les partis politiques et les dirigeants allemands sont restés totalement passifs et muets lors du sabotage de Nordstream par l'Amérique, avec comme seules exceptions Oskar Lafontaine, ancien Président du SPD et candidat à la chancellerie en 1998, et le parti AfD avec de nombreuses interventions au Bundestag, auprès des électeurs, et dans les médias.

Nous avons traduit en français in extenso l'excellente et très longue interview, fin novembre 2022, d'Oskar Lafontaine par « Die deutschen Wirtschaftsnachrichten im Gespräch »¹³⁶, intitulée : « L'Europe paie le prix de la lâcheté de ses propres dirigeants ». Nous ne citerons que quelques brefs extraits des propos d'Oskar Lafontaine :

« Oskar Lafontaine : « L'explosion des deux gazoducs est une déclaration de guerre à l'Allemagne et c'est à la fois pathétique et lâche que le gouvernement fédéral veuille mettre l'incident sous le tapis. L'Allemagne dit qu'elle sait quelque chose, mais qu'elle ne peut pas le dire pour des raisons de sécurité nationale. Les moineaux le sifflent pourtant depuis longtemps sur les toits ; les États-Unis ont soit directement mené l'attaque, soit au moins donné le feu vert. Sans la connaissance et le consentement de Washington, la destruction des gazoducs, qui est une attaque contre notre pays, paralyse notre économie et va à l'encontre de nos intérêts stratégiques, n'aurait pas été possible. C'était non seulement un acte hostile contre la République fédérale, mais aussi la démonstration, une fois de plus, que nous devons nous libérer de la tutelle américaine.

DWN : Dans votre nouveau livre « Amérique, il est temps de partir ! », vous appelez au retrait des troupes américaines d'Allemagne. N'est-ce pas irréaliste ?

Oskar Lafontaine : Bien sûr, cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais l'objectif doit être clair : le retrait de toutes les installations militaires et nucléaires américaines d'Allemagne ainsi que la fermeture de la base aérienne de Ramstein. Il faut y travailler avec persévérance et construire en même temps une architecture de sécurité européenne, car l'OTAN dirigée par les États-Unis est obsolète (...). C'est parce que l'OTAN n'est plus une alliance défensive, mais un outil pour faire respecter la prétention des États-Unis à rester la seule puissance mondiale. Nous devons donc formuler nos propres intérêts qui ne sont en aucun cas conformes à ceux des États-Unis.

DWN : Vous dites que les Américains sont responsables de l'explosion des gazoducs. Croyez-vous sérieusement qu'ils abandonneraient l'Allemagne sans combattre ?

Oskar Lafontaine : Non, ça va être très dur, mais je ne vois pas d'alternative. Si nous et les autres pays européens continuons à rester sous tutelle américaine, ils nous pousseront jusque vers la falaise pour protéger leurs propres intérêts. Nous devons donc élargir notre champ d'action, de préférence avec la France. Comme Peter-Scholl-Latour, j'ai réclamé, il y a de nombreuses années une union franco-allemande. (...) La question se pose de savoir si nous avons notre propre place dans ce nouvel ordre mondial ou si nous nous laissons entraîner dans les conflits de Washington avec Moscou et Pékin en tant que vassaux américains. Nous ne pourrions alors que perdre. »

Une montée en puissance de l'AfD jusqu'à 25 % – 30 % des voix ferait basculer l'Allemagne vers une Europe des nations pro-russe.

La France ne peut que se désespérer d'une Allemagne droit de l'hommiste SPD et CDU, totalement aliénée à l'Amérique et à l'OTAN. Dans l'ancienne RDA, l'AfD catalyse les colères anti-immigration : 61 % des Allemands contre 40 % des Français considèrent, selon un sondage DFI que l'immigration présente plus d'inconvénients que d'avantages.¹³⁷ L'Allemagne souffre aussi de ses erreurs énergétiques. Le colosse allemand est en train de trébucher et sa prospérité est en danger.

L'AfD (Alternative pour l'Allemagne) se situe en 2023 à 23 % des voix, ce qui en fait le deuxième parti d'Allemagne derrière la CDU (28 %) et devant le SPD du chancelier Olaf Scholz (19 %)¹³⁸. Ce parti peut provoquer un tremblement de terre politique en Europe. L'AfD s'oppose à la guerre en Ukraine, est pro-russe ; ce parti s'oppose à l'immigration extra-européenne, au Grand Remplacement (Grosser Austausch), à l'espace Schengen sans contrôle des frontières nationales, à la politique climatique et énergétique actuelle, à l'OTAN ; le parti critique l'aliénation allemande aux États-Unis qui maintiennent toujours une force armée importante dans le pays ; il souhaite la dissolution de l'UE fédéraliste en raison de son « échec », le retour au Deutsche Mark et la création « d'une communauté économique et d'intérêts européenne » respectueuse des nations ; l'AfD estime que les Américains sont à l'origine du sabotage de Nordstream ; dans le programme du parti, il est écrit noir sur blanc que « les intérêts économiques des États-Unis diffèrent de plus en plus de ceux de l'Europe ». Le parti déplore les « souffrances » de la guerre en Ukraine et appelle à « œuvrer pour la paix dans les relations germano-russes », ce qui passe par la levée des sanctions et la réouverture du gazoduc Nordstream, après sa réparation.

Plusieurs orateurs de l'AfD se sont exprimés lors du congrès du parti en août 2023 : Selon Hans Neuhoff, délégué de l'AfD à Bonn : « L'Europe doit constituer un propre pôle au sein de l'ordre mondial multipolaire et s'émanciper de toute prétention de grande puissance à vouloir diriger. Si elle ne le fait pas, l'apolitisme et le chaos menacent ». Le mot immigration est cité près de trente fois dans le programme du parti : « Ce que nous devons vraiment craindre, ce n'est pas le changement climatique d'origine humaine. C'est le changement de

population provoqué par l'homme, qui transformera la vieille Europe en une zone de peuplement pour des millions d'Africains et de Marocains » a déclaré Irmhild Bossdorf, déléguée de Rhénanie-Westphalie. Pour le bavarois Jurij Kofner, « L'Allemagne n'est pas un pays libre et souverain. Elle est occupée par les États-Unis, militairement, politiquement, économiquement et dans l'esprit », reprise d'un leitmotiv du Kremlin, qui a entraîné un « Jawohl » unanime et les applaudissements nourris de la salle ! ¹³⁹

Les élections européennes en 2024 marqueront peut-être un tournant dans l'équilibre des forces au sein de l'UE, tant la montée des partis patriotes de droite dans la plupart des pays membres ne cesse de progresser. La prise de conscience que l'Europe doit s'émanciper de ses liens trop étroits avec une Amérique, qui fait tout pour que celle-ci n'existe pas, est un premier pas vers l'émancipation.

Il semble que l'Allemagne soit sur le point de se réveiller. Dans cette attente, la France devrait se rapprocher davantage de l'Espagne, de l'Italie et de la Russie. C'est le but du Traité du Quirinal, signé à Rome le 26 novembre 2021, et du traité d'amitié et de coopération avec l'Espagne, signé à Barcelone le 19 janvier 2023. Avec l'AfD, une « Nouvelle Europe Paris-Berlin-Moscou » serait peut-être de nouveau envisageable ! ¹⁴⁰

Les propos gaullistes pleins d'espoir et d'avenir pour France-Allemagne, tenus par Maximilien Krah, tête de liste aux élections européennes de l'AfD

¹⁴¹

Maximilien Krah se réclame du « gaullisme projeté pour l'avenir » ! Nous ne ferons que citer un extrait de ses propos au journal *Le Point* : « La relation franco-allemande est plus importante que jamais parce que nous assistons à un changement fondamental du monde. Le temps où l'Occident dominait est révolu ; le Sud Global est en train de s'éveiller. L'Europe doit répondre à une question : voulons-nous être un pôle dans cette future multipolarité, ou voulons-nous être les vassaux des États-Unis d'Amérique ? Le monde germano-slave et le monde romain doivent vivre ensemble. Ces deux mondes ont deux leaders, la France pour le monde romain et l'Allemagne pour l'Europe centrale. Ce n'est qu'en nous rassemblant que nous jouerons un rôle dans le monde de demain.

Dans le Parlement européen, la droite est coupée en deux. Il y a ceux qui sont scotchés aux Américains et aux « think-tanks » américains. Et il y a ceux, dont je fais partie, qui ont une approche gaulliste et qui souhaitent que l'Europe développe sa propre puissance.

Nous ne voulons pas être la CDU d'il y a trente ans, le parti d'hier. Nous voulons être le parti de l'avenir. Désormais, nous sommes une claire alternative à la droite classique, la CDU-CSU (...) Notre idéologie identitaire est clairement définie : nous parlons de qui nous sommes, de nos racines, de nos liens avec nos ancêtres, de nos traditions...

L'immigration est le premier des problèmes. Si nous ne la stoppons pas, la partie est finie. Si vous faites venir en Allemagne la moitié de Calcutta, vous ne sauvez pas Calcutta, mais vous aurez une seconde Calcutta en Allemagne. C'est une erreur de penser qu'il y a d'un côté une Afrique jeune et de l'autre une Europe vieillissante. Les Africains qui viennent en Europe ne deviennent pas Européens parce qu'ils traversent une frontière. Ils restent Africains. Et donc la Vieille Europe deviendrait une Afrique jeune en double. L'Afrique devrait rester l'Afrique et l'Europe devrait rester l'Europe (...) Nous devrions être capables de défendre nous-mêmes nos frontières sans signer des chèques.

Je dis des choses comme : « Il n'y a que deux genres » ; « Je ne peux pas changer le climat dans 100 ans » ; « c'est bien qu'il y ait différentes nations » ; « nous avons besoin d'une nouvelle Europe, pas seulement d'États nation » ; « nous avons besoin d'une alternative à l'OTAN » ; « nous avons besoin de bâtir un système de défense européen sans les Américains et nous devrions nous y préparer » ; « trop de choses se décident au niveau européen et cela fonctionnerait mieux si vous en supprimiez 80 % » ; « nous sommes un monstre bureaucratique ».

Trump peut redevenir président, mais Hollywood restera Hollywood, la Silicon Valley restera la Silicon Valley, Wall Street restera Wall Street. L'Amérique n'est plus l'Amérique aux racines européennes de 1945. Nous ne devrions pas attendre que les Américains règlent nos problèmes. Ils ne régleront pas nos problèmes en raison des changements démographiques. En 2042, la moitié des Américains n'auront plus de racines européennes. Ils prendront une autre direction. »

Chapitre XIV

Dédollarisation et nécessaire retour à l'étalon-or

« L'or, une réserve de valeur internationale et non plus une relique barbare »

Titre d'un rapport du FMI (27 janvier 2023)

« Il y a une raison pour laquelle le magicien dispose d'une étrange capacité à créer de la monnaie à partir de rien. Derrière lui se tient un homme avec un fusil »

David Graeber, écrivain, professeur, figure de proue du mouvement *Occupy Wall Street*¹⁴²

« Celui qui parie sur les monnaies en papier parie contre 6 000 ans d'histoire »

Charles de Gaulle

« L'or est de l'argent. Tout le reste n'est que crédit »

JP Morgan, célèbre banquier et financier américain

Qu'est-ce que la dédollarisation ? C'est le recul de la domination du dollar dans les échanges commerciaux mondiaux et dans les réserves de change des banques centrales. La dette américaine insoutenable, et la propension des États-Unis à utiliser leur monnaie comme arme, incitent de nombreux pays à trouver le moyen d'échapper au joug de la première puissance financière, bancaire, monétaire et boursière mondiale.

Si le dollar venait à s'effondrer, ce serait un bouleversement considérable de l'ordre mondial qui ne serait pas qu'économique : les États-Unis perdraient l'un des principaux leviers de leur impérialisme politique et militaire. Le dollar est un instrument de puissance, un outil d'exportation du droit américain dans le monde. Le Système actuel est basé sur des « monnaies papier », celle du dollar

principalement, qui ne sont pas convertibles en or ou en actifs tangibles. De Gaulle s'est toujours battu pour le retour à l'étalon-or, afin de briser le monopole du dollar, source d'inflation, de laxisme monétaire et d'hyper-endettement des États.

L'endettement exorbitant des États-Unis et de l'ensemble du monde : source première de la faiblesse du dollar

Les 950 milliards de billets verts détenus à l'étranger et les 7000 milliards de dollars de bons du Trésor américain achetés par les banques centrales étrangères pour placer leurs réserves en devises et financer les déficits budgétaires américains abyssaux, deviennent des placements de plus en plus risqués, d'autant plus que la dette publique des États-Unis vient de dépasser le chiffre monstrueux de 31 500 milliards de dollars, soit environ 100 % du PIB (32 349 milliards de dollars en 2022) .

Si les taux d'intérêt augmentent trop, les États-Unis, tout comme la France et l'Italie, seront en faillite, et ce sera la chute du dollar, le krach du siècle des siècles à Wall Street. Avec des taux actuels peu élevés, les États-Unis doivent déjà payer 600 milliards de dollars en intérêts, soit deux fois le budget de l'Etat français, pour leur dette. « Le privilège exorbitant du dollar », déjà dénoncé par le général de Gaulle, Jacques Rueff et Valéry Giscard d'Estaing en 1964, car il permet de se financer à volonté avec de la monnaie émise par la Federal Reserve américaine ou avec les bons du Trésor américains détenus par les banques centrales étrangères et les créanciers étrangers.

Le problème est d'autant plus grave que depuis l'abandon le 15 août 1971 par Nixon de la convertibilité du dollar en or, des taux de changes fixes et l'introduction des taux de changes flottants, tous les États se sont dispensés d'une discipline budgétaire saine pour se lancer dans une politique d'hyper-endettement. Selon le grand expert international Egon von Greyerz, depuis que le lien entre le dollar et l'or a été supprimé en 1971, l'endettement mondial a été multiplié par 80¹⁴³ ! Le résultat des courses, c'est qu'aujourd'hui la dette globale des États atteint le chiffre faramineux en temps de paix de 300 000 milliards de dollars, soit 360 % du PIB mondial d'un montant de 85 000 milliards de dollars. En 1970, la dette globale s'élevait à 100 % seulement du PIB mondial¹⁴⁴ . Le monde hyper-endetté, les États-Unis et le dollar reposent donc sur un volcan, sur

une pyramide de Ponzi.

Le déclin du dollar comme monnaie commerciale dans le monde

« Qui a décidé que le dollar serait la devise du commerce, après la fin de la convertibilité en or » interrogeait le président brésilien Lula en avril 2023 ? La part de la facturation du dollar, plutôt stable à 50 % pendant deux décennies, se dirige aujourd'hui vers les 40 %. Les exportations des États-Unis ne représentent plus en 2022 que 8,29 % des exportations mondiales (Chine 14,43 %).

La Russie et le Monde islamique discutent de l'abandon du dollar ; les règlements mutuels entre la Russie et l'Iran se font désormais en rials et en roubles. L'Inde paie le pétrole et gaz russe en roubles et règle parfois le pétrole des Émirats arabes unis en roupies. Dans les échanges commerciaux de la Russie avec les pays de l'OCS, la part du rouble a dépassé 40 %. « L'abandon du dollar et de l'euro par la Russie est irréversible », a pu dire le Président de la banque russe VTB.

10 % des échanges commerciaux mondiaux se font déjà en yuans. La Chine, le Brésil ont décidé de se facturer en yuans et reais. La Chine paie le pétrole et le gaz iranien en yuans. L'Argentine a abandonné le dollar au profit du yuan pour payer ses importations chinoises. TotalEnergies a livré du GNL, en mars 2023, à la Chine payé en yuans.

Le petit Ghana a même osé s'affranchir, en novembre 2022, de la monnaie du monde, en payant son pétrole en or et non plus en dollars.

Le déclin du dollar dans les réserves des banques centrales et la fin prochaine du dollar-roi

Il se passe actuellement avec le dollar ce qui s'est passé avec la livre sterling dans les années 1920-1930. Après le premier chant du cygne de la non-convertibilité en or en 1971, on assiste à une diminution progressive et accélérée des réserves en dollars dans les banques centrales. Le billet vert représente environ 58 % des réserves mondiales en devises contre 73 % en 2001, alors qu'il était la « réserve hégémonique incontestée ».

La machine est lancée ; les États-Unis avec leurs prétentions à

l'extraterritorialité de leur droit et de leur monnaie ont scié la branche « dollar » sur laquelle leur hégémonie économique et politique est fondée. Selon l'ancien député américain Ron Paul « le système du dollar va s'effondrer en raison de l'interventionnisme US ». Les nations européennes devraient en prendre conscience et revendiquer leur indépendance, afin d'éviter de sombrer avec le vieillissant « nouveau monde ».

L'euro, autour de 20 % des réserves mondiales, va aussi fortement décliner puisque l'Europe n'a pas eu l'intelligence de laisser les États-Unis faire tout seuls leur guerre à la Russie par Ukraine interposée. Au lieu de s'envoler, ce que souhaitaient les Russes au départ, prêts à jouer la carte de l'euro, la monnaie européenne va continuer de décliner de plus en plus fortement.

Le Yuan chinois, pour l'instant, n'a pas de prétentions comme monnaie de réserve car il est sous contrôle strict des mouvements de capitaux. La Chine devrait continuer à diminuer ses réserves en dollars qui s'élevaient à 3200 milliards de dollars en 2021, dont 1100 milliards de bons du Trésor américain (850 milliards seulement en 2023).

L'or comme seul étalon des banques centrales : la Russie sauvée par la détention d'or physique dans ses coffres

Lorsque Nixon a abandonné la convertibilité du dollar en or en 1971, l'encours de circulation des dollars dans le monde était à l'époque de 53 milliards de dollars, ce qui représentait cinq fois la valeur de l'or entreposé à Fort Knox, au cours fixe de 35 \$ l'once. Le dollar n'est donc plus, depuis 1971, « as good as gold » (aussi bon que de l'or), preuve de la domination mondiale des États-Unis.

Selon le FMI, le regain d'appétit d'or de banques centrales date en fait de 2008. L'effondrement de Lehman Brothers a provoqué un véritable électrochoc. Wall Street a été touchée au cœur, et l'or a retrouvé son rôle de valeur refuge en lieu et place des actions cotées en dollars. L'or ne rapporte rien, mais il n'expose pas son détenteur à un risque de non-remboursement ; de plus, l'or, contrairement à une entreprise ou à un État, ne peut pas faire faillite ! L'or représente aujourd'hui 15 % des actifs des banques centrales et le dollar 44 %.

L'Amérique et les Européens espéraient détruire l'économie de la Russie, en

mettant en place des embargos, en employant des méthodes de gangster, en confisquant les avoirs de la banque centrale russe, mais ils ont en fait commis une faute lourde et grave, une bourde monumentale avec un « un effet boomerang » : la preuve était faite que le dollar et l'euro n'étaient plus, par définition, des monnaies de réserve éthiques, neutres et dignes de confiance telles que l'or détenu par un État, puisqu'elles pouvaient être volées lors d'un « hold-up ». La dépendance monétaire des détenteurs de dollars et d'euros a été démontrée à la face du monde.

La confiance dans le dollar a été brisée, alors que la puissance militaire des États-Unis, après les échecs en Irak, Afghanistan, Syrie et Lybie est de plus en plus contestée. De plus, l'Amérique ne dispose que de 8135 tonnes d'or, alors que la Chine disposerait en réalité de 15 000 tonnes.

L'histoire dira sans doute, que c'est l'or qui a sauvé la Russie et lui aura permis de gagner la guerre en Ukraine. Entre 2014 et 2020, la Russie, via sa banque centrale, a été le pays qui a le plus acheté d'or au monde. En 2008, le stock russe stagnait autour de 500 tonnes seulement. Après la crise financière mondiale, la Russie a commencé à acheter de l'or, les achats s'accroissant comme par hasard, à partir de 2014, date du coup d'État de Maïdan par la CIA à Kiev et du début de la guerre dans le Donbass, avec plus de 14000 morts entre 2014 et 2022 ! Les achats d'or par la Russie se sont arrêtés en mars 2020. Selon le Conseil mondial de l'or, les réserves d'or de la Russie en 2022 s'élevaient à 2361, 64 tonnes, soit le cinquième volume le plus élevé derrière les États-Unis, l'Allemagne, la France et l'Italie.

Ce sont ces réserves d'or qui ont permis à Poutine d'avoir des moyens de paiement, pour soutenir son effort de guerre en Ukraine, malgré les sanctions économiques et financières « de cheval » des Occidentaux ! Les réserves totales de la Russie s'élèvent à 630 milliards de dollars, mais la moitié, sous forme de devises en dollars et en euros, était bloquée, depuis l'intervention militaire russe de 2022 en Ukraine, dans les banques occidentales. L'autre moitié des réserves, son stock d'or était par contre à la « maison » dans les coffres de la Banque centrale russe. Dans les avoirs de la Banque centrale russe bloqués à l'étranger, il y avait très peu d'or dans les inventaires.

La Russie a confirmé son intention de mettre en place un nouveau système monétaire international à terme, visant à adosser le rouble à l'or physique et à ses matières premières payables en roubles. Cette décision de s'attaquer

frontalement au monopole du dollar, pour le remplacer par l'or, représente un événement historique marquant.

L'État chinois détient 15 000 tonnes d'or et prétend en détenir seulement 1900 tonnes

L'Empire du Milieu est le premier producteur mondial d'or, avec 15 % de l'extraction mondiale. Depuis 20 ans, 6 830 tonnes ont été produites et l'exportation est interdite. De plus, la Chine a acheté de nombreuses mines d'or en Afrique et en Amérique du Sud. L'armée chinoise dispose de stocks d'or importants et les particuliers de 2 500 tonnes d'or. On estime qu'il y a plus de 30 000 tonnes d'or en Chine, dont la moitié appartiendrait à l'État, soit environ 15 000 tonnes d'or, soit le double de la quantité d'or détenue par les États-Unis à Fort Knox, alors que la Chine prétend détenir seulement 1948 tonnes.

La Chine souhaite se dédollariser et remplacer un jour le dollar par le yuan. La Chine ne pourra garantir la force de sa monnaie qu'avec l'or patiemment accumulé, devenu alors le seul étalon universel. Le dollar deviendra à terme une monnaie de réserve parmi d'autres, le « greenback » étant appelé à s'écrouler. Dans un premier temps, les détenteurs de renminbi seront autorisés à les convertir en or par l'intermédiaire de la Bourse de Shanghai.

Les banques centrales achètent et rapatrient de plus en plus d'or : envolée à terme du prix de l'or et remplacement du dollar par le yuan.

« Si c'est mon or, je veux qu'il soit dans mon pays », tel est le mantra actuel des banques centrales. On a de plus assisté en 2022 à une ruée vers l'or des banques centrales ; l'achat d'or s'est élevé à 1136 tonnes d'or.

En 2023, les banques centrales détenaient 35.715 tonnes d'or dans leurs réserves, soit un cinquième de tout l'or jamais extrait dans le monde, estimé à 208.874 tonnes. La majeure partie de ces réserves a été accumulée depuis 2010, lorsque les banques centrales ont commencé à acheter de l'or¹⁴⁵.

Ces achats cumulés avec ceux des particuliers ont amené l'or à environ 2000 \$ l'once, mais certains experts le voient bientôt à 3000 \$, avec un plafond à 5 000 \$, voire 10 000 \$ en cas d'effondrement complet du Système monétaire

international ; l'or serait alors le seul actif à en sortir indemne.

Le jour où l'or cotera à un prix faramineux, cela signifiera la fin du « roi-dollar », la fin de l'arrogance de Wall Street, la fin de l'extraterritorialité du droit américain, la fin de l'OTAN, la fin de l'impérialisme américain.

La crise en Ukraine et la réponse courageuse, innovante de la Russie à l'agression économique, monétaire et financière par l'Occident, pourraient bien être le déclencheur d'évènements successifs qui conduiront inéluctablement à la fin de l'hégémonie du dollar.

Nous croyons à long terme, à une réévaluation inéluctable du prix de l'or, seul étalon universel, pour créer des liquidités mondiales supplémentaires, et à l'apparition de plusieurs grandes monnaies de réserve dans le monde telles que le yuan, l'euro, le rouble, la roupie et le dollar qui devraient alors être toutes convertibles en or, le yuan prenant la place actuelle du dollar.

Chapitre XV

Libre-échange ou protectionnisme dans le monde avec comme seul critère : l'intérêt ou non de l'Amérique !

« Pendant des siècles, l'Angleterre s'est appuyée sur la protection, l'a pratiquée jusqu'à ses plus extrêmes limites, et en a obtenu des résultats satisfaisants. Après deux siècles, elle a jugé commode d'adopter le libre-échange, car elle pense que la protection n'a plus rien à lui offrir. Eh bien, Messieurs, la connaissance que j'ai de notre pays me conduit à penser que dans moins de deux cents ans, lorsque l'Amérique aura tiré de la protection tout ce qu'elle a à offrir, elle adoptera le libre-échange ».

Ulysses Grant, Président des États-Unis de 1868 à 1876

La mondialisation imposée par l'Amérique est en train de sombrer sous nos yeux. Les économies occidentales, contrairement à celles de la Chine et de la Russie, ne produisent pas assez et survivent grâce à un endettement exponentiel. Emmanuel Todd prétend même qu'une partie du PIB de l'Occident n'est que de la « vapeur d'eau »¹⁴⁶

La fallacieuse théorie du libre-échange et la diabolisation du protectionnisme par les États-Unis de 1947 (premier accord du GATT) à 2017 (présidence de Donald Trump)

Le modèle de la théorie des coûts comparés de Ricardo, décrit en 1817, dans son ouvrage « On the Principles of Political Economy » repose sur une hypothèse essentielle, à savoir que la structure des coûts comparatifs dans les divers pays reste invariable au cours du temps. Or, il n'en est ainsi que dans le cas des ressources naturelles. Ainsi, par rapport à l'Europe occidentale, les pays producteurs de pétrole disposent d'un avantage comparatif qui restera le même dans un avenir prévisible. De même, les produits tropicaux ont un avantage climatique comparatif qui ne saurait disparaître.

Par contre, dans le domaine industriel, aucun avantage comparatif ne saurait être considéré comme permanent. Chaque pays aspire légitimement à rendre ses

industries plus efficaces, et il est souhaitable qu'il puisse y parvenir. Il en résulte que l'arrêt de certaines activités dans un pays développé, en raison des désavantages relatifs d'aujourd'hui, pourra se révéler demain complètement stupide, dès lors que ces désavantages relatifs auront disparu. Il faudrait alors rétablir ces industries, mais entre-temps on aura perdu le savoir-faire.

La théorie de Ricardo ne vaut que dans un monde stable et figé. Elle n'est pas valable dans un monde dynamique, où les fonctions de production et les salaires évoluent au cours du temps, où les capitaux et les hommes peuvent se déplacer librement, où les industries peuvent être délocalisées.

Selon la théorie de Ricardo, le libre-échange n'est justifié que si les variations du taux de change entraînent l'équilibre des balances commerciales. Or, c'est l'importance des flux financiers spéculatifs et des mouvements de capitaux qui expliquent l'extraordinaire instabilité des cours du dollar, du yen ou de l'euro. La régulation par les taux de change flottants des balances commerciales n'a donc aujourd'hui aucune signification.

De tous les dogmes économiques, le libre-échange est celui sur lequel les néolibéraux américains ont été le plus intraitables. Formulé il y a plus de deux siècles dans le contexte de l'immobilité des facteurs de production (capital et travail) et de la division internationale du travail avec des flux d'échanges réciproques, il a été présenté pendant 70 ans comme le nec plus ultra de la modernité, et comme la recette infaillible du développement et de la croissance. Ses hérauts néo-conservateurs, appuyés par les multinationales et Wall Street, ont réussi le tour de force de le pérenniser dans un contexte complètement différent de celui de sa conception : aujourd'hui, le capital ne connaît plus aucune entrave à sa circulation internationale, et la main-d'œuvre devient, elle aussi, de plus en plus mobile. Quant à la division internationale du travail, elle appartient au passé, avec la multiplication des entreprises mettant en œuvre des technologies de pointe dans les pays à bas salaires. L'économie mondiale est devenue un bateau ivre, sans gouvernail.

Voilà qui aurait dû disqualifier intellectuellement l'Amérique et le libre-échange mondialiste. Il n'en a rien été. Il a constitué, bien au contraire, le credo fondamental de l'Amérique et de l'UE qui ont défendu avec bec et ongles les « quatre libertés fondamentales », pendant des années, malgré l'invasion migratoire et la mise à mort des peuples, le chômage, malgré les disparitions d'usines et la baisse du niveau de vie des classes moyennes : libre circulation des

capitaux, des biens, des services et des personnes dans le monde.

Il est assez cocasse de remarquer que les Américains eux-mêmes, en 1992, bien avant la nomination à la Présidence de Donald Trump, et plus particulièrement Paul Volcker, ancien Président de la « Federal Reserve Bank », dans un livre commun avec Toyoo Gyohen, ancien Ministre des Finances du Japon, avaient reconnu que la théorie des avantages comparatifs perdait toute signification lorsque les taux de change variaient de 50 % ou même davantage¹⁴⁷. Une forte dévaluation du dollar, de 20 % ou plus, équivaut à une barrière douanière protectrice pour les pays qui appartiennent à la zone dollar ; elle représente un énorme coup de canif aux principes du libre-échange.

Friedrich List, en 1840, expliqua qu'il fallait protéger les industries naissantes en Allemagne face à la concurrence sans merci des pays industriels les plus avancés : toute nation qui, par des tarifs douaniers protecteurs et des restrictions sur la navigation, a élevé sa puissance manufacturière et navale à un degré de développement tel qu'aucune autre nation n'est en mesure de soutenir une concurrence libre avec elle, ne peut rien faire de plus judicieux que de larguer les échelles qui ont fait sa grandeur, prêcher aux autres nations les bénéfices du libre-échange, et déclarer, sur le ton d'un pénitent, qu'elle s'était jusqu'alors fourvoyée dans les chemins de l'erreur, et qu'elle a maintenant, pour la première fois, réussi à dénouer la vérité.»

Si la théorie de Ricardo était exacte, les États-Unis, l'Allemagne et le Japon n'auraient jamais dû s'industrialiser. L'Angleterre devrait toujours être le seul et principal centre industriel au monde. Il se trouve que l'Angleterre importe aujourd'hui plus de biens manufacturés qu'elle n'en exporte.

La « main invisible » d'Adam Smith sur le plan international est censée permettre à tous ceux qui prennent part à l'échange de maximiser leur avantage ; elle a surtout pour effet d'empêcher les plus faibles de créer des barrières et de devenir par là même un jour des concurrents gênants. Grâce à Friedrich List, l'Allemagne a mené une politique économique protectionniste et est devenue très rapidement une grande puissance industrielle dès la fin du XIXe siècle¹⁴⁸.

Paul Bairoch, Professeur à l'Université de Genève, a également montré que la croissance économique dans la période 1870-1940, fut largement liée au protectionnisme. Paul Bairoch a publié, en 1994, une étude sur les *Mythes et*

*Paradoxes de l'histoire économique*¹⁴⁹. Il écrit : « On aurait du mal à trouver des exemples de faits en contradiction plus flagrante avec la théorie dominante qui veut que le protectionnisme ait un impact négatif, tout au moins dans l'histoire économique du XIXe siècle. Le protectionnisme a toujours coïncidé dans le temps avec l'industrialisation et le développement économique, s'il n'en est pas à l'origine ». Bairoch montre également que le protectionnisme, contrairement aux bobards médiatiques, ne fut pas la cause, mais bien la conséquence du krach de Wall Street en octobre 1929. À partir de séries statistiques s'étalant de 1800 à 1990, il explique que le monde développé du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle, à l'exception de quelques brèves périodes, tira son expansion économique de politiques très majoritairement protectionnistes, mais que, en revanche, il imposa le libéralisme aux pays qui allaient devenir le tiers-monde, à l'Inde en particulier. Ni le Royaume-Uni, ni la France, ni la Corée, ni le Japon, ni les États-Unis n'ont acquis leur puissance industrielle en respectant la « loi » des avantages comparatifs de David Ricardo.

Cette approche a même donné naissance au « paradoxe de la croissance dopée par les droits de douane » (tariff growth paradox). Il est en effet établi, pour le XIXe siècle, comme pour une bonne partie du XXe siècle, que la croissance est en relation inverse avec le degré d'ouverture du commerce international »¹⁵⁰

Les « nouveaux pays industrialisés d'Asie ont démontré également l'importance du protectionnisme. Une étude, publiée en 2001 par l'université Harvard, a souligné qu'il peut, tout autant que le libre-échange, générer une forte croissance économique¹⁵¹. Ainsi, alors que le discours dominant du journalisme économique a proclamé pendant 70 ans que le protectionnisme était le mal absolu, de nombreux travaux scientifiques démontraient l'inverse. Il y a donc eu discordance entre les discours économiques médiatiques pour plaire aux multinationales, aux banques, à Wall Street, à l'Amérique, à l'UE, et le discours scientifique.

De plus, la libéralisation des échanges est loin de produire les gains espérés.¹⁵² Elle engendre des coûts qui ne sont pas pris en compte dans les modèles utilisés par les organisations internationales. Son bilan économique, hors même tout jugement social, est bien plus sombre qu'on ne l'affirme. Les droits de douane par exemple contribuent à défendre l'environnement en diminuant les quantités de CO2 engendrées par les périples de la mondialisation. Avant de venir garnir

les linéaires des grandes surfaces en Écosse, les crevettes « pêchées in Scotland » de la société Young's Sea Food effectuaient 27 000 km Aller-Retour avec le Bengla Desh pour être simplement décortiquées dans ce pays à bas coût de main-d'œuvre.¹⁵³

Si l'on regarde l'histoire économique des États-Unis, depuis leur création, il n'y a pas eu de nation plus protectionniste que les États-Unis ! On a dit d'Alexander Hamilton, dès la création des États-Unis, qu'il était un autre Colbert. La guerre de Sécession opposait le Nord industriel protectionniste au Sud agricole libre-échangiste¹⁵⁴. Le paroxysme du protectionnisme fut atteint en 1930 avec la loi Smoot-Hawley qui imposait des droits de douane record aux importations. De leur origine jusqu'aux années 1930, les États-Unis pratiquèrent donc un protectionnisme virulent avec des tarifs douaniers de l'ordre de 50 %. C'est avec cette stratégie qu'ils connurent le taux de croissance le plus élevé du monde et accédèrent au leadership mondial.

De 1947 jusqu'à Donald Trump, les États-Unis y trouvant leur intérêt, une véritable pensée unique, semblable à la nouvelle religion du réchauffement climatique par l'homme, s'était mise en place. Toute autre analyse relevait d'une pensée préscientifique et ne pouvait que susciter la commisération des gens compétents. Et c'est ce même pays, qui s'était fait soudain le héraut du libre-échange mondialiste, qui a retourné de nouveau sa veste en 2017 avec Donald Trump car il n'y trouvait plus avantage. Les premières mesures protectionnistes en 2018 et 2019 du Congrès américain vis-à-vis des importations chinoises ne font que se multiplier avec de plus en plus d'ampleur. L'« Inflation Reduction Act » du président Joe Biden, avec ses 369 milliards de dollars d'aides et de subventions, voté en août 2022, qui n'a pas de plafond et pourrait finalement dépasser les 1000 milliards de dollars, est la suite logique du nouveau tournant protectionniste des États-Unis. L'Oncle Sam ne veut plus passer de nouveaux accords de libre-échange dans le monde, à l'exception de l'ALENA en Amérique du Nord, sachant que cela conduirait à la disparition de ses dernières usines aux États-Unis.

Emmanuel Todd avait donc entièrement raison lorsqu'il écrivait en décembre 2006 : « Je suis arrivé à la conclusion, il y a quelques années, que le protectionnisme était la seule conception possible, et dans un second temps, que la seule bonne échelle d'application du protectionnisme était l'Europe ». Mais là encore les médias et les moutons de panurge européens ont attendu que les États-

Unis virent complètement de bord à nouveau vers le protectionnisme, pour avoir enfin bonne conscience, voir les réalités en face et proclamer avec force leurs nouvelles certitudes d'une nouvelle préférence communautaire qu'ils n'osent même pas encore évoquer à l'heure actuelle ! La forteresse Europe ne semble pouvoir être construite qu'à la remorque de « Fortress USA ».

Alors que c'est inexact, un très grand nombre d'Européens, crétinisés par les poncifs médiatiques, comparent très souvent le protectionnisme à la ligne Maginot, ce qui est parfaitement exact, mais ils en tirent des conclusions complètement erronées ! La ligne Maginot, en mai 1940, a parfaitement joué son rôle : la seule erreur qui a été commise, c'est de ne pas l'avoir prolongée jusqu'à Dunkerque ! Les Allemands ne se sont pas attaqués à la ligne Maginot ! Ils sont passés par les Ardennes ! De plus, l'Allemagne avait des « Panzer Divisionen » très mobiles, mais elle avait aussi sa ligne Maginot : la ligne Siegfried qui a parfaitement joué son rôle et coûté la vie à de très nombreux soldats alliés, fin 1944 – début 1945 !

Autres raisons pour lesquelles le libre-échange mondialiste, défendu par les États-Unis pendant 70 ans, n'est pas acceptable

Les Européens sont en droit de se demander pourquoi il faudrait à tout prix « fourguer » des Mercedes et des produits de luxe aux Chinois, parfaitement capables de fabriquer des produits analogues, tout en acceptant massivement l'importation de produits que les Européens seraient capables de produire en relocalisant ou en lançant des usines nouvelles. Tout se passe comme si le commerce international était devenu l'indépassable horizon des sociétés multinationales. L'avenir s'appelle « juste échange », protectionnisme intelligent et non pas libre-échange !

La démondialisation est inéluctable car il ne peut pas y avoir de diminution de CO2 avec la structure actuelle du commerce mondial. La démondialisation est en réalité une nécessité écologique, sociale, d'indépendance, d'autonomie et de puissance. Tous les Européens répartis dans un grand espace économique devraient être à même, par souci stratégique, de fabriquer tous les produits sans exception aucune, que ce soient des fusées, des locomotives ou des épingles !

La libéralisation planétaire de l'économie est en fait une perversion du concept des avantages comparatifs développé par Ricardo. Aujourd'hui, les

avantages comparatifs ne sont plus des avantages technologiques, géologiques ou climatiques particuliers, mais du « dumping social organisé par les entreprises multinationales qui repose sur le triptyque suivant : produire bon marché dans les enfers sociaux et environnementaux des pays du tiers-monde, valoriser les bénéfices dans les paradis fiscaux et commercialiser dans les temples de la consommation des pays riches qui deviennent de plus en plus pauvres, avec de plus en plus de chômeurs !

En 1880, La Tour du Pin prévoyait déjà ce que les libre-échangistes mondialistes et l'Amérique n'ont pas vu venir

En quelques lignes, parues dans les années 1880, tout, ou presque, est dit et annoncé par La Tour du Pin : « Le système de la liberté sans limites du capital a-t-il développé la production, aussi bien qu'il l'a avilie ? Nullement. Il l'a laissée dépérir sur le sol national, en émigrant lui-même, là où il trouvait la main-d'œuvre (...) à meilleur marché (...). Les conséquences du système lié à la multiplicité des voies de communication (...) seront de ne plus pourvoir le marché que par les produits des populations les plus misérables ; le coolie chinois deviendra le meilleur ouvrier des deux mondes parce qu'il n'aura d'autre besoin que ceux de la bête. Puis, comme l'ouvrier, l'ingénieur, l'agent commercial, le banquier lui-même seront pris au meilleur marché (...). Voilà comment une décadence irrémédiable attend, dans l'ordre économique, la civilisation de l'Occident au bout de cette voie de la liberté du travail où elle s'est engagée avec la doctrine de ses philosophes pour flambeau, la science de ses économistes pour guide, et la puissance de ses capitalistes » ¹⁵⁵ .

Retour nécessaire à l'esprit européen de la charte de La Havane des Nations Unies du 24 mars 1948 qui fustigeait le libre-échange mondialiste

Des mesures protectionnistes doivent s'imposer en Europe, comme ce fut le cas durant l'Entre-deux-guerres mondiales. La meilleure preuve du bien-fondé du protectionnisme est la charte de La Havane signée le 25 mars 1948 qui prévoyait la création d'une Organisation internationale du commerce, l'OIC. La charte de La Havane fut abandonnée en 1950.

Les clauses du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce),

suite aux pressions des États-Unis, lui succédèrent pour déboucher sur la folie du libre-échange mondialiste, la création de l'OMC (1995), l'erreur gravissime de l'entrée de la Chine dans cette organisation (2011), ce qui équivalait à faire rentrer le renard dans le poulailler. Ces règles étaient tout le contraire de ce qu'avait proclamé le bon sens même de la Charte de La Havane. L'Amérique est donc bien la seule responsable de l'introduction du libre-échange mondialiste, après la fin de la Seconde Guerre mondiale.¹⁵⁶ La Charte qui s'intéressait au développement de chaque pays était au contraire fondée sur la coopération entre les États et non pas sur la concurrence. Chacun était maître chez soi : « le but était le plein-emploi dans chaque État, l'équilibre de la balance des paiements de chaque pays. Il s'agissait alors de favoriser la coopération en vue de faciliter le développement industriel et le développement économique général ainsi que la reconstruction des pays dont l'économie avait été dévastée par la guerre » (article 10).

Il s'agit donc aujourd'hui de reconstruire l'industrie européenne dévastée par le libre-échange mondialiste, la concurrence technologique de l'Amérique, la Chine et les pays émergents des BRICS, afin de constituer un espace économique européen autocentré, à l'abri d'une protection douanière, et qui importe ses matières premières et son énergie de la Russie, tout en coopérant technologiquement avec Moscou sur de grands projets d'avenir.

Pour un commerce international équitable : « fair trade » et non pas « free trade »

Le FMI, lors de la session du 21 avril 2017, a mangé son chapeau. Il a pris une décision très importante qui était en fait un tsunami, une révolution dans la pensée politiquement correcte rabâchée depuis 50 ans par tous les perroquets, les médias, les entreprises multinationales, et les États-Unis. Le FMI a officiellement appelé à passer de l'ère du libre-échange mondialiste (« free trade ») à l'ère du commerce international équilibré (« fair trade »).

Pourquoi ce brusque changement ? Parce que le libre-échange international ne correspond plus à l'intérêt des États-Unis et parce que Donald Trump était le Président des États-Unis qui, par leurs droits de vote prépondérants, font la pluie et le beau temps au FMI. Jusqu'à ce jour tous les experts proclamaient urbi et orbi, comme aujourd'hui le changement du climat par l'homme, qu'il fallait

favoriser le libre-échange mondialiste, que tous les citoyens qui voyaient disparaître sous leurs yeux les industries locales, les emplois bien rémunérés et les classes moyennes des pays industrialisés, étaient atteints du syndrome maladif complètement inexact de la ligne Maginot !

Le FMI reconnaît donc que les peuples européens ont le droit de protéger leurs industries, leurs conditions de travail et leur environnement en instituant des droits de douane sociaux et environnementaux aux frontières de l'UE. C'est un peu tard maintenant que les Chinois nous ont dérobé une très grande partie de nos industries, puisque l'activité industrielle ne représente plus que 10,5 % du PIB en France.

Le patronat, les mondialistes, l'OMC, l'Amérique, l'UE, les gouvernements et les pseudo-experts ont donc menti et raconté des âneries aux peuples européens pendant 70 ans ! Faudra-t-il encore attendre 70 ans avant d'en finir avec les mensonges médiatiques du réchauffement climatique par l'homme ?

Les États-Unis, selon Costanzo Preve, ont perdu la « quatrième guerre mondiale »

Après la chute du mur de Berlin (1989), les États-Unis ont prôné le libre-échange mondialiste pour des raisons également politiques car ils croyaient, par l'effet du commerce et l'économie, introduire la démocratie libérale en Chine et en Russie. Cette tentative a lamentablement échoué en accélérant les transferts technologiques et les délocalisations en Chine et dans les pays des BRICS, d'où leur montée en puissance. C'est ainsi qu'ils ont, selon Costanzo Preve, perdu la « quatrième guerre mondiale ».¹⁵⁷

Le libre-échange mondialiste a seulement favorisé les intérêts des États-Unis de 1947 jusqu'en 1970, date du décollage et de la montée puissance de la Chine, ce que n'ont pas tout de suite réalisé les États-Unis, d'où leur erreur stratégique, après la chute du Mur de Berlin (1989), en croyant faire tomber de cette façon, les régimes autoritaires qu'ils ont contribué au contraire à renforcer, à leur propre détriment industriel ainsi qu'à celui de l'ensemble de l'Occident.

Les États-Unis et l'Europe ont souhaité l'entrée de la Chine à l'OMC, le 11 décembre 2001, car leurs dirigeants pensaient trouver le moyen de pénétrer ce gigantesque marché avec des produits à technologies à haute valeur ajoutée,

tout en gardant leurs illusions sur les changements démocratiques à venir en Chine et sur la capacité des Chinois à ne vendre que des chaussures et des produits textiles. La triste réalité fut au contraire de fournir un levier à la Chine, pour rattraper et dépasser les vieux pays industrialisés, avec des taux de croissance annuels chinois jusqu'en 2010 de 10 % par an, d'où la montée en puissance économique, technologique et militaire de l'Empire du Milieu.

Chapitre XVI

Scandaleuse expansion vers l'est de l'OTAN : Les mensonges indignes de l'Amérique à Gorbatchev, Eltsine et Poutine !

« Il ne fait aucun doute que se prépare un encerclement total de la Russie et, par suite, la perte de sa souveraineté... Alors qu'il est clair que la Russie actuelle ne représente aucune menace pour elle, l'OTAN développe son appareil militaire méthodiquement vers l'est de l'Europe et procède à un encerclement continental de la Russie sur son flanc sud »

Alexandre Soljenitsyne, cri d'alarme publié à la une du quotidien Moskoveskie Novoski

« Un pays, les États-Unis, sort de ses frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux : plus personne ne se sent en sécurité, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international... »

Vladimir Poutine – Forum sur la sécurité à Munich – 10 février 2007

« Je ne suis pas satisfait de ce qui s'est passé depuis la chute du Rideau de fer (...). En 1990, l'ensemble des grands pays avaient imaginé un système de sécurité mondiale fondé sur la coopération. Russes, Américains, Européens, nous étions tous d'accord pour désarmer et réduire les budgets de défense. Dans ce cadre, l'OTAN ne devait plus s'étendre à l'Est après la réunification de l'Allemagne. Au lieu de quoi, entre 1999 et 2004, dix pays d'Europe centrale ont rejoint l'Alliance Atlantique, qui veut aujourd'hui prendre le contrôle de la sécurité mondiale. Inacceptable ! »

Mikhaïl Gorbatchev, dernier Président de l'URSS, conférence à Paris, le 25 octobre 2007

« L'OTAN s'élargit et rapproche son infrastructure de nos frontières alors que nous avons liquidé nos bases à Cuba et au Vietnam »

Vladimir Poutine, 8 février 2008, discours télévisé à la nation

« Nous estimons qu'un élargissement interminable du bloc militaro-politique de l'OTAN dans les conditions actuelles, lorsqu'il n'y a plus de conflit entre deux systèmes ennemis, est non seulement inutile, mais nuisible et contreproductif »

Vladimir Poutine, Conférence de Presse du 8 mars 2008 avec la chancelière Angela Merkel

« Nous sommes prêts à tout afin d'empêcher l'Ukraine et la Géorgie d'adhérer à l'OTAN. »

Sergueï Lavrov, Ministre russe des Affaires étrangères – 2008

Une Amérique indigne, guerrière et agressive, qui ment comme elle respire !

L'ex Premier ministre Yevgeny Primakov remarquait que, lors des négociations de 1990-1991 entre les dirigeants occidentaux et Mikhaïl Gorbatchev, Edouard Shevarnadze ainsi que Dimitri Yazov, l'assurance avait été donnée à la Russie qu'aucun pays du Pacte de Varsovie ne rejoindrait l'OTAN. À l'époque, les Occidentaux ont tout promis pour voir l'URSS se retirer de la République Démocratique Allemande (DDR). Mikhaïl Gorbatchev rêvait, de son côté, d'enterrer la guerre froide ; il avait prononcé devant Margaret Thatcher un « credo » inhabituel : « L'Europe est notre maison commune, Maison, et non théâtre d'opérations militaires ». Les États-Unis allaient se montrer bien ingrats, dès 1991, à l'égard de l'initiateur de la perestroïka et de ses successeurs ; en dépit de leurs assurances formelles, ils allaient mettre en œuvre la politique de « refoulement » de la puissance russe et lancer l'élargissement de l'OTAN en Europe de l'Est.

À ce jour, la poursuite de cette stratégie de « dépècement » de la Russie demeure le facteur principal et permanent de la dégradation des relations entre la Russie, l'Europe et les États-Unis. Depuis 1992, remarquait déjà le journaliste Paul-Marie de la Gorce, « pour Washington, la Russie est toujours restée l'unique puissance au monde qui puisse détruire les États-Unis ». Vu de Moscou, les anciens petits frères baltes, ukrainiens et géorgiens apparaissent comme des

« traîtres » à la solde d'une Amérique dont le seul but est d'affaiblir la Russie, de l'encercler, de la découper en trois, ce qui a été écrit noir sur blanc d'une façon très brutale par Zbigniew Brzezinski *dans le Grand Échiquier* (1997). Les Russes n'admettent pas que Washington fasse à leurs frontières ce que les États-Unis n'ont jamais accepté aux leurs.

Les Occidentaux ont abusé sans mesure aucune de la faiblesse de la Russie après la chute du communisme et ont perdu une belle occasion de démontrer aux Russes une volonté de paix. Ils voient aujourd'hui la paille dans l'œil de leur vis-à-vis russe, mais n'ont pas vu la poutre dans le leur. L'impasse de la stratégie américaine est celle d'une politique de confrontation défiant la Russie et niant ses intérêts jusque dans son « étranger proche ». Le coup d'État de Maïdan par la CIA et la préparation des forces armées de l'Ukraine à la guerre par l'OTAN, de 2014 à 2022, ce qu'a confirmé publiquement Madame Merkel, pour justifier le non-respect des accords de Minsk par les Occidentaux, en est la tragique preuve ultime et écoeurante, avec des centaines de milliers de morts à la clé en Ukraine, la cerise sur le gâteau de la perfidie états-unienne sans fin depuis la chute du Mur de Berlin !

Selon le Président Poutine, les pères et grands-pères de la Russie n'ont pas libéré l'Europe du fascisme pour que l'organisation militaire de l'OTAN chausse ses bottes de sept lieues et vienne menacer sa sécurité nationale. Il remarque également que l'OTAN a la fâcheuse intention de vouloir « remplacer l'ONU ». Le Kremlin constate la quasi-unanimité est-européenne à vouloir se placer sous la garantie de l'OTAN et n'a eu de cesse de répéter que l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'ancien Pacte de Varsovie a créé les conditions d'un « retour à la guerre froide ». Aux dirigeants de l'OTAN qui répétaient, la bouche en cœur, tout en préparant la guerre en Ukraine, qu'ils n'avaient pas d'intentions belliqueuses, les Russes aiment citer le chancelier Bismarck : « l'important n'est pas l'intention, mais le potentiel ».

Les Russes ont vécu l'effondrement économique et la crise de l'armée dans les années 1990, comme une humiliation, période de faiblesse dont l'Occident a profité pour élargir l'OTAN et intervenir au Kosovo. De son côté, l'ancien Président Medvedev a pu déclarer : « L'atlantisme comme seul principe historique est révolu ». La Russie se veut indépendante, souveraine et intransigeante ; poussée à bout par les États-Unis, elle a dû intervenir fin février 2022 en Ukraine et elle pourrait bien devenir la déesse Némésis de la

vengeance. Le syndrome de la forteresse assiégée nourrit la tentation du gourdin dans l'ex-empire et un antiaméricanisme de plus en plus exacerbé.

Le piège qui était tendu à l'URSS agonisante : Non-dissolution de l'OTAN et expansion de l'OTAN à l'Est

Il faut donc remonter aux raisons premières, aux sources de la guerre en Ukraine, avant de condamner une intervention militaire russe « extérieure » dans un pays qui a été le vôtre pendant douze siècles, depuis la fondation de la Rus de Kiev. Un piège a été tendu à l'URSS agonisante, en lui laissant espérer que si elle dissolvait le pacte de Varsovie, l'OTAN serait dissoute. À tout le moins qu'elle n'avancerait pas d'un « pouce » (« not one inch eastward »), selon l'expression employée par James Baker, Secrétaire d'État du Président George H.W. Bush, quand il a proposé un « deal » à Gorbatchev.

Or non seulement l'OTAN n'a pas été dissoute quand le Pacte de Varsovie l'a été, mais elle s'est étendue, comme on sait, jusqu'aux frontières de l'ex-URSS, avec en prime la guerre avec la Géorgie, suite à une agression militaire de ce pays en Ossétie du Sud (août 2018). Il importe donc d'établir la chaîne des responsabilités avant de condamner la Russie.

L'expansion continue et sans fin de l'OTAN à l'Est

Dès 2008, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, avait fait savoir, avec des menaces à peine voilées, que l'entrée dans l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie conduirait à un « bouleversement géopolitique colossal ». Le professeur à l'université de Strasbourg, Jean-Christophe Romer, avait pu alors déjà reconnaître à l'époque : « Les Russes ont avalé des couleuvres dans les années 1990, notamment l'extension à l'Est de l'OTAN ».

La politique américaine vis-à-vis de la Russie est celle du « containment », une constante des stratégies anglo-saxonnes, depuis la politique d'endiguement de la Russie par l'Empire britannique du Bosphore à l'Indus. Le but recherché a toujours été l'affaiblissement de la Russie.

L'Amérique a même franchi la ligne rouge tracée par Boris Eltsine soucieux de garder sa sphère d'influence. Cette ligne était pourtant moins restrictive que celle initialement tracée par Mikhaïl Gorbatchev se référant à tous les pays du

Pacte de Varsovie, car elle coïncidait seulement avec les frontières de l'ex-Union soviétique : toute implantation militaire occidentale au-delà de cette deuxième ligne rouge serait considérée comme un « casus belli », avertissait-on déjà à Moscou dans les années 1990. Aujourd'hui les pays Baltes sont dans l'OTAN. Il ne manque plus que la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et l'Ukraine, l'Alsace-Lorraine des Russes !

Quant aux pays de l'Est, ils veulent pérenniser la présence américaine en Europe, et maintenir la Russie dehors. C'est avec cette seule idée qu'ils sont entrés dans l'UE. Selon leur approche, la politique, c'est l'OTAN, et l'économique, c'est l'UE. Les États-Unis, de leur côté, souhaitent diviser pour mieux régner. Selon les bons conseils de Samuel Huntington, ils ont déjà tenté d'opposer le monde slave orthodoxe aux pays de l'Europe occidentale ; l'écrasement de la Serbie fut une application pratique.

L'élargissement de l'OTAN, fondé le 4 avril 1949, s'est donc nettement accéléré à partir de la chute du mur de Berlin et, dans son sillage, du bloc de l'Est. Les territoires de l'Allemagne de l'Est sont intégrés dès octobre 1990. Viendront ensuite, en 1999, la République tchèque, la Hongrie, et la Pologne, tous anciens États satellites de l'ex-URSS. Puis en 2004, Bulgarie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie. En 2009, l'Albanie et la Croatie. En 2017, le Monténégro et en 2020 la Macédoine du Nord. Les 7 pays satellites européens que comptait le Pacte de Varsovie sont tous aujourd'hui membres de l'OTAN ! On n'attend plus que la Finlande et la Suède, suite à la guerre en Ukraine, pour rassembler toute l'Europe sous la bannière étoilée !

Les États-Unis roulent depuis longtemps vers la confrontation finale, avec à l'arrière des passagers soit fanatisés, soit endormis, soit décérébrés.

L'expansion de l'OTAN vers l'est, selon le témoignage historique de William Burns, Directeur de la CIA de Joe Biden, ancien assistant de James Baker qui a négocié la réunification de l'Allemagne avec Gorbatchev

Témoignage de William Burns, lors d'un colloque en novembre 2022, alors qu'il était, en 1989, un assistant de haut niveau de James Baker, négociant la réunification de l'Allemagne.

William Burns : « Avec le soutien du président Bush, Baker a vendu le

concept au chancelier allemand Helmut Kohl et au ministre des affaires étrangères Hans Dietrich Genscher, début février 1989, d'accepter des négociations « 2+4 » pour accélérer une réunification allemande rapide et son adhésion complète à l'OTAN, tout en rassurant les Soviétiques sur le fait que l'OTAN n'irait pas plus loin à l'Est, et que l'Alliance évoluerait pour refléter la fin de la guerre froide ainsi qu'un partenariat potentiel avec l'Union soviétique ».

« Baker a soutenu que les intérêts soviétiques seraient plus garantis par une Allemagne réunifiée enserrée dans l'OTAN, plutôt qu'une Allemagne indépendante de l'Alliance, mais disposant peut-être de ses propres armements nucléaires. Il a également assuré qu'il n'y aurait pas d'extension d'un pouce de la juridiction de l'OTAN ou de ses forces « plus à l'Est » de la frontière d'une Allemagne réunifiée ».

Burns a aussi témoigné de l'hostilité de la Russie d'Eltsine, dès 1995, à l'expansion de l'OTAN, avant même que Poutine ne soit au pouvoir. William Burns a reconnu : « L'hostilité précoce de la Russie à l'expansion de l'OTAN », les faits suivants étant soulignés : Le 27 septembre 1994, le Président Clinton reçoit Eltsine à la Maison Blanche et lui indique que « L'expansion de l'OTAN n'est pas antirusse ; elle n'est pas destinée à exclure la Russie, et il n'y a pas de calendrier imminent ». Mais les Russes apprirent à l'automne 1994 que le nouveau secrétaire d'État adjoint pour l'Europe, Richard Holbrooke, accélérât les discussions sur l'expansion de l'OTAN. Eltsine se plaignit à Clinton le 29 novembre. Il exprima brutalement sa déception le 5 décembre 1994, lors du sommet de Budapest de la CSCE. Devant un Clinton interloqué, il critiqua fortement l'attitude de l'OTAN, l'accusant de vouloir de nouveau scinder le continent.

Burns a aussi témoigné que Clinton a poursuivi l'expansion de l'OTAN, alors que l'ambassade américaine à Moscou lui conseillait d'abandonner cette mauvaise idée.

William Burns : « Rien de moins que l'homme d'État George Kennan, architecte du « containment », a qualifié la décision d'expansion « d'erreur la plus fatidique de la politique américaine de toute l'ère de l'après-guerre froide ». Là où nous avons fait une erreur stratégique – et où Kennan était prémonitoire – c'est que plus tard nous nous sommes laissés conduire par l'inertie à pousser l'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie, malgré l'attachement

historiquement profond de la Russie à ces deux États et aux protestations encore plus fortes qu'elle a élevées. Cela a conduit à des dommages indélébiles, et a nourri l'appétit de futurs dirigeants russes pour en faire de même ».

Réactions accusatrices en 1997 et 1998 de George Kennan, père de la doctrine du « Containment », à la scandaleuse politique américaine d'expansion à l'Est de l'OTAN

Le reniement de la promesse solennelle non tenue par le secrétaire d'État américain, James Baker, à Gorbatchev, que l'OTAN ne chercherait pas à s'étendre aux anciens États du Pacte de Varsovie, a fait réagir violemment le père américain de la doctrine du « Containment ». Il s'est senti obligé de sortir de sa réserve, à 93 ans, pour souligner la faute grave, déshonorante et impardonnable de l'Amérique, en écrivant dans le *New York Times* du 5 février 1997 : « L'extension de l'OTAN ne manquera pas d'enflammer les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes au sein de l'opinion russe ; elle contrariera le développement de la démocratie en Russie ; elle restaurera l'atmosphère de la guerre froide dans les relations Est-Ouest et elle poussera la politique étrangère russe dans des directions qu'à coup sûr nous n'apprécions pas »¹⁵⁸.

En 1998, le journaliste Thomas Friedman du *New York times* recueille la réaction de George Kennan à l'autorisation par le Sénat américain de l'extension de l'OTAN vers l'est. Il répond : « Je pense que c'est le début d'une nouvelle guerre froide. Je pense que les Russes vont graduellement réagir de manière hostile et que cela va affecter leurs politiques. Je pense que c'est une erreur tragique. (...) Cette expansion ferait se retourner les Pères fondateurs dans leurs tombes. (...) Notre différend pendant la guerre froide nous opposait au régime communiste soviétique. Et maintenant nous tournons le dos au peuple même qui a fait la plus grande révolution de l'histoire sans effusion de sang pour mettre fin à ce régime soviétique. »¹⁵⁹

Pierre Lellouche : « l'OTAN ne sait pas quoi faire de l'Ukraine »

L'ancien président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN estime que le sommet de l'OTAN du 12 juillet 2023, présenté par les médias, comme un

triomphe de l'Amérique, n'a en fait rien réglé. La grand-messe de Vilnius a mal caché les fissures profondes apparues entre les alliés et surtout les incertitudes considérables qui pèsent tout autant sur la poursuite de cette guerre que sur le devenir de l'Alliance atlantique.

L'Amérique se réjouit de saigner l'armée russe sans perdre un seul de ses soldats, d'inonder l'Europe et l'Ukraine avec ses armements, de vendre son gaz liquéfié à l'Europe 4 fois plus cher qu'aux États-Unis, de remplacer partiellement le gaz russe bien meilleur marché pour les Européens, de la présence à Vilnius des dirigeants de l'Asie Pacifique : Japon, Corée, Australie et Nouvelle-Zélande. OTAN-AUKUS, même combat pour les beaux yeux de l'Amérique !

En mars 2008 à Bucarest, convaincus qu'un élargissement de l'Alliance serait un *casus belli* pour le Kremlin, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy s'opposèrent à George W. Bush qui souhaitait lancer immédiatement le processus d'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. Le compromis trouvé fut le pire possible : le communiqué final confirmait bien la « vocation » de ces pays à rejoindre l'Alliance, mais dans un avenir non déterminé et sans garanties de sécurité dans l'intervalle. On connaît la suite : l'armée russe entra en Géorgie dès le mois d'août suivant, puis s'empara de la Crimée et d'une partie du Donbass six ans plus tard.

Quinze ans après Bucarest, après 18 mois de guerre en Ukraine et des centaines de milliers de morts, retour à la case départ à Vilnius. La porte de l'OTAN reste toujours close à l'Ukraine car il est hors de question d'entrer en guerre contre la Russie, en mettant en œuvre la garantie de sécurité collective prévue à l'article 5 de la Charte de l'Atlantique Nord. Le communiqué final de Vilnius laisse planer le mystère et l'incertitude : « Nous serons en mesure de formuler une invitation à l'Ukraine lorsque les conditions seront réunies ».

Chapitre XVII

L'Europe doit cesser de jeter la Russie dans les bras de la Chine

« Le credo d'Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française, tient en quelques mots : la Russie est un monde à part ; son évolution politique vers la démocratie ne peut être brutale, ni comparable à celle d'une vieille nation occidentale. Donnons-lui sa chance. Et surtout : ne poussons pas ce grand pays dans les bras de la Chine »

Paul-François Paoli – Journaliste du Figaro – le lundi 7 août 2023¹⁶⁰

« Un changement qui n'était pas arrivé depuis un siècle arrive et nous conduirons ce changement ensemble ».

Déclaration de Xi Jinping à Vladimir Poutine¹⁶¹

Gorbatchev et Poutine ont tout fait pour se rapprocher de l'Europe, mais ils ont été rejetés par les valets européens de l'Amérique

Frédéric Pons, journaliste et spécialiste reconnu des questions de défense, auteur d'un très bon ouvrage sur Poutine¹⁶², a résumé d'une façon excellente et prémonitoire, dès 2014, date du coup d'État de Maïdan par la CIA, la politique de Poutine : « Poutine veut réaffirmer la puissance de la Russie et lui redonner sa place perdue. Il ne veut pas subir la loi d'un monde unipolaire, qu'il estime placé sous la tutelle de l'Amérique. Il refuse la poussée de l'OTAN vers l'est, qu'il associe à une volonté d'encerclement par les États-Unis. Son attitude en Géorgie, puis en Ukraine, s'explique par ce refus : il crée des conflits périphériques pour neutraliser toute nouvelle expansion de l'OTAN. Il a réussi en Géorgie en 2008 (l'Ossétie du sud). Il tente de réaliser la même chose en Ukraine avec la Crimée et les régions séparatistes. Poutine veut aussi dissocier l'Europe des États-Unis. Pour lui, les intérêts européens ne sont toujours pas ceux de l'Amérique. Il avait d'ailleurs proposé à l'UE une « Europe de Lisbonne à Vladivostok ». La maladroite fin de non-recevoir des Européens l'a conduit à se tourner vers l'Asie, avec un partenariat russo-asiatique ».¹⁶³

Quant à Monique Slodzian, professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), interviewée par la Revue *Éléments*, elle a pu dire : « D'ailleurs l'eurasisme procède d'un désir d'amitié avec l'Europe occidentale. Au cours de son premier mandat présidentiel, Poutine avait fait des avances à l'Ouest. Il répondait à l'appel gaulliste d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Cela correspondait aussi au froid que traversaient les relations entre Moscou et Pékin au début des années 2000 » ¹⁶⁴ .

Écoutons également les paroles de Vérité du sage Vladimir Fédorovski, écrivain d'origine ukrainienne et russe, ancien diplomate et conseiller de Mikhaïl Gorbatchev. L'enjeu du conflit en Ukraine est de conserver pour les États-Unis leur hégémonie mondiale menacée : « J'ai le sentiment que tout ce que nous avons fait avec Gorbatchev au moment de la sortie de la guerre froide n'a servi à rien. (...) Soyons clairs : le conflit local en Ukraine est en train de se transformer en Troisième guerre mondiale. (...) La plus grande erreur commise par l'Occident, dans les années 1990, est de ne pas avoir associé la Russie à l'ensemble occidental. (...) On a créé un nouveau monde basé sur la réorientation de la Russie vers l'Asie. Le conflit actuel a poussé la Russie dans les bras de la Chine. Les médias « mainstream » continuent à sous-estimer cet aspect, mais les informations formelles et informelles montrent qu'il y a un véritable partenariat entre ces deux pays, y compris au niveau du transfert des technologies et de la coopération militaire.

Dans le *Figaro en 2021*, j'ai pressenti ce virage et la rupture entre l'Occident et la Russie ; en revanche je n'avais pas envisagé la nouvelle perspective d'une alliance civilisationnelle anti-occidentale entre la Russie et l'Islam. Et pas seulement avec l'Iran. Le diable se trouve souvent dans les symboles : le lendemain de la déclaration de la ministre des Affaires étrangères allemande affirmant : « Nous menons une guerre contre la Russie », deux drapeaux sont apparus sur le front russe : l'un rouge, l'autre vert... ¹⁶⁵ »

On ne peut que regretter dans ces conditions la stupide politique suicidaire des sanctions européennes inefficaces contre la Russie qui affaiblissent la seule économie européenne, suite à la perte du marché russe, la perte des investissements réalisés en Russie, et l'accroissement des coûts de l'énergie, source supplémentaire de désindustrialisation, pour le plus grand profit de la Chine, de l'Inde, de la Turquie et, ce qui est encore plus stupide, suicidaire et scandaleux, des États-Unis (vente du gaz de schiste liquéfié de l'Oncle Sam à un

prix très élevé à l'UE et délocalisation des industries européennes vers les États-Unis, suite aux plus bas prix de l'énergie.).

De Gaulle avait parfaitement compris que le rapprochement Europe/Russie était naturel, historique, civilisationnel, contrairement à une hostilité latente et potentielle Russie/Chine.

De Gaulle a tenu les propos suivants sur les relations Chine/ Russie, lors d'un entretien à Paris avec le Président Nixon, le 28 février 1969 :

« Si par impossible, vous étiez à la place des dirigeants soviétiques, quel serait votre principal souci ? Ce serait la Chine, l'immense Chine, qui a des milliers de kilomètres de frontières communes avec la Russie, qui hait celle-ci, qui l'a toujours fait et qui la déteste maintenant autant que jamais, et qui a aussi des grandes ambitions, presque toutes dirigées contre la Russie, vers la Mandchourie, la Sibérie, l'Asie centrale. Et la Russie le sait. Toute la manière dont, à présent, la Russie, avec un communisme qui n'avance plus, considère l'Occident, et notamment les États-Unis, est en fonction de sa situation, demain, avec la Chine. Elle sait, en effet, qu'elle peut avoir demain à faire face à celle-ci et à l'Occident, en particulier les États-Unis. Voilà pourquoi dans l'ensemble, avec des précautions, des avances et des reculs, la politique de la Russie consiste à se rapprocher de l'Occident et des États-Unis. Je ne veux pas dire par là, néanmoins, qu'elle puisse être avec vous en pleine confiance en toutes choses. Vous êtes son rival. Mais elle désire un arrangement, un *modus vivendi* avec vous, afin d'avoir la garantie, ou le sentiment d'une garantie, dans sa dispute croissante avec la Chine ; elle veut éviter et risquer d'avoir votre action dans le dos »¹⁶⁶

Mais insiste le Général, rassurer les Russes n'explique pas d'ignorer la Chine en la reléguant dans les « ténèbres extérieures ». Ce à quoi Nixon acquiesce en remarquant que les intérêts américains auraient été mieux servis si son prédécesseur Johnson s'était inspiré de l'exemple français de 1964, à savoir la reconnaissance de Mao par Paris¹⁶⁷.

Les traités inégaux Chine/Russie : Le Traité d'Aïgoun du 28 mai 1858 et la Convention de Pékin du 18 novembre 1860

La frontière Chine/Russie jusqu'en 1860 était délimitée par le traité de Nertchinsk (6 septembre 1689) qui mettait fin à un conflit militaire dont l'enjeu était la région du fleuve Amour. La frontière était constituée par les monts Stanovoï au nord et la rivière Argoun à l'Est.

Le traité d'Aïgoun est le premier des « traités inégaux », signé le 28 mai 1858, entre la Chine impériale et la Russie impériale. Les clauses du traité de Nertchinsk sont révisées au profit de la Russie. À la fin du XIXe siècle, la Russie était forte et la Chine suffisamment affaiblie, d'où le désir d'annexion des territoires de l'Amour à la Couronne russe. Les estimations chinoises des forces russes étaient grossièrement exagérées et la dynastie Qing accepta d'ouvrir des négociations avec la Russie. La Chine accepta de céder les terres situées au nord de l'Amour à la Russie. Tandis que la zone située à l'est de la rivière Oussouri et au sud de l'Amour constituait désormais une copropriété russo-chinoise, dans l'attente de nouvelles négociations.

La première convention de Pékin du 18 octobre 1860 entre la Chine de la dynastie Qing et le Royaume-Uni, la France et la Russie, mettait un terme à la guerre de l'opium, une deuxième convention devant être signée avec chaque grande puissance européenne. Une deuxième convention fut donc signée avec la Russie, le 18 novembre 1860, entre le général Ignatiev et le prince Gong. Cette convention entraînait le transfert à l'Empire russe de toutes les terres situées au sud de l'Amour et à l'est de l'Oussouri jusqu'à la mer du Japon, avec les grandes villes actuelles de Komsomolsk, Khabarovsk et Vladivostok. Par pure diplomatie et avec seulement quelques milliers de soldats, les Russes ont profité de la faiblesse chinoise et de la force des autres puissances européennes pour annexer 910 000 km², soit environ deux fois la France, aux dépens de la Chine des Qing. À l'exception de la canonnade cérémonielle du gouverneur Mouriaov à Aïgoun, les Russes n'ont apparemment pas tiré un seul coup de feu durant toute l'opération¹⁶⁸.

Ce traité est toujours considéré comme un « traité inégal » par la Chine, c'est-à-dire comme faisant partie des traités imposés militairement à la Chine par les puissances occidentales, à l'époque de son affaiblissement. Dans notre ouvrage *La Nouvelle Europe Paris-Berlin-Moscou*, nous avons déjà analysé et évoqué longuement la stratégie probable d'expansion à très long terme du Dragon chinois qui a commencé avec Hong-Kong et Macao, pour passer aujourd'hui à des visées historiques justifiées sur Taïwan, puis demain sur la Mongolie

Extérieure pour des raisons historiques tout aussi justifiées, et après-demain sur la Sibérie de l'Ours russe, suite à la signature des traités inégaux. « La Chine va s'occuper de Taïwan, puis ce sera notre tour » déclarait déjà en 2008, B. Boldsaikhan, leader politique en Mongolie extérieure du mouvement « Dayar Mongol »¹⁶⁹. Dans un de ses ouvrages, Huntington cite un leader politique chinois de Hong Kong : « Nous autres Chinois, nous nous sentons nationalistes comme jamais auparavant. Nous sommes Chinois et fiers de l'être ».

Conflit frontalier sino-soviétique de 1969

Le conflit frontalier sino-soviétique de 1969 fait partie d'une série d'incidents armés entre l'URSS de Brejnev et la Chine de Mao, point culminant de la grande rupture sino-soviétique de 1962 à 1971. Les deux États communistes, au bord de la guerre nucléaire, menèrent des combats, à partir du 2 mars 1969, avec comme enjeu l'île Zhenbao de la rivière Oussouri, jusqu'à ce qu'un accord sur la délimitation de la frontière soit trouvé en 1991.

Les combats cessèrent pendant près de 5 mois, avant de reprendre, en août 1969, le long de la frontière sino-soviétique au Xinjiang. Les tensions s'accroîtront au point d'évoquer la perspective d'une guerre nucléaire entre la Chine et l'URSS. De nombreux historiens estiment aujourd'hui les victimes des affrontements à 20 000 morts au total, ce que contestent les sources chinoises et soviétiques. En 1991, un traité amorcé par Boris Eltsine reconnaît la souveraineté chinoise sur l'île Zhenbao ; les autorités russes la rendirent à Pékin. Pendant toute la durée de la confrontation, les Chinois ne cessèrent de dénoncer les traités inégaux.

Une nouvelle carte des frontières, publiée en août 2023 par le Ministère chinois des Ressources Naturelles, a irrité plusieurs voisins de la Chine (Japon, Inde, Taïwan plus particulièrement). En ce qui concerne la Russie, Pékin revendiquerait la totalité de l'île Bolchoï Oussouriisk, occupée en 1929 par les Soviétiques, au confluent des fleuves Amour et Oussouri, alors qu'une convention en 2008 entre la Chine et la Russie avait réglé définitivement le problème¹⁷⁰ : la Russie cédait la moitié de l'île et la Chine bénéficiait de la liberté de navigation fluviale en renonçant à toute prétention territoriale. Cette « erreur » de tracé ne semble poser aucun problème à l'amitié sino-russe.¹⁷¹

La guerre par procuration de l'Amérique en Ukraine accélère le rapprochement Russie/Chine et empêche de constituer le grand espace européen de Brest à Vladivostok

Alors que certains Occidentaux croyaient, au début de la guerre en Ukraine, pouvoir affaiblir la relation sino-russe et imaginaient naïvement que Pékin ferait reculer Poutine, les liens se sont au contraire resserrés entre Pékin et Moscou. Ces deux régimes autoritaires ont la même détestation des démocraties occidentales et souhaitent mettre fin à la domination de l'Amérique aidée par ses valets européens qui ne voient pas plus loin, contrairement à de Gaulle, que le bout de leur nez !

La Russie et la Chine sont en train de constituer un pôle majeur invincible de puissance en Eurasie. L'Amérique se fera donc ravir encore plus rapidement la place de première puissance mondiale, après la défaite de l'OTAN en Ukraine. Et l'Europe occidentale en perdition économique, militaire et civilisationnelle sera la plus grande perdante, pour ne pas avoir eu l'intelligence de se rapprocher de son grand voisin russe, complémentaire, qui aurait pu, au contraire l'aider à retrouver la liberté et la puissance économique, militaire !

Il n'empêche que les excellentes relations entre la Chine et la Russie, ainsi que l'aide économique non létale apportée à la Russie par la Chine, pendant la guerre en Ukraine, ne sont en aucun cas une alliance faisant l'objet d'un accord en bonne et due forme, prévoyant notamment une obligation d'aide en cas d'agression, comme c'est le cas dans l'OTAN, avec l'article 5 du Traité. De plus, les Chinois n'ont pas un bon souvenir de l'accord d'amitié signé entre Staline et Mao en 1950 qui prévoyait une importante assistance soviétique à la jeune RPC, mais dont les contreparties économiques et stratégiques étaient léonines aux dépens de Pékin. Sur le plan géopolitique, la Chine n'a intérêt ni à un effondrement total de la Russie, qui la priverait d'un allié important et nécessaire pour récupérer Taïwan, ni à une victoire écrasante qui renforcerait la position de Moscou face à Pékin. Une Russie non défaite, mais affaiblie serait même pour la Chine, le schéma optimum. La relation est tellement complexe que pour Pierre Andrieu « la Russie et la Chine sont de vrais faux alliés » ¹⁷² .

Le gazoduc russe Force de Sibérie 2 enverra à la Chine, à travers la

Mongolie, les mêmes 50 milliards de m³ de gaz qui devaient alimenter Nordstream 2, à partir du gazoduc Yamal, en Europe !

Le gazoduc Force de Sibérie, inauguré le 2 décembre 2019 par Poutine et Xi Ping, qualifié « d'évènement historique » par Poutine, devrait alimenter la Chine au poste-frontière de Heihe, à partir de 2024, jusqu'à concurrence de 38 milliards de m³ (contrat signé en 2014 entre Gazprom et CNPC), avec une capacité globale de 61 milliards de m³, pour satisfaire également la demande domestique russe. Deux gisements alimentent Force de Sibérie : un gisement dans l'île de Sakhaline au nord-ouest et un gisement à Kovytka, proche du lac Baïkal, à l'est. 10 milliards de m³ de gaz supplémentaires devaient alimenter le nord de la Chine avec une nouvelle route de transit à partir de Vladivostok.

Suite aux sanctions de l'UE et au sabotage de Nordstream par l'Amérique, Poutine n'a trouvé rien de mieux que d'envoyer les mêmes 50 milliards de m³ vers la Chine pour remplacer son client suicidaire Europe ! Le gazoduc Force de Sibérie 2 livrera le gaz de Yamal-Europe à la Chine, en passant par la Mongolie !

La Chine cherche cependant à diversifier ses fournisseurs, ne se tournant pas uniquement vers le Kremlin : le Turkménistan fournit à ce jour 35 milliards de mètres cubes à la Chine. Un quatrième gazoduc devrait être cependant construit avec le Turkménistan, ce qui mettrait la Chine en position de force pour discuter du prix du gaz avec tous ses fournisseurs, dont Force de Sibérie 2 avec la Russie !

Le résultat des courses, c'est que suite à la stupidité des Européens qui achètent à prix élevé du gaz de schiste liquéfié (transporté par méthaniers) aux États-Unis ainsi que de l'essence plus chère à l'Inde (à partir du pétrole russe importé), les deux grands gagnants de la sinistre plaisanterie des sanctions de l'UE envers la Russie sont en réalité : la Chine et les États-Unis, et les deux grands perdants : la Russie et l'Europe ! À quand un nouveau de Gaulle en Europe de l'Ouest, la Russie ayant déjà le sien avec Poutine ! La Grande Europe et vite !

Proposer à la Russie une alliance avec l'Europe et non avec la Chine, ce qu'elle est en train de construire par la force des choses, suite à la faute grotesque et à l'irréalisme des Européens

La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial et le premier client énergétique de la Russie, avec des échanges qui ont atteint en 2022 les 176 milliards d'euros, selon les Douanes chinoises. La Chine fournit également à la Russie les composants industriels et électroniques indispensables à son effort de guerre. L'objectif de Poutine est de livrer à la Chine au moins 98 milliards de mètres cubes de gaz russe et 100 millions de tonnes de GNL russe d'ici 2030. L'ampleur des investissements entre les deux pays continue d'augmenter et les grands projets stratégiques progressent, selon le Premier ministre chinois Li Qiang. Sans être pour l'instant militairement alliée avec la Russie, la Chine est actuellement une véritable « amie » de Poutine.

Ryan Hass, membre du cabinet de réflexion américain Brookings Institution, lors d'une déclaration à l'AFP, en mai 2023, considère que les deux pays se sont « davantage rapprochés en raison de griefs et d'inquiétudes communes qu'en raison d'objectifs communs ». Ils sont irrités et se sentent menacés par le leadership occidental dans l'actuel système international ; ils estiment que leurs pays devraient être davantage respectés sur les dossiers où leurs intérêts sont en jeu ».

Interviewé par le Figaro, le professeur Wu Qiang de la prestigieuse université Tsinghua, mis à pied pour s'être rendu à Hong Kong afin d'analyser les manifestations démocratiques, analyse la relation en cours de la Russie avec la Chine. : « Pékin cherche à sortir de l'isolement de l'ère Covid et à préparer une victoire diplomatique sur la question de Taïwan. Il s'agit de l'enjeu stratégique suprême pour la Chine, et, pour cela, elle s'appuie sur la Russie. (...) Les deux pays sont en train de former une alliance dos à dos pour créer un espace eurasiatique, selon la théorie du géopoliticien Mackinder en 1912, en renforçant leurs relations avec l'Asie centrale. (...) Le nationalisme russe nie la souveraineté de l'Ukraine au nom de l'histoire, ce que veut faire également la Chine à Taïwan. En ce sens, l'occupation de la Crimée par la Russie crée un précédent utile. Accomplir la « réunification » de Taïwan reviendrait à imposer une *Pax sinica*, qui vise à remplacer l'ordre international bâti par les États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la *Pax americana*¹⁷³ .

Le non-rapprochement de l'Europe et de la Russie est donc une faute stratégique grotesque de la bien-pensance européenne. La guerre de l'OTAN en Ukraine et les stupides sanctions économiques suicidaires des valets européens ne font que jeter davantage encore la Russie dans les bras de la Chine. Seul le

Président Trump, aux États-Unis, a compris cette faute cardinale de l'Occident, mais l'État profond a tout fait pour lui mettre des bâtons dans les roues et empêcher un début de rapprochement des États-Unis avec la Russie.

Chapitre XVIII

Vers la fin de l'OTAN : Les nations européennes doivent quitter l'OTAN

« L'Amérique n'est pas l'allié de la France ; c'est plutôt elle votre rival systémique »

Lu Shaye, Ambassadeur de Chine en France

« Plus le parapluie américain est une chimère, plus les Européens s'y accrochent »

Général Vincent Desportes

« L'OTAN n'est pas en état de mort cérébrale. C'est l'Europe qui l'est puisqu'elle refuse de se doter des moyens de la puissance. »

Alain de Benoist, écrivain, philosophe

« Keep the Americans in, the Russians out, and the Germans down »

Déclaration sur l'utilité de l'OTAN pour l'Europe par le premier Secrétaire Général de l'OTAN, Lord Hastings Ismay, en 1949

L'OTAN, bras armé des États-Unis, aurait dû disparaître en même temps que le bloc soviétique

Le Traité de l'Atlantique Nord a été signé le 4 avril 1949. Son organisation politico-militaire, nommée OTAN, a été constituée l'année suivante par une douzaine d'États dont les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et la France, pour parer à une attaque de l'Union soviétique. Or, cette menace a disparu avec l'effondrement de l'Empire soviétique en 1991. De nos jours, Poutine souhaite simplement rassembler le peuple russe, se rapprocher de l'Europe, n'a aucune envie d'envahir l'Europe car il a d'autres chats à fouetter dans son immense pays, d'autant plus qu'il n'en a pas les moyens humains (145 millions

d'habitants).

L'OTAN assiège désormais la Russie tandis que l'Amérique a engagé une guerre par procuration avec la Russie en Ukraine, après être intervenue piteusement au Vietnam, au Kosovo, en Afghanistan, en Irak, en Syrie et en Libye. Les troupes américaines, avec leurs nombreuses bases, s'autorisent à intervenir partout, bien au-delà de l'Atlantique nord. Pourquoi pas demain en mer de Chine ? Cette alliance non plus défensive, mais offensive au service des États-Unis, est devenue une menace pour la paix.

L'ennemi de l'Europe, ce n'est pas la Russie, mais elle-même avec sa haine de soi, l'invasion migratoire extra-européenne, l'islamisme conquérant, et l'impérialisme américain

Selon le président Macron, « l'OTAN est en état de mort cérébrale, d'autant plus que la Russie fait partie de l'Europe et n'est pas notre ennemi ». La Russie n'est pas une menace, mais un voisin et un partenaire avec qui il convient de se rapprocher. L'OTAN est en fait devenue un moyen au service des États-Unis, sans finalité européenne.

L'OTAN se survit à elle-même en poursuivant l'ombre d'un ennemi disparu, l'URSS. Or, ce pays n'est plus le foyer d'une idéologie expansionniste qui menaçait tout l'Occident et plus généralement le monde capitaliste. Il est au contraire redevenu un État qui défend ses intérêts nationaux, les valeurs traditionnelles européennes, une nation parmi les plus puissantes du monde, dotée du territoire le plus vaste de la planète.

À quoi sert l'OTAN dès lors que l'URSS n'existe plus et que des pays aussi peu sûrs que la Turquie ou aussi agressifs que la Pologne en sont membres ? Si l'Amérique voit « l'Eurasie » comme une rivale dangereuse, la France peut parfaitement considérer la Russie comme un partenaire complémentaire. La seule utilité de l'OTAN, vidée de sa substance depuis la disparition de l'URSS, c'est de permettre aux États-Unis de maintenir leur emprise sur l'Europe.

L'OTAN, faux-nez des États-Unis, cherche à imposer aux Européens une extension géographique et fonctionnelle

Le défi pour la France et les Européens consiste à empêcher que le champ de

compétences de l'OTAN s'étende à d'autres domaines et à d'autres zones géographiques. La France se doit de plaider pour une réforme dans le sens contraire, c'est-à-dire un recentrage de l'Alliance. Le ministère français de la Défense a expliqué dès 2007 que les clins d'œil de l'OTAN vers des secteurs civils ou en direction de pays partenaires en Asie et en Océanie, dénotent, « un changement de nature de l'alliance » et « visent sous l'impulsion des États-Unis, à transformer l'OTAN en une organisation de sécurité à vocation globale, tant géographique que fonctionnelle ».

L'OTAN ne doit pas devenir une organisation englobant des compétences disparates qui n'auraient plus aucun lien avec l'esprit du traité. Le ministre Le Drian a plaidé en 2014, lors d'un séminaire de l'OTAN, pour « concentrer l'Alliance sur son domaine d'excellence ». Mais la bureaucratie otanienne continue son travail de sape, suite aux pressions américaines et à l'acquiescement discret de la plupart des partenaires, à l'exception de la France. La perte du focus euro-atlantique et la désignation des adversaires sur la planète entière est la grande mutation post-Guerre froide.¹⁷⁴

Comme a pu le résumer brillamment Jolyon Howorth « à partir d'une organisation dont l'objectif initial fut d'assurer un engagement américain au service de la sécurité européenne, l'OTAN a été transformée, presque imperceptiblement, en une autre organisation dont le nouvel objectif est d'assurer un engagement européen au service de la stratégie globale des États-Unis ».¹⁷⁵

L'OTAN est censée scandaleusement se préoccuper de la sécurité énergétique des Européens afin que l'Amérique vende son gaz de schiste en lieu et place du gaz russe.¹⁷⁶ L'espace est également sur la liste pour prévenir toute velléité d'indépendance européenne.¹⁷⁷ L'alliance atlantique pourrait aussi être tentée pour compléter la réalisation du protectorat américain de s'aventurer sur le terrain du commerce et de l'économie car, selon l'Américain Stanley R. Sloan « dès le départ l'OTAN était non seulement militaire, mais tout aussi politique et économique », ayant vocation à « défendre les systèmes politiquement démocratiques et économiquement libéraux de ses États-membres ».¹⁷⁸ Sloan constate que l'OTAN est en péril car ces valeurs sont menacées au sein de l'Alliance atlantique, suite à des personnalités politiques et des mouvements politiques hostiles. Un rapport de l'assemblée parlementaire de l'OTAN du

député américain Gerald Connolly en arrive même à l'idée de « surveillance démocratique » des pays européens, ce qui constituerait le summum de la réalisation du rêve de protectorat américain en Europe.¹⁷⁹ Les Européens doivent se souvenir des fuites d'un document officiel du Pentagone en pleine guerre froide qui avaient provoqué un tollé : l'OTAN y était décrite comme le « canal de l'influence des États-Unis » et parmi les objectifs américains figurait le souci de « décourager, dans les pays développés, toute tentative pour renverser l'ordre politique et économique »¹⁸⁰.

Le général de Gaulle avait déjà mis en garde sur le danger de se retrouver entraîné dans les aventures militaires des États-Unis : « D'abord, on a vu que les possibilités de conflit, et par conséquent d'opérations militaires, s'étendaient bien au-delà de l'Europe, et qu'à leur sujet il y avait entre les principaux participants de l'Alliance atlantique des divergences politiques qui pourraient, le cas échéant, tourner en divergences stratégiques »¹⁸¹. Or, « des conflits où l'Amérique s'engage dans d'autres parties du monde risquent de prendre, en vertu de la fameuse escalade, une extension telle qu'il pourrait en sortir une conflagration générale. Dans ce cas, l'Europe, dont la stratégie est dans l'OTAN celle de l'Amérique, serait automatiquement impliquée dans la lutte, lors même qu'elle ne l'aurait pas voulu »¹⁸².

Les intérêts des Européens et des Américains ne coïncident pas sur de nombreux dossiers, qu'il s'agisse de la Russie, de la Syrie, de l'Iran, du Proche-Orient, de l'Arctique, de la Chine, de l'Afrique, de l'immigration extra-européenne, de l'islam. Accepter de formuler ces politiques au sein de l'OTAN, c'est accepter de se placer dans une position de suivisme et d'alignement avec les États-Unis. Selon un doux euphémisme du ministre français de la Défense Alain Richard en 1999. : « il est incontestable que l'Alliance n'est pas nécessairement l'entité la mieux à même d'assurer à l'Europe une voix plus puissante dans les affaires du monde ».

Les réticences de la France pour établir des partenariats avec l'Australie et le Japon s'expliquent par le refus d'instituer une sorte de grande alliance des démocraties, afin de se substituer à l'ONU, avec une logique de bloc à bloc entre l'Occident et le reste du monde. Sous prétexte de sauver l'Alliance, les Européens sont priés d'aligner leurs politiques sur celles des États-Unis. C'est ainsi qu'en signant un accord de partenariat renforcé avec l'Australie, le

Secrétariat général de l'Alliance a tenu à préciser que le but est de contrer la montée en puissance de la Chine.¹⁸³

En janvier 2019, Stephen M. Walt, un expert américain reconnu des relations internationales a écrit un article dans la prestigieuse revue *Foreign Policy* où il se permet d'affirmer que pour sauver l'OTAN « les Européens doivent devenir l'ennemi de la Chine » ou de n'importe quel autre adversaire désigné par les États-Unis.¹⁸⁴ L'enceinte de l'OTAN est toute trouvée pour faire ce travail de « coordination » aliénante entre les Européens et les Américains. Il importe donc, bien au contraire, que les Européens excluent la Chine, Taïwan, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie des préoccupations de l'OTAN, sous peine de devenir un valet stupide, sans stratégie propre conforme à leurs intérêts vitaux, de la politique étrangère et de défense des États-Unis.

La France et l'Europe ne doivent pas se laisser embarquer dans une guerre de États-Unis avec la Chine, quel que soit le prétexte

À l'issue du sommet de l'Alliance atlantique en novembre 2019 à Madrid, le Président Macron a pu dire : « Nous avons eu de longs débats (...) La position de la France est claire : l'OTAN n'est pas une alliance contre la Chine. (...) Il n'y a pas de fatalité au rapprochement sino-russe ».

Lors de l'audition du chef d'état-major de la Marine nationale, le 27 juillet 2023, à l'Assemblée nationale, l'amiral Pierre Vandier a confirmé que « Nous assistons à un réarmement naval sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. En 2030, le tonnage de la marine chinoise sera 2,5 fois supérieur à celui de la marine américaine. À l'heure actuelle, les Chinois construisent une flotte de cinq brise-glaces pour s'offrir la possibilité de basculer leurs forces du Pacifique vers l'Atlantique, avec l'amitié des Russes ».

Le 17 juin 2022, la Chine a inauguré le lancement de son troisième porte-avions, le Fujian avec des catapultes électromagnétiques qui lui permettent de rivaliser avec l'US Navy. Ce lancement fait figure d'affichage politique car selon Valérie Niquet, dans l'hypothèse d'une invasion de Taïwan ou même de contrôle des détroits « des sous-marins, des missiles et des mines flottantes, sont plus efficaces qu'un porte-avions pour dénier l'accès aux détroits ». ¹⁸⁵ Le ministre de la Défense, le général Wei Fenghe, a juré que la Chine était prête à la « guerre »

en cas de déclaration d'indépendance de Taïwan, lors de sa première rencontre avec le chef du Pentagone le 10 juin 2022 à Singapour.¹⁸⁶ De leur côté, les États-Unis, sous couvert d'assurer la « liberté de navigation », multiplient les manœuvres dans le détroit de Taïwan.

Alors que la tension monte entre Pékin et Washington, Emmanuel Macron a eu la lucidité de s'opposer, en juin 2023, à l'ouverture en 2024 d'un bureau de liaison au Japon, estimant que l'Alliance de l'Atlantique Nord devait se concentrer sur sa zone géographique historique.¹⁸⁷ Ce bureau ne se justifie pas et pourrait alimenter le ressentiment chinois, plaide-t-on côté français. Depuis une visite historique au siège de l'OTAN en 2007 par le Premier ministre de l'époque, Shinzo Abe, le Japon, très encouragé en coulisses par les États-Unis, ne cesse de vouloir se rapprocher de l'OTAN.

Si L'Amérique cherche à forger une sorte d'Alliance militaire globale contre l'axe Moscou-Pékin, rares sont ceux qui en Europe (hormis les Etats Baltes), sont prêts à mettre en péril leurs relations commerciales avec Pékin. À commencer par l'Allemagne dont la puissance industrielle et la stabilité dépendent des exportations vers la Chine. De plus, les propos du Président Macron, lors de sa visite en Chine, début 2023, contredisent les objectifs de Washington, répétés à la réunion, mi-2023 de l'OTAN à Vilnius, visant à embarquer l'Europe entière dans une confrontation globale avec la Chine. Il serait complètement stupide et il est extrêmement douteux que l'Europe se mobilise pour Taïwan, comme elle a su le faire à tort et très naïvement pour l'Ukraine. À l'heure, enfin, où Washington s'installe dans un protectionnisme sans complexe, dont les Européens avec l'IRA (Inflation Reduction Act) sont de fait, les premières victimes... La Réunion de l'OTAN à Vilnius en 2023, malgré les apparences et les sourires diplomatiques, n'a donc rien réglé sur le fond. Ni la guerre en Ukraine, ni l'après-guerre en Europe, et encore moins la montée de la puissance chinoise en Asie-Pacifique.

Les Anglo-Saxons ne sont pas les amis de l'Europe. Le coup de poignard dans le dos de la France, orchestré par les membres de l'AUKUS pour torpiller le contrat de sous-marins avec l'Australie, en est la preuve. Le projet OTAN 2030 visant à impliquer l'Europe dans une nouvelle guerre américaine en Asie avec la Chine, doit être rejeté par les Européens.

Pour conserver sa suprématie planétaire, Washington a recours à toutes les

machinations possibles. En cas de guerre contre la Chine, ce ne sera plus le peuple ukrainien qui servira de chair à canon, ce seront les peuples européens déchiquetés par les missiles hypersoniques chinois.

La France, comme les autres nations européennes, doit redevenir la nation puissante, indépendante et souveraine du général de Gaulle. Et si les forces navales de l'Europe patrouillaient en Méditerranée plutôt qu'en mer de Chine pour éviter aux Européens un nouveau « Camp des saints¹⁸⁸ » ?...

L'OTAN doit disparaître et être remplacée par une Défense européenne non intégrée des nations

Dans une allocution télévisée datant du 25 avril 1965, le général de Gaulle, évoquant l'aide américaine et l'intégration des pays européens dans l'Alliance atlantique, disait déjà : « Si grand que soit le verre que l'on nous tend du dehors, nous préférons boire dans le nôtre, tout en trinquant aux alentours ». Le général affirmait aussi que « nous devons être indépendants pour ne pas être entraînés dans des guerres qui ne sont pas les nôtres ». Quelques mois plus tard, en février 1966, il retirait la France du haut commandement intégré de l'alliance atlantique.

Le véritable ennemi est celui qui, avec des propos doucereux et hypocrites, opprime spirituellement, économiquement et militairement. Sous l'aile des États-Unis, l'Allemagne étant le meilleur exemple, « l'Europe est en train de se détourner de la puissance » a pu constater le néoconservateur Robert Kagan, sans chercher les véritables raisons. Il prétendait, oublieux de l'histoire glorieuse de nos ancêtres, que les Européens, comme par enchantement et subitement viendraient de Vénus, alors que les Américains viendraient de Mars,

Lorsque l'on se rend sur le site internet « dérangeant » du colonel américain Douglas Mc Gregor, porteur de vérités qui font mal, on a le sentiment suivant : la Russie n'est pas la Serbie. La Russie n'est pas l'Irak. L'Amérique ne peut pas vaincre la Russie en Ukraine. La Russie s'est ressaisie et va détruire les forces otano-kiéviennes. L'OTAN ne survivra pas et va s'effondrer. Les Européens vont finir par comprendre l'action de l'Amérique qui conduit à des guerres à l'étranger pour eux, à grands frais, au détriment de leurs intérêts nationaux, au détriment de leur sécurité. Monsieur Poutine n'est pas le diable ; il n'est pas intéressé à faire la guerre au reste de l'Europe ; il veut seulement vendre son gaz

et commercer avec elle.

La guerre en Ukraine montre aussi que la France a perdu son statut de puissance d'équilibre, acquis péniblement grâce à l'action du général de Gaulle. Le président russe ne s'y trompe d'ailleurs pas, puisque dans une allocution du 21 février 2023, il a réclamé l'inclusion pure et simple de la dissuasion nucléaire française dans de nouveaux « accords Start » avec les États-Unis !

L'OTAN évolue bizarrement et devient même une coalition de volontaires puisque les ministres de la défense se sont réunis en février 2023 pour signer une Convention modificative des statuts de l'Alliance. Désormais l'OTAN pourra entrer en guerre hors article 5, c'est dire sans qu'un de ses membres soit attaqué, à la majorité, et non plus à l'unanimité. Il s'agirait donc de faire de l'OTAN, une « coalition de volontaires à la carte », en ayant pour ligne de mire la Russie et la Chine.

Suite à la guerre en Ukraine, le souhait de l'OTAN est de remplacer la « Nato Response Force » (NRF) qui permettait de mobiliser avec peine seulement 40 000 soldats en 30 jours, par la « NFM » (nouveau modèle de force), soit 100 000 soldats en dix jours, 200 000 en un mois, et 500 000 en trois mois. De beaux concepts sur le papier, mais que sortira-t-il finalement du chapeau ? L'OTAN est, en fait, à bout de souffle et va rendre bientôt l'âme, à l'heure de la défaite programmée en Ukraine, avec malheureusement en prime, de plus en plus de malentendus dans le tandem franco-allemand. Seule la prise de pouvoir en Allemagne par une coalition avec une très forte AfD permettrait de bâtir une défense véritablement européenne. L'Amérique reconnaît même maintenant qu'elle est incapable de mener deux guerres à la fois en Asie et en Europe. L'OTAN produit par exemple moins de munitions que la seule Russie, étant incapable de subvenir aux besoins en munitions de l'Ukraine : Kiev en est réduit à tirer 5 ou 6 fois moins d'obus que les Russes, d'où des pertes catastrophiques de plusieurs centaines de milliers de tués et blessés, côté ukrainien !

L'OTAN n'a donc plus de raison d'être, sauf pour les Polonais et les pays baltes qui veulent garder leurs dernières illusions sécuritaires, depuis la disparition de l'URSS. Cette organisation guerrière n'est qu'un outil de plus au service de l'impérialisme américain.

Le seul titre de gloire de l'OTAN en Europe depuis la fin de la guerre froide, sa seule opération militaire « victorieuse » et pitoyable, dans l'attente d'une

défaite en Ukraine, depuis sa création en 1949, aura consisté, en 1999, à bombarder des civils serbes pendant 83 jours, en violation des statuts internationaux de l'ONU et de ses propres statuts, puisqu'aucun de ses membres n'était menacé.

Le soldat Ryan ou demain Ramirez ne viendra de nouveau mourir sur une plage d'Europe que si les intérêts stratégiques vitaux et la place de leader mondial des États-Unis sont menacés. 70 % des Américains, de plus en plus asiatiques et hispaniques, de moins en moins « caucasiens », estiment aujourd'hui que l'Asie importe davantage que l'Europe pour les États-Unis.¹⁸⁹

L'OTAN a plusieurs grands défauts : elle dispense les Européens d'une vision autonome de leurs problèmes prioritaires, en répandant un faux-sentiment de sécurité militaire, et elle reste polarisée sur la Russie ; elle détruit en réalité la puissance militaire de la France, sans faire l'Europe de la défense pour autant¹⁹⁰, alors que les grands fléaux de l'Europe décadente, et plus particulièrement de la France, sont : la haine de soi, l'invasion migratoire extra-européenne favorisée par des lois sociales humanitaires suicidaires, oublieuses des droits et devoirs du citoyen, l'islamisme conquérant, le terrorisme, l'insécurité, la dénatalité, la perte des valeurs traditionnelles, l'invasion de l'anglo-américain, l'individualisme matérialiste et jouissif, une éducation nationale inefficace et décadente, une justice laxiste, la perte d'autorité des familles et de l'État, une armée d'échantillons, la désindustrialisation.

L'OTAN est donc désormais superfétatoire, inutile et nuisible, sauf pour les vieilles rancunes historiques baltes et polonaises. Un renouveau des valeurs européennes ne vaudra que par la puissance de l'épée qui les défendra. Quant à la voix de l'Europe, elle ne portera qu'en fonction du calibre des canons de ses nations. Un sursaut commun s'impose d'une façon urgente aux nations européennes, pour réaliser l'Europe de la Défense !

Chapitre XIX

Pour une défense européenne non intégrée des nations

« Être indépendant, c'est comme être enceinte : soit on l'est, soit on ne l'est pas »

Marie-France Garaud

« Le général de Gaulle croit que l'Europe devrait avoir sa propre position indépendante. Et, franchement je le crois aussi. Je pense que le temps est passé où cela servait nos intérêts que les États-Unis soient le partenaire dominant dans une alliance »

Conférence de presse de Nixon à Washington – Journal *le Monde* du 4 mars 1969

La mise en échec de l'hallucinante Communauté européenne de défense (CED) en 1954 fut une excellente décision de la France

L'idée d'une Europe fédérale présidait avec des hommes du style Jean Monnet. Une armée européenne devait remplacer les armées nationales. Des « soldats nationaux » auraient été placés uniquement sous le commandement d'un Conseil des ministres européens de la défense, ce qui aurait empêché la France de mener comme elle l'entendait la « guerre d'Algérie ». L'accord d'un seul des ministres européens, même contre l'avis de tous les autres, suffisait à autoriser le commandant en chef de l'OTAN à redéployer les forces de défense européenne comme il l'entendait. André Philip a pu dire devant l'Assemblée, qu'avec une armée européenne, il n'y aurait « plus de problème à caractère national ».

L'armée européenne aurait été intégrée dans le dispositif militaire de l'OTAN, sans remettre en cause la prééminence des États-Unis. Il n'était pas du tout question de doter l'Europe occidentale d'un instrument de défense indépendant, mais de bien dépendre du commandement atlantique, c'est-à-dire des États-Unis. Par ailleurs, cela supposait que la France renonce à son programme nucléaire, puisque acquérir la bombe aurait permis à la RFA d'en faire autant, droit qui lui

avait été refusé par les Alliés lors de la capitulation du Troisième Reich.

De plus, le commandant en chef de l'OTAN choisissait seul les armements nécessaires selon la stratégie de l'Alliance, et toute exportation de matériel militaire par un pays européen était interdite, sauf avec son autorisation, ce qui équivalait à mettre l'industrie française de l'armement sous la tutelle de Washington. On ne peut donc que se réjouir du rejet du traité de la CED par le parlement français, le 30 août 1954.

Le général de Gaulle, qui avait une certaine expérience des engagements américains, n'était pas du tout sûr que les États-Unis utiliseraient l'arme atomique, dès lors qu'ils ne seraient pas menacés eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle il a doté la France d'une dissuasion nucléaire qui, en même temps qu'elle garantissait son indépendance, faisait d'elle le fer de lance potentiel d'une défense européenne. En cas d'attaque contre la France, le Général confiait à Alain Peyrefitte : « La dissuasion est faite pour empêcher la guerre. Nous allons avoir 40 bombes. Elles infligeraient aux Russes des dégâts sans commune mesure avec l'avantage de conquérir notre sol ». C'est donc bien une nation, celle qui justement s'était opposée à la CED, la France, qui a accédé à des moyens sérieux de faire régner la paix en Europe.

L'impossibilité d'une armée intégrée

Il ne s'agit pas de créer une armée intégrée dans laquelle les nations perdraient leur souveraineté et leur identité. La situation actuelle de l'UE, bousculée par une résurgence des nationalismes et par la diversité des approches stratégiques, ne permet pas de donner une réalité opérationnelle à un quelconque rêve de fusion des forces armées des États membres, en les intégrant dans une armée unique.

Comme le rappelle le général Pierre de Villiers, ancien chef des armées, démissionnaire en 2017 : « l'armée européenne fusionnée est un rêve qui pourrait se terminer en cauchemar. Je crois aux souverainetés nationales, pas à la souveraineté européenne ».¹⁹¹ La coopération entre nations pour atteindre la puissance est donc la seule voie qui s'impose.

Une armée européenne ne pourrait naître que d'un État européen qui n'existe pas. Il ne peut exister aujourd'hui des États-Unis d'Europe au sens des États-

Unis d'Amérique. Même en pleine débâcle, lors de la Seconde Guerre mondiale, le 16 juin 1940, la France avait refusé un projet d'armée commune que lui proposait la Chambre des Communes britannique, sur instigation de Jean Monnet et de Winston Churchill.

L'impossibilité pour la France de réaliser quelque chose de sérieux et d'important, en matière de défense, avec l'Allemagne, tant que l'AfD n'aura pas atteint 25%-30% des voix

Impossible sous peine d'irréalisme, de ne pas tenir compte des rivalités et des susceptibilités entre les nations. Depuis le traité franco-allemand de l'Élysée en 1963, nombre de « briques » d'une coopération militaire européenne en matière de construction d'armements en commun, ont été posées. Mais l'édifice est resté largement inabouti, en raison de la mauvaise volonté allemande. « Les Allemands n'ont pas envie de voir la France prendre la tête d'une défense européenne, pas plus qu'ils n'ont envie d'une défense européenne consistant en une armée française repeinte aux couleurs européennes » souligne Georges-Henri Soutou.

Une véritable coopération entre la France et l'Allemagne, en matière de forces armées et de productions d'armements, ne pourra s'envisager que d'ici quelques années avec une élite politique complètement renouvelée en France et avec la montée en puissance de l'AfD en Allemagne, seul parti allemand ayant une véritable volonté de puissance européenne, indépendante des États-Unis. Le parti de la liberté (FPÖ) en Autriche, en pleine progression, est une autre source d'espoir pour une Europe de la défense puissante, libre et européenne.

**Première Conférence sur le continentalisme européen au Bundestag :
L'Europe doit se libérer des influences étrangères**¹⁹²

Les orateurs de cette conférence organisée en octobre 2023 à Berlin par le député AfD Petr Bryston, se sont montrés sévères envers l'UE actuelle et ont défini les bases d'une Europe souveraine. La question de l'émancipation de l'Europe des influences transatlantiques était au centre du débat. Petr Bystron a fustigé le projet politique inefficace de l'UE qui contribue à « l'affaiblissement des nations européennes et de la souveraineté des différents pays d'Europe ». Il a

explicité la pensée d'Algis Klimatis, le père du « continentalisme européen » : « Les États-Unis contrôlent l'Union européenne de l'extérieur et l'utilisent essentiellement comme un moyen de renforcer leur propre influence en Europe ».

Selon l'expert militaire suisse Ralph Bossard, il y a le risque que le sentiment d'humiliation de la Russie par l'Occident, ce qui remonte aux années 1990, conduise la Russie et la Chine à se liguer contre l'Occident dans le cadre d'un partenariat stratégique. Quant au Dr serbe Dustan Dostanic, professeur à Belgrade, il a souligné l'importance de la souveraineté de l'Europe en matière de politique étrangère et de sécurité, avec pour but de s'affranchir de la domination des États-Unis et de préserver ses propres intérêts : « Les Européens ont besoin d'un modèle socio-économique basé sur leur identité (...) Cela signifie avant tout une domination politique sur l'économie (...) Cela signifie également reconnaître qu'il existe des domaines dans lesquels la logique de marché n'a pas sa place ». Harley Schlanger, vice-président de l'Institut Schiller aux États-Unis, a appelé, de son côté, à la dissolution de l'OTAN, et à multiplier, en dehors de l'UE, les accords avec des pays du Sud dans le monde !

Pour une coopération « à la carte » en matière de défense et de production d'armements entre les nations européennes, Russie incluse

Après avoir quitté l'OTAN et remis en question le fédéralisme de l'UE, il importera donc, plutôt que de courir après les fantasmes chimériques de l'armée européenne, de poursuivre et d'amplifier des coopérations durables entre des armées complémentaires, de constituer une base industrielle de défense commune, chaque fois que possible, de multiplier les collaborations inter-nations les plus poussées sur des projets précis et réalistes, en étant conscient qu'un repli sur soi des différentes armées de chaque pays européen est tout aussi suicidaire que l'utopie fédéraliste d'une « armée européenne ». Quant au rapprochement avec la Russie, il doit se faire d'une façon progressive, bien évidemment, au fur et à mesure que les patriotes européens progresseront électoralement.

L'exercice militaire conjoint de débarquement « Milex 23 » en Espagne, entre neuf pays de l'UE, en octobre 2023, avec une participation importante de la France, de l'Espagne et du Portugal, est une grande première. Il s'agissait pour l'UE de montrer qu'elle peut être un acteur de la défense, indépendant de

l'OTAN, en disposant d'ici 2025 d'une capacité de déploiement rapide pouvant compter jusqu'à 5000 militaires.

Le SCAF, un projet franco-allemand « bidon » de plus, une tentative d'Airbus Allemagne de percer les mystères du succès de Dassault, ou un projet industriel européen d'avenir ?

L'avion Rafale de Dassault connaît un succès époustouflant ! L'Arabie saoudite pourrait passer commande de 200 avions, car elle ne souhaite pas dépendre des réglementations américaines et allemandes sur les ventes d'armes. Les Émirats Unis en ont acheté 80, le Qatar 36. La Serbie, après des ventes très importantes à la Grèce, l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie, est aussi intéressée pour remplacer ses vieux Migs.

C'est une honte que de voir des pays européens acheter le F35 américain dont le coût démentiel du programme est estimé à pas moins de 1700 milliards de dollars ! La Suisse, suite à des pressions en coulisses pour obtenir une concession de l'Amérique dans un autre domaine, a aussi rejoint finalement le club des autres acheteurs européens : la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Pologne, la Belgique, la Norvège, le Danemark et l'Italie. Le drame, c'est que les coûts de maintenance du F35 de Lockheed Martin deviennent tout aussi inabordables que celui de sa construction : un rapport du « Government Accountability Office » a été remis au Congrès américain ; dans ce document d'une dizaine de pages, les auteurs détaillent les faiblesses inacceptables de l'avion américain F-35 qui nous rappellent les malheurs et les insuffisances techniques de Boeing (fiabilité du moteur, production des pièces de rechange, et près de la moitié des appareils cloués au sol pour des raisons techniques ou mécaniques).

Dans l'attente du Scaf (Système de combat avion du futur) en 2040, Dassault, contrairement au F35 américain, fait déjà trembler la concurrence avec le Rafale F5 qui se profile comme un avion de combat révolutionnaire. Doté d'un radar à la pointe de la technologie, d'une optronique améliorée, et d'une capacité à voler avec les drones, il prépare les Armées de l'air et de l'espace pour les défis des années 2030-2040. Cet appareil sera bientôt le « meilleur avion du monde » toujours opérationnel jusqu'en 2070 !

L'accord politique sur le Scaf a été un signal important de l'excellente

coopération possible entre la France, l'Allemagne et l'Espagne. Il est essentiel de mener ce projet à son terme car il ne s'agit pas d'un simple avion de combat, mais d'un avion doté d'un système de systèmes. Le Scaf devient même un enjeu pour la souveraineté de la défense européenne. Après des négociations tendues entre Dassault et Airbus sur le partage des tâches, la voie semble libre pour poursuivre le plus grand programme militaire européen, estimé à 100 milliards d'euros. Ce projet très ambitieux comporte des avions de combat du futur, ainsi que des drones accompagnateurs, le tout fonctionnant sur le théâtre d'opérations, grâce à un « cloud » de combat. La maîtrise d'œuvre a été confiée à Dassault ; 37 industriels et organismes de recherche de l'UE participent au programme. Un démonstrateur du Scaf, avec un budget de 3,5 milliards d'euros, devrait être présenté en 2029. La Belgique, bien qu'ayant acheté des F35, a rejoint le programme du Scaf comme observateur. Un grand nombre d'experts continuent cependant à émettre des doutes quant à l'aboutissement du projet Scaf.

Char du futur : la France et l'Allemagne poursuivent les discussions d'un programme qui s'enlise

Il n'est pas certain que le projet du char franco-allemand du futur aboutisse, l'entreprise allemande Rheinmetall jouant le rôle de l'« outsider » trouble-fête et voulant prendre une trop grande part du gâteau. Le projet MGCS (système principal de combat au sol en français) a pour vocation d'être aux armées de terre, ce qu'est le programme Scaf à l'aérien.

Le français Nexter s'est associé 50/50 avec l'allemand KMW (Krauss-Maffei Wegman) pour avancer sous la même bannière, en créant la société KDNS. Mais KDNS n'arrive pas à trouver un accord véritable, pour le char du futur, avec Rheinmetall, conglomérat allemand réalisant un chiffre d'affaires de 6 milliards d'euros et principal fabricant du char Leopard. Les différends entre KDNS et Rheinmetall se concentrent autour du canon qui équipera le char du futur, chacun mettant en avant un modèle de sa conception et bloquant le projet à la phase d'étude de la définition du système.

Impatient, Rheinmetall a décidé de concurrencer le MGCS, avec l'aide possible du gouvernement allemand, en créant son propre char du futur, le KF-51, présenté comme le successeur du Leopard2, et destiné à être opérationnel, avant le MGCS, pour équiper la Bundeswehr. KDNS a été alors amené à prévoir

un plan B avec l'« EMBT » (Euro Main Battle Tank), créé à partir d'un châssis de Leopard 2A7 et une tourelle de char Leclerc. Ce char pourrait être une solution intermédiaire en attendant le véritable char franco-allemand du futur.

En septembre 2023, Paris et Berlin ont repris en main le projet de char du futur en partant du principe qu'il fallait d'abord définir des exigences opérationnelles communes, puis définir les responsabilités de chaque État, avant d'entamer les négociations avec les industriels. L'Italie et les Pays-Bas devraient pouvoir rejoindre le projet, les piliers technologiques étant définis et répartis. Il est permis cependant de douter du succès du projet, suite à la présence intempestive de Rheinmetall.

Bras de fer France – Allemagne pour les missiles : l'Allemagne actuelle, valet de l'Amérique, n'a pas de vision stratégique européenne

La France, l'Estonie, la Hongrie, la Belgique et Chypre vont acheter conjointement des missiles sol-air de courte portée Mistral. Entré en service en 1988 au sein de l'armée française, le Mistral, qui est développé par le groupe européen d'armement MBDA, dont le siège est à Paris, peut atteindre des cibles jusqu'à six kilomètres de distance. Paris a tenté d'harmoniser les positions européennes, alors que Berlin a lancé en octobre 2022 une soi-disant « initiative européenne de bouclier aérien » (Euro Sky Shield) rassemblant aujourd'hui 17 pays européens, mais pas la France, ni l'Italie, ni la Pologne, et qui prévoit des achats d'équipement allemand, américain et israélien. Ce projet entend s'appuyer sur les systèmes anti-aériens Iris-T allemand pour la courte portée, Patriot américain pour la moyenne portée et américano-israélien Arrow-3 pour la longue portée. La France, de son côté préfère continuer à miser sur son propre système de défense sol-air de moyenne portée SAMP/T MAMBA, qui pourrait être étendu au reste du continent européen, tout en insistant sur les problèmes que pose le projet allemand.

Le Président Macron, lors du salon du Bourget en juin 2023, a réitéré son opposition à faire appel à des tiers non européens, avançant qu'un tel projet est trop sujet « au calendrier, aux files d'attente, aux priorités, parfois aux autorisations de pays tiers, et dépend trop de l'extérieur ». Le Président français s'adressait en fait à l'Allemagne, en précisant qu'acheter des systèmes de défense non européens revient « à créer des problèmes demain ». Berlin estime

de son côté, ce qui est une contre-vérité, que la menace pressante de Moscou demande « une solution capacitaire rapide ». L'Allemagne s'est empressée de signer pour quatre milliards d'euros l'acquisition du bouclier israélien. Berlin souhaiterait prendre en fait, bien présomptueusement, les rênes de la défense aérienne du Vieux Continent !

La dispute actuelle opposant Paris et Berlin au sujet de la défense du ciel européen s'inscrit dans un cadre plus large, notamment sur les divergences de visions pour l'Europe et la place que doivent occuper les États-Unis dans la protection du continent européen.

Chapitre XX

La langue de l'Europe : le français, sinon l'espéranto ! Jamais l'anglo-américain !

« Si demain, l'Angleterre étant entrée dans le marché commun, il arrivait que le français ne reste pas ce qu'il est actuellement, la première langue de travail de l'Europe, alors l'Europe ne sera jamais tout à fait européenne. Car l'anglais est avant tout, pour le monde entier, la langue de l'Amérique »

Déclaration au journal *Le Soir* du 19 avril 1971 du Président Georges Pompidou

« Si nous reculons sur notre langue, nous serons emportés purement et simplement. C'est à travers notre langue que nous existons dans le monde autrement que comme un pays parmi les autres. »

Déclaration en 1971 de Georges Pompidou

« La science doit parler la langue universelle et cette langue est le français. »

Frédéric II de Prusse

« L'Europe et le monde seront ce que sera la langue de demain... »

Jean Giraudoux – 1930

Mettre fin à l'impérialisme de l'anglo-américain en Europe

L'idée de nation relève de conceptions différentes selon les pays et les auteurs. Ernest Renan voyait la nation comme une âme, un principe spirituel associant le legs du passé et le désir de vivre ensemble dans le présent. En Allemagne où l'unité politique fut tardive, Herder et Fichte insistaient sur le peuple et la langue. Et pour Albert Camus, « sa Patrie, c'est la langue française ».

La trahison de la langue française par les élites est une question primordiale

qu'ils aiment passer sous silence. Mais l'Amérique et les Anglo-Saxons, tout à fait conscients de la « soft power » de l'anglo-américain, prônent ouvertement un impérialisme linguistique.

David Rothkopf, directeur général de *Kissinger Associates* disait : « Il y va de l'intérêt économique et politique des États-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ».¹⁹³ Margaret Thatcher, lors d'une conférence aux États-Unis s'en prit violemment à ceux qui s'opposent à cette évidence : « Au XXI^e siècle, le pouvoir dominant est l'Amérique, la langue dominante est l'anglais, le modèle économique est le capitalisme anglo-saxon »¹⁹⁴ d'où une puissance unique, une langue unique, une idéologie unique, un système unique.¹⁹⁵

Et selon les conclusions d'une Conférence à Cambridge, « L'anglais doit devenir la langue dominante...La langue maternelle sera étudiée chronologiquement la première, mais ensuite l'anglais, par la vertu de son usage et de ses fonctions, deviendra la langue primordiale »¹⁹⁶.

Le délire de l'anglomanie et la trahison des élites françaises

Le piège du tout anglais, c'est l'hégémonie culturelle américaine. Lorsqu'un Français et un Allemand se parlent en anglais, les cultures françaises et allemandes sont non seulement absentes, mais se détruisent mutuellement. La langue française est victime du défaitisme de la majorité de ses élites, persuadée d'utiliser, depuis l'élection de Giscard d'Estaing, un idiome ringard, l'ancien complexe de supériorité des élites françaises s'étant transformée stupidement en un complexe d'intériorité, face à la puissance nouvelle de l'Amérique victorieuse en 1945.

Dans *Guerre des langues : le français n'a pas dit son dernier mot*¹⁹⁷, le journaliste Frédéric Pennel démontre que dans ce vaste monde, il existe une guerre des langues et que, dans cette bataille, le français dispose à la fois de nombreux atouts et d'une étrange faiblesse. Ses atouts : des positions fortes et un prestige culturel considérable. Sa faiblesse : des « élites » ayant une fâcheuse propension à multiplier les anglicismes...

Selon le politologue Mathieu Bock-Côté, pour quelle raison Emmanuel

Macron devrait-il, lors d'une conférence à l'université Humboldt de Berlin, s'adresser en anglais aux Allemands ? À sa connaissance, l'anglais n'est pas encore la langue nationale en Allemagne. Emmanuel Macron ne concède-t-il pas ainsi que l'anglais est désormais la langue commune des Européens ? L'universitaire québécois voit dans l'anglomanie des élites françaises une forme de dévalorisation de soi, comme si le français était la langue d'un monde déclassé.

En prenant la tête, à sa manière, d'une internationale de la diversité des peuples, seule la France a vraiment les moyens de tenir tête à ce qu'on appelle communément le rouleau compresseur de la mondialisation. En réservant la langue française aux nationaux, désormais traités comme des provinciaux inadaptés aux exigences de la mondialisation, Emmanuel Macron révèle l'idée assez pauvre qu'il se fait de la France.¹⁹⁸

De même, selon le professeur d'histoire François Gingras de l'Université du Québec, la question se pose de savoir comment la nation française peut continuer à penser sa spécificité si ses institutions d'enseignement supérieur abdiquent la langue nationale dès qu'un anglophone apparaît dans le décor. Ne serait-ce pas plutôt à cette personne d'avoir la courtoisie d'apprendre ou du moins de comprendre la langue du pays dans lequel elle considère utile et intéressant de venir étudier ? L'universitaire québécois juge que l'enseignement supérieur français manifeste une fascination ridicule pour l'anglais, qu'il tient pour la langue des vainqueurs : « Français, la soumission de vos universités à l'anglais désespère les amis de la France ».¹⁹⁹

L'Europe ne parle pas, en fait, la langue de Shakespeare, mais celle du « business », du « Stock Exchange » à Wall Street et de l'« US Army » dans l'OTAN. C'est ainsi que, selon l'académicien Jean-Marie Rouart, l'aéroport Metz-Nancy a cru intelligent et original de s'affubler d'un ridicule « Lorraine Airport ».²⁰⁰ Il ne reste plus qu'à rebaptiser Jeanne d'Arc en « Joan of Arc » ! La langue française est rongée par un cancer qui distille ses métastases sous le fallacieux motif de la modernité. Le Professeur Etiemble de la Sorbonne avait déjà manifesté son indignation en 1972, dans un célèbre pamphlet *Parlons-nous français ?* : « Tout le monde est coupable, la presse et les Marie-Chantal, la radio et l'armée, le gouvernement et la publicité, la grande politique et les intérêts les plus vils ». Les Français se réveilleront un jour avec un goût amer ; ils auront cessé d'exister dans ce qui faisait leur être original, leur vérité, sans

même s'en être aperçus.

Un sondage Ifop réalisé en 2017 indique qu'à la question sur les éléments constitutifs du sentiment d'appartenance à la nation, la langue française arrive en tête avec 79 %, devant les valeurs de la République à 64 %, l'histoire de la France et sa culture à 63 %, les symboles que sont le drapeau tricolore et *La Marseillaise* à 53 %. Pour de nombreux peuples, le français reste l'autre langue, celle du refus de la standardisation culturelle et de l'affadissement des identités.

La loi du 4 août 1994 rappelle dans son article 1 que la langue française (...) est un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France. Comment oublier que le français fut pendant des siècles la langue des diplomates ? Cette histoire nous fait obligation de faire respecter l'usage du français aussi bien à Bruxelles qu'aux Nations Unies. Le respect de la langue française devrait s'imposer d'abord aux élites²⁰¹.

Mathieu Bock-Côté : de l'anglais sur la carte d'identité, ce n'est pas « un détail administratif » ; c'est « un geste de soumission linguistique »

Le 16 mars 2021, les autorités françaises présentaient la version nouvelle de la carte nationale d'identité, qui devait être expérimentée dans l'Oise. Elle est rédigée en français... et, pour la première fois, en anglais²⁰².

Un exemple supplémentaire de la trahison des « élites » françaises, y compris étatiques. Ce projet de nouvelle carte nationale d'identité bilingue sur un document qui symbolise notre nationalité française envoie un message désastreux quant à la place centrale que nous voulons accorder à notre langue nationale. Dès qu'une nation renonce à nommer la totalité de l'existence dans sa langue, elle est condamnée à disparaître. « Il serait étrange et triste, tout à la fois, écrit Mathieu Bock Côté, que l'État consente lui-même à son déclassement linguistique et à sa folklorisation culturelle alors que la France peut et doit, dans les temps présents, retrouver sa place dans le monde en assumant pleinement le modèle de la civilisation qu'elle porte et qui l'a faite (...) On ne sous-estimera pourtant pas la portée de cette mesure : ce n'est plus dans sa langue seule que le Français se présentera au monde. Il concède à l'anglais le privilège du cosmopolitisme européen alors même que le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne (..) Le français doit demeurer une langue de puissance »²⁰³

La France est la principale menace qui pèse sur la langue et la culture française

Alors que le monde francophone, vaste comme quatre fois l'Union européenne, a dépassé les 500 millions d'habitants, alors que l'Afrique francophone se développe, alors que le Québec est devenu un pôle technologique d'importance, la France s'emploie activement à entraver la dynamique favorable au français à travers la planète, en diffusant le message au reste du monde et aux touristes la visitant que le français est une langue inutile à apprendre. Tel un enfant qui, sur une plage, prendrait un malin plaisir à venir régulièrement détruire un château de sable patiemment édifié par d'autres enfants.

Comme l'avait dit le général de Gaulle, « le snobisme anglo-saxon de la bourgeoisie est quelque chose de terrifiant (...). Il y a chez nous toute une bande de lascars qui ont la vocation de la servilité. Ils sont faits pour faire des courbettes aux autres. »

Dans la publicité, l'anglo-américain devient envahissant. Rien que de donner des exemples qui courent les rues, c'est se déshonorer ! La question est : « Do you parlez french ? ». Le quota raisonnable, nécessaire, non obsolète de 40 % de chansons françaises sur les radios, est sur la sellette, alors qu'il doit être maintenu. Dans l'enseignement supérieur, le nombre de formations en anglais a bondi, en 2019, de 60 % en cinq ans.

Pour la Cour constitutionnelle italienne : « Les buts légitimes de l'internationalisation ne peuvent pas réduire la langue italienne, au sein de l'université italienne, à une position marginale et subordonnée, en faisant disparaître cette fonction de vecteur de l'histoire et de l'identité de la communauté nationale, qui lui est propre, ainsi que son être en soi, de patrimoine culturel à préserver et à valoriser ».

Malheureusement, en France, la loi Fioraso du 22 juillet 2013 n'est pas appliquée. Le nombre de formations de niveau licence ou master totalement en anglais était de 634 en avril 2013. Il était de 951 en janvier 2017, soit une augmentation en 4 ans de 50 %, au risque d'une disparition totale des formations supérieures dispensées en français, malgré la loi en vigueur de la République française.

Un géant culturel et linguistique, tel que la France, ne mérite-t-il pas beaucoup mieux que cette pitoyable image de subversion, de trahison, de soumission linguistique qu'il offre au monde ?

Le multilinguisme plutôt que le « globish »

Pourquoi David Crystal, spécialiste de la linguistique qui a été décoré par Sa Gracieuse Majesté pour « services rendus à la langue anglaise », affirme que si, dans un avenir lointain, l'anglais était la seule langue à apprendre, ce serait le plus grand désastre intellectuel que la planète n'ait jamais connu. La promotion d'une seule langue nous condamnerait en effet à ne connaître qu'une seule forme de culture. L'anglais ouvre la porte aux cultures anglophones ; le tout-anglais, par contre, ferme les portes à toutes les autres cultures du monde. L'anglais est donc un enrichissement culturel, tandis que le tout-anglais est un appauvrissement pour la compréhension de la diversité du monde.

Ce n'est pas pour rien que le célèbre historien Fernand Braudel a pu constater que « la France, c'est d'abord la langue française ». On comprend la culture française seulement si l'on parle français.

Le lien indissoluble entre la langue et la pensée ne concerne pas uniquement le monde littéraire, mais bel et bien toutes les connaissances humaines. Citons à cet égard le grand mathématicien français Laurent Lafforgue : « (...) C'est dans la mesure où l'école mathématique française reste attachée au français qu'elle conserve son originalité et sa force. La créativité scientifique est enracinée dans la culture, dans toutes ses dimensions linguistique, littéraire, philosophique, religieuse même... Alors gardons la diversité linguistique et culturelle dont se nourrit la science »²⁰⁴

Le grand professeur spécialiste de la linguistique Claude Hagège rappelle « la volonté d'homogénéisation qui caractérise la conception américaine de la mondialisation. Le support de cette homogénéisation est, bien entendu, l'impérialisme linguistique du tout anglais »²⁰⁵. En ce qui concerne leur propre développement culturel, les Américains ont le droit de faire comme il leur plaît, mais les Européens, pourquoi devraient-ils se contenter de l'homogénéité lorsqu'ils peuvent bénéficier si naturellement et si facilement de la diversité ?

L'administrateur du Collège de France Thomas Römer, de nationalité suisse,

grand spécialiste de l'étude de l'Ancien Testament, regrette que les instances européennes et internationales ne défendent pas plus énergiquement le multilinguisme. Il nous apprend que le Parlement helvète est sans doute le seul au monde à avoir édicté une règle qui oblige les députés à s'exprimer dans leur langue maternelle respective (français, allemand ou italien). « Cela suppose pour les autres de comprendre les autres langues, sans traducteur, afin de pouvoir répondre ». Il aimerait bien qu'une règle semblable inspire les colloques scientifiques. Les francophones, germanophones, hispanophones, au lieu de tâtonner dans un anglais mal prononcé, auraient avantage à parler leurs langues.

La nécessaire mobilisation des Français en faveur de la francophonie qui s'accroît d'une façon exponentielle

France, réveille-toi ! « La France, c'est le français quand il est bien écrit » disait Napoléon Bonaparte. « Le premier instrument du génie d'un peuple, c'est sa langue » soulignait Stendhal. En 2014, Hervé Bourges cosigna une tribune dans Le Figaro intitulée « Quand les Français deviendront francophones » insistant pour que la France prenne conscience d'une communauté qui comptera 750 millions de locuteurs en 2030 et un milliard en 2060 ! Selon les dernières estimations, ce serait plutôt 700 millions de francophones en 2050, ce qui est un chiffre tout aussi colossal.

Au 1er janvier 2021, la population du monde francophone peut être estimée à 524 millions, soit légèrement plus que l'Union européenne hors outre-mer français et le Royaume-Uni (515,8 millions) dans un vaste espace qui s'étend sur plus de 16,3 millions de km², soit près de quatre fois l'Union européenne. Le monde francophone constitue l'espace linguistique le plus dynamique au monde, devant l'espace arabophone (443 millions d'habitants) et l'espace hispanophone (466 millions d'habitants). La République démocratique du Congo, premier pays francophone du monde (91,1 millions d'habitants en 2020 et 180 millions en 2050) est plus vaste que la moitié de l'UE ; Kinshasa, sa capitale (14,6 millions d'habitants), est la première ville francophone du monde.

Michel Serres disait : « Il y a plus de mots anglais sur les murs de Paris qu'il n'y avait de mots allemands sous l'Occupation ». Nous venons de connaître plus de 70 ans de mondialisation intensive depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et une frénésie d'uniformisation « made in USA ». Il est temps de

changer d'ère, de pouvoir retrouver l'identité des nations et l'authenticité des terroirs. Les « boîtes de com » feraient bien de changer d'esprit du temps (« Zeitgeist ») !

L'Institut de la francophonie au château de Villers-Cotterêts a été inauguré le 30 octobre 2023. Stéphane Bern a pu convaincre le Président Macron et son épouse : « Nous restaurerons Villers Cotterêts et en ferons le château de la francophonie ». L'idée première a été lancée par Albert Salon, Président d'Avenir de la langue française, le 9 novembre 2001, depuis le balcon du « Plaisir » où François 1^{er} promulgua sa célèbre ordonnance sur l'usage obligatoire de la langue française dans son royaume, plus particulièrement dans l'administration royale et comme langue du droit et des tribunaux.

Selon un sondage réalisé en février 2018 par BVA, 70 % des personnes interrogées seraient prêtes à agir pour leur langue, et plus particulièrement les seniors de 65 ans et plus (78 %).

Alors que le nombre de francophones augmentera fortement dans les années à venir, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) aura pour défi de renforcer la place de la langue française comme langue majeure d'échanges et de communication et de lui donner un nouvel élan comme langue des affaires : le MEDEF organise chaque année une réunion francophone des affaires à Lonchamp. La francophonie doit aussi favoriser les échanges interculturels et le multilinguisme.

La langue de Molière, langue de nouveau dominante des institutions européennes multilingues ?

Le paradoxe du monopole de l'anglo-américain, alors que le Royaume-Uni a quitté l'UE, s'est concrétisé, le 25 avril 2018, par l'exacerbation de l'ambassadeur de France auprès de l'UE, Philippe Légière-Costa, qui a claqué la porte d'une réunion du Conseil car les travaux s'y tenaient en anglais.

De même, en octobre 2020, les 22 procureurs de chaque pays du futur Parquet européen, à une très large majorité, alors qu'aucun n'est anglophone, ont décidé que la langue interne de travail du Parquet serait l'anglais. Une réaction politique et énergique de la France, quitte à pratiquer la politique de la chaise vide, s'imposera un jour, afin d'éviter que l'anglo-américain de Wall Street

s'introduise encore davantage dans le domaine juridique européen, d'autant plus que le siège de l'institution sera à Luxembourg et que la langue de travail de la CJUE à Luxembourg est le français. Une action conjointe en justice auprès de la CJUE, pour dénoncer le non-respect par la Commission des traités, du multilinguisme, de l'allemand et du français dans le cadre de l'UE, a été décidée par plusieurs associations européennes en janvier 2021.

La domination brutale de l'anglo-américain dans l'UE est à la fois la conséquence de l'élargissement, mais surtout de la volonté d'une partie de l'appareil administratif européen originaire de l'Europe du Nord. Ainsi, le secrétaire général danois Jeppe Tranholm-Mikkelsen du Conseil de l'UE s'est permis de donner instruction à ses services, dont la plupart des membres parlent parfaitement le français, de n'envoyer que des notes en anglais au Président du Conseil européen, le Belge francophone Charles Michel.

La commission des affaires européennes du Sénat a adopté, le mercredi 29 janvier 2020, un avis politique, sur la proposition de son président, Jean Bizet, afin de dénoncer le recul manifeste de l'usage de la langue française dans les institutions européennes qui sont devenues anglophones. Les candidats aux postes clés doivent parler anglais ; parler une autre langue lors des réunions est malvenu ; les documents sont rédigés seulement en anglais. En 1997, 45 % des documents de la CE étaient rédigés en anglais, seulement 40 % en français, 5 % en allemand ; en 2014, on en était respectivement à 81 %, 5 % et 2 %. Les Britanniques sont partis, mais pas leur cheval de Troie.

Cet unilinguisme de facto, puisque personne n'en a jamais discuté, est de plus en plus mal ressenti par les fonctionnaires européens eux-mêmes qui ont sans doute pris pour argent comptant la devise de l'Union : « Unie dans la diversité ». Un groupe d'eurocrates de toutes nationalités a lancé une pétition fin 2019 à la nouvelle présidente de la Commission, l'allemande Ursula von der Leyen, afin de défendre le français et le multilinguisme.

Si on les lit, la situation est proche d'une politique discriminatoire puisqu'ils en sont à réclamer le droit « d'utiliser le français sans nous cacher et sans nous excuser ». Pour ces fonctionnaires, « le monolinguisme anglais nous bride dans nos moyens d'expression », d'autant que la qualité de cette langue ne cesse de se dégrader, le nombre d'anglophones de naissance étant particulièrement faible au sein des institutions, une situation que le Brexit ne va pas améliorer. Ils démontrent à quel point l'anglais ne s'est pas imposé comme par miracle mais

parce que quelques personnes bien placées dans l'appareil administratif en ont décidé ainsi. Les signataires de la pétition demandent donc à Von der Leyen de proclamer le droit de chacun à s'exprimer dans l'une des trois langues de travail et de promouvoir le multilinguisme.²⁰⁶

L'alternative, maintien ou non de l'anglais, pose un problème légal car l'anglais n'est plus la langue officielle d'aucun pays de l'UE et ne devrait donc pas rester langue officielle de l'UE. D'un autre côté, en vertu de l'article 342 du Traité sur le fonctionnement de l'UE, tout changement aux règles concernant les langues des institutions européennes est sujet à un vote unanime du Conseil, lequel ne votera pas la suppression de l'anglais des langues officielles.

Un premier pas d'une UE digne de ce nom serait la rédaction des textes dans la langue d'origine de l'auteur, suivie d'une traduction à définir au cas par cas dans les trois langues de travail, ce qui augmenterait la clarté et la précision, au détriment du rouleau compresseur anglo-saxon. Personne ne veut enterrer l'anglais ; il a une place en tant que lingua franca dans les échanges internationaux. En revanche, au sein de l'UE, l'anglais doit rester à sa juste place : celle de la langue maternelle de 1 % des citoyens.²⁰⁷

Boris Pahor, ancien Professeur de littérature, déporté au Struthof pendant la guerre, assène à propos de la langue anglaise : « C'est la langue du commerce et du dollar, ce n'est pas à proprement parler une langue européenne. En fait, il n'existe que deux idiomes véritablement européens : le français et l'allemand qui domine l'Europe de l'Est »²⁰⁸.

Entré dans la CEE en 1973, le Royaume-Uni, aidé par le renfort des pays nordiques, a fini par imposer l'anglais au détriment de l'allemand et surtout du français, qui fût longtemps la langue quasi officielle des institutions bruxelloises. Par faiblesse d'âme et d'esprit, les élites qui siégeaient au nom de la France ont rendu les armes sans combattre et le français a fini par disparaître.

De Gaulle avait raison lorsqu'il disait dans les années 1960 que le Royaume-Uni serait le cheval de Troie des États-Unis. C'est grâce à l'hégémonie américaine que l'anglais a supplanté le français comme langue de travail au sein de la Commission européenne, ces dernières années.

Il est pourtant inconcevable de travailler dans la langue des Américains. Le français représente environ 80 millions de locuteurs en Europe et l'allemand

100 millions de personnes. Mais le français, au-delà de son illustre passé de langue universelle jusqu'en 1940, de son prestige diplomatique et culturel, a trois avantages sur l'allemand :

– Il est une langue internationale en pleine expansion puisque de 350 millions de locuteurs, il va passer à 700 en 2050. Et cela, dans de nombreux pays dans le monde.

– La population française devrait atteindre la barre des 78,9 millions d'habitants à l'horizon 2050 alors que celle de l'Allemagne ne devrait pas dépasser 71,4 millions d'habitants.

– Il est une langue latine comme l'italien et le roumain, mais surtout comme le portugais et l'espagnol, qui sont eux aussi deux grandes langues mondiales. Les locuteurs slaves sont trop peu nombreux et non homogènes.

Actuellement l'UE est de loin la zone la plus anglicisée du monde. Les administrations nationales dont celle de la France reçoivent des documents en anglais et sont tenues de répondre en anglais. La nouvelle réglementation européenne SERA-Partie C vise à imposer l'anglais comme unique langue de communication entre les pilotes privés français et les six principaux aéroports de France métropolitaine, alors que la langue française est le symbole d'une véritable Europe européenne, non vassale, libérée de l'Empire américain.

Le négociateur français du Brexit Michel Barnier s'est exprimé en français devant les journalistes. Ce fut un évènement car le français était tombé aussi bas à Bruxelles qu'en France avec les « Loire Valley ». L'humiliation culturelle, politique de la France et de sa langue doit cesser ; un problème vital pour la France et son rayonnement. Le français est d'autant mieux placé pour reprendre le flambeau que 80 % des employés de la Commission européenne connaissent déjà cette langue.

Il est hors de question que les francophones acceptent l'argument sophiste fallacieux que l'anglais n'étant plus la langue officielle d'aucun État de l'UE, l'anglais, en fait l'anglo-américain, est donc une « langue neutre » qui doit devenir la langue véhiculaire de tous ; la ficelle est aussi grosse qu'inacceptable pour les francophones et pour tous les Européens qui veulent garder leur âme ainsi que leurs langues nationales.

Les Européens doivent en finir avec cette prostitution à la langue et à la

culture anglo-américaine qui détruit l'Europe, sa culture, ses valeurs, ses traditions, son éclectisme, son modèle social, son humanité, son harmonie dans la diversité.

Faute d'avoir su précéder le Québec comme référence mondiale pour la défense du français, que les Français sachent s'inspirer au moins de sa pugnacité et abandonnent leurs comportements serviles. Il y va de l'identité nationale française, de l'avenir de la France et de la Francophonie. La France souhaite-t-elle faire du français la langue de l'Europe ou préfère-t-elle devenir une colonie américaine, une seconde Louisiane ? Tout dépendra de la volonté des Français, à l'origine de l'idée européenne.

Et si les Européens refusent le français, ce sera alors l'espéranto, mais jamais l'anglo-américain !

« Fournir à tous les Européens leur deuxième langue, celle qui permet de fonder une véritable union politique et culturelle, offrant à tous un accès facile à la communication, aux échanges et au travail, sur un pied d'égalité et sans discrimination.

À l'abri d'une langue n'appartenant à aucun pays ou groupe, toutes les langues d'Europe peuvent s'épanouir, chacun dans son terreau naturel, et attirer beaucoup plus d'élèves qu'aujourd'hui. Ainsi peut-on assurer la pérennité et la vitalité de toutes les langues d'Europe qui constituent une véritable richesse ».

René Descartes

« L'espéranto est une langue simple, flexible et harmonieuse, utile pour une prose élégante et pour des poèmes inspirés. Il sert à exprimer toutes les pensées et les plus délicats sentiments de l'âme. C'est la langue internationale idéale. »

Jules Verne

« L'espéranto n'est pas du tout une langue uniforme, une langue robot, mais au contraire, une langue naturelle et souple (...). L'espéranto est en mesure d'exprimer les nuances les plus subtiles de la pensée et du sentiment (..) et il ne peut pas porter ombrage aux fidèles des langues nationales »

Maurice Genevoix, ancien Secrétaire perpétuel de l'Académie française

« Une langue est une institution sociale traditionnelle. La volonté de l'homme intervient sans cesse dans le langage. Le choix d'un parler commun tel que le français, l'anglais, ou l'allemand procède d'actes volontaires. Une langue comme la « langue du pays » norvégienne a été faite sur la base de parlers norvégiens, par un choix arbitraire d'éléments, et ne représente aucun parler local défini (...). Il n'est donc ni absurde ni excessif d'essayer de dégager des langues européennes l'élément commun qu'elles comprennent pour en faire une langue internationale ».

Antoine Meillet, Institut de France, professeur au Collège de France²⁰⁹

Le Royaume-Uni étant sorti de l'UE, il n'y a plus aucun sens à utiliser l'anglais comme langue dominante, alors qu'il ne s'agit de la langue historique d'aucun Etat membre, d'autant plus que l'Angleterre s'est toujours opposée à l'idée européenne et que l'anglais parlé en Europe est en fait l'anglo-américain, la langue de l'OTAN et de l'Amérique impérialiste.

Il faut savoir que l'anglais n'a pas toujours dominé les échanges européens : lors de la création de la Communauté économique européenne, l'ancêtre de l'UE, c'est le français qui s'imposa comme langue de travail. Dès lors, si l'Union européenne a changé de facto une fois de langue de travail, rien ne l'empêche d'en changer à nouveau.

Quels sont les candidats à devenir langue commune officielle de l'Union européenne ? L'allemand, langue la plus parlée en Europe par ses populations, le mandarin, la langue la plus parlée dans le monde, l'anglais, langue dominante du commerce international, le français, langue internationale historique jusqu'au XXe siècle ? La réponse nous est donnée par Albert Einstein : « l'espéranto est la meilleure solution à l'idée de langue internationale ». En effet puisque les Européens ont le choix entre 6000 langues, pourquoi choisir une langue complexe, difficile à prononcer et longue à maîtriser, alors que l'espéranto, langue reconnue par l'UNESCO, s'apprend 10 fois plus rapidement que toute autre langue ? Il suffit généralement d'un an d'apprentissage pour parler couramment espéranto, là où plus de dix ans sont nécessaires pour l'anglais, le

français ou l'allemand.

La grammaire de l'espéranto est entièrement régulière, logique. Tous les verbes se conjuguent de la même façon ; tous les pluriels sont réguliers ; les lettres se prononcent toujours de la même façon. En éliminant les exceptions grammaticales, l'espéranto a éliminé la complexité, tout en conservant les nuances et la précision du langage. De plus, l'espéranto n'est pas une langue artificielle morte sans âme, mais un centre vivant de gravité de toutes les langues vivantes européennes dont il tire ses origines, avec des emprunts multiples.

Pour construire une Europe Puissance des Nations et préserver les diversités culturelles face aux défis du XXIe, l'espéranto semble avoir de nombreux atouts comme langue commune européenne, Russie incluse. N'oublions pas que le créateur de l'espéranto, Ludwig Zamenhof, vivait en 1887 dans le Nord-Est alors multilingue de la Pologne d'aujourd'hui qui était partie intégrante de la Russie des Tsars.

Si le français n'est pas accepté comme langue commune dominante des Européens, cela ne pourra donc pas être l'anglais, en fait l'« anglo-américain », langue impérialiste du « business » de l'Amérique et de l'OTAN qui, contrairement au français, conduirait inéluctablement à terme, très rapidement, à la disparition inexorable de toutes les langues nationales de l'Europe, à l'instar du breton en France ou du français en Louisiane. La France et tous les pays francophones se devraient donc d'utiliser d'une façon impérative leur droit de veto pour s'opposer à ce crime linguistique et éviter le suicide irréversible de la langue de Molière.

Il ne resterait alors plus, le dos au mur, pour tous les Européens, qu'on le veuille ou non, qu'une seule et unique solution réaliste et n'ayant rien d'utopique : l'espéranto, seule langue neutre et éthique susceptible de préserver dans l'immédiat et dans un avenir très lointain la survie des langues nationales et le plurilinguisme européen. L'introduction de l'espéranto en Europe, décision politique, contribuerait à rapprocher les pays européens entre eux, d'une façon volontariste et non impérialiste, et serait tout à fait comparable à l'introduction du système métrique par Talleyrand en France, lors de son discours du 9 mars 1790 à la Convention.

Titre II
Pour une Alliance de la France et de l'Europe avec la
Russie

Chapitre XXI

Tout ce que la France reconnaissante doit à la Russie

« Si la France n'a pas été rayée de la carte de l'Europe, c'est à la Russie que nous le devons »

Maréchal Foch (1918)²¹⁰

Bref rappel historique

La Rus de Kiev a donné à la France Anne de Kiev, fille de Iaroslav le Sage, reine des Francs de 1051 à 1060 et Régente du Royaume de 1060 à 1063. Elle fut l'épouse du roi Henri 1^{er} et la mère du roi Philippe 1^{er}. Anne avait reçu une éducation soignée, connaissait le grec et le latin.

Lors de l'occupation de la France en 1815 par les alliés de la Septième Coalition, après la deuxième abdication de Napoléon 1^{er}, le tsar Alexandre I^{er}, de retour à Paris, s'installe à l'Élysée. Il s'oppose aux exigences prussiennes réclamant des territoires français comme l'Alsace ou les Flandres et préserve la France d'un dépeçage.

L'Alliance France-Russie de 1892 à 1917 a mis fin à l'isolement de la France par Bismarck en Europe, après la défaite de 1870. La flotte russe fit une visite à Toulon en octobre 1893 sous le mandat du Président Sadi Carnot. Nicolas II fit une visite officielle en France en 1896 et posa la première pierre du pont Alexandre III. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris dira en 1899, suite au renforcement de l'Alliance avec la Russie : « Pour la première fois depuis 1871, la France s'entend avec une grande puissance ; elle a le sentiment d'être redevenue une grande nation »²¹¹

Les Français savent-ils que le chant des partisans a été composé par une Russe. Ce chant emblématique est l'œuvre d'Anna Marly, née Anna Betoulinsky, à Petrograd en 1917, auteure et interprète, enrôlée comme cantinière dans les Forces Françaises libres à Londres. Les paroles en français, ainsi que des arrangements ont été réalisés à Londres en 1943 avec les concours des écrivains Joseph Kessel et Maurice Druon, et c'est Anna Marly qui en fut la première

interprète.²¹²

Sans la Russie, la France aurait quasiment disparu comme grande puissance et perdu la première guerre mondiale

Les empereurs François Joseph et Guillaume II n'ont pas eu l'avantage, grâce à l'existence du fameux front de l'Est qui mobilisait nombre de divisions austro-allemandes. Si ces divisions avaient été déployées sur le front occidental, l'Allemagne aurait remporté la victoire. Les pertes en hommes de la Russie de Nicolas II jusqu'en 1917 furent énormes. : sur les 15 378 000 hommes russes mobilisés pendant la période 1914-1917, 6 400 000 furent tués ou blessés dont 2700 000 pour la seule année 1916, au cours laquelle des offensives de grande envergure furent entreprises par l'armée russe, afin de soulager l'armée française engagée à Verdun. L'armée italienne était en déroute dans la région du Trentin en mai 1916, et l'armée roumaine battue en plusieurs endroits en août-septembre 1916. C'est à juste titre que le maréchal Foch a pu dire : « Si nous avons pu tenir de la Marne à Arras et finalement à l'Yser, c'est que la Russie de son côté retenait une notable partie des forces allemandes. »

En ce qui concerne le chiffre exact du nombre de tués, la Russie, avec 1700 000 tués, eut même davantage de tués que la France saignée à blanc (1500 000) et légèrement moins que l'Allemagne (1800 000) contre à peine 100 000 pour les États-Unis ! Les pertes énormes de l'armée russe s'expliquent par le retard de l'industrie de l'armement et sa capacité de production tout à fait insuffisante, tous facteurs conduisant à une pénurie dramatique en armes et en munitions, laissant les troupes désarmées devant l'artillerie allemande.²¹³

Lorsque les États-Unis entrèrent en guerre en 1917, l'armée allemande était dans un état de crise lui laissant peu d'illusions sur l'issue de la guerre. C'est une des raisons qui ont poussé l'état-major allemand à permettre la traversée de l'Allemagne du « wagon plombé » contenant Lénine et ses bolcheviques. Ils prirent le pouvoir, à la suite d'un putsch à Petrograd, le 6 novembre 1917, et mirent fin à la guerre, en ce qui concerne la Russie.

La Russie joua donc un rôle essentiel, primordial à 4 reprises, pour éviter la défaite mortelle de la France : l'offensive russe de septembre 1914 à l'Est obligea le Kaiser à transférer d'urgence son corps de réserve de la Garde et son

XI^e corps d'Armée, du front de l'Ouest au front de l'Est. La victoire de la Marne n'aurait pu sinon être remportée, avec une déroute inévitable à la clé.²¹⁴

Il en fut de même pour la bataille du lac Narotch engagée par la Russie en mars 1916, afin de soulager les troupes françaises assiégées à Verdun. Cette bataille obligea de nouveau le Kaiser à transférer d'importants contingents à l'Est. Sinon la victoire mythique de Verdun aurait été bel et bien une défaite française.²¹⁵

La Russie joua aussi un rôle vital en lançant une vaste offensive commandée par le général Broussilov, en juin 1916, contre les Austro-Hongrois. Cette opération militaire d'une envergure dantesque apporta l'appui salvateur aux forces alliées engagées en même temps à Verdun, sur la Somme et sur le front italien. L'ampleur des pertes subies par les deux camps se situe entre 1 000 000 et 1 900 000 morts ou blessés. Cette offensive russe est considérée comme la plus destructrice en vies humaines de la Première Guerre mondiale, tous fronts confondus, donc pire que les batailles infernales de Verdun et de la Somme dans la mémoire des Alliés occidentaux.

Le périple enfin de 30 000 km à travers la Sibérie et sur les océans en 1916 par quatre brigades d'infanterie russes, pour arriver finalement en Méditerranée, avec deux brigades dans les Balkans et deux à Marseille, est aussi très symbolique de l'effort russe sans limites, pour aider le front de l'Ouest. Deux brigades russes participèrent donc à la fameuse bataille du Chemin des Dames (avril 1917) où elles subirent d'énormes pertes ; elles remportèrent une des rares victoires de l'offensive Nivelle à Courcy, avec 70 officiers et 4 472 soldats tués en trois jours. Parmi les blessés graves, le mitrailleur Rodon Malinowski, futur héros à Stalingrad, futur Maréchal et Ministre de la Défense de l'URSS.

La Seconde Guerre mondiale en Europe a été gagnée par la Russie et non par l'Amérique, contrairement aux mensonges médiatiques

En 1945, à la question : qui a vaincu le nazisme ? 57 % des Français répondaient la Russie et 20 % les U.S.A. En 2015, c'était l'inverse : 23 % des Français répondaient la Russie et 54 % les États-Unis. Certainement qu'aujourd'hui les chiffres seraient encore plus faibles pour les Russes et beaucoup plus élevés pour les Américains.

L'Occident aime les Russes, mais pas la Russie, en raison de la propagande américaine, des médias aux ordres, et des mensonges historiques. La propagande hollywoodienne falsifie l'histoire depuis 78 ans. Ce n'est pas l'Amérique, mais la Russie qui a joué le rôle décisif pendant les deux dernières guerres mondiales contre l'Allemagne impériale et le nazisme. Natalia Narotchnitskaïa l'a rappelé opportunément dans son ouvrage *Que reste-t-il de notre guerre ?*²¹⁶ La Russie est, selon Pouchkine, une partie intégrante, souffrante, sacrificielle de la civilisation européenne.

« Les Américains, disait aussi le cinéaste Godard, ont toujours attendu que l'Europe s'entre-tue pour intervenir ; ils sont venus quand tout le monde était fatigué, jamais au début, ni en 1914, ni en 1940. Tout ce qu'ils veulent, c'est envahir ; ils veulent envahir parce qu'ils n'ont pas d'histoire ; ils ont besoin d'envahir les gens qui en ont ».

La Seconde Guerre mondiale a été gagnée par la Russie dont les sacrifices humains avant, pendant et après la bataille de Stalingrad ont permis de vaincre l'Allemagne nazie qui avait lancé en 1941 l'opération Barbarossa.

Le premier coup d'arrêt à la marche victorieuse de l'Allemagne, après les revers sans fin de l'Armée rouge, fut la bataille de Moscou, à partir d'octobre 1941, suite à l'irruption du général hiver et au rapatriement des troupes sibériennes. Les attaques en tenaille par les armées embourbées de Von Bock se soldèrent par de cuisants échecs, jusqu'à une contre-offensive vigoureuse de Joukov.

La résistance de Leningrad (St Petersburg) fut hallucinante et farouche, face au froid, aux maladies, à la famine, aux bombardements ! Assiégée le 8 septembre 1941, avec 2 500 000 habitants dont 400 000 enfants, Leningrad ne comptait plus que 600 000 habitants, le 27 janvier 1944, le jour de sa libération. Suite à la famine, la ville-martyre connut même des cas de cannibalisme. Le bilan des 872 jours de blocus fut un million de morts²¹⁷.

A Stalingrad s'affrontèrent dans une bataille acharnée, du 17 juillet 1942 jusqu'à la capitulation du général Friedrich von Paulus, le 2 février 1943, deux armées de plus d'un million d'hommes, avec une violence qui dépassa toutes celles de la Première Guerre mondiale pour chaque maison, chaque château d'eau, chaque cave, chaque morceau de ruine. Cette bataille a marqué le tournant décisif de la guerre. L'enjeu était le pétrole du Caucase, un carrefour ferroviaire

et fluvial stratégique, avec le nom de Staline comme cerise sur le gâteau. Les pertes en vies humaines furent colossales : 4000 à 9000 victimes civiles et militaires par jour, soit 470 000 soldats soviétiques, 180 000 civils, et 400 000 soldats allemands, avec un total de plus d'un million de morts. L'espérance de vie de tout nouveau combattant russe engagé à la bataille de Stalingrad était de 24 heures. La dédicace du général de Gaulle, lors de sa visite de la ville en 1944, avant un rendez-vous avec Staline à Moscou, figure en place d'honneur dans l'une des vitrines du musée de Volgograd dédié à la bataille ; « Jamais les jeunes du pays de Fabien et Guy Moquet ne feront la guerre au pays des héros de Stalingrad ». Puis, au-dessus de la signature « A Stalingrad, la France reconnaissante ! »²¹⁸ .

La Russie a payé un tribut de 27 millions de morts civils et militaires, dont 7 millions de militaires, sur l'autel de la guerre totale contre Hitler. La seule URSS a perdu la moitié des victimes de l'ensemble du conflit de 1939-1945, soit environ 60 millions de morts.

Le débarquement de l'Amérique en Normandie, le 6 juin 1944, n'est intervenu que tardivement alors que les troupes russes, après la victoire stratégique de la bataille de Kursk (Juillet-Août 1943), avaient déjà atteint la frontière orientale de l'Allemagne. Hitler avait envahi la Russie avec 3600 chars et 2800 avions en 1941 ; mais le jour « J », seulement deux chasseurs allemands ont mitraillé les plages de Normandie car il ne restait plus que les débris de l'armée allemande. La Wehrmacht a perdu 6,3 millions de ses soldats et l'essentiel de ses avions et chars dans les steppes russes. Qui peut croire que le débarquement du 6 juin 1944 eût été possible sans l'écrasante victoire préalable russe sur l'Allemagne nazie ! Il y avait, en 1944, 26 divisions allemandes contre 90 divisions américaines sur le front occidental, 170 divisions allemandes (soit 7 fois plus qu'à l'Ouest) contre 360 divisions soviétiques sur le front de l'Est. La bataille de Normandie, c'est un épiphénomène par rapport à Stalingrad. Comme disent les Russes : « c'était chez nous tous les jours la bataille de Normandie, depuis le début de l'offensive allemande Barbarossa en 1941 ». Le nombre total de GI américains tués, blessés ou disparus en héros, lors du Débarquement et de la bataille de Normandie, est de 8 000 à 10 000 par jour, soit environ 200 000 pendant la durée de la bataille.

Les pertes de l'Amérique en Europe ont été de 182 070 tués pour l'ensemble des campagnes de 1941 à 1945, alors que pour la seule prise de Berlin, les États-

Unis ayant préféré laisser faire et agir seule l'armée soviétique, les Russes ont perdu 360 000 hommes (80 000 tués et 280 000 blessés), du 25 avril au 3 mai 1945. Les pertes américaines totales sur les fronts européen et japonais de décembre 1941 à août 1945 s'élèvent à 292 000 tués²¹⁹ .

C'est donc un mensonge d'État et rien connaître à la vérité historique (voir aussi le chapitre XXX sur la Russophobie de la Pologne), de dire et de répéter comme un perroquet que l'Alliance russe a trahi deux fois les Français en 1917 et en 1939 ! En fait, la Russie a sauvé deux fois la France, lors des deux guerres mondiales !

Chapitre XXII

Poutine, un grand homme d'État : Le nouveau de Gaulle russe

« Notre avantage, ce n'est ni le pétrole, ni le gaz qui peuvent baisser... Notre avantage, c'est Poutine et il faut le protéger »

Viatcheslav Volodine – Président de la Douma

Poutine, le sauveur de la Russie : un homme de caractère, de vision, défenseur des valeurs traditionnelles

Arrivé au pouvoir le 1^{er} janvier 2000, Poutine a repris le pays en main et a commencé à rendre aux Russes ce qu'ils avaient perdu les années précédentes avec Boris Eltsine : la sécurité, la stabilité, un minimum de bien être, une fierté nationale. Le pays était en lambeaux, laminé par 70 ans de communisme, une décennie de pillage par Boris Berezovsky et ses amis oligarques du clan Eltsine, la terreur des gangs tchéchènes à Moscou. Mais ce qui manquait surtout, aux Russes, c'était une figure capable d'incarner le pouvoir. La concentration des pouvoirs est nécessaire dans cet immense pays pour éviter l'éclatement en trois dont rêvait dans *Le Grand Échiquier* le polono-américain Zbigniew Brzezinski²²⁰. Les Russes aiment que le pouvoir soit entre les mains d'un homme fort, successeur des Tsars.

L'arrestation et l'emprisonnement en 2003 de Mikhaïl Khodorkovski, à la tête de l'empire pétrolier Ioukos, fut l'emblème de la lutte du nouveau chef du Kremlin pour la récupération des richesses naturelles dont la rente et le contrôle fuyaient irrésistiblement vers l'Amérique. Un autre succès marquant de Poutine fut la deuxième campagne militaire de Tchétchénie et le renforcement de la structure fédérale.

N'est pas de Gaulle qui veut... En 23 ans de pouvoir, Poutine a fait d'un champ de ruines post-soviétique, livré à l'anarchie, une puissance militaire et économique exceptionnelle, capable de tenir tête en Ukraine à tout l'Occident. Les problèmes du séparatisme et du terrorisme intérieur ont été conjurés ; l'oligarchie prédatrice a été mise au pas, même si des compromis ont dû être trouvés ; la quasi-totalité de la dette extérieure a été remboursée (14,6 %

seulement du PIB en 2020 contre 92,1 % du PIB en 1999) ; la Russie est la 5^o puissance économique de la planète en parité de pouvoir d'achat ; le PIB a sextuplé, bien qu'il reste beaucoup à faire pour créer un vaste réseau de PME, développer encore davantage une Russie de plus en plus industrialisée ; la criminalité a été divisée par 6 ; le niveau de vie a considérablement progressé ; la Crimée a été reconquise ; la puissance militaire conventionnelle a été rétablie et la Russie est toujours la première puissance nucléaire ; la Russie dispose même d'armes technologiques post- modernes : ses armes hypersoniques sont imparables et inégalées dans le monde. La popularité de Poutine en Russie, en 2023, est de 76 %, contre respectivement 40 %, 32 % et 27 % pour Biden, Scholz et Macron.

La Russie de Poutine entend se positionner sur la carte morale d'une Europe en crise, en tant que dépositaire des « valeurs traditionnelles ». Il s'agit essentiellement de la famille, du mariage, d'une natalité nécessaire et bienvenue, du patriotisme. Poutine est un homme de vision, semblable à De Gaulle, Clemenceau, Bismarck, Richelieu, Churchill. Il ne pratique pas une politique politicienne médiatique « à la petite semaine » ; il a une vue à long terme de l'avenir de la Russie.

Poutine contre l'universalisme occidental

Selon l'analyste Mathieu Slama²²¹, deux visions du monde s'entrechoquent : « la démocratie libérale et universaliste » côté européen et « la nation souverainiste et traditionaliste » côté Poutine. Mais Poutine ne rejette pas en bloc le libéralisme, notamment dans sa dimension économique, car il y voit un moyen d'accroître la prospérité et l'efficacité de la Russie. On peut reprocher beaucoup de choses à Vladimir Poutine, mais il y a une chose qu'il est difficile de lui contester, c'est son intelligence réaliste et l'imprégnation qu'il a de la culture et de l'âme russe.

Il y a du Soljenitsyne dans le discours de Poutine, selon Mathieu Slama, lorsque dans son célèbre discours devant les étudiants de Harvard en 1978, il dénonça la dérive matérialiste de l'Occident, les ravages de son modèle capitaliste et son obsession pour les droits individuels au détriment des valeurs traditionnelles comme l'honneur, la noblesse, le sens du sacrifice.

Eric Zemmour remarque que le « discours de Poutine sonne comme la

punition de tous nos échecs, de toutes nos folies et de tous nos renoncements. La « Realpolitik » qu'il défend avec un talent incontesté n'est que la reprise d'une tradition qui fut celle de la France pendant des siècles, de Richelieu à de Gaulle en passant par nos rois, nos empereurs et nos Républiques ».

Selon un diplomate qui connaît bien la Russie « Vladimir Poutine voit l'UE comme un concept abstrait, comme un ensemble d'États divisés qui va exploser ou se dissoudre à terme »²²².

« Un Russe nommé Poutine » d'Hélène Perroud : un chef d'État au service de son peuple

Selon Hélène Perroud, la carrière politique de Vladimir Poutine s'inscrit dans la longue durée et dans une appropriation de toute l'histoire russe. « La donnée de l'immensité est fondamentale pour appréhender l'histoire russe »²²³. Les Russes ne voient pas un État fort comme une anomalie, mais au contraire comme « la source et le garant de l'ordre, l'initiateur et la force motrice de tout changement ».

Aucun autre dirigeant ni aucun peuple occidental n'a vécu de bouleversements en si peu de temps. Comme l'écrit Poutine « la Russie traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire multiséculaire. Sans doute pour la première fois depuis 200 -300 ans, elle est confrontée au danger d'être reléguée au deuxième, voire au troisième rang parmi les États du monde »²²⁴. En une génération, les Russes sont en effet passés du stade de surpuissance militaire et spatiale, vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, à celui de pays menacé et revenu à ses frontières du temps de Catherine II. Hélène Perroud cite Alexandre Soljenitsyne qui déclarait au Spiegel en juillet 2007 que « Poutine a reçu en héritage un pays dévasté et à genoux, avec une majorité de la population démoralisée et tombée dans la misère. Et il a fait son possible pour le remettre debout, petit à petit, lentement ».

Poutine, un homme d'État cultivé, intelligent et viril

Vladimir Poutine est passé par les services secrets russes, le KGB. Cela forge le caractère autrement que l'ENA technocratique ou un poste de direction dans

une banque d'affaires. Ses « biographes » occidentaux croient le desservir en le présentant comme un jeune homme bagarreur. Judoka de bon niveau et champion de sambo, art martial mêlant le judo et la boxe, il prouve au contraire à l'Occident que le muscle et l'esprit ne sont pas incompatibles. Poutine s'appuya sur le sport pour sortir les Russes de leur torpeur et lança de vastes programmes de sport scolaire, tout comme des campagnes nationales de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme.

Familier de Thomas Hobbes, Emmanuel Kant et John Locke à l'université, il achève son cursus par une thèse sur « le principe du commerce de la nation la plus favorisée en droit international ». Après quoi, il entre au KGB où il devient officier de terrain, avec le grade de commandant à 32 ans. Il trouvera ensuite le temps de devenir colonel, avant de se lancer dans la politique.

Selon Hubert Védrine : « c'est un gars très méditatif, qui a énormément lu. Vous ne pouvez pas dire ça d'un dirigeant européen aujourd'hui. Il y a une densité chez Poutine qui n'existe plus chez les hommes politiques ». Poutine est le digne successeur d'Evgueni Primakov, ministre des Affaires Etrangères et Président de la Fédération de Russie, de janvier 1996 au 12 mai 1999, surnommé le « Kissinger russe » en raison d'une prudente et intelligente politique étrangère.

En outre, Poutine est sans doute le président russe le plus européen, par ses origines à Saint Petersburg et par sa connaissance de l'Allemagne.

Poutine, un homme d'État ferme, habile, prudent, sage

Selon Frédéric Pons, Poutine est un « Homme d'État tel que nous voudrions en connaître en Europe occidentale, c'est-à-dire qui sache résister à l'idéologie dominante et au « politiquement correct »²²⁵. Dans chacune des crises (Tchéchénie (2000) – Géorgie (2008) – Ukraine (2014 et 2022), Poutine a démontré les qualités d'un Homme d'État : capacité à désigner l'ennemi, maîtrise de soi et juste appréciation du moment où il faut être ferme, juste et conciliant, mais toujours au service d'un objectif : l'intérêt supérieur de la Russie.

Lors de la rébellion d'Evgueni Prigojine, Président de Wagner, contre le pouvoir, fin juin 2023, les Russes ont préféré la démocratie autoritaire de Poutine

à un nouveau Politburo avec des hommes du style Prigojine. De même, Poutine a su éviter un bain de sang, avec beaucoup de talent, pour reprendre le contrôle total de Wagner et de la situation.

L'Occident respire et s'est réjoui du retour au calme en Russie, par crainte de voir le plus puissant arsenal de la planète tomber dans les mains d'une tête brûlée, capable d'appuyer sur le bouton et d'embraser le monde. L'Occident n'aime pas Poutine, mais ne le craint pas, alors qu'un Medvedev ou un Prigojine serait beaucoup plus imprévisible. Avec de tels personnages, l'OTAN n'aurait pas franchi les lignes rouges du conflit en Ukraine en toute impunité. Un ultimatum du Kremlin aurait vite ramené les néo-conservateurs américains à la raison.

L'OTAN jongle avec des flacons de nitroglycérine en envoyant à l'Ukraine des avions F16 capables de transporter des armes nucléaires. L'acte de cobelligérance est caractérisé, car un avion F16 nécessite une logistique, des aéroports et une maintenance technique très suivie, avec des spécialistes hautement qualifiés et du matériel spécialisé. Poutine a décidé de rendre coup pour coup, en n'hésitant pas à détruire les F16 hors d'Ukraine, mais sans employer l'arme nucléaire tactique pour autant.

Beaucoup trépignent en Russie, en voyant le conflit en Ukraine s'éterniser, alors que ce pays pourrait être écrasé en trois jours. Réjouissons-nous d'avoir un sage à la tête de la Russie, plutôt qu'un dictateur de la Corée du Nord. « Vladimir Poutine ne cède pas aux émotions face aux actions irréfléchies de l'Ouest ; c'est ce qui empêche le déclenchement de la Troisième guerre mondiale »²²⁶, a pu dire le colonel US Douglas Macgregor, ex-conseiller du chef du Pentagone.

Lors de sa première rencontre avec Poutine aux États-Unis, George W. Bush le qualifia de « dirigeant d'un genre nouveau, un réformateur ». Mais Poutine n'est pas pour autant Gorbatchev qui s'est fait rouler dans la farine par l'Amérique hypocrite, alors qu'il souhaitait véritablement « priver l'Occident de son meilleur ennemi », afin de créer les conditions durables de la paix et de la coopération en Europe, de fonder la « Maison commune Europe ».

Poutine, un de Gaulle russe, un conservateur libéral modéré

Le conservatisme de l'ex-officier du KGB l'a poussé à toujours refuser l'aventure, qu'elle soit intérieure ou extérieure. Son caractère lui a toujours fait préférer l'évolution à la révolution. En politique intérieure, il n'a pas fait fusiller les oligarques corrompus et voleurs ; il s'est contenté de les soumettre. Il n'a pas non plus fait condamner à mort le rebelle Prigojine en 2023. En politique extérieure, il a annexé la Crimée et pénétré dans le Donbass, mais a refusé de s'emparer d'Odessa à l'été 2014, quand bien même l'y poussaient les théoriciens de la Nouvelle-Russie.

La seule expédition militaire lointaine qu'il ait entreprise fut la Syrie, à partir de septembre 2015. Son but était d'empêcher Damas de tomber aux mains des djihadistes et de l'Amérique, ce qu'il a réussi. En Asie centrale, il affiche sa solidarité avec toutes les anciennes Républiques soviétiques qui combattent l'islamisme. Sur le front du Pacifique, il a conclu une alliance stratégique avec la Chine qui est devenue de plus en plus étroite, suite à la stupide guerre de l'OTAN en Ukraine.

Intrinsèquement, Poutine n'est pas un anti-occidental. Il admire Pierre le Grand qui étudia à Amsterdam et qui convertit son pays aux mœurs de l'Europe de l'Ouest. Il maîtrise bien la langue et la culture allemande. En février 2000, il demanda au ministre français Hubert Védrine, en visite à Moscou, de l'aider à importer le droit européen en Russie.

Mais Poutine est profondément déçu par l'Occident d'aujourd'hui. Il reproche à l'Amérique de ne pas avoir tenu ses promesses de 1990, à savoir de ne jamais étendre l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. De plus, le conservateur Poutine se méfie des idées révolutionnaires que les Russes aiment importer d'Occident. Il n'a aucune admiration pour le bolchevisme de 1917, dont il rejette l'athéisme et l'inefficacité économique. Il déteste l'idéologie ultra-libérale et monétariste des « Harvard et Chicago Boys » de 1991, qui ont si mal privatisé et démoli l'industrie russe.

Aujourd'hui Poutine refuse deux types d'idées venues d'Occident, révolutionnant le droit civil et le droit international : la théorie du genre et le devoir d'ingérence. Il n'admire plus l'Europe, qu'il juge moralement décadente, antichrétienne, rongée par une immigration extra-européenne et islamiste, diplomatiquement soumise à l'Amérique. Il respecte les nations fortes et sûres d'elles-mêmes telles que les États-Unis de Trump, la Chine de Xi, l'Inde de Modi, l'Israël de Netanyahu.²²⁷

Poutine restera au Pouvoir jusqu'en 2036

La seule chose de certaine, c'est que Poutine veut être « le dirigeant à vie du pays ». Des amendements ont été apportés à la Constitution. Au pouvoir depuis 1999, le président russe aspire à une retraite active car il ne peut pas ne pas se préoccuper de l'avenir de son pays. Il a toujours en mémoire l'erreur majeure de Medvedev en 2011 qui, en s'abstenant au Conseil de Sécurité de l'ONU, entérina la chute de Kadhafi en Libye, une décision catastrophique pour l'équilibre géopolitique du Sahel.

Suite à une modification de la loi fondamentale et à un référendum, fin juin 2020, validé à 77,02 % par les Russes, Poutine restera au pouvoir, avec deux mandats supplémentaires à partir de la fin de son quatrième mandat en 2024, jusqu'en 2036, comme Président de la Russie. La réforme constitutionnelle concernait une série de droits économiques et sociaux (salaire minimum garanti, indexation des retraites...) et des mesures sociétales (mention de « la foi en Dieu », enseignement patriotique, exclusion du mariage homosexuel...). Le Président Poutine a demandé aux Russes de « garantir la stabilité, la sécurité et la prospérité » de la Russie, après l'avoir sortie du « chaos post-soviétique ».

On a parfois l'impression que Poutine garde l'espoir lointain mais réel, de voir un jour la Russie se rapprocher à nouveau de l'Europe. La Russie de Poutine, avant la guerre commencée en 2022 en Ukraine, était un pays paisible et prospère, en pleine expansion économique avec l'UE. En défendant les seuls intérêts de Washington, en diabolisant Poutine et en snobant ses légitimes exigences de sécurité en Europe, le Vieux Continent creuse sa tombe, au lieu de mettre en place une puissante Union de l'Atlantique à l'Oural.

Chapitre XXIII

La Russie, une Démocratie autoritaire, conservatrice et patriote

« Vladimir Poutine a un projet pour l'Europe et pour le monde (...) Le conservateur identitaire doit devenir un phare pour tous les peuples du monde »

Michel Eltchachinoff²²⁸

Les grandes lignes directrices de la société russe

Les grandes lignes directrices de la gouvernance russe, ses valeurs suprêmes sont définies sans ambiguïté. On y trouve entre autres : la souveraineté, la dimension religieuse, le conservatisme moral et sociétal frontalement opposé au « progressisme » de l'Occident, le patriotisme, la nécessité d'un État fort, la conscience des intérêts supérieurs du pays. Les valeurs démocratiques occidentales, les droits de l'homme, le multiculturalisme et la tolérance vis-à-vis des minorités sexuelles sont des repoussoirs en Russie.

Ivan Blot²²⁹ a analysé l'organisation de la société russe par rapport aux fonctions tripartites des sociétés indo-européennes de Georges Dumézil :

- La fonction sacerdotale (autorité juridique et spirituelle)
- La fonction militaire (armée)
- La fonction économique et marchande

Alors que les sociétés mondialisées et déracinées connaissent une hypertrophie de la fonction économique et marchande, a contrario la société russe de Vladimir Poutine offre une alternative plus équilibrée et organique, avec la primauté du politique sur l'économique, c'est-à-dire d'une économie de marché politiquement dirigée comme en Chine, avec la primauté des valeurs traditionnelles et de la famille. Vladimir Poutine a souhaité réformer la Constitution russe et y introduire deux amendements : l'un fixant le principe qu'un mariage n'est possible qu'entre un homme et une femme, l'autre introduisant la mention de Dieu dans le texte.

Charles Maurras disait que « Tout désespoir en politique est une sottise

absolue ». L'hallucinante expérience sociétale russe depuis 1917 confirme ses propos.²³⁰

Les droits de l'homme et l'éthique traditionnelle : les limites de la démarche droit-de-l'hommiste selon le patriarche de Moscou Cyrille 1^{er}

Edmond Burke, auteur de « Réflexions sur la Révolution de France » n'était pas un réactionnaire, mais un « whig », un libéral anglais. Les droits de l'homme en Angleterre lui semblaient bons, mais les « droits de l'homme » proclamés par la Révolution française lui semblaient dogmatiques, moralement et politiquement faux. Ils préparaient la dictature de Robespierre car les droits sans la morale ne peuvent protéger les libertés. Il y voyait une idéologie hypocrite où les intellectuels et les financiers font une alliance aux dépens du peuple. Les droits de l'homme sont comme un médicament : mal administrés, ils peuvent devenir un poison.

L'application sans discernement des droits de l'homme peut se retourner contre la démocratie et même paradoxalement contre les droits de l'homme. C'est pourquoi le patriarche de Moscou et de toutes les Russies Cyrille 1^{er} dans son livre « l'Évangile et la Liberté »²³¹ écrit à juste titre : « d'un côté, les droits de l'homme servent le bien (...) Les droits de l'homme sont un appel à résister à tout abus, humiliation ou mal qui peuvent être infligés à une personne humaine (...) Mais d'un autre côté, nous sommes témoins que les droits de l'homme dissimulent quelquefois le mensonge, l'injustice, le dénigrement des valeurs religieuses et nationales (...) La pensée occidentale depuis Jean-Jacques Rousseau est convaincue qu'il suffit de donner à l'homme sa liberté et de lui assurer ses droits pour qu'il choisisse inévitablement le bien »

Tout est donc dans la pratique réelle de droits de l'homme et non dans leur seule proclamation. Le patriarche Cyrille 1^{er} n'a pas tort lorsqu'il affirme que « la philosophie des droits de l'homme a acquis, par dérive, non seulement un caractère antichrétien mais amoral (...) La philosophie des droits de l'homme sert souvent à justifier les violations des normes éthiques : le culte de la violence, du gain et de la consommation, le renoncement à son identité, les avortements, l'homosexualité, l'euthanasie, etc. »

Le patriarche conclut en disant que la Russie peut apporter un message

nouveau d'équilibre entre les droits de l'homme et les normes éthiques, donc les devoirs indispensables à la survie d'une société : « Une grande partie des sociétés actuelles, y compris occidentales, se trouvent aujourd'hui dans un état lamentable : les liens sociaux deviennent plus faibles ; les valeurs de la famille sont en décadence ; la démographie est en baisse. La raison en est l'absence d'un soutien systématique des normes éthiques dans la vie sociale par les États démocratiques. Une telle politique aboutit au déchaînement des passions humaines qui détruisent la société. Pour cette raison, en élaborant le système des droits et des libertés individuelles, nous ne devons pas oublier de prendre des mesures pour affermir les principes éthiques et conciliaires sans lesquels la réalisation de la liberté de la personne est impossible ».

L'Occident est affecté par une grave crise morale due à son idéologie de fait, différente de ce qui est proclamé ! C'est la surévaluation de l'ego individuel au mépris des traditions spirituelles ; c'est le culte de l'argent ; c'est le culte des masses et la marginalisation des véritables personnalités de valeur avec du caractère. C'est le culte de la technique et de la rentabilité financière à court terme au détriment de l'art de vivre et de la famille.

La défense du conservatisme, des valeurs traditionnelles et holistes

Vladimir Poutine présente son pays comme la dernière place forte du conservatisme, notamment dans la conception de la famille face à la déchéance morale du monde occidental. Il prône « la défense des valeurs traditionnelles qui constituent depuis des millénaires la base morale et spirituelle de la civilisation de chaque peuple ». Le président russe souhaite que l'éducation des jeunes de son pays se concentre autour de la langue, de la culture et de l'histoire de la Russie. Des cours de sports de combat nationaux sont favorisés dans les écoles.

Poutine incarne donc une sorte de révolution conservatrice face à la subversion politique et morale que veut imposer l'Occident Atlantique. La Russie est devenue un espoir pour les patriotes attachés aux valeurs de la civilisation européenne et pour toutes les nations d'Europe. La philosophe Chantal Delsol voit la prochaine guerre opposer les « partisans de l'émancipation et ceux de l'enracinement dont la Russie prendrait la tête ».

Dans les années 1950, l'Amérique représentait la liberté, les valeurs conservatrices. Aujourd'hui, nonobstant l'élection de Trump, elle représente

toujours le droit de l'hommisme, l'impérialisme militaire et politique, le monde de libération des LGBT, le féminisme mal compris, le multi-ethnisme noir, asiatique et latino-américain, l'individualisme, la réussite exclusive par l'argent et le matérialisme, soit l'inverse des valeurs russes traditionnelles, de la famille, du patriotisme, des valeurs religieuses. Selon Eric Zemmour, « Poutine a ressuscité la lutte des sociétés holistes contre les individualistes. Il a redonné une légitimité idéologique et politique à un conservatisme qui n'avait plus droit de cité en Occident (...) C'est pour cela que Poutine rencontre un écho grandissant au sein même des nations occidentales, au-delà de leurs dirigeants inféodés et à Washington et encore plus à l'idéologie droit de l'hommiste ».

La Renaissance du christianisme orthodoxe patriote

Il aura fallu une dizaine d'années après la chute du mur pour que les Russes commencent à retrouver ce dont ils avaient été privés pendant deux ou trois générations et qui leur manquaient cruellement : la spiritualité. Derrière *l'Archipel du Goulag* percent les réflexions qui s'approfondiront par la suite : le refus du matérialisme moderne, la défense des droits de l'âme, l'appel à une régénération spirituelle de la Russie. Soljenitsyne n'était pas seulement anti-communiste ; il était chrétien et patriote.²³² On assiste aujourd'hui en Russie à la renaissance d'un christianisme orthodoxe patriote.

L'Occident meurt de la mort de ses dieux, de la mort du sens de l'honneur et de l'éthique héroïque : c'est une des raisons de la défaite de la France en 1940, comme l'a très bien expliqué l'Amiral Thierry d'Argenlieu. Les Nations meurent souvent du déclin de leur force spirituelle. La Russie renaît en construisant et rénouvant plus de 150 églises à Moscou. L'Occident matérialiste, envahi par les mosquées, ne comprend rien à tout cela. La Russie a recréé des écoles de cadets dont l'origine est prussienne et qui forme des élites héroïques. Elle n'a pas à sa tête des énarques civils politiquement corrects, intelligents, carriéristes, en fait des courtisans sans courage qui pratiquent l'art de plaire. La Russie n'est plus dirigée par des hommes d'affaires pourris comme sous Eltsine, mais par l'ancien officier du KGB Poutine et des « siloviki », avec un esprit militaire, qui savent ce que sont le courage, l'abnégation et l'héroïsme.

La Russie est l'un des derniers gardiens de la culture européenne, des valeurs chrétiennes et de la véritable civilisation européenne. En Russie, on croit en

Dieu, mais en Occident, le nouveau Dieu, c'est la Démocratie. Dostoïevski, dans *les Possédés*, affirme qu'un athée ne peut pas être russe. Staline entama son discours, suite à l'invasion nazie par « Sœurs et frères ». Lors de l'avancée allemande, il y eut une procession aérienne de l'icône de Notre-Dame de Kazan autour de Moscou. Tous avaient parfaitement perçu la dimension spirituelle de la Russie.

Selon Cyrille, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies : « Nous avons des territoires immenses, pauvrement peuplés. Il faut que notre peuple augmente en nombre pour que ces espaces considérables soient habités, pour que ce potentiel, avec l'aide de Dieu, s'épanouisse dans toute sa mesure, et seul un homme spirituellement fort peut réussir à atteindre ces objectifs. Le consommateur, choyé par le confort et qui considère le maintien de ce confort et de ce train de vie comme la valeur suprême de son existence, est incapable de grandes actions. Aujourd'hui, beaucoup de gens ne comprennent même pas ce que signifie le terme « grandes actions », mais pour nous, la mise en valeur de la Russie, les changements de vie en Russie, ce sont précisément les grandes actions de notre génération. »²³³

La Russie trace une voie à part, incarnant la défense des vraies valeurs chrétiennes, patriotes, face à un Occident décadent et faible, face à la menace de l'immigration et de l'islam radical.

La Russie défend la famille, fait tout son possible pour relancer la natalité et diminuer le nombre d'avortements

En matière de politique familiale, les choix de la Russie moderne sont diamétralement opposés à ceux des démocraties occidentales qui ont choisi l'immigration extra-européenne suicidaire sans limite pour résoudre leurs déficits démographiques.

La politique familiale en Russie comporte deux volets complémentaires : un volet matériel et financier ainsi qu'un volet psychologique et symbolique (propagande pour la famille et la natalité). L'effort financier fourni par l'État a été exceptionnel. Une prime à la naissance à partir du deuxième enfant est de l'ordre de 7000 euros. Les emprunts immobiliers peuvent être effacés sous certaines conditions. Les familles ont vu leurs revenus multipliés par 2,2 en 10 ans.

Mais la politique familiale comporte aussi des aspects symboliques. Le renouveau religieux est favorable aux valeurs familiales. L'État accompagne le mouvement. Il a notamment créé une fête de la famille, de l'amour et de la fidélité le 8 juillet. Des décorations sont remises aux familles méritantes. Cette fête d'État est placée sous le patronage des Saints Piotr et Fevronia. À Oulianovsk, le gouverneur a introduit la fête des bébés patriotes nés le 12 juin, fête nationale : les couples reçoivent des cadeaux de l'administration, réfrigérateur ou télévision. C'est une alternative à la fête occidentale de la Saint Valentin, considérée comme commerciale, sans arrière-plan patriotique et religieux.

La femme est valorisée à cette occasion. La brochure « Identité nationale et avenir de la Russie », publiée par le Club international de Valdaï, indique que « la Tatyana de Pouchkine, dans la pièce Eugène Onéguine, est le symbole de la femme russe : sincère, aimante et dévouée ». Pendant la grande guerre patriotique elle a montré ses vertus et son importance dans l'identité nationale russe. C'est très important : la mère est associée au pays lui-même. La Russie est « la mère très chère » précise la brochure. Le monument patriotique de Volgograd (ex-Stalingrad) montre une statue gigantesque de femme armée d'une épée avec ce titre : « l'appel de la mère patrie ».

Dans son discours de 2013 au Club international de Valdaï, le président Vladimir Poutine a fustigé ce que le pape Jean-Paul II avait appelé « la culture de mort » de l'Occident. : « Ils mettent en place des politiques qui mettent à égalité des familles nombreuses avec des familles homoparentales, la foi en Dieu et la foi en Satan ».

20 ans après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la dynamique porte ses fruits : le taux de fécondité des Russes est passé de 1,17 enfant par femme en 1999 à 1,7 (2,14 en Russie rurale) et, depuis 2012, suite à un léger apport migratoire contrôlé et à l'augmentation de la durée de vie, la population augmente de nouveau en continu (146 millions d'habitants), alors que certains Occidentaux prédisaient une Russie de 100 millions d'habitants en 2050.

Pour les Russes, le modèle idéal de famille est composé de plusieurs générations vivant sous le même toit, avec un père, une mère et trois enfants nés au sein du mariage. L'homosexualité n'est guère encouragée dans le pays au grand dam des Occidentaux qui, dans le même temps, légalisent le mariage pour les couples de même sexe. En interdisant la promotion de l'homosexualité

auprès des mineurs, Vladimir Poutine envoie un message fort à ses concitoyens : les homosexuels russes ont les mêmes droits que leurs concitoyens, mais l'État ne leur reconnaît aucun droit spécifique car ils ne génèrent pas d'enfants, ce dont le pays a tant besoin. En 2023, de nombreuses lois ont été votées à la Douma, afin de combattre les valeurs et la propagande LGBT.

Avec l'appui du clergé orthodoxe, le gouvernement prend également des mesures pour limiter le nombre des avortements qui était extrêmement élevé pendant les années de misère sous Eltsine, un très grand nombre de femmes se prostituant même alors pour survivre. Le nombre des avortements est passé de 2 000 000 en 2000 à 400 000 en 2023.

En revanche, la législation russe est assez libérale vis-à-vis des techniques de médecines reproductives. La Russie demeure une destination privilégiée pour les clients de GPA.

Mal comprises par les démocraties occidentales, les grandes orientations russes en matière de politique familiale sont la démonstration que d'autres choix réalistes et efficaces sont possibles au XXI^e siècle.

Discours de Vladimir Poutine du 30 septembre 2022 sur les anti-valeurs sataniques occidentales

« Voulons-nous avoir, ici, dans notre pays, en Russie, au lieu de maman et papa, « parent numéro un », « numéro deux », « numéro trois », sont-ils complètement fous ? Voulons-nous vraiment que des perversions qui conduisent à la dégradation et à l'extinction soient imposées aux enfants de nos écoles dès le primaire ? Se faire leurrer qu'il existe soi-disant d'autres genres que les femmes et les hommes, et se voir proposer une opération de changement de sexe ? Voulons-nous tout cela pour notre pays et nos enfants ? Pour nous, tout cela est inacceptable ; nous avons un avenir différent, notre propre avenir.

Je le répète, la dictature des élites occidentales est dirigée contre toutes les sociétés, y compris les peuples des pays occidentaux eux-mêmes. C'est un défi pour tout le monde. Un tel déni complet de l'homme, le renversement de la foi et des valeurs traditionnelles, la suppression de la liberté acquiert les caractéristiques d'une « religion inversée » : le satanisme pur et simple. Dans le Sermon sur la montagne, Jésus-Christ, dénonçant les faux prophètes, dit : c'est à

leurs fruits que vous les reconnaîtrez. Et ces fruits toxiques sont déjà évidents pour les gens, pas seulement dans notre pays, y compris pour de nombreuses personnes et en Occident même. »

La Russie prête à combattre la décadence les armes à la main : « Patriotes de tous les pays, unissez-vous ! »

La Russie de Poutine est devenue l'ennemi, bien plus que la Russie soviétique, parce qu'elle incarne des valeurs et des principes de patriotisme, d'enracinement et de traditions, honnis par l'idéologie dominante à l'Ouest. Poutine est détesté parce qu'il semble s'inspirer du tsar Alexandre III qui s'appuyait sur l'Église orthodoxe et le populisme, c'est-à-dire l'esprit du peuple, et pratiquait l'autorité souveraine. La russophobie des castes dirigeantes et des médias occidentaux s'explique pour des raisons idéologiques et non pas pour des raisons stratégiques réelles de menace militaire. Poutine dérange car il défend une idéologie patriote qui est détestée par les élites occidentales, idolâtres du cosmopolitisme.

Selon Chantal Delsol la volonté impériale de la Russie nous apparaît comme un vestige de l'âge agressif, héroïque et conquérant ; pour nous, un âge révolu. Notre détestation de Poutine ne provient pas de ce qu'il veut s'appropriier des territoires qui appartiendraient à notre zone d'influence, mais bien plutôt de ce qu'il est encore prêt à guerroyer pour des territoires. Cette détestation s'enracine dans la question du soi-disant progrès : Poutine refuse l'évolution du temps, tel en tout cas que nous le définissons. C'est une récusation de la modernité émancipatrice.

Poutine répète sur tous les tons, selon l'écrivain Michel Eltchaninoff, quelque chose que les Russes ont besoin d'entendre et qui pourrait se résumer ainsi : « On n'a pas le droit de dire à 150 millions de personnes que soixante-dix ans de leur vie, de la vie de leurs parents et de leurs grands-parents, que ce à quoi ils ont cru, ce pour quoi ils se sont battus et sacrifiés, l'air même qu'ils respiraient, tout cela était de la merde »

L'éducation militaire et patriotique a été rétablie en 2013 dans les écoles. On a repris les rites comme le salut au drapeau ; on enseigne un civisme fondé sur la fraternité ; on a mis l'accent sur la langue russe et l'histoire de la Russie ; on a même créé des écoles de cadets et privées de cosaques.

Selon un sondage Gallup 2014 publié sur le site « Les Crises » : Qui est prêt à se battre pour son pays ? Le record est détenu par le Maroc (94 %) et le Pakistan (89 %). L'Inde est à 75 % et la Chine à 71 %. Israël est à 66 %. La Russie est à 59 % et les non à 20 %. Les USA sont à 44 % et 31 %. Les pays européens et l'Australie ont plus de non que de oui. La France est à 29 % et 44 %. L'Angleterre ne vaut guère mieux. Les pires sont l'Italie (20 contre 68), l'Allemagne (18 contre 44). Même la Suisse est à 39 % contre 47 %.

Inquiétante et fascinante, la Sainte Russie serait le miroir de nos faiblesses. Ce que Gérard Depardieu, fraîchement naturalisé russe, synthétisait brutalement dans un entretien à Vanity Fair : « Je suis prêt à mourir pour la Russie, parce que les gens y sont forts : je ne veux point crever comme un con dans la France de maintenant ».

Selon Eric Zemmour, « Poutine est le représentant des Blancs russes pris en tenaille démographique entre l'exubérance musulmane à l'intérieur, qui représentera 30 % du pays dans vingt ans, et la montée inexorable de la puissance chinoise à l'extérieur. Il est un homme du XXI^e siècle, qui se sert de ses armées comme on le faisait alors, tandis que les Européens sont des hommes du XXI^e siècle qui ne jurent que par l'économie et par le droit ». À noter que Zemmour oublie, comme autre menace sérieuse, tous les pays musulmans au sud de la Russie (ancien Turkestan de l'URSS, Turquie, Iran, pays arabes du Moyen-Orient).

« Poutine a aussi compris, poursuit Zemmour, qu'il était sur le même bateau que les Européens de l'Ouest. Un bateau qui ressemble au radeau de la Méduse. Mais au contraire de ses « partenaires », il a choisi de regarder la réalité en face. Tomber, mais les armes à la main. Poutine est notre remords et notre nostalgie ; c'est pour cette raison qu'on lui en veut autant »²³⁴.

Une Russie plus démocratique que la France

La Démocratie fonctionne mieux en Russie qu'en France. Cela peut passer pour une plaisanterie selon les médias français et les élites politiquement correctes, mais c'est la triste réalité. La démocratie est, selon la constitution française « le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». Par le peuple signifie par les élections et le référendum. De ce point de vue, la Russie et la France n'ont guère de différences sur le plan formel. Par contre, il est

certain que les hommes politiques russes représentent mieux le peuple, y compris dans ses couches modestes, que les hommes politiques français issus pour beaucoup de castes bourgeoises de fonctionnaires souvent privilégiés de naissance. Poutine incarne plus le Russe moyen que le banquier et énarque technocrate Macron.

Si l'on considère les taux de popularité, Poutine, malgré le passage très impopulaire, en 2018, de l'âge de la retraite, pour le bien nécessaire du pays, de 55 ans à 63 ans pour les femmes, et de 60 ans à 65 ans pour les hommes, dans une immense Russie sous-peuplée, est, selon les années, de 60 à 70 % dans l'électorat russe. Macron, en France, c'est environ 20 %, soit trois fois moins. Élu avec un pourcentage record d'abstention, à l'issue d'un choix par défaut suite à un coup d'État médiatico-politico-judiciaire, la légitimité du Président Macron est très faible.

Des sondages en juin 2020 ont montré que 70 % des Français n'ont plus confiance dans l'institution présidentielle.

Une immigration russophone faible, strictement contrôlée et régulée

Lors d'un entretien accordé par Poutine au Financial Times²³⁵, l'attitude de la Russie vis-à-vis de l'immigration a été très clairement définie : « Ultimement, le bien-être du peuple dépend tout d'abord de sa stabilité (...) Nous ne devons jamais oublier en Russie que le but de tout gouvernement est de créer une vie stable, normale et sûre pour le peuple, d'œuvrer pour un avenir meilleur(..) C'est un bel idéal, mais où sont les intérêts de la population autochtone quand le nombre des migrants se dirigeant vers l'Europe de l'Ouest n'est pas une simple poignée, mais des milliers ou des centaines de milliers de personnes ?

Angela Merkel a commis une faute cardinale. On peut critiquer Trump pour son intention de construire un mur entre le Mexique et les États-Unis (...) Mais Trump devait faire quelque chose contre l'énorme flux entrant de migrants et de narcotiques. Personne ne fait rien. (...) Trump cherche au moins une solution (...) Les tenants de l'idéologie libérale disent que tout va bien. Ils sont installés dans leurs bureaux confortables tandis que ceux qui sont confrontés aux problèmes chaque jour, au Texas ou en Floride, ne sont pas heureux. (...) Mes collègues disent qu'ils ne peuvent pas mener une politique dure contre l'immigration « parce qu'ils ont des lois ». Et bien alors, changez les lois ! (...)

Nous avons ouvert les frontières avec les anciennes républiques soviétiques, mais au moins ces gens parlent russe (...) Nous travaillons avec les pays d'origine de ces migrants, on leur apprend le russe à l'école (...) Nous avons durci la législation afin de montrer que ces migrants doivent respecter les lois, les coutumes et la culture de notre pays (...) L'idéologie libérale est devenue obsolète. Elle est venue en conflit avec les intérêts de l'écrasante majorité de la population. »

Un islam officiel russe, soumis, patriote, anti-djihadiste

En Russie, la priorité de fait est à la religion ancienne, la religion orthodoxe ; les autres croyances sont bienvenues, mais elles doivent s'adapter au contexte du pays d'accueil.

Le président russe a inauguré le jeudi 24 septembre 2015 la Grande Mosquée de Moscou, l'une des plus grandes d'Europe, susceptible d'accueillir 10 000 personnes, à trois kilomètres à vol d'oiseau de la place Rouge, avec une superficie de 19 000 mètres carrés. Le chantier a été financé en grande partie par un milliardaire du Daguestan, dans le Caucase du Nord. Tout ce que le monde musulman russe compte de clercs s'était déplacé dans la capitale russe pour admirer l'architecture et écouter « notre leader national Vladimir Vladimirovitch Poutine ».

« La Russie a toujours été un pays multiconfessionnel et l'islam est une des religions traditionnelles » a insisté le chef du Kremlin, saluant au passage le « travail héroïque mené par les leaders musulmans » qui luttent contre l'entreprise d'embrigadement de l'État islamique, ce dernier « compromettant l'islam et semant la haine ».

En retour, le chef du Conseil des muftis de Russie, Ravil Gaïnoutdine, a rendu un hommage appuyé au chef de l'État, frôlant l'obséquiosité : « Aucun empereur, aucun secrétaire du Parti communiste, aucun dirigeant de notre pays avant Vladimir Poutine n'avait déclaré, comme il l'a fait, que la Russie est aussi un pays musulman ». Comptant 20 millions de fidèles musulmans, le pays se découvre par ailleurs vulnérable à l'entrisme radical, y compris à Moscou. Dans ce combat, le Kremlin peut compter sur un soutien politique sans faille de la communauté musulmane officielle, similaire à celui prodigué par l'Église orthodoxe.

Et le grand Mufti de Russie d'ajouter lors d'un meeting en juin 2019 : « l'ensemble des pays musulmans, et tous les musulmans de la planète sont pour la Russie et soutiennent les décisions de Vladimir Poutine ».²³⁶

Lors du Forum éducatif Nouveaux Horizons, en mai 2022, le Président musulman de la Tchétchénie Ramzan Kadyrov a pu dire : « un patriote est celui qui aime sa patrie, qui protège sa patrie, sa famille. Aujourd'hui, nous devons tous être des patriotes. J'ai réalisé que la patrie est la chose la plus importante. Plus importante que la famille, la vie personnelle. »

En juin 2015, le Conseil des Muftis de Russie a publié « une doctrine sociale », sorte de manuel anti-djihad, enjoignant les musulmans russes à se montrer « patriotes » et, selon son auteur Rouchan Abbiasov, « à ne pas sortir dans la rue pour protester contre le régime ». Dans ce climat de mobilisation générale idéologique contre l'État islamique, les musulmans de Russie aspirent à l'Union sacrée.

Lors d'une conférence de presse en décembre 2020, Vladimir Poutine a insisté sur les différences entre le multiculturalisme en Europe et celui de Russie. : « En Europe, les membres de la communauté musulmane sont généralement des immigrants issus de l'immigration, de deuxième ou troisième génération, alors qu'en Russie les représentants des diverses confessions habitent leur pays d'origine. Ils n'ont pas d'autre patrie. »

Et de poursuivre : « C'est là que réside la différence principale entre la façon dont cohabitent les représentants des diverses confessions en Russie et celle qu'on voit dans les pays européens. C'est pourquoi, en Europe, le projet multiculturel a échoué, ce que beaucoup de ses adeptes ont dû admettre ».

Chapitre XXIV

La suprématie militaire de la Russie face aux États-Unis et à l'OTAN

« La Russie n'a que deux alliés : l'armée et la flotte »

Nicolas II

La puissance armée de Poutine a succédé à « l'armée en haillons » d'Eltsine

Bien que privée du potentiel humain de 45 millions d'habitants que représentait l'Ukraine et des 10 millions d'habitants de la Biélorussie, la Russie de Poutine s'est dotée d'une armée puissante, moderne, disciplinée, entraînée et motivée, avec un budget militaire annuel de 3 % à 5 % du PIB. Avec 1,5 million d'hommes, la limite d'âge de recrutement étant portée à 30 ans, l'armée russe est devenue en 2023 la deuxième plus grande armée du monde derrière la Chine et ses deux millions de soldats. Pour attirer des volontaires, le président russe a porté le salaire des soldats à 2800 euros, soit cinq fois le salaire moyen en Russie. L'âge du service militaire pourrait aussi être relevé de 21 à 30 ans, contre 18 à 27 ans actuellement.

En avril 2014, un bombardier russe Su-24 doté d'un système de brouillage de radars avait déjà estomaqué les Américains. L'avion avait paralysé le système de contrôle de missiles ultra-moderne du destroyer Donald Cook en mer Noire. Après cet incident, 27 membres d'équipage du destroyer avaient donné leur démission.

De nos jours, avec les invincibles missiles hypersoniques russes, tous les porte-avions américains, y compris le *USS Gerald Ford*, ne sont plus que des tas potentiels de ferraille, en attente de couler ! L'armée russe, grâce à l'innovation courageuse et disruptive, à la modernisation constante et obstinée de tous ses équipements, ce qui était inimaginable du temps d'Eltsine, a aujourd'hui dépassé les États-Unis, les Européens et la prétendue supériorité de la doctrine combat OTAN ! La Russie produit aujourd'hui plus d'armes que l'Europe et les États-Unis réunis et l'Occident a au minimum dix ans de retard sur la technologie russe. Le désastre en Ukraine des 200 milliards de dollars engloutis en pure perte

par les pays de l'OTAN et les 400 000 Ukrainiens tués en sont la preuve.

Les chars de combat

La Russie disposerait de 5000 chars opérationnels (T-62, T-72, T-80 et T-90), mais en fait de beaucoup plus de chars (12 000 selon Wikipedia) si l'on tient compte des stocks de l'armée soviétique. Vladimir Poutine a affirmé en 2023 que Moscou produira ou modernisera plus de 1600 chars d'ici 2026. Il a aussi annoncé que son pays produira trois fois plus d'obus que les États-Unis et ses alliés de l'OTAN. Ces chiffres sont gigantesques si l'on songe à l'armée française avec ses 220 chars Leclerc.

Le char T-14 Armata, parangon de la technologie russe, avec son blindage très efficace bien que plus léger, sera encore amélioré, après ses premiers combats en Ukraine ; la Russie en produit 100 par an. Moscou va de plus équiper ses chars en Ukraine de défenses anti-drones, tout en utilisant des missiles supersoniques Hermès pour attaquer les blindés ukrainiens.

Le terrible drone tueur Lancet-3 : 12 kg de charge explosive venue du ciel

Ce drone d'attaque kamikaze ou de reconnaissance, avec deux groupes d'ailes en forme de X, est le plus dangereux pour l'armée ukrainienne. Il peut pénétrer dans les arrières ennemis à une distance de 40 à 70 kilomètres. La Russie lance des essaims de ces drones suicides pour détruire la DCA ukrainienne. Son coût unitaire est de seulement 33 000 euros. Le fabricant Zala, face au succès des Lancet, va multiplier sa production par trois pour fournir 45000 unités par mois à l'armée russe. Un nouveau prototype frère du Lancet, encore moins cher à fabriquer, le Scalpel, a été mis au point, en 2023, par le bureau d'études Vostok.

Une arme laser russe pour abattre les drones ennemis

Agacée par les attaques constantes d'engins ukrainiens sur son sol, la Russie a fini de mettre au point en 2023 un canon laser destructeur de drones. Ce dernier, contrairement aux différentes formes de brouillage électronique, utilise les rayons infrarouges pour brûler d'une façon très efficace, le fuselage, l'infrastructure et l'équipement embarqué des drones ennemis.

Le Ka-52 « Alligator », l'hélicoptère d'attaque qui fait des ravages dans les rangs ukrainiens

Cet hélicoptère russe est une arme redoutable contre laquelle les Ukrainiens n'ont pas de parade. L'action des Ka-52 permet de détruire avec des missiles des grappes de blindés car ils sont capables de se faufiler, de nuit comme de jour, dans les zones de combat, sans être repérés par les systèmes de défense anti-aérienne.

Le Su-35 S assure la domination de la Russie dans les airs en Ukraine

Le commandant en chef de l'armée ukrainienne, Valéri Zaloujni, a avoué au *Washington Post* que « l'ennemi a une génération d'avance en termes d'aviation. C'est comme si nous passions à l'offensive avec des arcs et des flèches, et tout le monde nous dirait : vous êtes fous ? ».

Le Su-35S est l'outil principal des forces russes pour maîtriser les cieux au-dessus du champ de bataille. Avec le Rafale, contrairement au F-35 américain beaucoup trop cher avec un nombre hallucinant de très graves problèmes techniques²³⁷, il s'agit de l'un des aéronefs de quatrième génération les plus avancés au monde. L'aéronef peut détecter des cibles à plus de 400 kilomètres. Son puissant radar à balayage électronique peut suivre jusqu'à 30 cibles simultanément. Il est très difficile d'échapper à cet appareil russe puisqu'il peut parcourir 1500 kilomètres sans avoir besoin de se ravitailler. De plus, le Su-35 peut emporter jusqu'à 12 missiles ou bombes pour accomplir sa mission.

Une Marine russe équipée de dangereux missiles

La Marine russe compte plus de 200 navires de surface et 70 sous-marins. Rien qu'en 2023, 30 navires de différentes classes sont venus s'ajouter à la flotte. On y trouve le Purga, un navire patrouilleur qui, grâce à une proue renforcée, pourra naviguer dans les mers gelées entourant la Russie. Ce navire, avec une plateforme d'atterrissage pour les hélicoptères, emporte des mitrailleuses lourdes à son bord, mais est aussi capable de remorquer et de tirer le redoutable missile Kalibr.

Depuis début 2023, la flotte russe est dotée de nouveaux missiles hypersoniques de croisière Zircon. La flotte russe dispose déjà du Kalibr, un missile de croisière pouvant être lancé depuis un navire ou un sous-marin. Difficilement détectable, ce missile peut causer des dégâts dévastateurs dans un rayon de 2000 kilomètres. Il est très utilisé en Ukraine. La flotte russe utilise aussi, de plus en plus, le missile antinavire P-800 Onyx, impossible à abattre, pour des bombardements terrestres. Conçu initialement pour détruire des navires, le missile vole à 3000km/h, ce qui est très rapide.

La Russie a aussi conçu le missile furtif Kh-50, l'équivalent du scalp franco-britannique

Ce missile vient compléter une gamme de missiles soit trop lourds et tirés par d'énormes bombardiers facilement détectables, comme les engins soviétiques Kh-101, soit pas assez furtifs comme le Kalibr et le kh-101. Les bombardiers lourds sont repérés par les satellites américains qui informent l'armée ukrainienne, deux heures avant que le missile ne soit tiré. Le Kh-50 russe, un missile furtif présente donc les mêmes avantages que le missile franco-britannique Scalp (Storm Shadow en anglais)

« Satan 2 » : le missile nucléaire russe transcontinental pouvant rayer de la carte un territoire de la taille de la France

La Russie possède désormais dans son arsenal militaire un missile nucléaire transcontinental RS-28, surnommé « Satan 2 ». Ce missile nucléaire est le plus puissant jamais conçu et aucune technologie de défense antimissile est en mesure de l'arrêter. En plus de sa puissance, il est équipé d'une technologie furtive pour tromper les systèmes radars ennemis :

Le RS-28 Sarmat peut transporter plus de 20 têtes nucléaires à son bord ; il est donc capable de détruire en quelques secondes la France ou le Texas. Le missile peut parcourir jusqu'à 10 000 kilomètres. Sa vitesse de pointe est de 7 kilomètres par seconde ; à cette vitesse le trajet Moscou-Londres dure 6 minutes seulement. La puissance maximale du missile est d'environ 50 mégatonnes : il est donc 2500 fois plus puissant que les bombes nucléaires lâchées sur Hiroshima et Nagasaki.

L'hypersonique russe change la donne stratégique : les Américains complètement dépassés²³⁸

Début 2023 : « L'US Air Force envisage d'abandonner l'arme hypersonique AGM-183 A, après un nouvel essai infructueux ». Un désastre, un fiasco américain avec le premier budget militaire au monde de 850 milliards de dollars par an ! Bien que son budget soit plus de dix fois inférieur, la Russie a gagné la bataille de la recherche fondamentale : les Russes, contrairement aux Américains, ont cru aux travaux de l'astrophysicien français Jean-Pierre Petit, directeur de recherche au CNRS, sur la magnétohydrodynamique (MHD). Le résultat est sans appel : les Russes ont 20 ans d'avance dans le domaine de l'hypersonique, avec des armes dépassant mach 5 et restant manœuvrables jusqu'à l'impact.

Avec une vitesse supérieure à 1,5km/s, les missiles hypersoniques volent beaucoup plus vite que les missiles traditionnels et ne suivent pas, comme leurs homologues balistiques, des trajectoires prévisibles. Un missile arrivant à la verticale d'un porte-avions à mach 15 n'a même pas besoin d'une charge explosive pour le couper en deux : la seule énergie cinétique suffit. Trois fois plus lourd et douze fois plus rapide que le missile US standard Tomahawk, le missile Kinzhal russe possède 432 fois son énergie cinétique, soit l'équivalent de 4 100 kg d'énergie explosive TNT.

En mars 2022, un Kinzhal a détruit en Ukraine un dépôt d'armes souterrain à 170 mètres sous terre, protégé par plusieurs couches de béton armé, à l'épreuve des armes nucléaires. Un kinzhal peut transpercer un porte-avions de 90 000 tonnes, comme un couteau dans du beurre, donc le couper en deux et l'anéantir totalement.

La Russie est la seule nation à avoir développé des matériaux spéciaux qui permettent de résister aux très hautes températures et donc de contrôler le vol du missile avec une grande précision. La Russie a la capacité de construire 200 Kinzhal par an. La domination russe sera donc totale et sans appel, au minimum, pour les dix années qui viennent. Poutine, rien que pour cette raison, a déjà gagné la course aux armements et la guerre en Ukraine. La doctrine otanienne, c'est du vent pour les médias et la pensée unique. Les Américains se retrouvent, toutes choses égales par ailleurs, comme les Japonais face aux États-Unis à

Hiroshima et Nagasaki !

Le Kinzhal, missile nucléaire volant à dix fois la vitesse du son, capable de détruire le célèbre système américain de missiles anti-aériens Patriot

Le Kinzhal est un missile manœuvrable, longueur 7,4m, masse 4 tonnes, capable de voler à Mach 10, soit dix fois la vitesse du son. Lancé depuis un avion, il peut transporter des ogives nucléaires jusqu'à une distance de 2000 km, sa vitesse et ses changements de trajectoire en cours de vol le rendant impossible à intercepter pour les systèmes antimissiles existants. « Kinzhal » signifie « dague » en français. Il a été présenté publiquement pour la première fois par Vladimir Poutine, début mars 2018, lors d'une conférence de presse. Le président russe a affirmé qu'avec cette arme il pouvait gagner une guerre mondiale car « personne dans le monde ne possède ce genre d'engins ». L'Occident ne l'a pas cru pensant qu'il bluffait !

Le ministère de la défense russe a fait savoir le 16 mai 2023 qu'un système de missile antiaérien Patriot, de fabrication américaine, avait été touché, grâce à une frappe de haute précision, par un missile hypersonique « kinzhal » dans la ville de Kiev. La batterie Patriot y a perdu son radar, cinq rampes de lancement, et avant d'être touchée, elle a tiré 32 missiles pour tenter en vain d'abattre le « kinzhal » qui fonçait sur elle à une vitesse de 15 000 km/h. L'Ukraine ne disposait que de 2 batteries Patriot offertes par les États-Unis et l'Europe, car une batterie Patriot coûte un milliard de dollars et les 32 missiles 96 millions de dollars. D'où une publicité déplorable dans le monde, quant à l'invulnérabilité du Patriot, qui, de plus, présente de nombreux défauts : manque de mobilité, un quart d'heure pour le déployer... Le Patriot est donc très inférieur au S 500 russe. Plus personne dans le monde ne croit à la propagande de l'Ukrainien Zelenski comme quoi la DCA ukrainienne avait abattu des « Kinzhal ». Si les Patriots avaient réussi cet exploit, le cours de Bourse du fabricant Raytheon se serait envolé ; il se trouve qu'il s'est effondré...

Les missiles hypersoniques Zircon pour détruire les bateaux ennemis

Le missile Zircon est capable d'atteindre une vitesse de 9 600 kilomètres par heure avant de frapper un navire ennemi ou un objectif terrestre. Le rayon d'action de cet engin furtif est de 250 à 750 kilomètres. Tous les nouveaux

navires de la classe des frégates et des corvettes seront équipés de missiles hypersoniques Zircon. Selon l'expert militaire américain H.I Sutton, à titre de comparaison, les missiles Tomahawk de l'US Navy ont une vitesse de seulement 900 km/h, soit dix fois plus lente que celle du Zircon.

Les États-Unis n'ont pour l'instant aucune arme équivalente au Zircon. Interrogé au Congrès par le sénateur américain Angus King durant l'été 2022, lui demandant ce qu'il ferait sur le porte-avions *USS Gerald Ford*, s'il était visé par un missile d'autant plus difficile à détecter que volant à 9 000 km/h, avec un nuage de plasma absorbant les ondes, l'amiral Gilday ne put répondre d'une façon satisfaisante. Le sénateur américain déclara alors : « Nous sommes en retard par rapport aux Russes dans le domaine des armes hypersoniques. Nos porte-avions sont sans défense et peuvent être facilement coulés par ce type d'arme. L'expert HI Sutton estime que les radars américains ne pouvant détecter un missile ennemi à plus de 200 kilomètres, cela leur laisse seulement deux minutes pour abattre un Zircon, et si le missile russe vole bas, il ne serait détectable que, seulement 50 kilomètres avant de toucher le bateau, donc en fait inarrêtable. L'avance russe semble donc irréversible. Selon H.I Sutton, la marine russe comptera 17 sous-marins équipés de ces missiles hypersoniques, d'ici 2040.

La Russie a commencé à développer et à investir massivement dans les missiles Zircon au début des années 2010, tandis que l'Europe et les États-Unis ont sans arrêt repoussé la modernisation, d'où des équipements qui remontent aux années 1990, selon l'expert suisse Alexandre Vautravers.

Le missile hypersonique Avanguard

Moscou se targue de disposer aussi de l'arme absolue, le missile ailé Avanguard lancé dans l'espace et capable de redescendre vers sa cible à Mach 20, ce qui rend son interception encore plus impossible pour les systèmes existants.

La torpille nucléaire à propulsion atomique Poséidon capable de provoquer un tsunami géant

La torpille à propulsion nucléaire Poséidon peut transporter à grande vitesse

en profondeur une charge nucléaire. Cette torpille terrifiante lancée par un sous-marin nucléaire est équipée d'une ogive nucléaire 100 fois plus puissante que la bombe atomique larguée sur Hiroshima ; elle pourrait déclencher des tsunamis dévastateurs avec des retombées radioactives mortifères au cobalt 60, rendant les côtes américaines frappées, inhabitables pendant des décennies.²³⁹

Le sous-marin nucléaire Belgorod peut porter six torpilles de ce style ; il pourrait à lui seul déclencher un raz de marée annihilant le Royaume-Uni. Il suffit d'imaginer que « Poséidon » s'approche de la cible à une profondeur d'un kilomètre à une vitesse de 200 km/h. IL n'y a aucun moyen d'arrêter ce drone sous-marin, avec une ogive d'une capacité allant jusqu'à 100 mégatonnes. L'explosion de cette torpille thermonucléaire au large de la Grande-Bretagne va soulever une vague géante pouvant atteindre 500 mètres de haut. La rafale d'eau gigantesque est également porteuse de doses extrêmes de rayonnement. Passant au-dessus des îles britanniques, il transformera ce qu'il en restera peut-être en un désert radioactif.

La Russie a produit, début 2023, les premières charges nucléaires pour les torpilles Poséidon qui seront installées sur le sous-marin nucléaire Belgorod.

Conclusion : Poutine, depuis son arrivée au pouvoir, a mis 20 ans pour reconstruire son Armée, tandis que les États-Unis et surtout les Européens échantillonnaient leurs Armées, au nom des « dividendes de la paix ». Il en résulte que les Russes ont entre 10 et 20 ans d'avance avec leurs armes hypersoniques. Avec ses 200 chars Leclerc, ses 200 Rafale et l'insuffisance de capacité de production et de stock de munitions, l'Armée française ne tiendrait que 3 jours dans une guerre de haute intensité.

Chapitre XXV

Le Mirage de la menace russe

« Celui qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, celui qui veut la reconstruire n'a pas de tête. »

Vladimir Poutine

« Qui croit encore à la menace d'une invasion soviétique ? En revanche, la présence de bases et de forces américaines en France et l'appartenance de notre pays à une organisation militaire dirigée par les Américains risquent de mêler un jour la France, contre son gré, à des conflits qui ne la concerneraient pas. »

De Gaulle en Conseil des ministres²⁴⁰

La Russie d'aujourd'hui n'est plus l'URSS de la guerre froide

L'URSS représentait un contre-pouvoir terriblement efficace dans le monde contre les risques d'une hégémonie américaine ; l'unilatéralisme américain est la cause de l'expansion de l'OTAN à l'est de l'Europe, de la guerre en Ukraine.

À quoi ressemblerait le monde si l'Union soviétique avait été préservée ? C'est la question à laquelle a répondu Mikhaïl Gorbatchev, dernier dirigeant du régime, auprès du quotidien britannique *The Times* : « Je pense que le monde serait meilleur. Il serait plus stable, plus sûr, plus juste ». Gorbatchev a rappelé la fin de la guerre froide et le traité de désarmement nucléaire. Il considère avoir donné au peuple soviétique la liberté de mouvement, d'expression, de réunion, de religion et se targue aussi d'avoir apporté la démocratie avec les élections multipartites.

Poutine a la seule ambition historique justifiée de rassembler le monde russe

Dans une interview au Figaro²⁴¹, Alexeï Venediktov, rédacteur en chef de la

radio indépendante russe *Echo de Moscou*, a décrypté le psychisme et les motivations de Vladimir Poutine. Il est tout à fait normal que l'Occident agresseur qui, avec l'OTAN, n'a pas respecté les paroles de non-extension à l'Est, promesses ayant été faites à Gorbatchev et à Eltsine, soit peint chaque jour en Russie comme un ennemi dont on moque les faiblesses. Si la Russie n'avait pas réarmé, après la chute du Mur de Berlin, l'Amérique du « Deep State » toujours terriblement hostile, comme l'ont montré les deux guerres en Ukraine, n'en aurait fait qu'une bouchée. Le rêve des néoconservateurs américains, c'est de dépecer la Russie en trois ; c'est écrit noir sur blanc dans *le Grand Échiquier* de Zbigniew Brzezinski.

L'Amérique et l'Occident n'ayant pas accepté le projet de « Maison Commune Europe » que proposait Gorbatchev après la chute du Mur de Berlin, il est tout à fait normal que Vladimir Poutine considère aujourd'hui que « la guerre froide ne s'est jamais arrêtée », note Alexeï Venediktov dans son livre de Mémoires publié à Moscou²⁴². Il remarque également que l'obsession de Poutine est de revenir à un cadre géopolitique où la Russie reprendrait le contrôle du « monde russe », par la restauration de « zones d'influence », bref une sorte de Yalta du XXI^e siècle. La question est de savoir qui rentrerait dans ce monde russe. Poutine met les pays Baltes dans une case à part. Par monde russe, il faut comprendre la Russie, mais aussi la Biélorussie, une partie de l'Ukraine (Novorossia), la Transnistrie, le Kazakhstan du Nord. Poutine, selon Venediktov, estime que Staline a créé des frontières arbitraires avec un crayon, pour diviser les peuples de l'URSS. Il dit toujours que les Russes sont « un peuple divisé », « comme l'étaient les Allemands ».

Poutine considère l'Ukraine, comme l'Algérie russe, car c'est une partie du peuple russe, beaucoup plus même que l'Algérie française d'avant l'indépendance en 1962, pour des raisons historiques, religieuses, linguistiques et ethniques. La Russie s'est constituée à l'origine, au IX^e siècle, par les fleuves, entre Novgorod, à l'est de l'actuelle Saint-Pétersbourg, et la Rus de Kiev, capitale de l'actuelle Ukraine. C'est de plus, en Crimée, au bord de la mer Noire, à Chersonèse, tout près de Sébastopol, en 988, que le prince Vladimir le Grand, et donc la Russie, s'est converti à la religion chrétienne orthodoxe de Constantinople (Byzance). Poutine considère l'Ukraine, la Russie historique à son origine, comme un État failli et artificiel qui a été disputé tout au long de son histoire entre la Pologne et la Russie, après les terribles et cruelles invasions tartaro-mongoles de la Rus de Kiev de 1236 à 1380. Avant ces invasions, la

Russie, la Biélorussie et l'Ukraine actuelle, alors centre principal de la Russie, parlaient une seule langue : le russe.

Vis-à-vis de l'Ukraine, la position de l'homme du KGB Poutine, non conquérant du style Bonaparte, n'est pas très claire. Après avoir récupéré la Crimée, russe depuis les conquêtes de Catherine II contre les Turcs, Odessa ayant été fondée par la grande tsarine, Poutine s'est limité à aider les séparatistes russophones du Donbass industrialisé ; il a renoncé à conquérir, en 2014, les ports de Marioupol et Odessa, au sud-est de l'Ukraine, afin de faire la jonction avec la Transnistrie russophone (Novorossia). Suite à la deuxième guerre en Ukraine déclenchée en février 2022, il est probable que la Russie récupérera au minimum tout le Donbass, Karkhov, et le sud de l'Ukraine, la partie restante de l'Ukraine, complètement coupée de la mer Noire n'étant plus, alors, un État viable. Dans l'hypothèse d'une capitulation ou d'un effondrement total de l'Ukraine, comme l'Allemagne en 1918 ou le Japon en 1945, Kiev pourrait être aussi annexée.

En fait la seule région irréductiblement antirusse de l'Ukraine, c'est la Galicie, qui fut polonaise, puis partie intégrante de l'Empire austro-hongrois des Habsbourg, qui a mis une division SS à la disposition de l'Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale. Toutes les autres régions de l'Ukraine pourraient potentiellement redevenir russes du jour au lendemain, sans qu'il y ait d'opposition fondamentale des populations, l'ukrainien étant aussi proche du russe que le portugais de l'espagnol. La gare principale de Kiev, construite par les Soviétiques, est tout à fait similaire aux autres gares de Russie. Tous les Ukrainiens parlent et comprennent le russe qui est toujours très parlé entre Ukrainiens.

Poutine est donc très proche des idées de l'ultranationaliste Alexandre Douguine²⁴³ qui veut annexer une partie de l'Ukraine et reconstituer l'Empire russe, mais en beaucoup plus modéré. Poutine en Russie est un centriste autoritaire de Droite.

La Russie ne songe pas à envahir l'Europe de l'Ouest, mais à défendre son pré carré assiégé

Les Russes ont repoussé plusieurs invasions dans leur histoire : les Suédois à la bataille de la Neva, le 15 juillet 1240 ; les Chevaliers de l'ordre Teutonique à

la bataille du lac gelé Peïpous (« la Bataille sur glace ») en avril 1242, avec à leur tête toujours le même et célèbre Alexandre Nevski ; la Horde d'Or tartaromongole le 8 septembre 1380 à la bataille de Koulikovo, près du Don ; les Suédois éliminés à la bataille de la Poltava (en Ukraine) en 1709, et qui ne dominant plus ensuite la Baltique ; les Polonais qui avaient tenté de mettre la main sur Moscou en 1610, vaincus définitivement le 24 octobre 1795 lors du troisième partage de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse ; l'Empire français de Napoléon en octobre 1812, début de la retraite de Russie ; les Allemands du IIIe Reich qui avaient envahi la Russie, le 8 mai 1945 (capitulation de l'Allemagne).

Aujourd'hui les Russes se sentent encerclés par l'OTAN à l'Ouest, par la Chine à l'Est, par les pays musulmans d'Asie centrale ainsi que par la Turquie et l'Iran au Sud, avec environ 20 millions de musulmans, descendants de la Horde d'Or, à l'intérieur de leur pays.

Le Russe est toujours dans une posture guerrière, imaginant, à juste titre, être entouré d'ennemis voulant lui prendre son territoire grand et vide. En Asie, l'Européen, c'est le Russe ! La Russie devrait être plutôt considérée par les Européens de l'Ouest comme le « chien de garde », le bouclier protecteur de l'Europe à l'Est, face aux pays musulmans et à la Chine. Quant à l'Europe, elle devrait se considérer et être considérée comme l'Hinterland de la Russie par les Russes, plutôt que comme partie intégrante de l'agresseur OTAN, prête-nom pour l'Amérique. Si un jour le monde musulman devait se trouver à Stravopol, point de départ de la colonisation russe au XIXe siècle, ou si les Chinois devaient se trouver à l'Oural, cela constituerait pour les Européens une défaite civilisationnelle et stratégique, encore plus retentissante que la prise de Byzance (Constantinople) par les Turcs en 1453.

Poutine souhaite seulement rassembler son peuple dispersé, après la chute de l'URSS, mais n'a pas, contrairement à Hitler, l'intention d'envahir l'Europe !

La comparaison du rassemblement du peuple russe (Ukraine, Biélorussie, Transnistrie, éventuellement nord du Kazakhstan) par Poutine, avec le rassemblement du peuple allemand (Autriche, Sudètes, Alsace-Lorraine) par Hitler, ne pourrait être faite que si Poutine avait ensuite, comme Hitler,

l'intention et l'idée fixe de s'attaquer à la Pologne, avant de partir, comme Staline, à la conquête de l'Europe entière. Ce ne sera pas le cas, car la Russie, plus grand pays du monde où l'on peut mettre tous les États-Unis à la place de la seule Sibérie a, bien au contraire, besoin du potentiel économique et humain de l'Europe pour maintenir son emprise sur la Sibérie, et ne pas se faire dévorer par le Caucase, la Turquie, l'Iran, l'Asie centrale, l'islam, la Chine et le Japon !

L'intégration décidée en 2022 d'une façon très hâtive par la Finlande et la Suède, de rejoindre l'OTAN, relève de cette peur non justifiée du schéma hitlérien de l'« Anschluss » en 1938. C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Russie, après la défaite de l'OTAN en Ukraine, ne reprenne que Novarossia, tout au long de la Mer noire, Kharkov et possiblement Kiev. Dans tous les cas, Poutine aura l'intelligence de ne récupérer au maximum que toute l'Ukraine, sauf la Galicie irréductiblement européenne par sa religion uniate et sa longue histoire avec l'empire d'Autriche-Hongrie. Par là même, la Russie montrera au monde qu'elle n'a pas de visée expansionniste vers l'ouest de l'Europe. C'est d'ailleurs ce qu'a tenu déjà à démontrer Poutine, en prenant soin de remettre des prisonniers ukrainiens d'origine hongroise, qui subissent le joug de l'« ukrainisation » forcée par la langue, directement à la Hongrie ! Le but recherché par Poutine, et c'est ce que devraient comprendre les Européens, est au contraire de s'assurer seulement d'un minimum vital démographique pour la Russie entre 160 millions et 200 millions d'habitants, afin de pouvoir survivre et garder l'immense Sibérie très convoitée avec ses richesses énergétiques et minières.

Les Européens, au lieu d'avoir peur de la Russie, devraient au contraire se réjouir de la survie à long terme de la Russie, bouclier protecteur à l'est de leur civilisation. Les Européens avisés doivent, bien au contraire, tout faire pour aider la Russie à se développer et à prospérer, en gardant une Sibérie européenne, « Far East » des Européens en Asie ! Dans le cas contraire, la Russie se fera dévorer par la Chine et l'Asie centrale. Ce serait alors une poussée civilisationnelle asiatique et islamique, en sens inverse, menaçant la survie d'une Europe décadente, en déclin démographique, dont l'identité est de plus en plus menacée par l'immigration africaine.

Auguste Comte disait qu'il fallait « savoir pour prévoir et prévoir pour pouvoir », ce qui est l'essence même, l'intérêt de la géopolitique. Le dilemme est en fait le suivant : l'Europe et la Russie vont-elles s'imposer définitivement en

Sibérie, face à l'Asie centrale, la Chine et l'islam ou finiront-elles, au contraire, par être dévorées, avec, à la clé, la disparition de la civilisation européenne. L'Europe ne veut pas mourir et mettre son destin en péril, suite à la « reductio ad hitlerum » de Poutine par les atlantistes intégristes inféodés à Washington, les progressistes à reculons, les gauchistes nihilistes à courte vue et les Khmers vert idéologue.

La Russie n'est pas une menace pour l'Europe

Lors de la Conférence de Munich du 15 février 2020, le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov a plaidé pour une coopération Europe/Russie et suggéré aux pays européens de renoncer à cultiver le « fantôme de la « menace russe ».

L'opinion mondiale ne se trompe pas : un sondage Gallup relaté par *le Monde* en janvier 2014, a posé la question « d'après-vous, quel pays représente la plus grande menace pour la paix mondiale ? ». La question a été posée à un échantillon très important de 66 806 personnes dans 65 pays. Pour 24 %, les États-Unis sont la première menace, pour 8 % c'est le Pakistan, pour 6 % la Chine, pour 5 % l'Afghanistan et de nouveau 5 % pour l'Iran. La Russie ne figurait même pas dans les premiers pays considérés comme « menaçants ».

Il est donc grand temps d'oublier le discours tout à fait gratuit et non fondé de Boissy d'Anglas à la Convention, le 22 janvier 1795, dans lequel il déclarait : « Je sais qu'on peut dire avec fondement que l'Empire russe est un colosse aux pieds d'argile... mais ce géant, avant de périr, vous écrasera... il ne vous démembrera qu'après vous avoir ravagés, dispersés, anéantis ».

La Russie ne deviendrait une puissance impérialiste semblable aux États-Unis que si elle s'attaquait à la Pologne. La Russie tournée pour sa sécurité vers l'Est et le Sud, et non pas l'Ouest, nonobstant l'agression de l'Amérique et de ses stupides valets européens, via l'OTAN et les ONG des révolutions « orange », représente au contraire un espace d'expansion considérable pour les Européens de l'Ouest. La Russie sous-peuplée, peut offrir des matières premières, de l'énergie, un « Far-East » pour les Européens de l'Ouest. Selon Poutine, la Russie pourrait compter 500 millions d'habitants dans son immense territoire.²⁴⁴

Luttant pour sa survie démographique dans un immense territoire à défendre, la Russie n'a pas les moyens humains, ni la moindre envie d'envahir l'Europe : elle souhaite au contraire s'en rapprocher !

« La crise démographique que traverse la Russie est une menace pour l'avenir du pays et un défi « historique » a déclaré Poutine au Parlement russe, le 15 janvier 2020. Et il ajoutait, appelant à sortir du « piège démographique » : « Nous sommes aujourd'hui 147 millions, mais nous sommes entrés dans une mauvaise période démographique. Les mauvaises prévisions actuelles ne peuvent que nous inquiéter. Le destin de la Russie et ses perspectives historiques dépendent de combien nous serons ». Fin août 2023, Poutine a, tout comme l'ancien président français Nicolas Sarkozy, fait part de son inquiétude quant à l'augmentation de la population africaine (doublement d'ici 2050 avec une moitié qui aura moins de 20 ans) tandis que la population européenne décline et fait face à des vagues migratoires.

La question démographique obsède Poutine, à juste titre, et il multiplie les efforts pour enrayer le déclin. Le taux de fécondité russe (nombre d'enfants par femme) s'établissait en 2019 à 1,5 enfant par femme. Un objectif de 1,7 a été fixé par Poutine pour 2024. Il se trouve que pour rester identique en nombre, une population doit avoir un taux de fécondité de 2,1 enfants par femme. Poutine a mis en place une extension du programme d'aide financière aux parents, jusqu'alors ouvert à la naissance du second enfant, dès le premier enfant. Avec près de 147 millions d'habitants, le plus vaste pays du monde cherche à remonter la pente depuis les années 2000, mais il reste inférieur, avec des prévisions toujours très préoccupantes, aux 149 millions comptabilisés en 1991, lors de la disparition de l'URSS. La démographie insuffisante de la Russie l'affaiblit face à ses nombreux voisins.

La « perte » de l'Ukraine, lors de la disparition de l'URSS (44 millions d'habitants) explique pourquoi l'indépendance de cette dernière a été ressentie comme une quasi-amputation par la Russie. Pour Poutine, il n'est pas seulement question de récupérer un territoire qui lui appartient de droit, mais il s'agit aussi de « récupérer » cette population russophone slave, donc russe, pour l'intégrer à la Russie.

Faible natalité, faible espérance de vie (alcoolisme plus particulièrement), 27 millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale, écroulement de la natalité après la chute de l'URSS, la Russie cumule les « peines

démographiques ». Elle a suffisamment et beaucoup mieux à faire, avec ses maigres ressources humaines dans un immense territoire à défendre, que de vouloir envahir l'Europe, tentative qui serait suicidaire et stupide. La Russie de Poutine souhaite et a toujours souhaité, bien au contraire, se rapprocher de l'Europe !

Les ennemis de l'Europe, ce sont elle-même, l'immigration, l'islam et à très long terme, éventuellement, la Chine ; son adversaire actuel : les États-Unis

Aujourd'hui la crainte de l'hégémonisme chinois l'emporte très clairement aux États-Unis sur le souci d'une résurgence possible de l'impérialisme soviétique. Pour Washington, la Chine est devenue un ennemi alors que la Russie reste, au-delà des apparences, un partenaire stratégique envisageable. Trump l'a très bien compris et a mené, à contrecœur, une politique antirusse qui lui était imposée par le « Deep State ».

Un grand nombre d'Américains sont en train de se rendre compte qu'ils ne parviendront jamais à équilibrer seuls, dans les trente prochaines années, la montée en puissance de la Chine, sur les plans militaire, technologique, financier, et qu'ils ont donc intérêt à amener progressivement les Russes de leur côté. Les Européens, marionnettes manipulées par l'oligarchie américaine de la pensée unique, auraient dû déjà réagir en ce sens et s'opposer à la stupide et suicidaire guerre en Ukraine. Il importe de revenir le plus vite possible à la politique gaullienne de l'Atlantique à l'Oural.

La Crimée déjà aujourd'hui, et demain l'Ukraine, ne seront plus à Washington une obsession stratégique, d'autant plus que les Américains et les Européens savent pertinemment que la presque île de Crimée est fondamentalement russe par sa population, depuis la conquête sur l'Empire ottoman par Catherine la Grande au XVIII^e siècle. En revanche, la technologie chinoise est devenue la grande obsession des décideurs stratégiques d'outre Atlantique. Ils ne supportent pas l'idée de voir le géant chinois des télécommunications Huawei équiper en 5G leur territoire ou celui de leurs « alliés » de l'OTAN. Ils estiment que cela donnerait aux Chinois un levier pour paralyser les pays occidentaux, en cas de confrontation politique avec Pékin. L'Amérique est prête à tout pour empêcher les Chinois d'accéder aux technologies stratégiques.

Alors qu'attendent les Européens pour ouvrir enfin les yeux, face au seul véritable danger mortel de l'islam et de l'invasion migratoire conduisant au remplacement des populations et à la guerre civile ! Qu'attendent les Européens pour changer complètement leur opinion et se rapprocher de Moscou, l'Ukraine étant un problème interne de la Russie !

Chapitre XXVI

Pourquoi la Russie est européenne !

« J'ai deux patries, l'Europe et la Russie. Nous ne pouvons absolument pas renier l'Europe. L'Europe nous est une seconde patrie, et je suis le premier à le confesser passionnément et l'ai toujours confessé ; à tous l'Europe nous est presque aussi chère que la Russie »

Dostoievski, Journal d'un écrivain

« Il y a trois cents ans que la Russie aspire à se confondre avec l'Occident de l'Europe, qu'elle tire de là toutes ses idées les plus sérieuses, tous ses enseignements les plus féconds, toutes ses jouissances les plus vives. »

Tchaadeiev (1794-1856)

« La Russie est un pays européen qui nourrit des sentiments amicaux envers les autres. Une paix stable sur le continent est pour notre pays le but principal »

Vladimir Poutine, discours au Bundestag, 25 septembre 2001

Les Russes sont-ils des Européens ? C'est une vieille histoire qui pourrait aboutir plus tôt que certains le souhaiteraient. Depuis des siècles, elle taraude une âme russe déchirée entre ses passions pour les lettres françaises et son mode de gouvernement autoritaire mâtiné de « despotisme asiatique ». Écartelés entre Europe et Asie, les Russes se sont toujours vus comme des « hybrides », des « Scythes aux yeux bridés » selon les constatations fatalistes du poète Blok à la veille de la révolution bolchevique.

La Russie entretient avec l'Europe, depuis toujours, des rapports complexes. D'une part elle appartient pleinement à l'Europe et son histoire est jalonnée par des réaffirmations régulières de cette appartenance ; d'autre part elle a souvent été tentée ou obligée de se tenir en marge de l'Europe.

Sa position géographique illustre cette ambiguïté : elle fait d'elle aussi bien une possible zone frontière entre l'Europe et l'Asie que le pivot d'un ensemble

eurasiatique. Mais avec ses 100 millions d'Européens à l'ouest de l'Oural, la Russie du XXI^e siècle est européenne par ses hommes, le centre de gravité de sa population et le positionnement de Moscou, sa capitale, son centre de décision en Europe ! Plus de 6000 km séparent Vladivostok de Moscou qui est à seulement 1700km de Berlin ! Et pourtant, tout voyageur ayant atterri en Asie à Vladivostok a encore le sentiment d'être en Europe ; la jeunesse locale de Vladivostok regarde davantage vers l'ouest que vers la Chine²⁴⁵. Vladivostok, c'est donc bien l'Europe en Asie, de même qu'en Asie, l'Européen, c'est le Russe ! La Russie dont la tête penche vers l'Atlantique et qui souhaite s'arrimer à l'Europe est donc fondamentalement européenne !

La Russie, tout comme la France, tire son nom d'un peuple nordique européen

Le premier État russe est né d'une union entre Slaves et Varègues, c'est-à-dire ces Scandinaves qui, pendant que leurs frères Viking harcelaient l'Europe occidentale, se sont enfoncés dans les forêts et les steppes d'Europe orientale, le long des voies d'eau. La Russie est donc européenne à l'origine par ses fleuves. Les Varègues ont fait du commerce jusqu'à Byzance, à partir du Ve siècle après Jésus Christ, et avaient des comptoirs dans la région de Kiev. Dans une chronique du XIV^e siècle, le moine Nestor écrit que « les Slaves incapables de se gouverner demanderont aux Varègues de leur « donner des chefs ». On pense aujourd'hui que le mot « Rus » pourrait descendre du mot suédois « Rhos » ou « Rhus » qui veut dire « roux », en référence aux Varègues.

C'est pour se protéger contre les nomades asiates, Khazars et Petchénègues, que les Slaves choisirent l'union avec les Varègues, chargés d'assurer la sécurité des liaisons fluviales nord-sud, le débouché sur la mer Noire et la vente des marchandises et des esclaves sur les marchés de Byzance. C'est à Novgorod que s'installe en 860 le premier chef varègue Rurik, père fondateur de l'État russe. C'est le début de la lente unification des populations qui vivent sur l'immense territoire russe. En 880, Oleg, prince de Novgorod, s'empare de Kiev dont il fait sa capitale. Les cinquante ambassadeurs « russes » qui signent en 945 à Byzance un traité ont des noms scandinaves. Mais les Slaves sont intégrés progressivement et les Varègues adoptent la langue du pays. Vladimir (forme slavisée du scandinave Voldemar) va consacrer à Kiev la montée en puissance de l'État russe ; prince de Novgorod et grand prince de Kiev, il se convertit en 988

au christianisme byzantin, fait du catholicisme la religion des terres russes et épouse la sœur des empereurs byzantins.

La Russie est européenne grâce à Pierre Le Grand et à la fondation de la ville de Saint Petersburg

Pierre Le Grand est le fondateur de la Russie moderne. À l'âge de 25 ans, au pouvoir depuis peu, il part incognito à l'étranger, pour regarder, écouter, apprendre. C'est la Grande Ambassade. Tout l'intéresse : en Hollande, en Angleterre, en Autriche, il étudie les techniques maritimes et minières, les industries, les musées, les mœurs, les pratiques politiques ; il embauche techniciens et charpentiers, achète des canons, des ancres, des agrès, des instruments de navigation qu'il fera copier et reproduire en Russie. À Londres, il fait faire son portrait par Kneller, un élève de Rembrandt. En 1717, au cours d'un long séjour à Paris, il visite la Monnaie, les Gobelins, l'Observatoire, l'Académie des Sciences, discute longuement avec les universitaires de la Sorbonne. La technologie occidentale est aussi mise à contribution pour des objectifs militaires : l'italien Fioravanti est fermement prié de lancer des ponts, de fondre des canons et de former des artilleurs.

Saint Petersburg, l'œuvre de sa vie, est sa fenêtre sur l'Europe. Qu'y a-t-il de russe dans cette ville bâtie sur les marais du Nord par des ingénieurs allemands, dessinée par des architectes italiens, influencée par la Hollande, admirée par les artistes français, où l'on parla si longtemps la langue de Voltaire à la cour ? Rien. Projection urbaine de ses fantasmes et de ses passions, la ville fut créée de toutes pièces par Pierre Le Grand comme une échappée du carcan russe. Le Tsar n'avait qu'une idée en tête : s'éloigner de l'âme et des coutumes russes qu'il détestait, pour ouvrir sa fenêtre sur l'Europe. Laisser entrer de l'air frais venu de l'Ouest ! On est ici au cœur de la volonté puissante et inébranlable d'un seul homme. Quel défi pour un pays de forêts où l'on savait surtout construire en bois et où l'architecture de pierre restait l'exception ! Sa passion de l'eau s'incarne par la Neva et les canaux ; sa phobie de Moscou et de la rusticité de la Russie de l'intérieur se traduit par le désir frénétique de se rapprocher de l'Europe (vêtements traditionnels interdits, port de la barbe soumis à un impôt). Telle fut l'audace, la folie de Pierre Ier en ce début du XVIIIe siècle. Il imposa à tous de s'embarquer dans son projet pharaonique et gare à ceux qui ne suivaient pas ! Ainsi s'érigea dans le sang et la sueur, Saint Petersburg, figure de proue de tout

un Empire.

C'est à l'Europe également que Pierre Le Grand emprunta sa conception de l'État moderne. Son modèle fût avant tout l'État suédois qu'il compléta par les avis et conseils de Leibniz. Sa vision était révolutionnaire pour une Russie où, depuis l'éviction des Mongols, dominait une confusion totale entre l'État et le monarque. Pierre le Grand, épris de modernité, mit fin à cette confusion. Il affirma la supériorité de l'État sur la personne du monarque qu'il tenait en même temps pour le premier des serviteurs de l'État. Il assigna à l'action de l'État des buts inédits : le bien public et l'intérêt général.²⁴⁶

Pierre le Grand était convaincu que l'édification de sa capitale allait tourner définitivement la Russie vers l'Europe en l'arrachant non seulement à son passé moscovite, mais aussi aux pesanteurs historiques de l'Asie. Pour les uns, Pierre le Grand a été l'homme de l'avenir, celui qui a tiré la Russie vers l'ouest et le futur ; pour les autres un Antéchrist ou l'ennemi de la vraie Russie.

La Russie est européenne par son histoire

La Russie a fait partie d'innombrables alliances de l'histoire européenne au cours des siècles ; elle a vaincu Napoléon et Hitler. Avec la tsarine Elisabeth (1741-1762), fille de Pierre Le Grand, le français devient la seconde langue maternelle des enfants de l'aristocratie. Catherine la Grande, née allemande d'Anhalt-Zerbst, (1762-1796), se met à l'école des philosophes avec Voltaire et Diderot ; elle s'ouvre aux idées nouvelles tout en respectant la culture nationale russe.

Durant la première moitié du XIXe siècle, une remarquable pléiade d'écrivains, de poètes, d'artistes, semble accompagner la gloire de Saint-Pétersbourg et d'une Russie devenue européenne. Pouchkine et Gogol en sont les inoubliables représentants. De nos jours, Alexandre Soljenitsyne n'a pas vu de « rupture de principe entre la littérature russe et les autres littératures du monde ».

Le tsar Alexandre II (1855-1881), véritable « occidentalisateur », modernisa et bouleversa le pays de fond en comble tout comme Pierre Le Grand, mais sans les méthodes barbares et brutales de son prédécesseur. Il rapprocha fortement la Russie de l'Europe en développant le capitalisme et en favorisant la montée de la

bourgeoisie aux dépens de la noblesse.

Au début du XXe siècle, dans les universités, les cercles cultivés, les maisons d'éditions, partout c'est le lien avec l'Europe que l'on renoue ou que l'on consolide et quand la Grande Guerre commence, la Russie semble avoir gagné son pari historique et trouvé sa place en Europe. Mais les trois années de guerre (1914-1917) et le coup de canon du croiseur « Aurore » déclenchant la révolution bolchevique en 1917 à Saint Petersburg devaient de nouveau faire régresser la Russie.

Lénine qui prétendait occidentaliser son pays, achever sa modernisation, l'arracha en réalité à l'Europe, l'enfermant dans un système qui l'éloignait du monde européen et de son développement historique. En croyant au marxisme, les Russes se sont inoculés une philosophie occidentale décadente, à laquelle ils se sont donnés avec une ferveur quasi religieuse. Mais par là même, les Russes ont été jusqu'au bout de la logique de la philosophie de l'histoire européenne issue des Lumières. En même temps que le communisme a permis aux dirigeants soviétiques de se différencier de l'Occident, il a aussi créé des liens puissants avec lui. Marx et Engels étaient allemands ; la plupart de leurs partisans à la fin du XIXe siècle et au début du XXe étaient des Européens de l'Ouest. N'oublions pas enfin que pendant la guerre froide, la Russie, par Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et Allemagne de l'Est interposés, était bel et bien ancrée en Europe qu'elle aurait conquise sans problème si les États-Unis ne s'y étaient pas opposés, non pas pour défendre la démocratie comme le pensent les naïfs, mais parce que la puissance maritime anglo-saxonne ne pouvait accepter l'apparition d'un colosse continental paneuropéen plus puissant qu'elle.

La totalité des Européens n'ont-ils pas un intérêt vital, pour leur survie même, à se souvenir qu'ils appartiennent au même ensemble humain ?

La religion catholique et la religion orthodoxe : les deux poumons chrétiens de L'Europe

Selon la Chronique de Nestor (1377), l'un des textes russes les plus anciens, le prince Vladimir, pour se faire une idée de toutes les religions, fit venir à Kiev, en 988, des représentants de chacune d'elles. Il rejeta le judaïsme car les « juifs n'ont pas de terre » et imposent la circoncision. Il fit de même avec l'Islam car les musulmans ne mangent pas de porc et parce que « la joie des Russes est dans

la boisson ». Il se méfia du représentant du catholicisme romain, jugé trop arrogant, mais fut séduit par le « philosophe grec », brillant orateur dépêché de Byzance, ainsi que par les déclarations de ses émissaires, revenus éblouis par la beauté de la cathédrale Sainte Sophie à Constantinople.

L'Europe et la Russie se doivent d'être aujourd'hui les gardiens de l'humanisme d'inspiration chrétienne qui est une alternative à la réduction anglo-saxonne de l'homme à une marchandise. Le temps n'est plus où les épiciers anglo-saxons peuvent prétendre parler au nom de l'Europe. Le sacré et la religion orthodoxe sont de nouveau très présents en Russie qui ne peut pas seulement se nourrir des valeurs du Dieu Dollar. Vladimir Poutine estime que « l'orthodoxie est une valeur de base de l'identité européenne » russe. Si le catholicisme et l'orthodoxie sont les deux poumons de l'Église, ils sont aussi ceux de l'Europe. Privée de l'un des deux, celle-ci ne survivrait pas bien longtemps. Il n'est donc pas possible d'opposer, comme le fait Huntington, les catholiques et protestants d'un côté, aux orthodoxes de l'autre, car, à ce petit jeu, on pourrait tout aussi bien opposer les peuples latins et germaniques. L'opposition d'Huntington est d'autant plus inexacte que le catholicisme romain considère les orthodoxes comme simplement schismatiques alors qu'il qualifie les protestants d'hérétiques²⁴⁷.

Moscou est aussi la Troisième Rome, après le passage de la première au schisme romain en 1054 et la prise de la deuxième, Constantinople, par les Turcs en 1453. L'Église de Moscou se considère comme la gardienne de l'orthodoxie, c'est-à-dire, du point de vue des orthodoxes, de l'Église du Christ dans sa pureté. En adhérant au christianisme byzantin avec Vladimir, en Crimée en 989, contrairement à ce que peut prétendre Huntington, la Russie n'est pas devenue étrangère à l'Europe, puisque Byzance, c'était aussi l'Europe ! Byzance était en effet à la fois dépositaire de l'héritage helléno-chrétien et de Rome ; il y eut en effet scission de l'Empire romain en 395, à la mort de Théodose, avec la création de l'Empire romain d'Orient à Constantinople. En se convertissant au christianisme, par la voie de Byzance, la Russie participait ainsi à l'héritage commun de tous les Européens. La langue qui donnera naissance au russe moderne, le slavon, a été profondément marquée par la langue grecque.

Les différences de dogmes et de rites entre les deux religions ne sont pas très grandes. Les musulmans ne font pas bien souvent la différence entre catholiques et orthodoxes car, pour eux, ils sont tous des chrétiens. De nos jours, l'Église

orthodoxe intervient davantage dans les débats de société que l'Église catholique et est beaucoup moins tolérante. En avril 2006, un concile a adopté une « déclaration de la dignité et des droits humains » qui prend ses distances avec la conception occidentale des droits de l'homme. (voir chapitre XXIII)

L'Europe sera chrétienne ou ne sera pas. Le grand philosophe Vladimir Soloviev, ami de Dostoïevski, pensait que la dimension religieuse commandait la résolution politique des différends avec l'Occident ; il préconisait la réconciliation de Rome et de Moscou. Rien ne pourra donc se faire sans l'union de l'Église catholique, Église orthodoxe d'Occident, et de l'Église orthodoxe, Église catholique d'Orient. L'Europe ne peut respirer pleinement qu'avec ses deux poumons. Séparées depuis le 16 juillet 1054 pour des questions d'uniformisation de rites et en raison du sac de Constantinople par les croisés en 1204, les deux Églises ont entrepris depuis un demi-siècle de se rapprocher ; il convient maintenant de dépasser le schisme des « Églises sœurs ». C'est ce que ne cessait de répéter le pape Jean Paul II, tout comme Benoît XVI qui avait fait de la réconciliation avec les orthodoxes une des priorités de son pontificat. Le 7 décembre 1965, les anathèmes réciproques avaient été déjà levés par Paul VI et le patriarche Athénagoras 1^e. En 2006, concluant une journée avec des représentants protestants et orthodoxes dans la cathédrale de Ratisbonne, Benoît XVI leur avait demandé de constituer un front commun pour la défense des valeurs morales chrétiennes en Europe, « d'être les témoins d'un mode de vie » dans un monde plein de confusion. Le rapprochement entre catholiques et orthodoxes était d'autant mieux entamé qu'un premier document conjoint, publié à Rome en 2007, reconnaissait formellement la primauté du pape.

Le souhait de Benoît XVI était de trouver une mission commune aux deux Églises, de conclure « une alliance stratégique entre les catholiques et les orthodoxes » pour combattre l'ennemi commun : le sécularisme, le relativisme et le laïcisme de l'Occident qui menacent aujourd'hui également la société russe. De son côté, le patriarche orthodoxe Alexis II disait partager l'inquiétude du pape Benoît XVI pour une Europe « qui comprend la liberté comme la possibilité de tout faire » ; il lui paraissait essentiel de défendre les valeurs chrétiennes face au « vide spirituel » de l'Europe, au matérialisme agressif, et à la remise en cause des racines chrétiennes. Bien avant la célèbre prophétie d'André Malraux sur le XXI^e siècle, Napoléon disait déjà « qu'une société sans religion est comme un vaisseau sans boussole ».

Pour Poutine, l'avenir de la Russie est européen

Pour le président russe, originaire de Saint Petersburg, ville qui se targue d'être la fenêtre russe sur l'Europe, pour l'ancien espion du KGB en poste à Dresde avant la chute du Mur de Berlin, l'avenir de la Russie pourrait bien être lié sur le long terme à celui de l'Europe.

Vladimir Poutine n'est pas fasciné par les États-Unis. La plupart des observateurs ne l'ont pas jamais trouvé spécialement « dollar et coca-cola », encore moins viscéralement prochinois. Poutine se sent d'abord russe et ensuite européen. Il a souvent prétendu qu'il pourrait très bien vivre en France, en Allemagne, ou en Autriche. Il a déclaré en octobre 2000 qu'il n'excluait pas qu'à un certain stade les relations entre l'UE et la Russie prennent un caractère d'intégration : « La Russie est avant tout un pays européen par sa mentalité, par sa culture ». Un de ses conseillers avait pu alors affirmer : « Nous sommes pour un monde multipolaire. Nous voulons vivre comme les Européens, pas comme les Américains. Regardez Moscou, c'est une véritable capitale européenne ! »

L'URSS perdue, Poutine a voulu enrayer tout déclin supplémentaire, en tenant compte de la haine de l'intelligentsia russe slavophile pour la démocratie, que certains appellent le « règne du vomit ». Ecrasée sous les décombres du communisme et les gravats d'une société criminalisée, dont l'argent est le seul totem, l'intelligentsia russe panslaviste a ruminé ses désillusions avec Eltsine. Elle souhaite maintenant rattraper une partie du temps perdu, suite aux incroyables malheurs en série qu'a connus le peuple russe pendant un siècle : guerre civile, à partir de 1917, établissement du communisme, goulags staliniens, 27 millions de morts et destructions de la Seconde Guerre mondiale, mise en place d'un capitalisme sauvage sous l'ère Eltsine semblable à la potion magique et funeste du chaud sur le froid pour achever le tout...

Selon Poutine et toujours selon cette intelligentsia, l'humanisme est une chimère, parce que l'homme ne sera jamais bon. Rien n'a changé depuis l'Empire romain ; c'est toujours la force qui prime. Poutine tout comme le « Narod », c'est-à-dire le peuple russe, n'a jamais cru que le soutien américain « à la révolution de la rose » en Géorgie, à la vague « orange » en Ukraine ou

aux « tulipes fanées » du Kirghizstan était désintéressé. Il est persuadé que les Américains sont des hypocrites et leur reproche de vendre la marque démocratie comme du Coca-Cola ! Il ne pardonne pas à l'OTAN d'avoir bombardé les civils serbes afin de faciliter l'indépendance du territoire historiquement serbe du Kosovo sans s'être ensuite efficacement opposé au nettoyage ethnique des Serbes par les Kosovars albanais ! Pour Poutine, les grandes tirades américaines sur la victoire de la démocratie dans le Caucase ou en Europe orientale ne parviennent pas à dissimuler l'objectif réel poursuivi par les États-Unis : à savoir braconner sur des terres qui depuis des siècles font partie de la zone d'influence russe. Quand les États-Unis parlent de démocratie, ils mettent en place des écrans de fumée alors qu'ils ont en tête le pétrole, le gaz et le recul de la puissance continentale russe ! Dans le « Grand jeu » pour le contrôle des ressources énergétiques, Poutine est fondamentalement anti-américain, mais pas anti-européen, bien au contraire, et souhaite seulement défendre les intérêts légitimes russes.

Poutine souhaite aussi participer à l'endiguement de l'hyperpuissance américaine dont l'interventionnisme préoccupe le Kremlin. Il l'a montré dans l'affaire irakienne en faisant le choix européen de la « vieille Europe », de l'axe Paris-Berlin-Moscou contre l'Amérique. Dans un entretien, avant son élection de mars 2000, à un journal russe il a déclaré que sa référence pour la politique étrangère était le général de Gaulle, et pour la politique intérieure, Ludwig Ehrhard, c'est-à-dire une « économie sociale de marché ». Il ne voulait pas, au début de son mandat, d'une politique asiatique du type de celle vers laquelle tendait Primakov, initiateur d'un triangle stratégique Russie-Chine-Inde. Ce sont les seuls Européens imbéciles, valets de l'Amérique sans vision, et les sanctions économiques, à partir de 2014, qui l'ont amené dans cette voie. Il voulait encore moins d'une politique pro-américaine comme celle menée par les libéraux de Eltsine, période pendant laquelle la Russie avait quasiment remis son sort entre les mains du FMI. Poutine souhaite seulement être un partenaire de l'Europe occidentale sur une base égalitaire avec deux alliés et arguments particulièrement frappants : le pétrole et le gaz bon marché

Lors de son discours du 25 septembre 2001 au Bundestag, Poutine a posé clairement la question aux Européens : L'Europe veut-elle rester dépendante des États-Unis, n'être qu'une province ou un marché de l'empire américain, un débouché pour ses marchandises, ou souhaite-t-elle coopérer avec la Russie pour

construire une Europe indépendante ?

Gerhard Schröder, lui, avait pu constater dans les années 2000, qu'après le despotisme des tsars et soixante-quinze ans de dictature communiste, il y avait eu déliquescence de l'État, à partir de 1990. Vladimir Poutine a eu le mérite de reconstruire l'État dans sa fonction la plus essentielle, qui est d'assurer la sécurité. Un État qui fonctionne est le préalable à une véritable démocratie. Il remarquait que les élites russes raisonnaient sur un mode européen ; il n'était donc pas dans notre intérêt qu'elles changent et se tournent, comme aujourd'hui vers l'Asie. Il existait en Russie un tropisme européen. C'était à nous nous d'avoir le minimum d'intelligence d'y répondre positivement²⁴⁸. Ce sont les seules pseudo-élites européennes « Young Leaders » endoctrinées et décérébrées par l'Amérique qui n'ont pas voulu répondre à la main tendue de Poutine, après celle de Gorbatchev, ainsi qu'à leur message amical et réaliste de paix européenne et de prospérité dans « la Maison commune » !

Quant au regretté et très célèbre Maurice Druon, il voyait en Poutine le défenseur européen d'un monde multipolaire, plutôt que d'un monde obéissant à un shérif planétaire et l'« un de nos plus décisifs alliés ».

Dans un esprit de Vérité et de totale objectivité, il nous reste à analyser en quoi et pourquoi la Russie n'est pas complètement européenne.

Deux cent cinquante ans d'occupation mongole

La Russie est slave, mais elle a subi également l'influence turco-tartaro-mongole et constitue, de ce fait, outre son immensité dantesque, un État civilisationnel qui n'est pas entièrement assimilable à l'Europe occidentale et ses très nombreuses petites nations.

Au XIII^e siècle, en 1237-1238, le destin de la Russie bascule soudain. Depuis 1223 arrivait de l'Est la marée mongole. Conduits par Khan Batu, petit-fils de Gengis Khan, les Mongols, après avoir conquis la Chine et la majeure partie de l'Asie, pénétrèrent dans cet immense espace ouvert qu'est la Russie et, de Kiev aux cités du Nord, ravagèrent tout sur leur passage. Seule Novgorod échappa aux destructions grâce à la crue des fleuves. Elle deviendra le conservatoire de l'identité culturelle russe. L'historien arabe Ibn al Azir, témoin de la prise de Samarkand par les Mongols, avait noté : « Depuis la création du monde, il n'y a

pas eu de pire catastrophe pour l'humanité, et rien de pareil ne se produira jusqu'à la fin des âges ». Les Mongols, faisant peu de cas d'une paysannerie misérable, préférèrent dominer les villes qui furent condamnées à leur payer un tribut et à fournir à leurs armées des enfants et des jeunes recrues. Les Mongols se reposèrent sur les princes russes qui devaient « collaborer » et lever le tribut, exaspérant leurs propres populations. La stratégie consistait à diviser les princes russes en favorisant les plus zélés, et en soutenant ces derniers dans leurs luttes intestines. Aux yeux du peuple, l'autorité s'identifia à la violence et à l'exploitation. La Russie cessera alors d'exister politiquement pendant deux siècles et demi.

Paradoxalement, c'est d'abord contre l'Occident qu'Alexandre Viaroslavitch, prince de Novgorod, va devoir se battre. Le pape Grégoire IX n'avait en effet rien trouvé de mieux que de lancer une croisade contre la Russie, une Russie qui saignait sous les coups des Mongols, mais qui n'était pour le pape qu'un repaire de schismatiques. Moment décisif dans l'histoire russe : le pays, attaqué à l'Ouest et à l'Est, doit se battre sur deux fronts, contre l'Asie et contre l'Europe. D'où une psychose d'encerclement qui marquera durablement jusqu'à nos jours la mentalité russe. La croisade pontificale, conduite par les Suédois qui voyaient là l'occasion d'éliminer leurs concurrents commerciaux en Baltique, est écrasée sur les bords de la Néva par Alexandre qui s'appellera dès lors Alexandre Nevski. Celui-ci bat ensuite les Chevaliers Teutoniques, en 1242, sur la glace du lac Peïpous. Puis il doit encore vaincre les Lituaniens. C'est grâce à ces victoires que Novgorod pourra se faire accepter dans la Hanse, précieux cordon ombilical avec l'Occident. Mais la Russie dérive désormais vers l'est ; c'est en composant avec les Tatars de la Horde d'Or qu'Alexandre Nevski devient grand prince. Il joue la collaboration avec l'occupant asiatique, garantissant ainsi la survie d'une patrie russe et ses chances d'un futur redressement.

C'est au XIV^e siècle que les grands princes de Moscou, après avoir prospéré à l'ombre de la Horde d'Or, vont secouer le joug mongol. En 1371, Dimitri cesse de payer tribut. L'armée mongole envoyée pour le punir est massacrée en 1380, à la bataille de Koulikovo, sur le Don. C'est la fin de la nuit mongole. Mais il faudra encore plus d'un siècle pour se débarrasser de la suzeraineté tartare. Le khanat de Kazan tombe en 1552 et, jusqu'en 1771, se maintiendra au sud de la Volga le khanat des Torgouts.

Le règne de la Horde d'Or fera également reculer les éléments de pouvoir

démocratique très remarquables à Novgorod et dans d'autres cités, avant l'invasion. Nombre de villes étaient dotées d'assemblées populaires ; elles avaient acquis une telle autorité qu'elles en étaient venues à élaborer des lois et à les imposer aux princes. La domination mongole ôta à ces « parlements » toute raison d'être et les fit disparaître. Selon Pouchkine, les Mongols étaient des Arabes « sans Aristote et sans l'algèbre », donc sans moyens d'apporter à ce pays un enrichissement culturel. Les deux cent cinquante ans d'occupation continue ont marqué le peuple russe.

L'héritage mongol se traduit dans la mentalité russe en termes d'administration, de toute puissance de l'État, de confiscation de la propriété privée au bénéfice du khan, de répression systématique, de villages brûlés, d'habitants massacrés, de très grande cruauté, de châtiments corporels, de torture et de peine de mort. La domination tatare a importé en Russie la tradition du despotisme oriental et de l'impérialisme asiatique.

L'occupation mongole a alors durablement coupé la Russie de l'Europe, lui interdisant de participer aux grands mouvements du développement historique européen qui conduisirent à la Renaissance et à la Réforme. La domination des khans est une des explications du retard pris à l'époque par l'histoire russe. L'État russe issu de l'Empire mongol prendra forme en combinant trois traditions politiques distinctes : le système seigneurial moscovite, le despotisme mongol, le césaro-papisme de Byzance. Ainsi se constituera un système autocratique qui atteindra sa plénitude au milieu du XVI^e siècle, dont de nombreux traits seront maintenus jusqu'à la révolution de 1917, et dont des traces subsistent dans la culture et l'inconscient du peuple russe. Selon le dicton, « derrière chaque Russe se cache un Mongol »²⁴⁹ et c'est aussi la raison pour laquelle les Russes savent parfaitement aujourd'hui que les amours européennes de leur intelligentsia cachent un État dépourvu de contre-pouvoirs qui n'apprécie guère les équilibres à la Montesquieu.

Les slavophiles ont la vie dure

De tout temps, les panslavistes se sont opposés aux occidentalistes, comme Pierre Le Grand, qui souhaitaient un rapprochement avec la culture ouest-européenne. Ils refusent le pur et simple alignement sur l'Occident et résistent spirituellement aujourd'hui aux fausses lumières de la modernisation

consommériste²⁵⁰ .

Au XIXe siècle, toute la vie intellectuelle russe a été profondément marquée par la querelle opposant les « occidentalistes » partisans de l'intégration progressive de la Russie à la civilisation européenne et les « slavophiles » ou « panslavistes » qui ont tenté de redéfinir l'identité russe, étape préalable indispensable, à leurs yeux, à la future expansion de la Russie.

Les Russes slavophiles ont conscience d'habiter un espace trop grand, une histoire trop souvent déconnectée de la chronologie occidentale pour accepter de se fondre dans un ensemble plus vaste, celui de l'Asie ou de l'Europe. En ce sens, la Russie est un État civilisationnel.

C'est sous le règne du tsar « Ivan le Terrible » (1533-1584) que s'est accentué le divorce entre la Russie et les États occidentaux et que commencera la longue marche du peuple russe vers l'empire sibérien. Par ailleurs ce tsar est tout un symbole de la cruauté qui, tout au long de l'histoire russe, a connu un niveau difficilement imaginable en Europe occidentale, si l'on excepte le Moyen Âge et l'Inquisition. Dans « la Russie en 1839 »²⁵¹, le marquis de Custine fait le récit des crimes d'Ivan le Terrible : « Il ordonne qu'on dépèce les membres, mais avec art et sans attaquer le tronc » ou l'atroce histoire de Thelenef : « On lui coupa les pieds et les mains, et quand ce tronc mutilé fut presque épuisé de sang, on le laissa mourir en souffletant la tête de ses propres mains et en étouffant les hurlements de la bouche avec un de ses pieds ». Toujours selon Custine, « les femmes du faubourg de Caen mangeant le cœur de M. de Belzunce sur le pont de Vauxelles étaient des modèles d'humanité auprès des spectateurs tranquilles de la mort de Thelenef ».

Selon les slavophiles, il y a en fait deux types de civilisation : l'Europe occidentale à prédominance rationnelle et philosophique, et une autre, porteuse d'une vision cosmique, poétique et mystique. Si l'on creuse le sol russe, on y trouve aucun vestige gallo-romain, mais seulement la terre vierge foulée par les barbares sans aucun passé culturel. En dépit de son immense territoire, la Russie est pour les slavophiles, toutes tendances confondues, une espèce de citadelle assiégée, encerclée par la Chine et par l'Europe.

Dostoïevski écrivit dans une lettre à Maïkov : « Ah ! si vous saviez quelle

aversion profonde, à la limite de la haine, j'éprouve contre l'Europe occidentale ». Dans le « Journal d'un écrivain », il dira également : « Au fond, un Russe ne se transforme jamais sérieusement en Européen, s'il reste un tant soit peu russe, parce que le Russe est quelque chose d'absolument distinct et particulier, totalement dissemblable de l'Europe, et ayant une valeur en soi ».

Soljenitsyne, porté aux nues pendant la guerre froide, n'intéresse plus personne aujourd'hui ; il est tombé en disgrâce dans les médias occidentaux. Slavophile déclaré, Alexandre Soljenitsyne a toujours marqué ses distances vis-à-vis de la démocratie occidentale et du libéralisme. Il était sceptique sur les vertus de la démocratie occidentale et ne souhaitait pas que la future démocratie russe devienne « un calque de l'Occident ». Comme aux autres slavophiles, la démocratie occidentale lui donnait l'effet d'un immense « pourrissoir » ou « mouvoir » où les hommes deviennent de véritables chiffes molles, uniquement guidées par un individualisme et un égoïsme forcené, irresponsable et sans limites. Il s'est élevé avec force contre les « brigands sans foi ni loi s'enrichissant par le pillage jamais contrecarré des biens nationaux et implantant dans la société cynisme et corruption morale »²⁵². Il considérait l'existence de partis politiques uniquement occupés à décrocher le pouvoir, non pas comme « un bienfait, mais comme une calamité ». Alexandre Soljenitsyne se prononçait pour la création, à travers la fusion de la Fédération Russe actuelle, de l'Ukraine et de la Biélorussie, d'un nouvel empire strictement slave et chrétien dont le cœur géopolitique serait situé sur l'Oural.

Le poids des musulmans en Russie

La présence mongolo-tartare a eu une autre conséquence. Elle a implanté l'islam dans une bonne partie de la Russie orientale entre la Volga et l'Oural. Si la Russie a été libérée du joug tatar, elle a vu l'islam s'y installer et perdurer.

On oublie souvent que la Russie proprement dite, à l'ouest de l'Oural, compte près de 12 millions de musulmans pour 100 millions d'habitants. Ces musulmans d'origine ouralo-ougrienne, et donc proches des Turcs, sont très modérés, mais sensibles dans une Russie avec un pouvoir faible, au panturquisme et à la propagande wahhabite de l'Arabie saoudite. Ils sont majoritaires sur la moyenne Volga, de Tcheboksary à Samara ainsi qu'en Bachkirie, fortement minoritaires autour de Nijni-Novgorod et d'Astrakhan. Sujets russes depuis quatre siècles, ils

continuent de parler tatar ou bachkir. Ils se sentent relativement solidaires des Tchétchènes et des autres populations musulmanes du Caucase qui ont été islamisés beaucoup plus tardivement. Globalement, le nombre de musulmans est d'environ vingt millions pour 145 millions d'habitants dans toute la Fédération de Russie.

La renaissance de l'islam est une réalité au Tatarstan, république autonome de la Fédération de Russie. Sur ses quatre millions d'habitants, 50 % sont des Tatars, descendants des conquérants turco-mongols du XIII^e siècle, islamisés depuis le Xe siècle. En 1990, il ne restait plus qu'une mosquée à Kazan ; aujourd'hui grâce à l'aide de l'Arabie saoudite et de la Banque islamique, il y en a cinquante. Au Tatarstan, en Tchouvachie, au Bachkortostan, les jeunes Tatars réapprennent les fondements de l'islam dans les madrasas (écoles coraniques). C'est à Tcheboksary, capitale de la Tchouvachie, que l'assemblée des peuples turcs a son siège ; lors de la VII^e assemblée, la Turquie a été proclamée « nouveau centre de gravité et voie autonome vers l'Occident ». L'influence turque est relayée par des organisations radicales, mystiques et utopiques dont la plupart aspirent à la renaissance du Touran (appellation historique des pays turcophones), entité qui engloberait la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Crimée, la région de la Volga, la Sibérie occidentale, l'ancien Turkestan russe, et le nord-ouest de la Chine (région du Xinjiang, ancien Turkestan chinois). Comme 75 % des Tatars vivent hors du territoire du Tatarstan, les héritiers de la Horde d'Or tentent d'étendre leur influence au sein de la diaspora. Conscient du danger, Vladimir Poutine a créé une nouvelle « Région de la Volga » coiffée par un gouverneur. Contrairement aux événements passés en Tchétchénie et aux craintes de certains, le calme, le bon ordre, ainsi que la cohabitation entre orthodoxes et musulmans ont toujours prédominé jusqu'à présent dans cette région industrielle de la Volga. Les musulmans ne poseront aucun problème pour la Russie, ce que démontre l'attitude patriotique russe du président tchétchène Ramzan Kadyrov, aussi longtemps que la Russie sera forte, suffisamment peuplée, respectée, avec à sa tête, un homme d'État fort de la trempe de Vladimir Poutine.

On peut donc dire, comme le prétend Huntington, que la Russie est effectivement un « pays déchiré » entre l'Europe et l'Asie, mais la Russie nous paraît d'essence essentiellement européenne, une « nouvelle Amérique » par son étendue et une grande chance de renouveau pour l'Europe occidentale. L'aigle bicéphale russe, symbole de l'Empire byzantin, avec sa tête vers l'Orient et

l'autre vers l'Occident, est en fait le symbole d'une autre Europe qui commence à Moscou et à Saint Petersburg, l'enjeu étant le contrôle à terme de la Sibérie par les Européens. Il importe que ces deux Europe continuent leur jonction démographique, culturelle, technologique, économique, militaire, s'appuient l'une sur l'autre et se renforcent réciproquement, afin de bénéficier de toutes les opportunités, mais aussi pour connaître la paix européenne et faire face ensemble à tous les dangers, le plus important étant le danger migratoire du XXIe siècle.

Chapitre XXVII

Pour une Russie forte, bouclier protecteur de l'Europe à l'Est !

« Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un Empire »

Zbigniew Brzezinski – Président du Conseil à la Sécurité Nationale des États-Unis

L'Europe doit tout faire, non pas pour affaiblir et dépecer la Russie, comme le souhaitent les États-Unis, mais bien au contraire, pour l'aider à garder son emprise sur sa zone d'influence, l'ancien pré-carré historique de l'ancienne URSS. Nous nous limiterons, après avoir déjà abordé les problèmes de l'islam en Russie et des traités inégaux avec la Chine, dans les chapitres précédents, à traiter du devenir très satisfaisant de la langue russe dans la plupart des pays de l'ancienne URSS, et à donner, d'une façon non exhaustive, quelques exemples d'intervention et de problématique de la Russie, pour garder son glacis et sa zone d'influence dans l'espace post-soviétique.

La langue russe continue d'être utilisée dans les anciens territoires de l'URSS

Staline, grand expert dans l'art de soumettre les nations à la domination du pouvoir central, décida d'imposer à tous les peuples de l'URSS le même alphabet cyrillique, afin d'unifier progressivement les langues et les cultures. D'un bout à l'autre de l'espace soviétique, les hommes recoururent à un même alphabet, ce qui les préparait à mieux apprendre le russe. Les peuples qui utilisaient jusqu'alors l'alphabet arabe et qui étaient musulmans se trouvèrent soudain coupés du monde islamique et de tout moyen de participer à la vie de l'islam. Peut-on imaginer un Coran transcrit en caractères cyrilliques ? Les peuples musulmans de l'URSS subirent cette imputation en silence ; la loi d'airain de Staline leur interdisait toute réaction. Les autorités n'acceptaient que le russe comme langue de communication ; toutes les choses sérieuses étaient en russe.

Dans les années 1970, une loi laisse aux parents la possibilité de scolariser leurs enfants dans la langue de leur choix. ; elle contribua à massifier l'usage du

russe car les parents pensaient à la carrière de leurs enfants en langue russe. Suite au brassage des populations, le russe s'imposa comme langue de civilisation, de modernité et de grande culture. À l'époque, en Lettonie ou en Ukraine, tout le monde parlait russe dans les magasins et il était très mal vu de parler la langue locale.

Lorsque l'URSS disparut, au début des années 1990, les peuples qui devinrent indépendants, eurent comme première réaction de rejeter l'alphabet cyrillique, pour marquer leur rupture avec le monde russe et avec la langue de Pouchkine. La Moldavie remplaça les caractères russes par l'alphabet latin, pour marquer sa parenté avec la Roumanie. Les responsables de l'Ouzbekistan rêvèrent un instant de restaurer l'alphabet arabe, mais ils découvrirent rapidement que même leurs compatriotes les plus âgés et les plus savants ne le connaissaient pas, et qu'il était donc impossible de revenir à un passé vieux de trois quarts de siècle. Ils se résolurent donc à suivre l'exemple turc et à adopter l'alphabet latin. À leur suite, leurs collègues du Turkmenistan et de l'Azerbaïdjan prirent les mêmes dispositions. La Russie ne s'émut pas alors outre mesure, puisqu'il s'agissait d'États indépendants. En 1991, par exemple, 66 % des Lettons ethniques maîtrisaient le russe tandis que 22 % seulement des autres habitants parlaient letton. Les dirigeants des pays anciennement soviétiques hésitaient à promouvoir une langue nationale qu'ils ne maîtrisaient pas ; les langues des pays baltes étaient menacées de disparition.

En 2023, un tiers des Lettons et Estoniens, malgré des lois drastiques antirusse, sont toujours russophones. Les Tatars, les Tchétchènes et tous les musulmans de Russie utilisent l'alphabet cyrillique, suite à une décision de la Cour Suprême de Russie en 2004 qui voyait des tendances séparatistes dans le désir d'utiliser l'alphabet latin ou arabe. En Asie centrale, au Kazakhstan, au Kirghizstan, au Tadjikistan, le russe est toujours aujourd'hui la langue officielle, à égalité avec les langues nationales. Il est très rare de croiser quelqu'un qui ne parle pas russe dans ces trois pays. Il y a de plus, en Russie, cinq à dix millions de travailleurs migrants en provenance d'Asie centrale : plus de 50 % de la population active du Kirghizstan ou du Turkménistan travaillent en Russie.

Selon une étude conduite en 2022 au Kazakhstan, citée par l'institut Novastan, seulement 49 % de la population utilise le kazakh dans la vie quotidienne, tandis que 20 % des kazakhs ne maîtrisent même pas la langue. Le russe a même réussi à garder une influence considérable en Ouzbekistan qui a pourtant décrété

l'ouzbek, unique langue officielle en 1995. « Au cours des trente dernières années, la langue ouzbèke n'a pas été en mesure de se développer pour devenir une véritable langue d'État » déplorait auprès de la BBC le directeur de l'école de journalisme et de communication de Tachkent. Et lorsque l'administration a voulu sanctionner les fonctionnaires qui n'utilisaient pas la langue nationale sur le lieu de travail, Moscou s'est irrité et l'a exhortée à maintenir l'emploi officiel du russe qui « correspond pleinement à l'esprit de l'histoire, à l'époque et à la qualité des relations bilatérales ». L'Ouzbékistan, précurseur de la latinisation, utilise donc toujours le russe et l'alphabet cyrillique d'une façon intense, tandis que le Kazakhstan a reporté la transition en 2050, c'est-à-dire aux calendes grecques !

Les essais infructueux et la quasi-impossibilité du Kazakhstan de passer de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin

Le cas du Kazakhstan est d'autant plus ubuesque que lors des jeux olympiques d'hiver en Chine de janvier 2022, les athlètes kazakhs ont porté pour la première fois le nom de leur pays en caractères latins, sur leur tenue de sport. Les athlètes ont défilé avec le nom du pays écrit : « Qazaqstan ». La question est très complexe car il s'agit de changer l'écriture de tout un pays de 19 millions d'habitants et officiellement bilingue, où les habitants parlent kazakh et russe. Depuis 2017, date à laquelle l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev a signé un décret sur le changement de l'alphabet kazakh, du cyrillique au latin, une série innombrable d'essais infructueux a eu lieu.

Les raisons des tentatives de passage à l'alphabet latin sont historiques, spirituelles et géopolitiques. Certains y voient une modernisation, une décolonisation linguistique, une étape vers la création de liens plus étroits avec l'Occident et les peuples turcs, tout en réduisant l'influence de près de 60 ans d'alphabet partagé avec la Russie. Les Russes ne constituent que 20 % de la population, mais 94 % de la population comprend le russe tandis que 74 % seulement comprend le kazakh.

Les critiques parlent d'un caprice d'élites, de la perte du patrimoine culturel, notamment de la littérature développée au cours des 60 dernières années, du coût financier, et de l'incapacité de l'ancienne génération à s'adapter au nouvel alphabet. Les droits des russophones sont également évoqués en cas de

changement d'alphabet.

Le nouveau Président du Kazakhstan a déclaré le 25 juin 2022 sur Rossiya 24 : « Je crois que ceux qui prétendent que la position de la langue russe au Kazakhstan s'est affaiblie, s'est amoindrie et, plus encore, est impuissante, vont tout à fait contre la vérité. Ils raisonnent à mal afin de politiser ceci ou cela (...) De façon générale, la situation de la langue russe au Kazakhstan n'a subi aucune détérioration. J'en suis sûr »

La victoire probable russe en Ukraine décidera de l'avenir définitif de la langue russe dans l'espace post-soviétique

La plupart des économies de l'espace post-soviétique restent très dépendantes de Moscou. Le russe est toujours la langue de prestige des affaires, du travail, du savoir, langue véhiculaire dans les relations politiques, une langue de communication comprise par tout le monde. Le problème géopolitique ne se reflète pas dans la réalité quotidienne. Dans les rues de Riga, Kiev, Bichkek, Tallinn, Astana, langue russe et langue nationale se sont mélangées dans une cohabitation fructueuse et apaisée, jusqu'au 24 février 2022, date de l'intervention militaire russe en Ukraine. Dès 2014, la Russie avait brandi l'argument de l'abolition de la langue russe, pour justifier son intervention en Crimée et dans le Donbass. Ce sera quitte ou double pour la Russie : en cas de défaite de Moscou, ce serait la fin de la domination russe et la remise en question de sa langue dans tout l'espace post-soviétique ; en cas de victoire probable, ce sera au contraire la consécration de la Russie comme puissance dominante militaire et culturelle par sa langue.

Crises et futurs conflits armés possibles pour la Russie dans sa zone d'influence post-soviétique²⁵³

– **Kaliningrad** : Anciennement Koenigsberg en Prusse orientale, ville des Chevaliers Teutoniques et du grand philosophe Kant, la population allemande a été chassée complètement après 1945 et remplacée par un million de Russes et de Biélorusses. La ville, au bord de la Baltique, est reliée sans nécessité de visas avec la Russie par une ligne de chemin de fer traversant la Lituanie, ce qui est une source de conflits. La ligne est aussi utilisée pour le transport de

marchandises, de métaux et d'engrais, ce qui pose problème avec les tracasseries administratives des sanctions européennes (40 % des approvisionnements). De plus, Kaliningrad est une ville stratégique, car quartier général de la flotte russe de la Baltique, soit l'équivalent de Sébastopol en Crimée. La Russie y a aussi déployé des systèmes anti-missiles S-400, des missiles balistiques Iskander et des avions Mig31-4 dotés de missiles hypersoniques. La Russie pourrait songer à un pont terrestre avec Kaliningrad et entrer en conflit avec la Lituanie, membre de l'OTAN.

– **Biélorussie** : pays de 10 millions d'habitants, avec Minsk comme capitale, la Biélorussie a une identité fondamentalement russe, même si 11 % des habitants seulement sont d'origine ethnique russe. La langue de Pouchkine est la langue d'État et la culture biélorusse relève du folklore. Le Métropolite de Minsk reste fidèle au patriarcat de Moscou. À la chute de l'URSS, la Biélorussie était la république la plus soviétisée, avec comme conscience nationale que le nom. Les relations diplomatiques, militaires et économiques se sont resserrées, suite à la guerre en Ukraine. La Biélorussie est un avant-poste militaire pour la Russie et pourrait être annexée, intégrée purement et simplement, d'ici 2030, selon un plan en trois étapes déjà minutieusement préparées par le Kremlin. Une union douanière et monétaire existe déjà depuis 1997, avec de nombreux accords de coopération tous azimuts. Des missiles nucléaires ont été installés par le Président Poutine en juin 2022. En cas de révolution soudaine, manipulée par les États-Unis et la CIA, Vladimir Poutine interviendrait militairement et immédiatement, sans aucun doute possible, pour envahir complètement et annexer la Biélorussie qui est tout aussi vitale, pour la Russie, que l'Ukraine.

– **Moldavie** : Ce pays de 2,6 millions d'habitants et de 33 851 km², capitale Chisinau, enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine, a une histoire d'une complexité inversement proportionnelle à son étendue. L'ancienne Bessarabie fut cédée en 1812 à la Russie par l'Empire ottoman. Malgré l'installation par la Russie de populations russophones, les Moldaves, de langue roumaine, sont aujourd'hui très largement majoritaires (82 % de la population). La Moldavie tourne ses regards aujourd'hui vers l'OTAN et l'UE, mais elle doit faire face à la sécession armée de la Transnistrie russophone, pro-russe, peuplée majoritairement de Russes et d'Ukrainiens (500 000 habitants, capitale Tiraspol, 4 163 km²), le long du Dniestr, ainsi qu'au désir d'indépendance de l'encore plus petite Gagaouzie pro-russe (135 000 habitants et 1800 km²) peuplée de Turcs russophones de religion orthodoxe, avec des ancêtres en provenance de la

Russie impériale. Lors de la proclamation du roumain comme seule langue officielle de la Moldavie, en juin 1990, on assista à des affrontements armés très violents entre les russophones et les roumanophones, avec l'intervention de la XIV^e armée russe basée en Transnistrie, qui durèrent jusqu'en 1992. La Transnistrie revendique aujourd'hui son rattachement officiel à la Fédération de Russie. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les Russes pourraient être tentés, après avoir pris Odessa, d'occuper les 200 kilomètres de terres ukrainiennes jusqu'en Transnistrie, afin de faire la jonction et d'établir un pont terrestre « Novorossia » allant du Donbass jusqu'à la Transnistrie. Par là même, l'Ukraine serait complètement coupée de sa façade maritime actuelle et n'aurait plus accès à la mer Noire.

– **Kazakhstan** : Ce pays immense de 2724 000 km², 4^e rang dans le monde, peuplé de 20 millions d'habitants, (70 % de Kazakhs et 20 % de Russes), 6 846 km de frontière commune avec la Russie au nord, a pour capitale Astana. En 1991, lors de l'indépendance, les habitants de souche kazakhe étaient minoritaires (39 %) dans leur propre pays. La dépendance du Kazakhstan à la Russie pour ses exportations de pétrole (40 % des ressources budgétaires) maintient la nécessité d'entretenir de bonnes relations avec Moscou. En ce qui concerne la guerre en Ukraine, le pays est divisé : la population russophone et celle du nord du Kazakhstan, où vivent la plupart des Russes, soutiennent Moscou tandis que les populations kazakhophones du sud soutiennent l'Ukraine. Le pays vit en effet avec la crainte « d'être, après l'Ukraine, le prochain sur la liste » de Poutine. Quant au président Kassym-Jomart Tokaïev, plutôt pro-russe, il est tiraillé entre deux légitimités, celle du peuple et celle de la nomenklatura.

Le Kazakhstan a de très bonnes relations avec la Russie, fait partie de l'OSTC, abrite le centre spatial de Baïkonour qui est progressivement transféré vers les deux nouveaux cosmodromes de Vostotchny et Plessetsk en Russie, mais les projets secrets de Poutine, pour rassembler un jour toutes les populations russes sous un même toit, représentent une épée de Damoclès pour le pays. La Russie a dû aussi intervenir militairement en 2022 pour aider les forces de l'ordre, afin de soutenir le gouvernement kazakh qui faisait face à une révolte très violente d'une partie de sa population, suite à la hausse du prix du gaz.

Le sommet Poutine-Xi Jinping à Samarkand en Ouzbékistan, lors d'une réunion de l'OCS en septembre 2022, a révélé une Chine sûre d'elle et

déterminée, allant même jusqu'à essayer de détacher le Kazakhstan (1 533km de frontière commune avec Pékin) de la Russie. Poutine doit aussi faire face au désir de Pékin, avec son projet des « Routes de la Soie », d'avancer ses pions économiques et stratégiques en Asie centrale. Le Kazakhstan ne peut pas se permettre des alliances antirusse ou antichinoises. Il n'empêche que l'Asie centrale est un pré-carré russe car la langue et la culture russe sont très répandues et parce que les populations musulmanes, suite à la répression des Ouïghours dans le XinJiang frontalier ou tout proche, ont des sentiments antichinois.

Le Tadjikistan : Ce pays très montagneux d'Asie centrale, avec une superficie de 143 100 km², est limitrophe du Kirghizistan, de la Chine, de l'Afghanistan et de l'Ouzbékistan. La langue dominante n'est pas une langue turcique, mais iranienne, le Tadjik. Sa capitale est Douchanbé. Depuis 1994, ce pays pauvre est dirigé par le président Emomali Rahmon. Si le pays devenait ouvertement convoité par les Talibans afghans ou pakistanais, éventuellement encouragés par Washington, la menace de déstabilisation des équilibres régionaux entraînerait inévitablement une intervention armée de la Russie. En tant que membre de l'OTSC, le Tadjikistan tient à rester très fidèlement sous l'ombre protectrice du Kremlin. Les transferts de fonds de ses ressortissants travaillant en Russie représentent 51 % de son PIB.

De violents heurts frontaliers sont survenus en septembre 2022 avec le Kirghizistan, avec plus de 100 morts de part et d'autre. Le Président Kyrgyz Sadyr Japarov a demandé à Poutine d'intervenir, en tant que médiateur, pour régler le conflit frontalier d'une façon durable et acceptable pour les deux pays, ce qui n'est pas une tâche aisée.

Le Kirghizistan : Cet autre pays très montagneux d'Asie centrale est peuplé à 74 % de Kirghiz. Sa superficie est de 198 500 km² et il est encadré par le Kazakhstan, la Chine, le Tadjikistan et l'Ouzbekistan. Il connut des troubles violents fomentés par la CIA et les ONG américaines, se terminant par la fuite du président Akaïev hors du pays, appelés « révolution des tulipes » (2005), tout comme la révolution Orange en Ukraine (2004-2005) et la révolution des roses en Géorgie (2003).

En mai 2023 les présidents Vladimir Poutine et Sadyr Japarov ont décidé de renforcer les forces armées du Kirghizistan et de développer les installations militaires russes sur le territoire. Selon une déclaration commune, les deux pays prévoient « d'approfondir la coopération militaire et technique » ainsi que les

relations économiques et culturelles afin « d'atteindre un plus grand niveau d'intégration ». La Russie dispose d'une base militaire au Kirghizistan composée d'un aérodrome, d'une installation navale sur le lac Issyk Koul et de plusieurs autres sites. La Russie et le Kirghizistan, ex-république soviétique, sont liés par une alliance militaire chapeauté par Moscou, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)²⁵⁴.

La base de Manas, mise à la disposition de l'Amérique par la Russie, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, a été fermée en 2014 ; après leur piteux départ d'Afghanistan, les États-Unis n'ont plus aucune emprise en Asie centrale.

La Géorgie : Pays de 69 700 km², capitale Tbilissi, dont 18 % du territoire échappent à l'administration géorgienne (Abkhazie et Ossétie du sud). Population de 3,7 millions d'habitants. Des frontières avec la Russie, l'Arménie, la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Le 8 août 2008, le président géorgien pro-occidental Mikheil Saakachvili décide d'un assaut sur Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du sud. La guerre s'achève deux semaines plus tard par la défaite de l'armée géorgienne, suite à l'intervention militaire de la Russie. Moscou reconnaît, fin août 2008, l'indépendance des deux régions sécessionnistes. Le Premier ministre Irakli Garibachvili et le parti au pouvoir « Rêve géorgien » ont entrepris, depuis 2022, une politique de rapprochement avec la Russie. Il est probable que la présidente Salomé Zourabichvili, pro-atlantiste, sera finalement écartée du pouvoir, et que le pays, au lieu de rêver à l'OTAN et à la très lointaine UE, finira par accepter le rapprochement économique, culturel et militaire avec la Russie, son voisin frontalier, d'une façon pacifique. Pays pauvre, corrompu comme l'Ukraine, la Géorgie exporte 50 % de son vin vers la Russie, importe 94 % de son blé, avec des échanges globaux multipliés par 2,5 entre 2021 et 2022. La formation « Rêve géorgien » est même prête, si nécessaire, à engager une procédure de destitution de la présidente pro-européenne. Dans le cas contraire, en cas de crise, de troubles politiques ou d'hostilité nouvelle envers Moscou, une intervention militaire de la Russie en Géorgie n'est pas exclue.

L'Azerbaïdjan : Pays de 86 600 km², capitale Bakou, 10 millions d'habitants (91,6 % d'Azéris musulmans). L'Azerbaïdjan est en conflit depuis trente et un ans avec l'Arménie chrétienne pour prendre possession du Haut-Karabagh,

région peuplée d'Arméniens et restée autonome après la chute de l'URSS en 1991. Les relations entre Bakou et Moscou sont bonnes et cela pose problème car l'Arménie est membre de l'OTSC, d'où un rôle difficile de médiateur pour la Russie. L'Azerbaïdjan est infiniment plus riche et plus peuplé que la pauvre et très courageuse Arménie, avec un budget militaire très inférieur. Les Azéris sont de plus très soutenus par la Turquie qui les a aidés à gagner la guerre des drones et a jeté dans la bataille des miliciens syriens musulmans ; la vaillance des combattants arméniens n'a pu jouer en 2020, comme dans les précédents conflits, un rôle décisif. L'Azerbaïdjan a finalement réussi à récupérer 70 % du territoire et à bloquer la seule route « ouverte » reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie. Cette voie terrestre vitale pour le Haut-Karabagh est censée être sécurisée par une force de maintien de la paix russe, ce qui porte atteinte au prestige russe et à la parole donnée. Les Arméniens reprochent à Moscou et ses soldats de ne pas accomplir leur mission, de ne pas faire lever le blocus du corridor de Latchine : « Soit la Russie n'en est pas capable, soit elle n'en a pas la volonté » a pu déclarer, fin août 2023, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian très tourné vers l'Amérique, ce qui irrite Moscou. Nikol Pachinian a de plus commis l'erreur de reconnaître la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabagh. La Turquie et l'Azerbaïdjan, de leur côté, mettent enfin dans la balance des arguments sonnants et trébuchants, alors que la Russie est en guerre avec l'OTAN en Ukraine. L'Union européenne s'est liée les mains avec les 20 milliards de m³ de gaz promis par Bakou. Les États-Unis ont profité de l'opportunité pour faire des exercices militaires conjoints avec l'Arménie en septembre 2023, ce que Moscou a considéré comme une provocation. Les populations arméniennes du Haut-Karabagh ont finalement quitté leur pays pour l'Arménie en septembre 2023.

Le prochain conflit armé sera celui du couloir de Zanguedour à travers l'Arménie qui relierait la Turquie à l'Azerbaïdjan et à l'Asie centrale, et le Nakhitchevan, partie occidentale de l'Azerbaïdjan à sa partie orientale. Mais cette fois-ci l'Azerbaïdjan ne bénéficiera pas de l'effet de surprise et trouvera aussi en face de lui l'Iran qui veut garder sa liaison terrestre vers l'Europe, grâce à l'Arménie frontalière. L'Iran déjà déclaré publiquement qu'en cas d'agression de l'Azerbaïdjan, il interviendrait directement dans le conflit aux côtés de l'Arménie²⁵⁵.

La Russie, Rempart de l'Europe face à la Chine, selon l'amiral français Castex (1878-1968)

Dans une chronique célèbre « Moscou, Rempart de l'Occident²⁵⁶ » de la *Revue de la Défense Nationale*, l'Amiral Castex, stratéguiste reconnu et très grand érudit, mettait déjà en garde, en 1955, d'une façon futuriste et prémonitoire, en pleine guerre froide avec l'URSS, les Occidentaux, contre la montée en puissance à venir de la Chine. Il était bénéfique, selon lui, pour l'Occident et l'Europe, de maintenir, face à la Chine, l'avantage stratégique d'une Russie forte.

Castex s'est non seulement opposé aux théories américaines d'Alfred Mahan sur la supériorité inéluctable de la mer, mais il a aussi théorisé la rivalité à venir de la Chine avec la Russie et les Occidentaux. Il concluait sa chronique par un dialogue entre Sir Anthony Eden, secrétaire du *Foreign Office* et M. Molotov, ministre soviétique des Affaires Etrangères, au moment de la signature des *accords de Genève* en 1954. Molotov avait dit à Sir Anthony Eden, à propos de certaines difficultés soulevées par les Chinois : « Que voulez-vous ? Ils ne pensent pas comme nous ! ». Castex termine l'article ainsi : « J'ai trouvé ce « nous » lourd de sens, et d'immenses espoirs ». Ce « nous » est en effet une parole historique d'une importance fondamentale, la preuve absolue que la Russie est européenne, la preuve que la Russie et l'Europe doivent conclure une Alliance vitale et bénéfique pour les deux parties, face à de nombreux dangers communs, nonobstant les nombreux avantages mutuels d'une coopération économique et technologique l

Si les Chinois n'ont pas oublié « les traités inégaux » (Chapitre XVII), il est donc tout aussi certain que le souvenir de Gengis Khan est toujours présent dans la mémoire historique des Russes et dans l'inconscient russe (Chapitre XXV). Le jour où, après Taïwan, la Chine s'intéressera à la Mongolie, la nécessité d'une Alliance Europe-Russie s'imposera encore davantage !

Cet article de l'amiral Castex fait toujours autorité aux États-Unis. Il est plus d'actualité que jamais avec la stupide et criminelle guerre par procuration des Occidentaux en Ukraine Nous en publions ci-dessous quelques extraits originaux, futuristes, géniaux, prémonitoires et croustillants qui interpellent le lecteur et justifient cet ouvrage :

« – Ainsi pendant trois siècles tsaristes environ (du début de la conquête de la

Sibérie par Yermak en 1601 à la révolution bolchevique en 1917), cette action de la Russie, son effort anti-asiatique (pour contrer les offensives passées de Gengis-Khan, Tamerlan et de la Turquie), sa seule présence même, ont eu pour effet de protéger l'Europe contre l'Asie et de constituer pour la civilisation occidentale une barrière contre les périls qui auraient pu, comme autrefois, venir de ces régions. La Russie a pris, durant cette phase, figure d'avant-garde du monde blanc vis-à-vis des menaces éventuelles de l'autre continent.

– Comme le disait excellemment M.Branellec, dans un remarquable article paru ici même²⁵⁷ : « Les Soviétiques sont aujourd'hui confrontés avec le problème qui, dans quelques décades et peut-être même avant, dominera toutes les tentatives de maintien de la paix mondiale, celui de la coexistence, non plus avec un monde capitaliste, mais avec le monde jaune... D'ici peu, la Russie soviétique risque d'entrer en compétition, à l'Est, avec la Chine. Celle-ci constitue le grand allié du jour, mais c'est aussi un grand adversaire potentiel ». En d'autres termes, cette perspective se résumerait dans le vieux proverbe russe : « Deux ours ne peuvent pas vivre dans la même tanière ».

– Faisant allusion à des difficultés possibles entre Moscou et Pékin, le satellite momentanément est en passe de devenir politiquement, démographiquement et militairement un deuxième astre central aussi et même plus gros que le premier, au point de régner complètement sur l'Asie et même d'inquiéter l'Europe.

– Il y a mieux encore. D'un bout à l'autre du continent intéressé, des slogans courent maintenant. « L'Asie aux Asiatiques ! » ou encore « Les Blancs hors d'Asie ! » (...) Et le Russe, s'interrogeant, se découvre incontestablement blanc ; et il se pourrait qu'il sentît sa destinée et ses intérêts se rapprocher de ceux de l'Occident.

– C'est ainsi qu'on a dit que les quatre cinquièmes des forces terrestres soviétiques seraient stationnées en Sibérie. Il y a là sans doute quelques exagérations. Si l'on en croit de récentes déclarations du Maréchal Montgomery, qui doit avoir de bons renseignements en la matière, sur un total de 175 divisions soviétiques, 22 se trouveraient en Allemagne orientale, 60 dans les pays satellites et en Russie d'Europe. Le reste, soit la moitié du total, serait donc au-delà de l'Oural. La moitié, c'est déjà une respectable proportion. Elle en dit long sur certaines préoccupations.

– Nombre de personnes sont intriguées par ce fait que la Russie, malgré une

considérable supériorité militaire, n'entreprend rien contre l'Europe occidentale, où de faciles succès semblent l'attendre. (...) Gengis Khan n'avait lancé sa grande affaire de l'ouest qu'après avoir assuré sa sûreté dans l'est, en mettant hors de cause la Chine des King. C'est un précédent de poids. Or, ici on n'a réalisé aucune assurance du genre.

– Cette Russie, qui pensait jadis se servir de l'Asie comme d'un tremplin contre l'Europe, ne serait-elle pas conduite, par la force des choses, à redevenir comme autrefois l'avant-garde protectrice du monde blanc, de l'Europe, contre quelque chose de plus « à l'Est » que Moscou ? N'en viendrait-elle pas, par cette voie détournée et singulière, à se réintégrer à cette Europe, et plus généralement à l'Occident ?

– L'antagonisme de l'Est et de l'Ouest, la rivalité de l'URSS et des USA, la « guerre froide », le « rideau de fer », etc.. Tout cela n'est-il pas déjà dépassé, périmé, à reléguer au royaume des vieilles lunes ?

– Mais si l'on regarde les choses à la lumière de l'avenir que d'autres faits permettent d'entrevoir, ce facteur chinois nouveau, dangereux à première vue, ne serait-il pas, à force d'être dangereux, bienfaisant en réalité, comme susceptible d'amener la réconciliation de la Russie et de l'Occident, et de faire s'évanouir progressivement la menace russe qu'on supposait planer sur cet Occident ? Ce ne serait pas la première fois que d'un mal apparent résulterait un bien réel.

– S'il s'avérait – condition essentielle – que la Russie revenait à son rôle séculaire de rempart de l'Europe, force serait, pour l'Occident, de la considérer comme amie et de la soutenir, sans lui créer de complications du côté de l'ouest. Il faut comprendre en effet, à ce sujet, que la Russie souhaiterait être tranquille en Europe, afin de pouvoir, le cas échéant, faire face à un grave inconnu asiatique.²⁵⁸

– L'Europe doit se garder de tout geste maladroit qui aurait pour effet automatique de raffermir la cohésion d'un bloc russo-asiatique encore assez mal soudé²⁵⁹ »

Chapitre XXVIII

L'Amérique est la seule véritable responsable de la guerre en Ukraine

« Les responsables des guerres ne sont pas ceux qui les déclenchent, mais ceux qui les ont rendues inévitables. »

Montesquieu

« Ce que font les Américains en Ukraine, c'est : « On vous fournit les armes, vous fournissez les cadavres »

Andrés Manuel Lopez Obrador, Président du Mexique

« L'OTAN est engagée dans une guerre avec la Russie, via un intermédiaire et elle arme cet intermédiaire ! La guerre signifie la guerre !

Sergueï Lavrov – Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

L'Occident met en avant la propagande de la Russie envers ses citoyens, mais ce que l'on vit en Occident relève d'une propagande tout aussi intense et particulièrement mensongère ! L'agresseur apparent de l'Ukraine est la Russie depuis le 24 février 2022, mais l'agresseur véritable de la Russie est l'Amérique qui, depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et le célèbre ouvrage *Le Grand Échiquier* de Zbigniew Brzezinski en 1997, n'a toujours eu qu'un seul et unique but : mettre à bas la Russie, la dépecer en trois, tout en lui faisant perdre la stratégie Ukraine, russe depuis la fondation de la « Rus de Kiev » en 882. Le jour où la guerre éclate en Ukraine, le Président Biden déclare « que l'Occident fera de la Russie un Etat paria sur la scène internationale ».

Les dix-huit preuves de la responsabilité de l'Amérique pour la guerre en Ukraine :

1) Les engagements pris en 1990 par les Européens et les Américains envers la Russie, lors de la réunification de l'Allemagne et de la chute de l'URSS, n'ont pas été respectés.

Le 9 février 1990, selon le procès-verbal de la rencontre, le secrétaire d'État américain James Baker auprès de George Bush dit à Gorbatchev : « Nous comprenons que pour l'URSS et les pays européens, il est important d'avoir des garanties que la présence militaire de l'OTAN ne se déplacera pas d'un pouce en direction de l'Est ». Le lendemain, selon des archives russes, le chancelier Kohl dit à Gorbatchev : « Nous estimons que l'OTAN ne doit pas étendre sa sphère d'influence »

2) Le motif de la politique d'agression de la Russie par l'Amérique a été écrit noir sur blanc, dès 1997, par Zbigniew Brzezinski, dans son livre « *le Grand Échiquier* » !

L'Ours russe, poussé dans les cordes par l'Amérique et l'expansion à l'Est de l'OTAN, ne peut pas se permettre de perdre stratégiquement, économiquement, démographiquement, linguistiquement et historiquement l'Ukraine. Plus qu'une guerre de la Russie contre l'Ukraine, c'est une guerre défensive et préventive de la Russie, alliée par nécessité avec la Chine, contre l'Amérique et l'OTAN !

Au moment de l'effondrement de l'URSS, en 1991, l'ambassadeur américain à Moscou Robert S. Strauss envoie la dépêche suivante à Washington : « L'évènement le plus révolutionnaire de l'année 1991 pour la Russie, n'est pas l'effondrement du communisme, mais la perte de l'Ukraine »

Quant à Zbigniew Brzezinski, il écrit noir sur blanc, dès 1997, dans « *le Grand Échiquier* » : « L'Amérique doit absolument s'emparer de l'Ukraine, parce que l'Ukraine est le pivot de la puissance russe en Europe. Une fois l'Ukraine séparée de la Russie, la Russie n'est plus une menace ».

3) L'expansion sans fin de l'OTAN à l'Est

Poutine est le témoin vivant de six vagues successives d'élargissement de l'OTAN à l'Est. En mars 1999, les premières adhésions à l'OTAN d'anciens pays du Pacte de Varsovie : République tchèque, Hongrie et Pologne ; en 2004 les trois pays baltes, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie ; en

2009 l'Albanie et la Croatie ; en 2017, le Monténégro ; en 2020 la Macédoine du Nord ; en 2023 la Finlande et la Suède.

Il convient de noter que les États-Unis rejettent de leur côté, au nom de la doctrine Monroe, depuis le XIX^e siècle, toute idée d'une alliance militaire hostile sur le continent américain et toute présence militaire d'un adversaire stratégique dans leur étranger proche.

4) Nonobstant la révolution Orange en 2004, les États-Unis ont, en fait, agressé la Russie en Ukraine, dès 2014, avec le coup d'État de Maïdan à Kiev, monté par la CIA

L'opération Euromaïdan montée par les services secrets américains, avec l'aide des services secrets polonais et des mouvements extrémistes ukrainiens, avait pour but d'empêcher tout rapprochement économique entre l'Ukraine, pays ruiné, et la Russie, ainsi qu'à renforcer l'encerclement de la Russie.

Victoria Nuland, Secrétaire d'État adjointe, a reconnu que la révolution a été largement fomentée par un investissement de 5 milliards de dollars dans les ONG destinés à renverser le gouvernement Ianoukovitch : « Il est vrai que le peuple ukrainien était excédé par la corruption ambiante, mais nous avons attisé ce mouvement et nous avons profité de cette frustration populaire pour mener à bien un coup d'État qui n'était pas du tout le changement voulu par le peuple ».

La première agression rampante de la Russie par l'Amérique a même commencé pour la première fois dès 2004, la révolution Orange ayant été en fait provoquée par la CIA et les ONG américaines, style George Soros.

5) Suite aux intrigues en coulisses de l'Amérique, les accords de Minsk I (5 septembre 2014) et Minsk II (12 février 2015) n'ont pas été respectés par les Ukrainiens. La France et l'Allemagne, garantes des accords, ont menti à la Russie d'une façon scandaleuse.

L'Amérique qui conseillait les Ukrainiens, ne les a pas incités à respecter les accords de fédéralisation de l'Ukraine et de l'utilisation de la langue russe (abrogation pure et simple par les autorités centrales de Kiev) qui étaient prévus par les accords de Minsk car elle a toujours poussé à l'affrontement et à la guerre. Les premiers combats en Ukraine ont donc commencé, en fait, en 2014,

avec 14 000 civils et militaires tués dans le Donbass de 2014 à 2022.

La Chancelière Merkel a même reconnu officiellement, après avoir quitté ses fonctions, que l'Allemagne n'avait jamais eu l'intention de faire respecter les accords de Minsk : l'objectif était « de gagner du temps », de tromper la Russie, afin de permettre aux Ukrainiens de s'armer, de s'équiper, de s'entraîner avec l'aide des États-Unis et de l'OTAN, pour préparer et gagner la guerre à venir contre la Russie. Suite aux aveux publics de la chancelière, Poutine a tenu à souligner le manque de sérieux, les mensonges inacceptables et l'hypocrisie des Occidentaux.

6) Cette guerre, avec son motif principal, avait été annoncée, dès le 18 février 2019, par Oleksiy Arestovytch, conseiller du Président ukrainien Zelensky

Le 18 février 2019, Oleksiy Arestovytch, conseiller du Président ukrainien Zelensky, avait pu déjà déclarer que « le prix à payer pour rejoindre l'OTAN serait un grand conflit avec la Russie, en précisant que cette guerre commencerait entre 2020 et 2022 ».

7) Une offensive militaire ukrainienne, avec l'accord officieux des États-Unis, pour reprendre tout le Donbass avait déjà commencé dès le 16 février 2022, alors que la Russie n'est intervenue militairement que le 24 février 2022.

Vladimir Poutine a invoqué, le 24 février 2022, l'article 51 de la Charte des Nations Unies qui prévoit une assistance en cas d'attaque des deux républiques du Donbass ayant proclamé leur indépendance. Selon les observateurs impartiaux de l'OSCE le nombre de tirs d'artillerie ukrainienne est passé progressivement de 76, le 16 février 2022, à 1484 le 22 février 2022. 1,5 million de personnes du Donbass pro-russe ont été déplacées et 14 000 personnes ont péri sous les bombardements ukrainiens de 2014 à 2022. Un massacre à venir et un exode des populations russophones était quasi certain sans l'intervention militaire russe au Donbass, qui était donc légale en vertu du droit international.

8) Le secrétaire du conseil de défense de la Russie Nikolaï Patrouchev a

affirmé en 2023 que l'Ukraine voulait signer fin mars 2022 un accord de paix avec la Russie, avant de céder, sous la pression des Américains.

Alors que le conflit entre la Russie et l'OTAN s'enlise en Ukraine, Nikolaï Patrouchev, le secrétaire du conseil de défense de Russie a indiqué que Kiev était prêt à cesser les hostilités quelques semaines après le début de la guerre. Les délégations russes et ukrainiennes avaient entamé des négociations en Turquie. Il a déclaré : « Sans la pression exercée par les États-Unis sur ceux qu'ils ont installés à la tête de l'Ukraine, cette situation ne se serait pas produite. Les dirigeants ukrainiens eux-mêmes étaient prêts à signer un traité de paix et ont remis à la Russie des propositions écrites que nous avons approuvées ». Il a enfin ajouté : « Cela s'est produit uniquement parce que les États-Unis ont fait pression sur eux et ont déclaré qu'aucune négociation ne devait avoir lieu ». Le témoignage de l'ex Premier ministre israélien Naftali Bennett a confirmé ces faits.

Les États-Unis et l'Angleterre ont en effet persuadé les Ukrainiens que la Russie allait s'écrouler économiquement, financièrement et monétairement, suite aux sanctions économiques, commerciales, terribles mises en place par l'UE et l'ensemble des pays occidentaux, et suite aussi au « hold-up » des avoirs en dollars et en euros, soit 300 milliards de dollars, de la Banque centrale de Russie. Ils ont insisté également sur le matériel et les tactiques guerrières supérieures de l'OTAN, capables de vaincre l'armée russe.

9) Les États-Unis et l'OTAN ont bafoué leur propre principe, comme quoi un pays (l'Ukraine) ne peut pas améliorer sa sécurité aux dépens d'un autre pays (la Russie)

Les États-Unis et l'OTAN ont signé des traités en 1999 à Istanbul et en 2010 à Astana indiquant qu'au nom du principe de « l'indivisibilité de la sécurité » qu'ils ne peuvent améliorer leur sécurité aux dépens d'autres pays. Or l'Ukraine, depuis 2014, a accru des capacités militaires hostiles à la Russie, suite aux fournitures de matériel et à la formation des militaires ukrainiens par les pays de l'OTAN. L'installation de missiles par l'Amérique en Ukraine nous ramènerait à la crise des missiles à Cuba en 1962.

10) Une loi ukrainienne avait été adoptée en mars 2021 pour reconquérir

la Crimée par la force

Volodymyr Zelensky avait fait adopter en mars 2021 une loi qui stipulait la nécessité pour l'Ukraine, alors que la Crimée, historiquement, ethniquement et linguistiquement, n'a jamais été ukrainienne, de reconquérir la Crimée par la force.

La Crimée russe a été donnée en cadeau en 1954 par Khrouchtchev à une Ukraine purement administrative dans le cadre de l'URSS, pour fêter le tricentenaire du soulèvement des cosaques zaporogues en 1654 qui ont demandé l'aide et la protection de la Russie, afin de pouvoir se débarrasser et vaincre les Polonais !

11) Un accord de partenariat stratégique et militaire entre les États-Unis et l'Ukraine avait été signé le 10 novembre 2021

Cet accord qui scellait une alliance entre les deux pays, était dirigé contre la Russie et promettait à l'Ukraine l'entrée dans l'OTAN. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ! L'homme d'État Poutine a été convaincu que la Russie devrait immédiatement attaquer avant que l'adversaire se renforce encore, soit de plus en plus fort et menaçant, voire capable de reprendre effectivement la très stratégique Crimée qui a été peuplée de Russes, dès la conquête de la Crimée en 1783 par Catherine II aux dépens de l'empire ottoman.

12) Le rapport 2019 très révélateur de la société américaine de conseil stratégique « Rand Corporation »

Ce rapport intitulé « Sur-expansion et déséquilibre de la Russie, évaluation des impacts des options imposant des coûts » est très explicite. Il envisage comme tactique possible pour les États-Unis de « fournir une aide létale à l'Ukraine » afin « d'exploiter le plus grand point de vulnérabilité externe de la Russie ».

13) Selon la charte des nations unies, la Russie était « en état de légitime défense » le 24 février 2022

Selon l'article 51 de la Charte des Nations Unies, suite à l'expansion sans fin

de l'OTAN à l'Est, suite à l'armement, la formation et à la réorganisation de l'armée ukrainienne par l'Amérique, ce que montrent les gigantesques derniers envois d'armes américains prévus par une loi-bail pour un montant de 40 milliards de dollars, suite à la menace d'implantation de missiles stratégiques, et suite à l'attaque ukrainienne du 16 février 2022 dans le Donbass, la Russie était en droit d'invoquer la légitime défense.

14) L'Ukraine, selon la Charte des Nations Unies, est devenue un mandataire de l'Amérique et de l'OTAN, pour agresser la Russie

L'Ukraine attaque en fait non seulement les séparatistes du Donbass, mais aussi potentiellement directement la Russie, suite à un armement de plus en plus lourd et important, suite à l'envoi de missiles et drones sur le territoire russe, suite à une campagne médiatique farouchement antirusse, suite à son souhait officiel de vouloir intégrer l'UE et l'OTAN, avec possibilités d'installer des missiles trop proches de Moscou, tels des serpents venimeux à sonnettes potentiellement mortels pour la Russie.

15) L'Amérique a fait de l'Ukraine un modèle mortel de société pour la Russie, une Anti-Russie en voie de sécession du monde russe

La guerre de l'Amérique est aussi idéologique et mortelle à terme pour la Russie car le modèle ukrainien de démocratie occidentale décadente, individualiste, hédoniste et matérialiste, est destructeur à terme pour la Russie. La Russie, pour survivre, a besoin au contraire d'un État régalien fort, d'une Armée forte et d'une démocratie autoritaire, face à tous les dangers qui l'entourent (OTAN à l'ouest, Caucase et Turquie au Sud, 4 250 km de frontières communes avec la Chine, danger islamique de l'Asie centrale peuplée par des descendants de la Horde d'Or).

Introduire la démocratie occidentale en Russie, c'est la condamner à une mort certaine, l'Occident étant lui – même en décadence.

La Russie, suite à des pressions du gouvernement ukrainien, a déjà subi la sécession de l'Église orthodoxe ukrainienne qui s'est affranchie de la tutelle du Patriarcat de Moscou pour se tourner vers Constantinople

16) La demande d'adhésion en 2022 de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, confirme la fin de la stratégie d'encerclement de la Russie par l'OTAN, bras armé de l'Amérique.

La Russie se sent menacée et encerclée par l'OTAN. La Suède et la Finlande n'étaient, de leur côté, menacées en rien par la Russie ; elles étaient, de plus, déjà protégées en tant que membres de l'UE ! Ce que souhaite Poutine, c'est pouvoir seulement réunifier d'une façon légitime et historique, suite à l'éclatement abracadabrantesque non pensé et réfléchi de l'URSS en 1991, les Slaves russes ukrainiens de Novorossia et de l'Est du Dniepr, ainsi que les Slaves russes de Biélorussie, du Kazakhstan et de Transnistrie. Poutine n'a aucune intention de s'attaquer à l'Europe, à la Pologne, à la Finlande, à la Suède ! Pour quoi faire ? Quel serait son intérêt ? La Russie cherche au contraire à coopérer avec l'Europe. Elle a mieux à faire dans son immense espace et n'a pas les moyens humains pour occuper tous ces pays. C'est donc bien l'Amérique qui, une fois de plus, agresse, la Russie, en voulant faire des pays neutres des membres actifs de l'OTAN qui soi-disant défend, mais en fait passe le plus clair son temps à agresser pour le compte de l'Amérique : en Serbie, en Afghanistan, en Irak, en Libye et demain en Asie si les Européens se laissent entraîner par l'inférieure et impérialiste Amérique avec ses bases militaires répandues dans le monde entier !

17) La Russie fait face à une agression militaire de l'Amérique pour des raisons géopolitiques

Le but ultime de l'Amérique est de « briser le dos de la Russie », de la diviser, de renverser Poutine, de s'emparer des ressources énergétiques et en matières premières, comme cela a failli être le cas avec et après Eltsine, de prendre une place importante en Asie centrale, d'écraser donc d'abord la Russie, avant de s'attaquer à la Chine expansionniste qui souhaite récupérer Taiwan.

L'enjeu géopolitique pour l'Amérique, c'est l'américanisation et la perte de puissance économique, militaire de l'Europe, l'établissement définitif du protectorat de l'OTAN sur l'Europe, la disparition de son adversaire géopolitique, la Russie, politique qui a toujours été celle de l'Angleterre, face à la puissance continentale russe.

18) La guerre économique totale déclenchée par l'Occident et menée par l'Amérique ne fait que confirmer la volonté de l'Amérique de faire tomber la Russie dans sa lutte à mort pour la domination du monde avec la Chine

« L'Occident a déclenché la guerre totale » a pu dire Serguei Lavrov, le ministre des affaires étrangères de Poutine. La confiscation des avoirs, soit 300 milliards de dollars et d'euros, de la Banque centrale de Russie en Europe et aux États-Unis, n'est rien d'autre qu'un acte hallucinant de gangstérisme, une première dans l'histoire du monde. La Russie a été exclue subitement, sans préavis, du système international de règlement interbancaire Swift. Quant à la politique des sanctions économiques et commerciales envers la Russie, elle a échoué, suite aux positions dominantes de la Russie pour l'énergie et les matières premières, et elle s'est retournée, comme un boomerang, contre l'Occident (inflation, perte de compétitivité, et pénurie)

Conclusion : Risque de guerre nucléaire et véritable intérêt stratégique de l'Europe

L'Amérique utilise les Ukrainiens comme « chair à canon » en les incitant à se battre jusqu'au dernier homme, mais comme l'a souligné Henri Guaino « nous marchons en fait vers la guerre nucléaire comme des somnambules » si l'on se réfère aux débuts de la guerre de 1914, aux bombes de Hiroshima et de Nagasaki, aux quelques centaines de conseillers américains au Vietnam en 1961 qui ont très vite laissé la place à un demi-million d'hommes, à des bombardements massifs au napalm, à des massacres de villages entiers, suite à l'engrenage incontrôlé des événements. Ce que nous vivons actuellement en Europe est dû uniquement à l'agression depuis plus de 30 ans de la Russie par l'Amérique, à la folie soudaine et irréfléchie des va-t-en-guerre de l'UE, petit caniche de l'OTAN et des États-Unis.

L'intérêt stratégique de l'Europe, comme l'avait très bien compris le visionnaire de Gaulle, c'est de construire au contraire une Europe libre des nations européenne, en lieu et place de l'UE, Europe fédérale soumise à l'Amérique, de se débarrasser de l'OTAN, de renvoyer l'Amérique à Wall Street, de se rapprocher progressivement et de plus en plus de la Russie pour constituer une Grande Europe forteresse de Brest à Vladivostok, de mettre en place un OTAN européen où la Russie européenne remplacerait à long terme purement et

simplement l'Amérique ! C'est ce que souhaitaient Gorbatchev en 1989 et Poutine en 2001 qui ont tous deux demandé la mise en place d'une « Maison commune Europe », la peur bleue de l'Amérique ! Washington souhaite au contraire faire de la Russie un ennemi pour diviser les Européens et justifier son protectorat militaire impérialiste, ses ventes d'armement, son gaz de schiste, son blé, sa domination sur l'Europe, d'où la guerre stratégique de l'Amérique contre la Russie qui est diamétralement opposée aux intérêts fondamentaux d'une Europe gaullienne, libre, puissante et européenne !

Chapitre XXIX

L'Ukraine est historiquement russe : la nécessaire intervention militaire

« Sans la victoire en Ukraine, c'est la fin de la Russie »

Alexandre Douguine

« Détacher aujourd'hui l'Ukraine, ce serait couper en deux des millions de familles et de personnes, tant la population est mélangée ; des provinces entières sont à dominante russe. Combien de gens avaient du mal à choisir entre les deux nationalités ; combien sont d'origine mêlée ! Combien compte-t-on de mariages mixtes que jusqu'ici personne ne considérait comme tels ! Dans l'épaisseur de la population de base, il n'y a pas la plus petite ombre d'intolérance entre Ukrainiens et Russes. Frères, ce cruel partage ne doit pas avoir lieu ! Nous avons traversé ensemble les souffrances de la période soviétique ; précipités ensemble dans cette fosse, c'est ensemble que nous en sortirons ! »

Alexandre Soljénitsyne²⁶⁰

Depuis la disparition de l'URSS, les crises politiques et la guerre en Ukraine ont toujours représenté une blessure pour les Russes qui n'ont jamais accepté les dissidences ukrainiennes et biélorussiennes accordées trop légèrement par Boris Eltsine, lors d'une soirée tripartite bien arrosée à Minsk, le 8 décembre 1991. Ils comparent cette décision à une « compote », un « bouillon », un « ragoût » mijoté par une ménagère faisant de la mauvaise cuisine occidentale.

Selon les Occidentaux, les enjeux sont énormes pour la Russie : entre l'empire et la démocratie, il lui faut choisir. Mais ce serait en fait un marché de dupes pour la Russie qui doit choisir entre l'empire ou le chaos, l'autoritarisme ou le déclin, la démocratie occidentale et l'éclatement. Boris Eltsine, en instillant la démocratie en Russie, a fait le jeu de l'Amérique, jusqu'à l'arrivée de Poutine en 2000, bradant entre autres les ressources pétrolières aux majors. Les hommes de la CIA étaient prêts à tout pour désagréger la Russie.²⁶¹ Zbigniew Brzezinski imaginait, dès 1997, une confédération de trois États russes : une Russie

européenne sans l'Ukraine, une république de Sibérie et une autre extrême-orientale.²⁶² En 2004, il envisageait la désagrégation du Nord-Caucase car les républiques de cette région russe étaient des « petites enclaves ethniques (...) toujours sous domination russe ».²⁶³

L'Ukraine, perte pire pour les Russes que l'Alsace-Lorraine pour les Français !

L'histoire de la Russie commence en Ukraine en 882 avec la Rus de Kiev, premier État russe ! Les tribus slaves installées depuis le VIIe siècle entre la Baltique et la mer Noire, selon *la Chronique des temps passés* du moine Nestor (1111), étaient désorganisées, guerroyaient entre elles et étaient incapables de former un État. Elles ont fait appel à des tribus scandinaves, les Varègues, pour former le premier État de Kiev. Les Varègues utilisaient la voie naturelle du fleuve Dniepr pour commercer avec les Grecs de Byzance. Les Slaves ont invité les Varègues à prendre le pouvoir. Le premier prince varègue est Riourik (862-879), frère ou cousin du roi danois, installé au Nord à Novgorod, à 180 km au Sud-Est de l'actuelle Saint Pétersbourg.

L'Ukraine, berceau historique et religieux de la Sainte Russie (882-1169)

Oleg le Sage (879-912), prince varègue héritier Régent, s'empare en 882 de Kiev, rattache la ville à Novgorod et fonde ainsi la Rus de Kiev qui, placée sur un axe de communication essentiel, devient la nouvelle capitale. Le territoire de la Rus de Kiev s'étend donc, du nord au sud de la Baltique à la Mer Noire, et d'ouest en est des Carpates au Dniepr. Cet État, puissant par sa taille et son commerce, va devenir l'un des plus grands États d'Europe, au début du Xe siècle, tandis que les Varègues scandinaves se fondent dans la population slave. L'autre grand événement qui va bouleverser l'histoire de la Russie est la conversion du prince Vladimir au christianisme orthodoxe de Byzance en 988 à Kherson, au bord de la mer Noire, à l'embouchure du Dniepr. Vladimir épouse la sœur des empereurs byzantins Basile et Constantin, et étend l'empire à l'Ouest en prenant aux Polonais la Galicie-Volynie.

La cathédrale Sainte-Sophie à Kiev est construite selon les plans byzantins. La très éduquée Anne de Kiev épouse en 1051 Henri 1er, roi de France. Cet État qui

s'étire de la Baltique à la mer Noire est devenu le plus grand État d'Europe où tout le monde parle la même langue, le russe. L'Ukraine actuelle est donc le berceau de naissance et religieux de la Sainte Russie. La Rous de Kiev va ensuite décliner progressivement et se morceler, Kiev perdant sa légitimité de capitale, suite à des luttes intestines de pouvoirs entre des princes féodaux ennemis, mais surtout en raison de l'invasion tartaro-mongole au XIIIe siècle, tandis que l'on assiste à la montée en puissance progressive au nord de la principauté de la Moscovie.

La domination de la Grande Pologne jusqu'à la révolte de l'hetman cosaque Bohdan Khmelnitski (1654)

Les Lituaniens et les Polonais (Union Pologne-Lituanie en 1385) combattirent les tartaro-mongols et reprirent la totalité de l'Ukraine. La domination polonaise installe une aristocratie catholique interdite à la masse paysanne ukrainienne de religion orthodoxe et parlant russe. Les élites ukrainiennes maintiennent leurs traditions religieuses tout en se ralliant en 1596 à l'Église catholique par l'union de Brest-Livotsk. Les paysans ukrainiens orthodoxes, épris de liberté, vont s'établir dans les steppes du bas Dniepr qui devient une zone cosaque autonome de non-droit, sous l'autorité d'un hetman. Ni la Russie, ni la Pologne ne parviennent à contrôler ces terribles guerriers, défenseurs de l'orthodoxie et capables de repousser les raids tatars en provenance de la Crimée turque.

Lorsque la Pologne essaye de prendre le contrôle des régions cosaques, la révolte éclate en 1648, commandée par le célèbre Hetman Bohdan Khmelnitski, un véritable héros national dont on peut voir l'immense statue aujourd'hui encore à Kiev. Allié momentanément avec les Tatars contre les Polonais, le chef cosaque réussit à prendre le contrôle de la rive droite du Dniepr ainsi que de toute l'Ukraine, mais trahi par les Tatars, Khmelnitski, pour affronter la Pologne, signe en 1654, avec le tsar Alexis 1^{er} de Russie, un pacte d'alliance militaire. La Russie déclare la guerre en 1660 à la Pologne et en profite pour incorporer les terres ukrainiennes à la Russie. En 1668, suite à un traité entre la Pologne et la Russie, la Russie prend le contrôle de Kiev ainsi que de toutes les terres à l'Est du Dniepr, tandis que la Pologne garde les territoires à l'Ouest du Dniepr.

L'Ukraine divisée sous domination russe et polonaise de 1668 à 1772

À partir de 1668, l'histoire de l'Ukraine est celle de l'État cosaque sous domination russe avec russification et intégration comme province de l'Empire à l'Est du Dniepr, la partie ouest étant intégrée à la Pologne. L'histoire bascule de nouveau en faveur de la Russie lorsque les 45 000 hommes de Pierre le Grand écrasent en 1709, à la fameuse bataille de Poltava en Ukraine, les troupes du chef cosaque zaporogue Mazepa qui s'était allié à l'armée d'invasion de Charles XII de Suède.

La domination russe à l'Est du Dniepr devient progressivement une véritable colonisation. Catherine II introduit le servage, conquiert le sud de l'Ukraine jusqu'au littoral de la mer Noire ainsi que la Crimée (1774-1783) en mettant fin au khanat tartaro-turc, fonde Odessa, ancienne forteresse turque, en 1792, nomme le Français Richelieu gouverneur de la région, ouvre les détroits aux navires russes, colonise et russifie, sous l'autorité de son protégé Grigory Potemkine, ces « terres peu peuplées de la nouvelle Russie » prises aux Turcs.

Suite au partage de la Pologne en 1772, la Russie étend sa domination à l'Ouest du Dniepr à l'exception de la Galicie, de la Ruthénie subcarpathique et de la Bukovine qui passent sous le contrôle de l'Autriche. L'Ukraine autrichienne, avec Lemberg (futur Lviv) comme centre culturel ukrainien, devient un véritable havre de liberté, le servage étant aboli par l'empereur autrichien Joseph II.

L'Ukraine, à l'exception de la Galicie, entièrement sous domination russe de 1772 à 1991

L'Ouest demeure une région agricole tandis que l'Est devient en 1885 la première région industrielle de tout l'empire russe. L'Oukase d'Ems (1876) du tsar Alexandre II interdit toute publication en ukrainien. Suite aux troubles de la guerre civile en Russie en 1917, l'Ukraine sera très brièvement indépendante jusqu'au traité de Riga en 1921 qui voit les provinces occidentales, anciennement autrichiennes, annexées par la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Pologne ; le reste de l'Ukraine, tout comme la Crimée, est entièrement intégré à l'URSS en 1922.

Suite à la collectivisation des terres imposée par Staline en 1930, tous les paysans aisés, nationalistes ukrainiens ou susceptibles d'être hostiles au bolchevisme, les « koulaks », sont massacrés sur place ou déportés en Sibérie.

Les autres, afin de financer par les exportations de céréales ukrainiennes les importations de machines-outils pour industrialiser l'URSS, sont condamnés à mourir de faim, leur grain étant réquisitionné, tout comme dans d'autres campagnes hostiles de l'URSS. Les déplacements sont interdits, ce qui, de 1932 à 1933, entraîne la mort de 5 millions de personnes en URSS, dont 4 millions en Ukraine (« Holodomor »). Les villages déserts sont repeuplés par des Russes. En 20 ans, entre la Première Guerre mondiale, la guerre civile après 1917, les déportations et la famine, 10 millions d'Ukrainiens périrent jusqu'au pacte germano-soviétique de 1939. La deuxième guerre mondiale et les années postérieures, jusqu'à l'éclatement de l'URSS en 1991 contribuèrent aussi à accroître la russification de l'Ukraine.

Russification accélérée de l'Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale et les années qui suivent

Lors de l'invasion allemande du 21 juin 1941, 2 millions de juifs furent exterminés. Un grand nombre d'Ukrainiens, suite à la famine d'Holodomor et aux déportations en masse par Staline, étaient prêts à s'allier avec l'Allemagne pour obtenir l'indépendance de l'Ukraine. Avant même l'armistice de 1945, Staline, pour les punir, déporta de nouveau 500 000 Ukrainiens vers la Sibérie et le Grand Nord. Les 250 000 Tatars de Crimée qui avaient refusé de combattre contre les Allemands sont réveillés en pleine nuit, entassés dans des wagons les 18 et 19 mai 1944, déportés vers la Sibérie et le nord du Kazakhstan ; la moitié périt pendant le trajet.

L'URSS de Staline récupère, en 1945, la Galicie orientale jusqu'alors polonaise, expulse 1 million de Polonais établis dans ces régions depuis des siècles, tandis que des Ukrainiens établis dans la Galicie occidentale polonaise (Cracovie) durent quitter la Pologne pour venir s'établir en Galicie orientale (Lviv) devenue ukrainienne. La double résistance armée indépendantiste de l'UPA ukrainienne contre l'Allemagne et l'URSS se perpétua, face à l'armée soviétique, jusqu'en 1955 dans les montagnes des Carpates.

L'ouest de l'Ukraine, mais plus particulièrement et surtout la Galicie (Lviv), est donc restée jusqu'à nos jours profondément antirusse, tandis qu'au contraire au Nord, à l'Est et au sud de l'Ukraine, la russification, le mélange des populations entre les populations russes et ukrainiennes s'effectuait dans une

symbiose parfaite, l'Ukraine orientale devenant même une région stratégique de l'URSS, avec l'industrie du charbon du Donbass, l'industrie militaire de Dnipropetrovsk et le barrage hydro-électrique de Zaporijia.

En 1954, Nikita Krouchtchev, le Président de l'URSS, décida de rattacher administrativement la Crimée russe à l'Ukraine pour fêter les 300 ans du pacte militaire déjà mentionné ci-dessus, signé par la Russie, en 1654 avec l'hetman cosaque zaporogue Bohdan Khmelnytski. Lorsque l'Ukraine actuelle, les États-Unis, l'OTAN, et tous les Occidentaux prétendent que l'Ukraine a des droits historiques sur la Crimée russe récupérée par Poutine en 2014, il y a donc vraiment de quoi se tordre de rire !

La révolution de la place du Maïdan à Kiev en 2014

En novembre 2013, l'Ukraine renonce à signer un accord d'association avec l'Union Européenne et « relance un dialogue actif » avec Moscou. Ce revirement entraîne en février 2014 d'importantes manifestations pro-européennes par des centaines de milliers de personnes, l'occupation de la place du Maïdan à Kiev et la mort de 75 manifestants tués par balles le jeudi 20 février 2014. Cette révolution fut fomentée par la CIA²⁶⁴, avec l'aide des services secrets polonais et des mouvements nationalistes ukrainiens. Elle a eu pour effet de destituer le président pro-russe, démocratiquement élu, Viktor Ianoukovitch, entre le 18 et 23 février 2014, qui se réfugie en Russie.

Mais en Crimée, tout comme dans le sud-est de l'Ukraine, notamment à Donetsk, Louhansk et Kharkov, les pro-Maïdan sont minoritaires. Des affrontements ont lieu avec les anti-Maïdan qui empêchent de déboulonner la statue de Lénine à Kharkov.

L'abrogation de la loi sur les langues régionales votée par la Rada qui retire au russe le statut de langue officielle dans 13 des 27 régions, essentiellement au sud et à l'est du pays, met le feu aux poudres. Des brigades d'autodéfense sont créées à Sébastopol ; le 18 mars 2014, à la suite d'un référendum, la République de Crimée est rattachée à la Fédération de Russie. Le 11 mai 2014, suite à un référendum d'autodétermination, les républiques populaires de Louhansk et Donetsk déclarent leur indépendance. Le 27 juin 2014, le nouveau président pro-occidental Petro Porochenko signe un accord de libre-échange avec l'Union européenne à Bruxelles.

L'Ukraine, nonobstant son origine russe avec la Rous de Kiev (882-1169), a donc été, de 1654 à 1991, après les invasions tartaro-mongoles du XIIIe siècle, d'une façon continue, partiellement ou entièrement pendant plus de trois siècles, sous souveraineté russe. Seul l'écroulement de l'URSS, en 1991, a abouti à la création de l'Ukraine, comme État indépendant. L'Ukraine, sauf la Galicie, n'en déplaise à la Pologne, à l'OTAN, aux États-Unis est l'Alsace-Lorraine de la Russie et doit redevenir russe pour les raisons humaines et historiques évoquées ci-dessus, ainsi que pour des raisons géostratégiques vitales quant à la survie et à l'avenir de la Russie.

Les 29 raisons de l'intervention militaire russe en Ukraine le 24 février 2022

Aux 18 raisons déjà évoquées dans le chapitre précédent pour faire porter l'entière responsabilité de la guerre en Ukraine aux États-Unis, et qui justifient donc l'intervention militaire de la Russie, le 24 février 2022, il convient d'ajouter 11 autres raisons, du point de vue strictement russe :

1) La Russie a plus de droits historiques sur l'Ukraine que la France sur l'Alsace-Lorraine

Louis XIV a annexé l'Alsace-Lorraine qui faisait partie du Saint Empire Romain Germanique, avec des Alsaciens de langue allemande, qu'en 1697. L'enjeu est d'autre part infiniment plus important, puisqu'il y va de la survie de la Russie et parce que l'Ukraine, russe depuis la création de la « Rus de Kiev en 882, a une superficie légèrement plus grande que la France, avec une population qui s'élevait en 1992 à 53 millions d'habitants

2) S'il n'était pas intervenu en Ukraine, Poutine aurait commis la même erreur que la France en 1936, lors de la réoccupation de la Ruhr par Hitler

Poutine, s'il n'était pas intervenu en Ukraine, aurait commis la même erreur que la France de Gamelin et de Daladier qui n'est pas intervenue militairement en 1936, alors que Hitler réoccupait la Rhénanie démilitarisée. Ce fut une très grave erreur du gouvernement français qui mettait en avant le refus britannique

d'intervenir, et du général Gamelin qui prétendait que la France ne disposait pas d'une aviation assez puissante.

3) C'est aussi une lutte à mort, une guerre civilisationnelle entre la Russie, défenseur des valeurs européennes traditionnelles dans une démocratie autoritaire, avec un homme d'État fort à sa tête, et l'Occident, défenseur des valeurs progressistes d'une démocratie libérale

La Russie est dépositaire des valeurs européennes traditionnelles (patrie, famille, religion chrétienne, travail) et défend la natalité, le patriotisme, l'armée, le conservatisme, l'honneur, le sens du sacrifice, la conscience des intérêts supérieurs du pays. L'Occident défend la démocratie représentative et universaliste, le mondialisme, les valeurs progressives sociétales décadentes, l'individualisme, le droit-de-l'hommeisme, le matérialisme, l'hédonisme, la jouissance immédiate. Deux visions, deux modèles différents du monde s'entrechoquent : « démocratie libérale, représentative, universaliste » côté occidental, et « nation souverainiste, traditionaliste », sans rejeter le mécanisme efficace du marché, côté Poutine.

4) C'est le retour de bâton du bombardement de Belgrade par l'OTAN en 1999, sans feu vert des Nations-Unies

Le bombardement ininterrompu de Belgrade, en 1999, pendant 78 jours, alors que la Serbie slave et orthodoxe souhaitait seulement préserver le Kosovo, son berceau historique et religieux, occupé à 90 % par des immigrés musulmans albanais envahisseurs, a été vécu par les dirigeants de la Russie impuissante d'Eltsine comme une humiliation et un exemple à retenir !

5) La décision de Poutine d'envahir militairement l'Ukraine n'est pas celle d'un fou, ni d'un homme malade, mais d'un grand Homme d'État courageux qui souhaite préserver l'intérêt et la survie à long terme de son peuple

Tout homme d'État, comme l'a souligné Max Weber, doit être animé par l'éthique de la conviction et de la responsabilité de son peuple, et non pas par la morale individualiste. Poutine est l'agresseur apparent, mais le seul véritable

responsable coupable de cette invasion, c'est l'Amérique et l'OTAN qui n'ont pas tenu leur parole et qui menacent gravement l'intégrité et la sécurité de la Russie. Une Russie actuelle sous-peuplée, sans l'Ukraine et la Biélorussie, de seulement 146 millions d'habitants dans un territoire immense, face à la Chine, à l'Asie centrale et au Caucase, aurait des difficultés énormes pour survivre et assurer à long terme la défense de son territoire. La guerre actuelle en Ukraine, c'est la lutte de l'empire russe pour sa survie, face à l'émergence possible d'un État ukrainien nationaliste, fasciste, antirusse !

Lincoln était-il donc fou lorsqu'il a déclenché l'effroyable boucherie de la guerre de Sécession aux États-Unis qui a duré 4 ans, entre 1861 et 1865, avec environ 620 000 soldats tués, soit 2 % des 31,5 millions d'Américains de l'époque ? Étaient en jeu l'unité des États-Unis, des valeurs sociétales très différentes entre le Nord et le sud des États-Unis, le problème de l'esclavage, l'opposition économique entre le Nord industriel protectionniste et le Sud agricole libre-échangiste.

6) Poutine, en intervenant en Ukraine, met fin au risque du poison mortel pour la Russie de l'exemple démocratique ukrainien gangréné par la corruption généralisée

Introduire la démocratie occidentale en Russie, c'est le piège que tendaient l'Occident et l'Amérique, en ouvrant leurs marchés à la Chine, après la chute du Mur de Berlin, qui a su garder un régime autoritaire et un État fort, ce que le philosophe italien Costanzo Preve a appelé la « Quatrième guerre mondiale ». Introduire la démocratie occidentale en Russie, c'est la conduire à terme à l'éclatement et à sa disparition ! Ce pays surdimensionné a besoin d'un Tsar, d'un homme fort dans un État fort, pour lui permettre de survivre et d'éviter l'éclatement en trois qui était ardemment souhaité par Zbigniew Brzezinski dans « Le Grand Échiquier ».

Les événements de 68, inspirés par l'individualisme, le laxisme et la jouissance, ont conduit aujourd'hui la France à la décadence sociétale, au déclin économique et militaire, à la désindustrialisation et à la faillite économique !

7) Seule l'intervention militaire peut permettre à Poutine d'avoir la certitude de donner un destin russe à l'Ukraine

L'intervention militaire permet à Poutine de s'assurer du maintien de la prépondérance de la langue russe, et d'annexer, si nécessaire, comme contrepartie du prix élevé du nombre de soldats tués, Kiev, Kharkov, le Donbass et Novorossia.

8) Seule l'intervention militaire permet à Poutine de s'assurer d'une façon certaine de l'éradication des mouvements fascistes et nazis ukrainiens.

Ces mouvements fascistes et nazis sont pour la plupart originaires de Galicie ; ils sont tous disciples de Stepan Bandera ; le régiment Azov à Marioupol qui a utilisé les civils russophones comme boucliers, est clairement, d'une façon très ostentatoire, d'obédience nazie.

9) En intervenant militairement Poutine écarte définitivement le danger des missiles américains en Ukraine

Pour comprendre la réaction de Poutine, il suffit de garder à l'esprit la crise des missiles russes à Cuba en 1962, ou d'évoquer la crise des euromissiles russes SS 20 dans les années 1980. Cette dernière s'était terminée par un traité entre Reagan et Gorbatchev, en 1987, pour démanteler les armes de portée intermédiaire.

10) La Russie ne craint pas les sanctions économiques et financières contre-productives de l'Europe et de l'Occident

La Russie est résiliente et habituée culturellement aux sanctions économiques inefficaces qui la frappent depuis 2014. Elle dispose d'une dette très faible de 20 % du PIB et de réserves de change élevées dont une grande partie en or dans ses propres coffres en Russie. L'Europe ne peut pas se passer en fait du gaz russe, des engrais russes, et l'Afrique, sous peine de famine, ne peut pas se passer du blé russe. La Russie peut compter sur l'aide de la Chine, des BRICS et de nombreux pays émergents.

11) L'intervention militaire est enfin justifiée, sur le plan tactique, suite à la supériorité de l'armée russe face à l'OTAN, avec ses missiles

hypersoniques

La supériorité de l'armée russe face aux États-Unis et à l'OTAN a été analysée au chapitre XXIV. L'armée russe vaincra en Ukraine, comme le remarque le colonel américain Douglas Mac Gregor, ne serait-ce que par sa supériorité aérienne, ses missiles, ses drones, son système de défense antimissiles, tout comme les 5000 avions de combat américains et britanniques, après le débarquement en Normandie, ont rendu impossible en 1944-1945 la manœuvre des forces terrestres allemandes de jour.

Le suivisme de l'Allemagne et des Européens dans le conflit ukrainien aura été sidérant ! Tout est permis aux USA ! L'Europe vassalisée gobe tout et légitime toutes les agressions des États-Unis (sabotage du gazoduc Nordstream, expansion sans fin de l'OTAN). L'Europe fanatisée par la propagande atlantiste est prise, selon Emmanuel Todd, d'un « vertige nihiliste ». Cette guerre aura été faite contre les intérêts des Européens, avec une économie en ruines, et contre les Ukrainiens sacrifiés, détruits surplace qu'on aura prétendu soutenir !

Quant au traitement médiatique infligé à la Russie, c'est aussi la honte ! La presse européenne dans son ensemble s'est complètement déconsidérée en mentant et en pratiquant la mauvaise foi. L'analyse logique de faits avérés aura laissé place à la propagande atlantiste et états-unienne.²⁶⁵

Chapitre XXX

La Russophobie de l'Amérique et de l'Occident

« On assiste à une formidable inversion historique : jusqu'à la chute du Mur, nous avons le monde libre contre les Soviétiques et l'Internationale communiste ; désormais, on a le monde libre défendu par Poutine contre les Américains et l'Internationale globaliste.

Que reproche-t-on à Poutine ? De ne pas vouloir des Femen et de l'OTAN. Comme on le comprend ! »

Philippe de Villiers – Le Figaro – 8 août 2014

Nous ne souhaitons dans ce chapitre qu'apporter quelques précisions supplémentaires quant à la russophobie viscérale des Anglo-Saxons, de l'Amérique et de l'Occident envers la Russie.

Le mécanisme russophobe de soumission de l'Europe à Washington

Comme l'écrit Yves de Kerdrel : « les princes qui nous gouvernent n'ont pas encore compris que l'Amérique se fiche des Européens comme d'une guigne et que nous ne l'intéressons qu'en étant ses affidés dans l'OTAN ou comme signataires d'un traité transatlantique qui donne tous les droits aux États-Unis. Ils ne veulent pas voir que notre intérêt à long terme est de nous rapprocher de la Russie plutôt que de lui appliquer des sanctions ridicules »²⁶⁶

L'UE obéit à Washington pour prononcer des sanctions économiques contre la Russie qui nuisent aux économies européenne et russe, mais qui n'affectent en rien l'économie américaine, cette dernière ayant peu d'échanges avec la Russie. L'UE est prête à signer des traités commerciaux de soumission aux USA, qui sont l'exacte réplique des fameux « traités inégaux » et coloniaux imposés à la Chine au XIX^e siècle. Le but de Washington est de rompre à son profit les liens économiques UE-Russie dans le but d'affaiblir l'UE et la Russie.

L'effet boomerang pour la France et l'Europe, dès 2014, des sanctions lancées par l'Amérique

L'ambassadeur de Russie Alexandre Orlov avait déploré la situation, suite aux premières sanctions, dès 2014 : « Je suis obligé de constater avec regret que la France, tout comme un certain nombre d'autres pays de l'UE, suit les règles d'un jeu qui n'est pas le sien en s'enfonçant dans une confrontation absolument inutile, insensée et dangereuse avec la Russie que JP Chevènement a qualifiée de « spirale de la folie ». L'ambassadeur avait donné des statistiques inquiétantes : en 2014, déjà, le chiffre d'affaires des échanges et coopérations franco-russes avait chuté de 17,6 %. Mais, en 2015, il s'était effondré de 44 %. Les seules premières sanctions contre la Russie de l'UE ont coûté 0,5 % de PIB à la France et lui ont fait perdre 165 000 emplois. Merci à nos dirigeants inconscients, merci à l'UE soumise et irresponsable, merci à l'Amérique pour ce beau cadeau supplémentaire au niveau de vie français et aux chômeurs français.

L'atténuation de la russophobie de l'Amérique suite à la menace chinoise

Le Président Trump fait partie d'une minorité des élites américaines qui ne croient pas à une véritable menace russe, mais par contre à un très grand danger chinois.

C'est la raison pour laquelle, en juin 2020, l'Amérique avait décidé de retirer d'Allemagne 9 500 militaires sur un total de 34 500 déployés. Les troupes ainsi économisées devenaient disponibles pour d'autres théâtres : Formose, Corée du Sud, Japon, Philippines. L'Amérique prévoyait de retirer en deux ans 30 000 soldats américains sur les 50 000 actuellement déployés.

Les têtes de linotte bien pensantes devraient réaliser que la Russie blanche, de civilisation européenne, est tout aussi inquiète que l'Occident de la montée en puissance de la Chine, d'autant plus qu'elle est aux premières loges avec 6 500 kilomètres de frontières communes en Asie. Un retrait de l'OTAN à l'Ouest permettrait à la Russie de renforcer ses troupes en Asie centrale et en Extrême-Orient.

C'est une raison supplémentaire pour laquelle les Européens de l'Ouest doivent se rapprocher de la Russie.

La cause idéologique et morale de la russophobie

La russophobie de nos dirigeants ne s'explique pas par la crainte d'une prétendue « menace russe » ou par le caractère « dictatorial » du gouvernement de Poutine, affabulations auxquelles même les journalistes qui en font la propagande ne croient pas. Elle s'explique par la révolution conservatrice de Poutine, c'est-à-dire un retour à des normes et des valeurs détestées par les oligarchies françaises et européennes.

La Russie heurte l'Occident beaucoup plus que l'URSS car elle défend une vision politique et éthique, qui est à l'opposé de celle du nihilisme occidental. Patriotisme, natalisme, défense des traditions religieuses et familiales, enracinement dans l'histoire, restauration de la puissance et de l'indépendance, toutes ces valeurs que de Gaulle a restaurées en France, sont détestées par les oligarchies européennes et par l'idéologie des pseudo-élites.

Les élites européennes au pouvoir voient dans la nouvelle Russie poutinienne une menace d'attraction, le danger d'un exemple pour les peuples européens. L'intérêt de la France, ce n'est pas un pacte transatlantique, ni un mondialisme suicidaire, mais un pacte « euro-russe ». La Fédération de Russie devrait être l'alliée de la France et de l'Europe dans une « Maison commune » : l'Europe, la Grande Europe !

Chapitre XXXI

La Pologne américanophile : Russophobie et Germanophobie

« Je n'ai pas de meilleur ami en Europe que la Pologne »

George W. Bush – Président des États-Unis

Le sentiment antirusse en Pologne est aussi viscéral que, de nos jours, son penchant atlantiste. Le problème de la russophobie polonaise sera abordé d'une façon très succincte, en faisant l'impasse sur l'histoire : Napoléon, les différents partages successifs de la Pologne entre la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Russie, les insurrections successives de libération nationale, l'exécution en 1940 de 22 000 officiers polonais par les bolcheviques à Katyn, l'insurrection de Varsovie d'août 1944 trahie par Staline. Nous nous intéresserons essentiellement aux problèmes contemporains et à l'attitude que doivent adopter les Européens vis-à-vis de la Pologne s'ils veulent véritablement réaliser l'Europe Puissance des nations de Brest à Vladivostok et se rapprocher de la Russie.

Le 4 novembre, jour de l'unité russe, suite à la défaite polonaise du 4 novembre 1612 à Moscou

En l'absence de tsar et de patriarche car ce dernier est en prison en Pologne de 1610 à 1618, la population russe s'unit pour faire face aux périls. Il faut défendre la « patrie en danger ». Deux personnages prennent la tête du mouvement à Nijni-Novgorod, le marchand Cosmas Minin et le prince Dmitrij Pojarskij. D'avril à juillet 1612, ils tiennent à Jaroslavl, promue au rang de capitale de la Russie, le « Conseil des terres russes » et y rassemblent la première armée nationale populaire, composée de citoyens et de paysans des régions centrales et septentrionales de la Russie. Le 2 août 1612, une partie de cette armée populaire arrête les Polonais près de Moscou et le 4 novembre 1612, l'armée de libération nationale libère Moscou de l'occupation des armées polono-lituanienes. Cela permet la tenue de l'Assemblée qui va élire Michel Romanov, Tsar de Russie, le 21 février 1613, marquant la fin du « Temps des Troubles ».

Sous l'empire russe, l'anniversaire de cet épisode a été régulièrement célébré jusqu'en 1917 ; cette manifestation fut abolie en 1917 et restaurée en 2005. Par

cette fête, les Russes célèbrent moins la victoire remportée sur les occupants de leur pays que l'unité du peuple russe qui a su se rassembler pour sa libération, hors de la présence du tsar et du patriarche.

La Pologne, cheval de Troie de l'Amérique en Europe, hostile à la Russie

Les diplomates français présentent souvent d'une façon confidentielle les Polonais comme les chevaux de Troie de l'Amérique tandis que ces derniers trouvent la France imprudemment anti-américaine. Cette divergence se double d'un désaccord sur la Russie, jugée partenaire géopolitique clé à Paris, au nom de « l'histoire » et de la géographie ; Varsovie se méfie des tentatives des Français de s'entendre avec Poutine « au-dessus de leurs têtes ».

Les Polonais évoquent souvent le projet de Confédération européenne de Mitterrand comme exemple de la volonté française de contourner l'OTAN, mais ils oublient que Mitterrand a farouchement défendu la Pologne pour la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse par l'Allemagne, lors de la réunification allemande. François Mitterrand exprima effectivement sa volonté, fin décembre 1989, de voir se former une Confédération européenne réunissant tous les pays du continent qui incluait l'Union soviétique et excluait les États-Unis. Les États-Unis entreprirent un travail de sape contre le projet ; les pays de l'Est ne voulurent pas devenir membres d'une structure dans laquelle les États-Unis seraient exclus. Ces pays y virent aussi un moyen de retarder leur intégration à la Communauté économique européenne, Mitterrand ayant déclaré à la veille des Assises de Prague que leur adhésion ne serait pas possible avant une dizaine d'années²⁶⁷.

C'est avec le PiS, parti conservateur et populiste, qu'on voit beaucoup plus tard s'installer en Pologne un discours anti-français soutenant que la France n'est pas un allié fiable et qu'elle a lâché la Pologne en 1939. C'est oublier que la France a déclaré effectivement, le 3 septembre 1939, la guerre à l'Allemagne, dès l'agression de la Pologne par l'Allemagne. De plus, ce qui fut une faute lourde supplémentaire du général Gamelin et d'Edouard Daladier, il était parfaitement incohérent d'accorder la garantie française à la Pologne, au printemps 1939, en s'alignant sur la diplomatie de Londres, sans remettre en cause le principe de la neutralité belge, car cela supposait, dès l'attaque allemande de la Pologne, de porter le gros des forces motorisées françaises sur la

frontière belgo-allemande, de façon à faire peser une réelle menace sur la Ruhr.²⁶⁸

L'Europe de l'Est et la renaissance de la puissance russe

Le retour de la puissance russe, le désir de revanche du Kremlin qui n'a jamais accepté, on peut le comprendre, l'étrange défaite²⁶⁹ sans combat de la guerre froide, a ravivé les différends entre la Russie et l'Europe de l'Est. Signant la fin de l'effacement international de la Russie, les interventions justifiées de Moscou en Géorgie, en Crimée, et en Ukraine dès 2014, ont réveillé les douloureux souvenirs historiques ainsi que ceux de l'occupation soviétique, après la victoire de l'URSS en 1945.

Pour l'Europe orientale, mais plus particulièrement pour la seule Pologne et les trois minuscules pays Baltes, trente ans après la chute du Mur, le danger vient toujours de l'Est. Géographiquement tournée vers la Méditerranée, l'Europe du Sud a conservé au contraire un héritage et une proximité avec ses anciennes colonies. C'est aussi du Sud que viennent le danger terroriste et la menace djihadiste. Vu de l'Ouest, la Russie, avant d'être une menace, est un acteur international qui compte sur de nombreux dossiers dans le monde.

Les attitudes oscillent cependant entre hostilité et très forte sympathie, même en Europe de l'Est, plus particulièrement en Hongrie et en Bulgarie. Les Bulgares n'ont jamais oublié le lourd tribut payé par l'armée tsariste au XIXe siècle pour les libérer du joug turc.

Fragilisés au niveau géopolitique par la montée en puissance de la Russie, les pays de l'Est ont en outre l'impression d'être des citoyens de seconde zone ; Ils pensaient intégrer l'UE sur un pied d'égalité, mais ils sont devenus « l'Est de l'Ouest » alors qu'à l'époque soviétique, ils étaient « l'Ouest de l'Est », selon Jacques Rupnik. Ils se rebellent contre les pays de l'Europe de l'Ouest, qui ne veulent pas prendre en compte leurs craintes géopolitiques, sociétales et leurs identités culturelles.²⁷⁰

Varsovie préfère acheter américain, coréen, israélien plutôt que français ou allemand

Deux jours après avoir ratifié le traité d'adhésion à l'Union Européenne, le 1^{er} mai 2004, la Pologne a signé « le contrat du siècle » avec les États-Unis pour l'achat de 48 avions de combat multi-rôle F-16 de Lockheed Martin d'un montant de 4,7 milliards de dollars avec les intérêts. Varsovie, membre de l'OTAN depuis 2009, a fait le choix de l'avion américain, au détriment du Jas-39 Gripen suédo-britannique et du Mirage 2000-5 du français Dassault. Le choix effectué par la Pologne pour remplacer ses vieux chasseurs Mig 21 obsolètes de fabrication soviétique, a scandalisé Serge Dassault : « Ou la Pologne vient en Europe et achète des Mirage 2000, ou bien elle continue de rester en dehors et achète des F16 ».

La saga pro-américaine de la Pologne n'a fait que s'amplifier d'une façon hallucinante, en se moquant ouvertement de la France. Paris n'oublie pas le camouflet brutal à François Hollande en 2016, quand le gouvernement polonais a fait volte-face sur l'affaire des hélicoptères Caracal, dont la vente avait été négociée avant sa visite, pour l'annuler au dernier moment, en achetant du matériel américain. En 2023, la Pologne est devenue le premier allié de l'Amérique en Europe : « le partenariat polono-américain n'a jamais été aussi étroit » a pu souligner l'ambassadeur des États-Unis à Varsovie. 10 000 militaires américains stationnent sur la base de Rzeszow en Pologne. Le but ultime de la Pologne est une armée de 300 000 hommes, avec un budget de défense de 4 % du PIB, soit 33 milliards de dollars ; Varsovie souhaiterait se doter aussi d'une force de 3000 chars pour devenir la première armée de terre d'Europe. Afin d'atteindre cet objectif un peu prétentieux vis-à-vis de la France et de l'Allemagne, la Pologne continue de se fournir en capacités de défense auprès de l'Amérique, d'Israël, de la Corée, du Royaume-Uni, ignorant systématiquement les offres européennes et françaises.

Fin août 2023, Washington a approuvé un contrat géant de 12 milliards de dollars, incluant la vente de 486 lance-roquettes Himars pour 10 milliards de dollars et de 96 hélicoptères d'attaque Apache. Avec les dix-huit lanceurs déjà commandés en 2019, l'armée polonaise disposera de 500 lanceurs Himars ! D'autres contrats conclus avec les Américains portent sur 32 avions de combat F-35 de Lockheed Martin, 366 chars Abrams (GDLS) et des systèmes antimissiles Patriot (Raytheon). Ceux conclus avec la Corée du Sud concernent un millier de chars K2 (Hyundai Rotem), près de 700 obusiers automoteurs, 50 avions de combat FA-50 (KAI) et 288 lance-roquettes multiples K 239.

Il se trouve que la Pologne a aussi acheté en 2023 quelques missiles anti aériens au groupe européen d'armement MBDA, pour un montant de 2,4 milliards de dollars, mais, ce qui est tout un symbole, l'achat a été effectué auprès de la filiale britannique du groupe ! La Pologne a enfin acheté en 2023 quatre systèmes norvégiens de missiles antinavires à la société Kongsberg, la Norvège étant aussi, comme par hasard, viscéralement pro-OTAN, pro-anglo-saxonne et pro-Amérique !

Dans le domaine de l'énergie, fortement orientée vers le gaz naturel liquéfié américain, la Pologne a aussi fait le choix en novembre 2022 de l'américain Westinghouse pour bâtir sa première centrale nucléaire avec deux réacteurs, sans aucun égard ni considération pour le français EDF ! Et comme si la coupe n'était pas déjà assez pleine pour la France, le groupe polonais Ze Pak a signé au même moment un accord-cadre avec la compagnie d'État sud-coréenne KHNP pour la construction de futurs réacteurs sur un de ses sites dans le centre du pays. Ce nouveau partenariat n'augure rien de bon pour la filière nucléaire française. EDF a déposé une offre pour la construction de 4 à 6 EPR sur deux ou trois sites et n'a rien obtenu à ce jour. L'électricien tricolore dit « regretter que son offre préliminaire, basée sur la technologie EPR, 100 % européenne, n'ait pas été discutée pour ce premier site, dans un processus concurrentiel où les aspects techniques, industriels, commerciaux et financiers auraient prévalu ». EDF maintient son offre à la Pologne, alors que les Américains comptent bien obtenir davantage qu'un seul chantier sur les trois ou quatre envisagés par Varsovie pour décarboner son mix électrique, très dépendant du charbon.

Sur le plan économique, la France et l'Europe de l'Ouest n'ont pas grand-chose à attendre de la Pologne

La France et l'Europe de l'Ouest n'ont pas grand-chose à attendre, sur le plan économique, d'une Pologne russophobe, germanophobe et francophobe. L'Allemagne est un cas à part car elle est proche de la Pologne et utilise souvent ce pays comme sous-traitant, afin d'abaisser le prix de revient de ses exportations.

L'Europe de l'Ouest subventionne la Pologne à fonds perdu, par le biais des fonds structurels de l'UE et des aides européennes à l'agriculture polonaise. De plus, grâce à ses bas coûts de main-d'œuvre, la Pologne contribue à la

désindustrialisation et à la délocalisation de nombreuses usines en Europe de l'ouest (usine Whirlpool de fabrication de sèche-linges à Amiens en 2018) vers l'Europe de l'Est, à l'intérieur de l'UE.

L'Amérique lointaine ne prendra jamais le risque d'une guerre nucléaire avec la Russie pour défendre la Pologne

Comme l'Amérique l'a montré avec les Kurdes en Syrie, la Corée du Nord, l'Afghanistan et le Vietnam, en n'intervenant en Europe qu'à la fin des deux guerres mondiales en 1917 et en 1944, l'Amérique serait pire que la France en 1939 et ne bougerait pas le petit doigt, si la Russie devait envahir la Pologne, ce qui n'est ni son intention, ni son intérêt géopolitique car elle s'aliénerait alors d'une façon irréversible la France et l'Allemagne, au lieu de s'en faire des Alliés, et devrait alors être effectivement considérée comme une puissance impérialiste par l'Europe de l'Ouest.

La Russie n'a que le droit moral et historique en Europe d'envahir et de récupérer toute l'Ukraine sauf la Galicie. Pour les pays baltes qui constituent un cas à part et faisaient partie de l'empire des tsars, il est probable qu'ils se rapprocheront un jour de nouveau de la Russie, sinon ils finiront inéluctablement à terme, par être un jour envahis.

La garantie d'intervention accordée par la France et l'Angleterre à la Pologne, sans droit garanti de passage en Pologne pour l'armée soviétique, au printemps 1939, face à la menace allemande, a été à l'origine du pacte germano-soviétique du 23 août 1939

Une fois l'impossible garantie accordée à la Pologne, au printemps 1939, d'intervenir pour menacer la Ruhr, suite à l'obstacle que représentait toujours la neutralité belge, Daladier et Gamelin ont commis une deuxième faute en recherchant très naïvement une alliance à l'Est avec Moscou. Leur deuxième erreur, en accordant leur garantie à la Pologne, avait été de ne pas s'être assuré au préalable de l'accord de la Pologne et de la Roumanie, pour assurer un droit de passage, à travers leur territoire, à l'armée soviétique. Staline avait besoin de la certitude absolue de pouvoir constituer un « front de l'Est contre l'Allemagne ».

C'est la raison pour laquelle la mission du général Doumenc à Moscou, en août 1939, pour rechercher l'alliance soviétique fut un échec²⁷¹. Lorsqu'ils furent trop tard interrogés, en août 1939, par Daladier pour accorder un droit de passage sur leur territoire à l'armée soviétique, les Polonais firent une réponse démontrant une fois de plus la haine historique de la Pologne aussi bien vis-à-vis de l'Allemagne que de la Russie : « Si la Pologne tombe sous le joug de l'Allemagne, son corps sera perdu. Si elle tombe sous le joug de la Russie, c'est son âme qui sera perdue »²⁷².

Staline, déjà effrayé par la lâcheté de la France et de l'Angleterre, suite à l'« Anschluss » de l'Autriche (mars 1938), à l'invasion des Sudètes (accords de Munich en septembre 1938), à l'invasion de la Tchécoslovaquie (15 mars 1939), préféra signer le pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939, de façon à ne pas être le dindon de la farce, ce qui conduisit à l'isolement dramatique de Paris et de Londres sur la scène internationale.

L'Europe de l'Ouest ne doit pas commettre une deuxième fois cette erreur historique, avec une Pologne qui haït toujours non seulement la Russie, mais aussi l'Allemagne, au XXI^e siècle !

Une Europe des nations devrait conclure une Alliance militaire et économique avec la Russie par-dessus la tête des Polonais

L'Europe de l'Ouest n'a pas à hésiter une seconde : s'entendre avec la Russie jusqu'à ce que les Polonais comprennent qu'ils n'ont plus le choix et qu'en fait, ils ne seront plus jamais envahis au XXI^e siècle par la Russie, autre peuple slave, qui a d'autres chats à fouetter avec l'Islam au Sud et dans ses frontières, avec la Chine menaçante pour la Sibérie à l'Est.

L'île Angleterre, le traditionnel allié de la Pologne sur le Vieux Continent, est repartie vers le grand large, son terrain naturel de chasse géopolitique. Les États-Unis, son puissant parrain, s'éloignent chaque jour un peu plus vers le Pacifique pour contrer leur nouvelle obsession de la montée en puissance de la Chine ; la guerre en Ukraine n'est qu'une parenthèse de la tendance géopolitique à long terme.

La Pologne a tout aussi peur d'une renaissance allemande, avec l'apparition de l'AfD, que de la Russie. La Pologne a peur de tout, de l'Allemagne, des chars

russes et ce n'est que si une entente viable, durable est conclue entre l'Europe de l'Ouest et la Russie, qu'après coup, la Pologne ne pourra que se réjouir, de voir ses craintes injustifiées au XXIe siècle d'un quatrième partage du pays entre la Russie et l'Allemagne ; nous ne vivons plus à l'heure de l'Europe au Congrès de Vienne en 1815.

Le départ de l'allié britannique de l'UE, l'éloignement inéluctable à terme de l'Oncle d'Amérique et la constitution d'une puissante défense franco-allemande pourraient peut-être rassurer la Pologne, amener Varsovie à modifier son opinion, à surmonter ses rancunes historiques séculaires à l'égard de la Russie et de l'Allemagne, tout comme s'est apaisée, au nom de la raison, la confrontation militaire et historique entre la France et l'Allemagne, mais c'est très peu probable car la rivalité de la Pologne avec la Russie dure depuis trop de siècles.

La France, l'Allemagne et l'Europe de l'Ouest n'ont donc en fait plus rien à attendre de la Pologne et doivent se rapprocher de la Russie, en passant par-dessus la tête de Varsovie. La Pologne se donne aujourd'hui à l'Amérique comme elle s'est donnée à Napoléon et à la France jusqu'à la deuxième guerre mondiale, non pas par amour, mais par haine viscérale de son ennemi héréditaire, la Russie, pour avoir perdu la guerre historique d'un conflit multiséculaire, depuis le XIIIe siècle, avec Moscou.

Chapitre XXXII

La Russie européenne souhaite se rapprocher de la France et de l'Europe

« La création d'un mode de collaboration entre l'Union Européenne et la Russie favoriserait un règlement plus rapide des problèmes économiques, techniques et contribuerait à la création d'un espace économique commun. La coopération entre la Russie et l'Union Européenne s'avère être un élément clé, un pont entre l'Europe et la Chine, ainsi qu'entre les régions asiatiques et pacifiques ; l'américanisation du monde est impossible ; la création d'un monde unipolaire est chimérique. L'essentiel est d'élaborer les contours d'un nouvel ordre mondial et de définir les concepts sur lesquels il doit se fonder ».

Mikhail Gorbatchev

« L'interdépendance entre la Russie et l'Europe est déjà largement dans les faits. Au point que, pour la première fois depuis longtemps, nous pouvons imaginer, au moins sur le plan économique, une communauté de destin avec la Russie. »

Francis Mer, Ministre des Finances

« Le monde commercial va s'organiser en grandes zones : la zone des Amériques et la zone asiatique. Il faut qu'il y ait un pendant européen »

Guillaume Sarkozy

« Si l'Europe ne prend pas conscience de la nature réelle de la mondialisation, elle risque de devenir d'ici peu un sous-traitant industriel, voire un désert. »

Laurent Fabius

« Si à une certaine époque, la réconciliation historique de la France et de l'Allemagne fut l'une des conditions de base de l'intégration ouest-européenne,

aujourd'hui, c'est le partenariat entre la Russie, l'Allemagne et la France qui constitue le facteur positif majeur de la vie internationale et du dialogue européen.

Je suis profondément convaincu que la Grande Europe unie de l'Atlantique à l'Oural, et de fait jusqu'à l'Océan Pacifique, dont l'existence repose sur les principes démocratiques universels, représente une chance exceptionnelle pour tous les peuples du continent, pour le peuple russe notamment. (...) Le peuple russe a toujours eu le sentiment de faire partie de la grande famille européenne, à laquelle se rattachent les mêmes valeurs culturelles, morales, spirituelles(...) Nul ne remet en question l'importance des relations partagées entre l'Europe et les États-Unis. Toutefois, je pense que l'Europe peut assurer à long terme sa réputation de centre puissant et politiquement indépendant si elle parvient à associer ses ressources avec celles de la Russie... avec les ressources naturelles, humaines et territoriales... avec le potentiel économique, culturel et de défense de la Russie. »

Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, devant le Bundestag allemand, le 25 septembre 2001

Une Russie européenne

Poutine, natif de Saint-Pétersbourg qui parle allemand couramment, est un Européen visionnaire à la tête d'une puissance eurasiatique. Un ministre de la culture russe a pu déclarer que la Russie devait renforcer son statut de « gardienne de la culture européenne, des valeurs chrétiennes et de la civilisation authentiquement européenne », valeurs mises à mal par l'occidentalisation. La Russie est clairement devenue un réservoir de valeurs, un modèle pour une Europe malade et décadente.

La Russie est bel et bien un pays européen et asiatique par sa géographie, mais c'est en Europe que se situe Moscou, son centre de décisions. C'est pourquoi nous avons un avenir commun, la Grande Europe, que certains, outre-Atlantique pour des raisons impérialistes, et que d'autres, à l'est de l'Europe pour des raisons historiques, essaient de diviser.

La Russie avec la Sibérie, plus grande à elle seule que les États-Unis, est européenne par ses origines slaves et vikings, par son histoire, par sa religion,

ses auteurs, ses musiciens célèbres et sa civilisation.

La Russie veut et doit se tourner vers l'Europe

Selon Natalia Soljenitsyne, l'épouse du grand écrivain disparu, « Poutine prend ses décisions en fonction des limites imposées et des circonstances. Il a d'indéniables capacités politiques. S'il était parvenu à s'entendre avec l'Ouest, il ne fait aucun doute qu'il aurait considéré cette relation comme primordiale. Mais cela ne s'est pas produit. Qui est responsable ? Je suis personnellement persuadée que l'Occident porte une vraie part de responsabilité et a fait beaucoup d'erreurs. Si les Occidentaux menaient une ouverture, Poutine saisirait cette chance »²⁷³.

Il est un malentendu fondamental qu'il est urgent d'évacuer, maintenant que la Russie semble définitivement décomplexée, c'est celui qui porte sur la perception réciproque de l'Europe et de la Russie. L'Europe a élaboré, au travers de tâtonnements douloureux et à la suite de deux Guerres Mondiales, un système dont elle pense que les autres pays ne peuvent qu'aspirer à en adopter les valeurs et les normes. De son côté, la Russie considère qu'elle appartient à une civilisation spécifique, qui procède de l'Europe et de l'Asie et qu'elle a déjà poussé plus loin que quiconque l'expérimentation d'un monde soi-disant meilleur, avec le communisme, idéologie utopique européenne importée. Elle cherche donc à perfectionner son propre modèle plutôt que d'adopter l'actuel modèle décadent, irréaliste et droit de l'hommiste d'un ensemble voisin. La Russie respecte la civilisation européenne dont elle pense être une composante importante, mais pas l'Union européenne qui lui semble être une construction bancale.

Prise dans le cercle hostile que l'OTAN tente de refermer sur elle, en butte à des sanctions de la part des pays européens, la Russie tente de briser peu à peu son isolement par la voie diplomatique et par une politique maîtrisée d'interventions extérieures (Syrie, Iran et Libye).

« Nous sommes déterminés à promouvoir l'intégration eurasiatique sans l'opposer à d'autres projets d'intégration, dont le solide projet européen. Nous nous basons sur le principe de notre complémentarité réciproque, et nous continuerons de travailler avec nos amis européens en vue de mettre au point un nouvel accord de base » a pu affirmer, fin 2019, le maître du Kremlin.

Poutine n'a pas d'autre solution, face à la Chine trop forte, que de parier sur l'Europe. Le nouveau tsar sait que les Chinois sont très durs en affaire, qu'ils lui enlèvent son pétrole avec un rabais de 20 %, sous prétexte de « leur amitié ». Il sait également que l'Empire du Milieu n'a pas oublié la signature des traités inégaux qui lui ont fait perdre, entre autres, Vladivostok. Il sent que les Chinois ont un appétit secret pour la Sibérie. La Russie ne sera jamais à l'aise avec la Chine, alors qu'elle peut parfaitement s'intégrer à l'Europe. Les jeunes élites de Moscou ne rêvent que de cela. Elles y sont prêtes culturellement.²⁷⁴

La Russie, avec l'OTAN américain à l'Ouest, la Chine à l'Est et l'Islam au Sud, souhaite se rapprocher d'une vraie Europe européenne.

Gorbatchev et Poutine ont tout fait pour se rapprocher de l'Europe

La Russie européenne de Poutine souhaite se rapprocher de l'Europe, pour trouver de l'aide afin de pouvoir garder la Sibérie, le joyau de la couronne russe, car c'est la Sibérie qui paie en grande partie les factures de l'Empire. La Russie a toujours eu la crainte de se faire absorber un jour par l'Asie, de perdre la Sibérie. C'est pourquoi Poutine ne cherche pas à la combattre ou à l'occuper, contrairement aux bobards médiatiques de la pensée unique.

Gorbatchev parlait de « Maison Commune », mais les Américains et les Anglais n'ont toujours cherché qu'à abattre et démanteler la Russie, ne voulant surtout pas de la « Confédération européenne » de François Mitterrand qui excluait les États-Unis et incluait la Russie. L'Europe soumise à l'hyperpuissance américaine a perdu tout sens historique et stratégique durant la période Gorbatchev et plus encore, ensuite, sous l'ère Eltsine, avec les 25 millions de Russes laissés-pour-compte hors de la Russie. Poutine a ensuite hérité, en 2000, d'une mission impossible a priori, tant pour redresser la Russie que pour retrouver ses compatriotes, tout en souhaitant se rapprocher de l'Europe, devenue malheureusement vassale des États-Unis. L'Amérique est la seule responsable de cet immense et criminel gâchis européen.²⁷⁵

La Russie souhaite aussi se rapprocher de l'Europe, pour des raisons démographiques, craignant d'être absorbée par l'Asie

Vladimir Poutine s'est adressé début 2020 au parlement russe, afin de faire le

point sur la crise démographique du pays : « le destin de la Russie et ses perspectives historiques dépendent de combien nous serons à l'avenir. Nous sommes aujourd'hui 147 millions, mais nous sommes entrés dans une mauvaise période démographique », appelant à sortir du « piège démographique » : faible natalité, faible espérance de vie (alcoolisme pour les hommes), 27 millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale, écroulement de la natalité, après la chute de l'URSS.

La démographie, contrairement aux dirigeants occidentaux inconscients et décadents, est une obsession pour le Président russe. C'est la raison pour laquelle Poutine a mis en place une politique familiale, en défendant la famille sur le plan sociétal, car la natalité des successeurs de l'homo soviéticus, lors sa nomination en 2000, était en chute libre. La population en âge de faire des enfants aujourd'hui en Russie est celle qui est née pendant la grave crise démographique de l'après URSS. Un programme d'aide financière aux parents, jusqu'alors ouvert à la naissance du second enfant, a été étendu, en 2020, à la naissance du premier enfant. En 2024, le taux de fécondité en progression lente, mais continue, sera de 1,7 enfant par femme.

La Russie a un sentiment d'insécurité démographique et craint d'être absorbée par l'Asie centrale et la Chine. La population russe diminue tandis que la population musulmane de l'Asie centrale augmente fortement. La perte de l'Ukraine (52 millions d'habitants en 1990) a été ressentie par la Russie non seulement comme une quasi-amputation politique, morale, affective et historique, mais aussi démographique. Selon Bruno Tertrais, « pour la Russie, perdre l'Ukraine signifie échanger un avenir européen contre un avenir asiatique. »²⁷⁶

De plus 68 % de la population russe habite à l'ouest de la Russie dans une zone délimitée par un axe Moscou-Nijni Novgorod. Et la part de l'ethnie russe dans la population de la Russie a diminué, passant de 81,5 % en 1989 à 77,7 % aujourd'hui. Par ailleurs, la Russie compte actuellement 10-15 % de musulmans, mais cette proportion pourrait doubler d'ici 15 ans. C'est pourquoi l'apport de 44 millions d'Ukrainiens permettrait à la Russie de rééquilibrer la plupart des ratios préoccupants et permettrait d'assurer non seulement la survie démographique de la Russie, mais de réaliser le projet d'une grande Russie réunissant toutes les populations slaves et russophones. L'apport de 10 millions de Biélorusses ferait bien évidemment pencher encore davantage le fléau de la

balance démographique dans la bonne direction. Laurence Chalard pense également qu'en cas de victoire en Ukraine, la joie du peuple russe pourrait s'accompagner d'un boom des naissances²⁷⁷ !

Poutine, avec 140 millions d'habitants en 2050 dans le plus grand pays du monde, n'a donc pas les moyens démographiques, le voudrait-il, ce qui n'est pas le cas, d'envahir et de conquérir l'Europe ! Il souhaite au contraire très fortement, en sa qualité d'Européen originaire de Saint Pétersbourg, se rapprocher d'elle, et même si possible, de favoriser une émigration européenne vers son pays plein d'avenir, afin d'augmenter la puissance démographique de son immense territoire à défendre. S'il s'empare d'une partie ou de la quasi-totalité de l'Ukraine, sans perdre trop de soldats russes, ce qui est le cas, ce sera un bon investissement démographique permettant à la Russie de récupérer, en plus de la Crimée, dix à 25 millions d'habitants.

Poutine sait qu'en 2050, la Turquie comptera 100 millions d'habitants, soit un nombre égal au nombre de Russes à l'Ouest de l'Oural dans les frontières actuelles de la Russie. Il est aussi conscient de l'augmentation de la population africaine conjuguée au déclin de la population européenne.

Chapitre XXXIII

La France et l'Europe des nations doivent se rapprocher de la Russie

« Nous avons besoin des Russes et ils ont besoin de nous »

Nicolas Sarkozy, président de la République

« Moi je dis qu'il faut faire l'Europe avec un accord entre Français et Allemands. Une fois, l'Europe faite sur ces bases, alors on pourra essayer, une bonne fois pour toutes, de faire l'Europe tout entière avec la Russie aussi, dût-elle changer de régime. Voilà le programme de vrais Européens. Voilà le mien »

Paroles prophétiques du Général De Gaulle, le 29 mars 1949, Conférence de Presse au Palais d'Orsay

« L'avenir de l'Europe est eurasiatique, pas euro-atlantique »

Général Vincent Desportes

« Le rôle néfaste des forces obscures qui, de manière récurrente, s'opposent à l'alliance franco-russe »

Général de Gaulle

« Pour nos deux pays, c'est l'occasion par excellence, non seulement de resserrer leurs rapports dans les domaines économique, culturel, et scientifique dont dépend leur propre développement, mais encore d'échanger leurs vues, et je l'espère de concerter leurs actions, en vue d'aider à l'union et à la sécurité de notre continent, ainsi qu'à l'équilibre, au progrès et à la paix du monde entier »

Discours en russe du général de Gaulle en 1966, lors d'un long voyage officiel en URSS

Dans le *Grand Échiquier*, le conseiller présidentiel américain d'origine polonaise Zbigniew Brzezinski avait prôné l'hégémonie américaine et l'isolement de la Russie. Ne faudrait-il pas, au contraire, que les Européens constatent la complémentarité de leur continent avec une Union eurasiatique menée par la Russie. L'Europe doit être une puissance et pas seulement un marché, afin de construire une souveraineté militaire et technologique. Il faut renouer avec la Russie : c'est l'intérêt réciproque de l'Europe et de la Russie.

L'anti-américanisme n'est pas « anachronique » : nécessité du rapprochement Europe/Russie

L'anti-américanisme est « anachronique » selon les médias de la pensée unique. Il est toujours « anachronique » de refuser l'occupation du moment, de s'opposer à l'idéologie dominante, d'aller à contre-courant de son temps. Il était anachronique de faire de la résistance dès 1940, de ne pas être stalinien dans les années cinquante, gauchiste dans les années soixante. Aujourd'hui, il est pareillement « anachronique », Nietzsche aurait dit intempestif, de ne pas croire aux bobards du réchauffement climatique par l'homme, de ne pas s'opposer avec force à l'invasion migratoire qui conduit au remplacement des populations, au terrorisme, à l'insécurité, à la perte d'identité des peuples européens, de vouloir mettre fin à l'hégémonie américaine.

La mythologie grecque nous apprend qu'Europe était une nymphe que Zeus ravit un jour, en revêtant l'apparence d'un taureau ailé. Aujourd'hui hélas, ce n'est pas un dieu grec qui cherche à s'emparer de l'Europe, mais une bête au front de taureau qui porte sur son flanc une bannière étoilée.

L'objectif stratégique des États-Unis est de séparer le prometteur voisin russe de l'Europe de l'Ouest qu'il est beaucoup plus aisé de tenir sous contrôle, selon la formule impériale bien connue : « Divide ut regnes ». L'attitude des États-Unis vis-à-vis de l'Europe a toujours obéi aux mêmes principes : oui à une Europe du libre-échange, non à l'émergence d'un concurrent ou d'un rival (un « peer competitor ») qui se doterait des moyens pour devenir un acteur international à part entière. L'allié américain n'est qu'un allié de circonstance, pas un ami ; sur le plan économique et des industries technologiques, de l'armement, c'est même un très dangereux adversaire de l'Europe. Le temps de l'Europe atlantique, de la vassalisation américaine du continent aux ordres de

Washington est révolu. Est désormais venu le temps d'une Europe résolument européenne. Le lien impérialiste transatlantique n'est qu'une chimère de la propagande anglo-saxonne qui ne résiste pas aux réalités économiques, humaines, culturelles, militaires et géopolitiques du continent paneuropéen de Brest à Vladivostok.

L'intérêt pour une Europe des nations d'ancrer la Russie dans une Grande Europe avec un avenir commun

Il convient d'ancrer la Russie dans une Grande Europe avec la vision d'un avenir commun, de certaines actions communes, et de mettre en place une Alliance continentale paneuropéenne faisant contrepoids tant à l'Amérique qu'à l'Empire du Milieu. Le sens de l'histoire conduira la Russie inéluctablement vers l'appartenance à l'Europe, d'autant plus que ce pays est aussi ancré géographiquement en Asie, où sa sécurité est menacée.

Peu importe les traités, ce qu'il faut, c'est que les Européens introduisent dès maintenant la Russie dans l'équation géostratégique, en partant du principe que nous sommes dans le même bateau paneuropéen. L'intérêt de l'Europe occidentale est de se rapprocher stratégiquement de la Russie, quel que soit le caractère totalitaire, démocratique ou libéral du régime momentanément en place, comme le général de Gaulle en avait déjà eu la géniale vision prémonitoire en 1949, lors de sa conférence de presse au Palais d'Orsay, alors que l'on était en pleine guerre froide avec Staline.

Le 30 juin 1966, dans un discours radiotélévisé à Moscou, le général de Gaulle appelait Soviétiques et Français à se « donner la main » pour « faire en sorte que notre ancien continent, uni et non plus divisé, reprenne le rôle capital qui lui revient, pour l'équilibre, le progrès et la paix de l'univers ». Seul le continent pan-européen sera capable de faire face à l'Empire américain qui montre ses muscles, à la Chine qui s'arme et se développe, à l'Inde qui émerge, aux problèmes du Moyen Orient riche en pétrole ainsi qu'aux dangers de l'islam et du terrorisme islamiste. Il est nécessaire que l'Europe occidentale s'affranchisse d'une dépendance excessive des hydrocarbures en provenance de sa périphérie méridionale, tout comme du GNL américain.

Les fondamentaux demeurent : La Russie et l'Europe forment un bloc de 520 millions d'habitants contre 330 millions d'habitants pour les États-Unis,

dans un espace vital immense et porteur d'avenir puisque l'on peut mettre les États-Unis dans la seule Sibérie. Le PIB paneuropéen aurait pour vocation de dépasser celui de l'Amérique du Nord. L'héritage culturel européen demeure écrasant. L'intérêt des Russes et des Européens, c'est de mettre leurs puissances en synergie. La puissance russe n'est plus une menace mais, au contraire, une opportunité pour l'Europe et la stabilité mondiale. Bref, l'avenir à long terme de l'Europe est à l'Est, pas à l'Ouest !

Les vrais Européens ne peuvent que se réjouir de voir réapparaître la puissance russe. L'Europe manque désespérément de puissance dans un monde de plus en plus dur et concurrentiel, face aux grands blocs de l'Asie, de l'Amérique et de l'Afrique.

L'Europe doit se considérer comme l'« Hinterland » de la Russie face à la Chine pour garder le contrôle de la Sibérie. L'Europe ne va pas de Washington à Bruxelles, mais de Brest à Vladivostok, de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique !

Russie/ Europe européenne : des vraies valeurs communes européennes et civilisationnelles

À long terme, la fusion de l'Europe avec le continent eurasiatique, dont elle fait partie, promet davantage que toutes les « communautés de valeurs » atlantiques. Il s'agit de véritables valeurs européennes historiques, universelles, porteuses d'un message, comme ce fut le cas pour les Grecs, les Arabes, la Chine, et l'Inde capables de survivre à toutes les puissances politiques.

L'Europe naît de la rencontre de la pensée grecque, de l'ordre politique et juridique romain, ainsi que de l'individualisme judéo-chrétien, mais les valeurs acculturées de la Grande Europe doivent pleinement intégrer aussi les composantes celtiques, germaniques, slaves ainsi que celles de l'héritage byzantin par l'intermédiaire de la religion orthodoxe.

Selon Alexandre Douguine, les valeurs occidentales que nous amène l'impérialisme américain dans ses fourgons sont à l'opposé des valeurs traditionnelles européennes. L'Europe a une histoire, une culture, des racines, des traditions ; le protectorat américain en Europe détruit tout cela. C'est pourquoi Poutine défend les idées d'identité, de puissance, de tradition,

d'innovation, se méfie de l'islamisme et de l'immigration, est nataliste ; patriote, il défend les valeurs religieuses et familiales ; il considère nombre de « valeurs sociétales nouvelles » de l'Occident comme des valeurs nihilistes décadentes. Poutine défend enfin le courage, l'héroïsme et la virilité, ce qui est inadmissible pour les « bobos », les technocrates et la pensée dominante, pacifiste, individualiste, égoïste, droit-de-l'homme, consumériste, en Europe.

La confrontation actuelle entre l'Europe et la Russie est donc aussi anachronique que stupide. Il suffit de passer quelques jours à Moscou, de converser avec quelques étudiants ou de jeunes entrepreneurs, pour réaliser que les Russes se sentent culturellement européens.

Développer les échanges économiques entre l'Europe et la Russie

En faisant de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Géorgie, du Kazakhstan et de la Russie des partenaires stratégiques privilégiés, l'Europe continentale pourrait « gagner » 270 millions d'habitants supplémentaires générant un PIB d'au minimum 3500 milliards de dollars, soit plus que le PIB nominal de la France, ainsi que des ressources naturelles et énergétiques en abondance. En termes de parité de pouvoir d'achat le PIB russe, à lui seul, est supérieur au PIB français.

La Russie possède 20 % des richesses minières de la planète, une industrie de plus en plus puissante qui représente 33 % du PIB russe et une agriculture capable de nourrir une bonne partie du tiers-monde. La Russie est devenue la 5^o puissance économique en termes de parité de pouvoir d'achat tandis que la France recule au 9^o rang. Détentrice des plus grandes réserves de gaz du monde, seule puissance continentale avec la France à maîtriser le nucléaire civil et militaire, fournisseur stratégique de nombreux pays européens, la Russie constitue pour l'Europe le partenaire stratégique idéal.

Fragilisée par une économie insuffisamment développée, suite à 70 ans de communisme et un programme libéral anglo-saxon de dix ans, complètement raté sous Eltsine, qui a fini de détruire l'économie, la Russie a toujours été très désireuse de se rapprocher économiquement de l'Europe. La Russie agace les actuels dirigeants occidentaux parce qu'elle possède de riches ressources, un vaste territoire, des gens intelligents et autosuffisants qui aiment leur pays, ses traditions et son histoire. L'historien Emmanuel Todd a vu juste : « Avec 2,2 fois moins de personnes qui étudient, les Russes forment 30 % de plus d'ingénieurs

que les États-Unis. La Russie dispose donc d'un réservoir de matière grise nettement plus important que celui de l'Amérique.

Les multinationales occidentales sont troublées par la vision différente du monde et la divergence idéologique avec la Russie. Les multinationales souhaitent essentiellement s'enrichir et développer la société de consommation. La Russie cherche, au contraire, à maintenir un équilibre raisonnable entre la primauté du politique, les valeurs morales, spirituelles et le développement économique.

L'Europe et la Russie ont les mêmes préoccupations existentielles : l'islam radical, les bombes démographiques latentes autour de la mer Caspienne, de la mer Noire et du sud de la Méditerranée, la rivalité sino-américaine pour le leadership mondial au XXI^e siècle, des démographies vieillissantes, malgré les efforts de redressement très importants de Poutine en Russie.

Les stupides pertes d'investissements, de sources d'approvisionnements, de débouchés, d'emplois et de rentabilité des entreprises européennes, suite aux sanctions économiques contre la Russie prônées par les États-Unis et leurs valets européens irresponsables

La France était le premier employeur étranger en Russie avec les entreprises Total, Renault, Safran, Auchan. Renault détenait 33 % du marché automobile du pays. Total qui détient 30 % du consortium géant Yamal, au cœur de l'Arctique russe a dû renoncer à des participations en Sibérie. De nouveaux champs de coopération devaient être ouverts pour les énergies nouvelles, le nucléaire ainsi que pour l'intelligence artificielle, chaque pays ayant déjà bâti un plan stratégique. À l'heure où les Européens doivent se battre pour survivre économiquement et ne pas perdre leurs emplois dans un monde de plus en plus dangereux et compétitif, c'est un suicide économique européen inutile, pur et simple, pour les beaux yeux de l'Amérique !

Il suffit de penser à la perte financière et de fiabilité pour l'économie française quand la société DCNS et les chantiers STX de Saint-Nazaire renoncent, avec des pénalités à la clé, à la vente de deux navires militaires de type « Mistral », soit 1,12 milliard d'euros. Nous prendrons comme autre exemple l'entreprise de haute technologie Safran qui a dû lancer un plan d'économies pour neutraliser l'impact des pertes d'activité importantes en Russie : Safran ne livre plus de

moteurs et d'équipements pour les programmes Super jet 100, l'avion régional de Sukhoï, MC 21, le moyen-courrier d'Irkut, et les hélicoptères Kamov 62 et 226. De même le groupe a cessé ses activités de service et de maintenance dédiées aux moteurs équipant environ 500 A 320 et Boeing 737 au sein des compagnies aériennes russes. Le Groupe a dû aussi augmenter ses stocks de titane, afin de couvrir ses besoins. Pour le moment, Safran dépend à 50 % du titane fourni par le russe VSMPO !

La Russie joue un rôle fondamental pour l'approvisionnement de métaux critiques tels que le titane, le chrome, l'arsenic, le cobalt, le sélénium et le magnésium. Malgré la guerre en Ukraine, les entreprises européennes ont été autorisées à acheter des matériaux « critiques » tels que le titane, l'aluminium ou le nickel à la Russie. Entre le 24 février 2022, date du début du conflit et le 14 mars 2023, Airbus a acheté pour 22,8 millions de dollars de titane russe, soit quatre fois plus qu'au cours des 13 mois précédents.

Les pertes astronomiques de l'agriculture française et européenne, suite aux sanctions économiques suicidaires de l'Occident contre la Russie

La Russie représentait 10 % des exportations totales agricoles européennes. Ce volume s'est évaporé et se traduit en pertes sèches pour beaucoup de producteurs. En 2013, la France avait expédié pour plus d'un milliard d'euros de produits alimentaires, sur les dix milliards qu'a importés la Russie de l'Union européenne. L'embargo décrété par la Russie, le 6 août 2022, sur certains produits alimentaires européens en représailles des sanctions imposées par Bruxelles, a causé un préjudice considérable à l'agriculture française.

La Russie est le premier exportateur mondial de blé (42 millions de tonnes), soit plus de 20 % des exportations mondiales de blé, avec la Turquie et surtout l'Égypte, premier importateur mondial, comme client. Les autres exportations sont anecdotiques. Longtemps déficitaire, la balance commerciale agricole russe est devenue excédentaire en 2018. S'il pèse bien moins que l'énergie, les métaux et les minerais dans la balance commerciale, le secteur agricole est devenu le troisième poste d'exportation, devant l'armement. Selon Sébastien Abis, « les sanctions occidentales ont stimulé l'agriculture russe ».²⁷⁸

Complémentarité stratégique avec la Russie : mettre fin au gaz de schiste américain liquéfié hors de prix et rouvrir les deux gazoducs germano-russes Nord Stream 1 et 2

Les exportations de gaz russe vers l'Allemagne et l'Europe devraient passer en mer Baltique par Nord Stream 1, soit deux tubes parallèles d'une capacité globale de 55 milliards de m³ qui ont été inaugurés en 2011. Ils assuraient déjà 40 % de l'approvisionnement allemand et 30 % de celui de la France. Un seul des deux tubes ayant été endommagé par le sabotage des États-Unis, les livraisons de gaz russe pourraient reprendre immédiatement jusqu'à concurrence de 27,5 milliards de m³ par an.

Le gazoduc Nord Stream 2, avant son sabotage par l'Amérique, devait doubler la capacité de Nord Stream 1 et être inauguré en 2021. Le projet Nord Stream 2 a toujours suscité l'ire des États-Unis qui ont accusé l'Allemagne d'accroître sa dépendance au gaz russe et ont incité Berlin à importer le gaz naturel de schiste liquéfié américain beaucoup plus onéreux. Soucieux de ménager la susceptibilité américaine, le gouvernement allemand a procédé à la construction de terminaux méthaniers destinés à importer du GNL en provenance d'outre – atlantique.

Le gaz russe ne constitue pas une dépendance pour l'Europe, mais bien au contraire une source énergétique fiable, complémentaire et très bon marché, alors que le gaz américain coûte 4 fois plus cher, pollue avec les méthaniers sur les mers ainsi qu'avec les usines de liquéfaction aux États-Unis et les usines de regazéification en Europe. Les autres sources d'approvisionnement (Norvège, Pays-Bas, Algérie) sont sur le déclin.

Complémentarité énergétique de Turkstream : un gazoduc pour livrer du gaz russe au sud de l'Europe

Avec le gazoduc Turkstream dont les vannes ont été ouvertes solennellement le 8 janvier 2020 à Istanbul par Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, le chef du Kremlin a parachevé un dessein esquissé de longue date : accroître et assurer la fourniture de gaz russe aux Européens.

Turkstream permet d'acheminer 31 milliards de m³ (dont la moitié destinée à la Turquie) dans deux tubes immergés de 930 kilomètres sous la Mer noire, entre le port russe d'Anapa et le village turc côtier de Kiyiköy, non loin d'Istanbul. Un

tronçon terrestre de 65 kilomètres relie ensuite Kiyiköy et Lüleburgaz, non loin la frontière turco-bulgare. La Grèce et la Macédoine du Nord sont déjà clients ; l'objectif est de fournir ultérieurement la Serbie, la Hongrie et jusqu'à Baumgarten en Autriche.

Les flux gaziers russes vers l'Europe ont longtemps transité par une plateforme majeure, l'Ukraine, avant que ce pays ne devienne, pour Moscou, l'obstacle à contourner. La solution pour la Russie passe donc par le contournement de l'Ukraine, au sud de l'Europe avec Turkstream, et au nord avec Nordstream.

L'Europe ne peut pas se passer du gaz russe

Les besoins de l'UE en gaz sont colossaux : 400 milliards de m³ par an dont 187 milliards fournis par la Russie, soit 46,8 %, jusqu'à la guerre en Ukraine. 55 % du gaz allemand consommé était d'origine russe. L'UE a donc dû épargner le gaz qui, contrairement au charbon et au pétrole russe, n'est pas sous sanctions, tout en essayant de ralentir les achats. L'Europe continue, en fait, à dépendre plus que jamais du gaz naturel liquéfié russe. Les importations par les divers gazoducs russo-européens se sont réduites ou ont été arrêtées, suite au sabotage de Nordstream par l'Amérique, mais les achats de gaz naturel liquéfié à Moscou par bateaux ont bondi ! Au 31 Aout 2023, ils étaient en hausse de 40 % par rapport à la même période en 2021, avant l'intervention militaire russe. De plus, le GNL coûte 40 % plus cher que le gaz transporté par gazoduc

Poutine s'il le souhaite pourrait stopper les exportations de GNL pendant l'hiver 2023-2024 et mettre l'Europe grelottante à genoux. Le Qatar et les États-Unis, avec un prix quatre fois plus cher que le gaz russe, sont dans l'incapacité de compenser durablement et en totalité les importations européennes de gaz russe. Selon Faith Birol, directeur exécutif de l'AIE, si la reprise de l'économie chinoise s'accélère en 2023-2024 et si l'hiver est rigoureux, il n'y aura pas assez de gaz russe liquéfié pour l'Europe. Les stocks de gaz constitués à l'automne ne permettent pas de couvrir la consommation des pays européens si l'hiver est rigoureux. 21 % de la production d'électricité en Europe s'effectue à partir du gaz.

Nucléaire : l'étroite collaboration entre la Russie et la France résiste à la

guerre en Ukraine, mais l'Amérique va tout faire pour y mettre fin

La France et la Russie ont de nombreux liens industriels indissolubles dans le nucléaire. Ce secteur ne figure pas dans les sanctions occidentales car beaucoup de monde, (Hongrie, États-Unis entre autres) a d'énormes intérêts et beaucoup trop à perdre dans cette activité.

La plupart des réacteurs en construction hors de Russie par Rosatom, le géant russe du nucléaire, doivent être équipés de turbines françaises Arabelle, avec tout l'équipement et l'entretien qui va avec. Pour chaque nouveau réacteur construit par Rosatom en Europe ou ailleurs, jusqu'à 1 milliard d'euros revient aux technologies françaises de Framatome, filiale d'EDF. Les achats de turbines françaises par Rosatom représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'usine de Belfort. Cette fructueuse collaboration résulte du succès à l'export du modèle de réacteur VVER de Rosatom. L'entreprise russe est le premier exportateur mondial de centrales nucléaires et détient 30 % de parts de marché. Les turbines ne sont pas le seul point fort de la filière française bénéficiant du dynamisme commercial des Russes. Framatome est aussi devenu un partenaire clé de Rosatom pour le système de contrôle-commande, un autre composant clé du réacteur VVER exporté par Rosatom.

Les ingénieurs et chercheurs français n'ont donc aucun intérêt à rompre les relations avec leur grand voisin de l'Est, d'autant plus que la Russie est en pointe dans les réacteurs de 4^e génération à sel fondu, capables notamment de recycler les combustibles usés des réacteurs français d'EDF. Un accord a donc été signé entre le CEA, EDF et Rosatom, afin d'envoyer du combustible usagé pour qu'il soit réutilisé dans les réacteurs russes. La Russie possède la seule usine au monde capable de « recycler » l'uranium usagé des réacteurs nucléaires français. L'usine russe se trouve à Seversk, dans la région de Tomsk, en Sibérie.

De plus, depuis des années, Rosatom domine la chaîne d'approvisionnement de l'uranium enrichi, c'est-à-dire l'uranium naturel transformé en combustible radioactif, dans le monde. La France a acheté un tiers de son uranium enrichi à la Russie en 2022, les États-Unis 28 % en 2021.

En ce qui concerne l'uranium, la France se fournit au Niger, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Russie et un tout petit peu en Australie. La France transforme l'uranium en combustible radioactif dans son usine de Romans sur Isère dans la Dôme. Rosatom livre aussi de l'uranium naturel à une filiale de Framatome en

Allemagne à Linguen, où est fabriqué également de l'uranium enrichi. En 2022, la France a acheté pour 440 millions d'euros d'uranium et d'uranium enrichi à la Russie, soit environ la moitié des achats de l'UE (1 milliard d'euros).

En 2022, 43 % de l'uranium naturel importé en France provenait du Kazakhstan et d'Ouzbékistan. L'uranium est acheminé via des convois ferroviaires jusqu'au port de Saint Pétersbourg, puis par cargos jusqu'en France. Ces transports passant par la Russie ne peuvent être réalisés que sous condition de l'obtention d'une licence délivrée par Rosatom. Il n'y a pas de route alternative possible pour se procurer l'uranium naturel importé de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan, d'où l'importance pour la France d'entretenir de bonnes relations amicales avec Rosatom.

Les Russes sont toujours reconnaissants à la France de les avoir aidés quand cela allait mal, dans la décennie 1990, suite à l'effondrement de l'Union soviétique. EDF a alors formé gratuitement des ingénieurs russes en matière de sécurité, suite à la catastrophe de Tchernobyl. Cela permet paradoxalement à la France de pénétrer ce secteur très fermé et de vendre des solutions de « contrôle-commande ».

Le scandale de l'américanisation de la filière 100 % française des réacteurs Arabelle par General Electric, depuis le rachat d'Alstom en 2014, pour rendre la France dépendante de l'Amérique (réacteurs nucléaires EPR, porte-avions Charles de Gaulle et ventes au russe Rosatom).

Le dossier Arabelle, suite à la trahison ou à l'inconscience d'Emmanuel Macron lors de la vente, en 2014, d'Alstom Energie à l'américain General Electric, au lieu de vendre à l'européen Siemens, comporte aujourd'hui une difficulté de taille. Depuis la prise de contrôle par General Electric, les Américains ont cherché à américaniser cette filiale 100 % française. Selon Jean-Michel Quatrepoint dans *Marianne*, dès que General Electric a mis la main sur « Alstom Power », notamment sur l'activité nucléaire, l'une de ses premières actions a été d'américaniser certains composants sensibles, notamment le contrôle commande de la ligne d'arbres, c'est-à-dire les différents « étages » de la turbine à vapeur et de l'alternateur. Auparavant Arabelle était 100 % française, ce qui n'est plus le cas et peut donc poser problème avec notre faux-ami l'Amérique qui peut procéder au chantage et mettre des bâtons dans les roues de

la France, lors des ventes des réacteurs Arabelle au russe Rosatom !

Une épine dans le pied de plus pour la souveraineté nucléaire française, puisque ces prestigieuses turbines doivent équiper les 6 nouveaux réacteurs nucléaires EPR français et le porte-avions Charles de Gaulle. C'est le président de la République Emmanuel Macron, grand défenseur du progressisme et du libre-échange mondialiste, qui a autorisé en 2014 la cession de cet équipement nucléaire stratégique, lors de son passage à Bercy.

La suspension des lancements de Soyouz à Kourou : du beau gâchis et un cauchemar pour l'Europe, la France et Arianespace

En juin 1966, la politique d'indépendance nationale du général de Gaulle a conduit la France à débiter une coopération spatiale avec l'Union soviétique, afin de traverser le rideau de fer de la guerre froide. En juin 1978, Leonid Brejnev permit aux Français d'envoyer la première fusée *Ariane*, grâce à la fourniture de diméthylhydrazine. La coopération franco-russe s'est étendue tous azimuts, d'une façon très fructueuse, pour de multiples missions : vols habités dans des vaisseaux spatiaux Soyouz de Jean-Loup Chrétien et Thomas Pesquet, observation de Vénus, télescope français Sigma sur le satellite soviétique Granat en 1989, etc.

C'est en 2003 que les lanceurs Soyouz sont autorisés à s'implanter en Guyane, permettant d'intensifier la coopération industrielle entre la France et la Russie que l'OTAN limitait, car considérée comme importation de technologies sensibles. C'est en octobre 2011 qu'a lieu le premier lancement de la fusée Soyouz depuis la Guyane française, suivi de 23 autres lancements fiables et réussis. La réponse de Moscou aux sanctions occidentales, après l'intervention militaire russe en Ukraine, a été très rapide. L'une d'entre elles est la suspension des lancements de Soyouz au Centre spatial guyanais et le rappel des 87 Russes présents en Guyane travaillant pour Roscosmos, en réaction à la décision du Conseil de l'UE d'interdire les exportations vers l'industrie aérospatiale russe. Moscou a tapé là où cela faisait mal pour l'Europe : l'accès à l'espace dans la période de transition très incertaine entre les lanceurs Ariane 5 et Ariane 6.

La guerre en Ukraine aura eu raison de la coopération franco-russe dont le volet commercial avait été lancé en 1996, avec la création de Starsem, et mis un terme à l'aventure Soyouz en Guyane. En onze ans, Soyouz avait mené à bien 27

missions depuis le sol guyanais pour le compte de clients privés, mais aussi de l'ESA et de la Commission européenne. Soyuz a lancé les satellites Galileo, mais aussi des missions emblématiques comme Gaia qui cartographie la Voie lactée.

La Russie, au cœur du gigantesque projet (20 milliards d'euros) de fusion nucléaire ITER à Cadarache

L'objectif d'ITER est de démontrer la réalité de l'énergie de fusion nucléaire. L'enjeu est énorme car il s'agit de fournir une énergie durable, non polluante, sans radioactivité et sans émissions de CO₂. La fusion consiste à reproduire dans une machine les réactions physiques qui se produisent au cœur du soleil et des étoiles. Le site d'expérimentation de ce projet international se trouve en France, à Cadarache.

Au cœur du dispositif, une gigantesque machine inventée par les Russes, un « tokamak » où sera produite la réaction de fusion, née de la collision des noyaux de deux variantes de l'hydrogène (le deutérium et le tritium) provoquée par des températures de l'ordre de 150 millions de degrés.

La Russie a envoyé par bateau, à partir de Saint Pétersbourg, malgré la guerre en Ukraine, à l'automne 2022, vers la France, un des six aimants géants prévus pour le « tokamak » sans lesquels il ne peut pas fonctionner. Trois camions avec des équipements russes sont également partis le 13 septembre 2022 de Nijni Novgorod, à destination de la France. « Pas question de ne pas remplir ses obligations dans cet important projet international » a pu dire Viatcheslav Perchoukov, haut dirigeant de Rosatom. ; « Tout le monde serait perdant, en cas d'exclusion ou de retrait de la Russie. Nous sommes tous une seule famille » a affirmé de son côté Andrei Mednikov, en charge de la maîtrise d'œuvre de la bobine-aimant.

Fruit d'une coopération scientifique entre 35 pays, l'idée du projet ITER est née à l'issue d'un sommet entre l'ancien président américain Ronald Reagan et l'ancien dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, en 1985.

L'apport possible à l'Europe par la Russie des nouvelles richesses énergétiques et des nouvelles voies navigables de l'Arctique

L'Arctique russe abrite 80 % du gaz russe, 20 % du pétrole russe, représente 30 % du territoire russe, 53 % du littoral de l'océan Arctique, 15 % du PIB russe et compte 2,5 millions d'habitants. L'Arctique regorge de pétrole et de gaz ; on estime les réserves de pétrole à 90 milliards de barils et les réserves de gaz non découvertes à 30 % du potentiel non découvert de la planète.

En 2021, les États-Unis ont produit 934 milliards de m³ de gaz contre 701 milliards pour la Russie, mais les États-Unis consomment 90 % de leur gaz, ce qui fait de la Russie un exportateur mondial infiniment plus important que les États-Unis. Avec le pétrole arctique et le gaz arctique, les exportations de la Russie se situent au niveau de l'Arabie saoudite et du Qatar.

La Russie possède 57 brise-glaces, soit la première flotte mondiale, les USA 5 et la Chine 2 ; son intention est d'en construire d'autres en très grand nombre d'ici 2025, avec l'aide de l'Inde et de la Chine. Le réchauffement climatique va ouvrir, en effet, plusieurs routes polaires. Moscou a inauguré, en novembre 2022, le brise-glace nucléaire « Ural » qui doit assurer la suprématie de Moscou dans l'Arctique, en ouvrant les routes maritimes du Nord, toute l'année. Sans une flotte de brise-glaces nucléaires modernes, il est impossible d'imaginer le développement de la route maritime du Nord. Cette route permettra d'assurer les livraisons d'hydrocarbures vers l'Asie pour compenser l'embargo de l'UE.

La voie maritime du Nord est le plus court chemin de l'Asie vers l'Europe et vers les Amériques. 80 % du trajet se fait dans les eaux territoriales russes. Cet itinéraire raccourcit les distances de 5 000 à 7 000 km, soit un gain de 40 % du trajet, avec donc 40 % de temps et de carburant en moins. Selon les accords de Montego Bay de 1982, la Russie peut prétendre à un droit de péage ou d'accompagnement dans ses eaux territoriales, et refuser l'accès aux indésirables. Les Russes ont renforcé leurs forces armées et construit l'immense base ultra-moderne avec centrale électrique, clinique ultra-moderne et aéroport couvert du « Trèfle Arctique » sur l'île Kotelný à 600 kilomètres du pôle Nord.²⁷⁹

Les Chinois voient dans cette route maritime une nouvelle route de la soie et ont signé un accord à Mourmansk avec la Russie, pour demander le respect du droit maritime, conformément au protocole de Montego Bay. Cet accord doit être considéré comme une mise en garde très ferme de la Chine et de la Russie, impliquant, si nécessaire, l'emploi de la force militaire à l'égard de l'Alliance Atlantique.

L'apport possible par la Russie à l'Europe d'une ouverture sur le Pacifique et du boom économique de l'Extrême-Orient russe

« L'Europe à 2 heures d'avion ! » peut-on lire sur des placards publicitaires à Séoul, en Corée du Sud, pour vanter l'euroanéité de l'Extrême-Orient russe. Longtemps délaissée par Moscou se méfiant d'une sinisation possible par apport de population immigrée, l'Asie russe, suite au rejet des avances de Gorbatchev et de Poutine par les Européens-valets de l'Amérique, devient, avec l'Arctique, la nouvelle priorité. Il y a longtemps que le nouveau Tsar du XXI^e siècle ambitionnait de développer ces territoires immenses, mais, arrivé au pouvoir en 2000, sa priorité a été de redresser un pays livré à l'anarchie, de ramener la dette de la Russie à seulement 15 % du PIB (France 115 % du PIB) et de reconstruire une armée puissante, disciplinée, moderne.

L'Extrême-Orient russe connaît actuellement un boom économique. Malgré la guerre en Ukraine qui monopolise l'énergie du pays, les investissements, les infrastructures et le commerce explosent. La Chine, l'Inde et des délégations de l'ASEAN et des pays arabes étaient présentes au Forum économique de Vladivostok en septembre 2023. Poutine a pu déclarer : « L'Extrême-Orient est la priorité stratégique de la Russie pour tout le XXI^e siècle ».

Le potentiel de développement de cette portion du continent asiatique est en effet colossal. En 2023, 2800 projets d'investissements sont en cours, complétés par la création de plusieurs zones économiques spéciales avancées, internationales (ASEZ) et l'expansion du port franc de Vladivostok. Resté inexploré et inexploité sur les deux tiers de son espace, l'Extrême-Orient russe bénéficie dorénavant d'un taux d'investissement trois fois supérieur à la moyenne russe. Son potentiel pour les industries de ressources naturelles (bois, minerais, pétrole, gaz, pêche, activité portuaire et industries connexes avec les nouvelles routes maritimes de l'Arctique) est illimité. D'ici 2030, la production de GNL russe dans l'Arctique va tripler. Dans cette conquête du « Far-East » russe, le chemin de fer joue un rôle fondamental : le Trans-Baïkal est la ligne ferroviaire la plus fréquentée du monde.²⁸⁰

La Russie est le seul pays d'Europe ayant une ouverture sur l'Asie et le Pacifique. Vladivostok deviendra un nouveau Hong-Kong russe, alors que la ville, chinoise jusqu'en 1860, s'appelait « Port aux crevettes ». À vol d'oiseau,

Vladivostok n'est pas très éloignée de Pékin. La Russie, c'est donc aussi un accès au Pacifique, avec un pied en Asie.

Il convient de noter aussi la nouvelle route asiatique de Poutine vers le sud du pays, cette fois-ci, reliant Saint-Pétersbourg à Bombay, en 15 à 24 jours, en descendant la Volga et en rejoignant la Mer Caspienne, grâce au Canal ITC, vers Astrakhan, port de la Caspienne. Les marchandises sont alors transportées par bateaux jusqu'à Rashi en Iran, pour être ensuite expédiées par voie ferroviaire jusqu'à Téhéran, d'où elles sont acheminées ensuite vers Bombay, ou la Chine ou le Moyen-Orient. Par le canal de Suez, la durée d'acheminement de Saint-Pétersbourg à Bombay, est de 30 à 45 jours.²⁸¹

Sans la moindre imagination, ni vision à long terme, par soumission aux Américains, les responsables européens ont donc sabordé l'avenir de l'Europe préparé par Charles de Gaulle, pour faire seulement le bonheur de Washington. La Grande Europe de Brest à Vladivostok représenterait un colosse potentiel sur le plan stratégique, démographique, géographique, civilisationnel, culturel, économique et militaire.

L'Alliance Europe des Nations/Russie pour faire face à l'impérialisme américain et à la Chine

Il faut donc en finir avec la russophobie formulée en 1839 par le marquis de Custine dans sa célèbre formule : « La Sibérie commence à la Vistule ». En fait la Sibérie commence bel et bien à l'Oural et nulle part ailleurs. Comme disait le général de Gaulle, fervent défenseur de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, « il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités » et cette réalité, comme a pu l'exprimer Jean-Pierre Chevènement, c'est que « Sans la Russie, il manque quelque chose à l'Europe »²⁸².

L'autre réalité, c'est que les nations se réveillent partout en Europe et que les États-Unis pourraient bien perdre, selon le philosophe italien Costanzo Preve (1943-2013), la *Quatrième guerre mondiale*²⁸³, commencée après la chute du Mur de Berlin, en 1989, pour détruire la souveraineté des nations européennes, étendre leur emprise économique, politique, militaire et culturelle en Europe jusqu'à ce que l'on rende obligatoire l'enseignement de la langue anglaise, en fait l'anglo-américain, par adjonction aux « dialectes nationaux » en voie de

dépérissement. La Russie de Poutine apparaît aujourd'hui comme le principal pôle de résistance à cette tentative qui a d'ores et déjà échoué.

Costanzo Preve a admirablement bien résumé dans son ouvrage la situation : « L'Europe n'a donc devant elle que deux voies, comme Hercule à la bifurcation du chemin : ou bien accepter l'hégémonie absolue (le « leadership ») des États-Unis et en devenir un appendice touristique et « humanitaire », ou bien chercher la voie d'une autonomie stratégique réelle, eurasiatique ou même eurocentrique ». Une Alliance Europe/Russie, la Russie prenant, à terme, la place des États-Unis dans un OTAN européen, consacrerait définitivement la défaite de l'impérialisme américain et la victoire des partisans de l'Europe européenne, indépendante, puissante et libre.

Conclusion : Rester Européen avec la Russie ou devenir Américain avec les États-Unis, c'est ça la question !

« Le courage politique oblige à dire que c'est contre les États-Unis qu'il faut faire l'Europe, ou alors, il n'y aura plus d'Europe. »

Gilbert Pérol, Ambassadeur de France

« Sans la Russie, l'Europe est un continent mutilé »

Jacques Chirac, ancien président de la République

« L'Europe ne va pas de Washington à Bruxelles, mais de Brest à Vladivostok »

Marc Rousset-La Nouvelle Europe Paris-Berlin-Moscou²⁸⁴

Aujourd'hui, c'est l'Europe, c'est toute l'Europe qui est dans la position d'Hamlet et qui s'interroge avec lui : « Être ou ne pas être », rester Européen avec la Russie ou devenir Américain avec les États-Unis, voilà la question !

La capitale de l'Europe n'est pas Washington, et l'histoire des nations européennes n'est pas celle d'une province perdue aux confins du *limes* de l'empire américain. Selon Hervé Juvin, dans le *Mur de l'Ouest* : « Une nouvelle libération requiert toutes nos forces. Ce n'est pas le Mur de Berlin qui doit tomber, c'est le mur de l'Atlantique, ce mur mental qui nous asservit aux modes, aux systèmes, et aux ordres venus d'Amérique²⁸⁵ ». L'objectif stratégique des États-Unis est de séparer le prometteur voisin russe de l'Europe qu'il est ainsi beaucoup plus aisé de tenir sous son contrôle, selon la formule impériale bien connue : « Divide ut regnes ». Et pourtant, conformément à la prédiction du général de Gaulle, la Russie a bu le communisme comme le buvard boit l'encre ;

de plus, avec ce grand pays, nous n'avons en réalité aucun contentieux majeur, la guerre en Ukraine étant la guerre de l'Amérique et non celle de l'Europe de l'Ouest qui n'a rien à faire et aucun intérêt particulier dans ce pays. L'Europe a, bien au contraire, des affinités culturelles, économiques, géopolitiques, stratégiques fondamentales avec la Russie.

Beaucoup de gens en Europe sont installés confortablement dans une culture suiviste pro-américaine : pourquoi s'émanciper alors qu'il est si rassurant de rester des enfants dans une grande Suisse ? Ils s'inquiètent des efforts faits par la France pour mettre en place une force militaire européenne indépendante. Ils ne veulent pas que l'Europe se renforce. Cinquante années d'accroissement ininterrompu du bien-être, tout en s'endettant d'une façon éhontée, sous le parapluie nucléaire américain depuis 1945, ont non seulement sapé la conscience existentielle des Européens, mais aussi endormi leur vigilance et détruit leur volonté de se défendre. Les Européens se sont comportés en fait comme des sybarites retraités de la grande histoire. Idiots utiles de l'Amérique et de la mondialisation, ils ont cru à l'Europe – Puissance fédéraliste de l'UE et de Maastricht qui leur amènerait la paix et la prospérité sans trop se fatiguer. Les Européens connaissent en fait aujourd'hui la décadence, le manque de protection et d'autorité en matière de justice, d'immigration, d'économie et d'éducation, les frontières-passoires et l'impuissance. L'UE fédéraliste, libre-échangiste, et droit de l'hommiste affaiblit les Européens au lieu de les protéger. William Shakespeare dans le *Roi Lear* a bien décrit la situation géopolitique actuelle des Européens et les catastrophes qu'ils vont connaître : « Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles ! »

L'Europe ne doit pas seulement affronter la concurrence des États-Unis, de la Chine, de l'Inde, des nations émergentes, mais également de nombreux problèmes identitaires et géopolitiques. Face au danger migratoire et démographique, il importe que tous les Européens, Russes inclus, serrent les rangs, tranchent le nœud gordien et n'hésitent pas, comme le conseille Hubert Védrine, à recourir à la force²⁸⁶. Entrée dans le siècle avec 800 millions d'habitants, l'Afrique en comptera 2,7 milliards en 2050 et 4,5 milliards en 2100 ! Le rétablissement urgent de frontières gardées militairement et le taux de natalité à relever représentent un enjeu identitaire et démographique vital, fondamental pour la France et l'Europe ! Selon Patrick Buisson : « un peuple qui sous-traite la fabrication d'enfants aux immigrés est un peuple qui consent à sortir de l'histoire ».

Pour Julien Freund, notre situation est celle de l'Empire romain submergé par les barbares. Notre décadence est celle d'une société qui ne croit plus en son propre avenir et sacrifie ses valeurs au profit du confort matériel immédiat, d'horizons messianistes et de la fascination pour l'Autre²⁸⁷. Les Européens trouvent même du charme à cette décadence car elle leur permet de bien vivre, de consommer le capital économique, technologique et démographique transmis par les générations précédentes, tout en s'endettant, ce qui est le comble de l'égoïsme, au détriment des générations futures ! Les sociétés européennes ne pourront se redresser, se ressaisir et se sauver que si elles prennent conscience de leur marche actuelle inexorable vers le précipice et de la possibilité de leur disparition.²⁸⁸

Une société multiethnique conduit tout droit inexorablement, au mieux à des troubles et des affrontements, au pire au chaos et à la guerre civile, car il lui manque la « philia », la fraternité sincère, réelle et profonde entre les citoyens, ce qui est le cas avec les « Français de papier » seulement. Sans la bombe atomique et le château de Versailles, la France ne serait-elle pas déjà un pays du Tiers-Monde ? « La France colonisée par ses colonies ! », selon le bon mot de Poutine. Les Japonais ont parfaitement compris cette réalité sociologique que les bien-pensants et les belles âmes, au nom de leur idéologie, ne veulent pas reconnaître. Selon Hubert Védrine, « il y a eu une naïveté multiculturaliste, universaliste et migratoire en Europe. On en sort dans la douleur ». Quant au concept « d'islamophobie », il a été inventé par les islamistes pour paralyser la résistance à leur progression.²⁸⁹

Les Paneuropéens doivent donc s'opposer de Brest à Vladivostok à l'immigration de masse extra-européenne, qu'elle soit asiatique en Sibérie, africaine et subsaharienne en Europe de l'Ouest. Le rayonnement paneuropéen suppose la paix civile et une population non minée par des troubles interethniques ; cette population doit de plus assurer elle-même son renouvellement et sa vitalité démographique ; depuis Aristote, la nature a horreur du vide.

Malheureusement, l'euro-ricain individualiste et matérialiste ne se préoccupe pas des problèmes de défense, de son identité, de ses racines, des leçons de l'histoire des peuples, des réalités gênantes qu'il nie d'une façon éhontée, d'immigration extra-européenne et de démographie : son seul souci est sa réussite matérielle avec un esprit de consommation insatiable ; sa seule Mecque

est la conception particulière de la modernité aux États-Unis avec un individualisme extrême et la pulsion d'acquiescer ; la quête frénétique du bonheur personnel a pris la place des idéaux collectifs.

Notre société d'immédiateté perd peu à peu le sens de l'effort, du dépassement de soi, du courage, de la virilité, de la durée, du Bien commun et de la survie ; les sentiments de noblesse et d'honneur ont complètement disparu ; notre société tend à confondre son avenir et le souci du futur avec la facilité du présent, s'endettant d'une façon exponentielle, comme la France pendant ces quarante dernières années.

Seul un renouveau démographique et sociétal des différentes nations, le retour aux valeurs traditionnelles de l'Europe, une prise de conscience d'un horizon nouveau pan-européen, de nouveaux grands projets d'avenir nationaux, européens et pan-européens avec la Russie pourront sortir les Européens de leur étroitesse individualiste, mettre fin à leur déclin et à leur décadence tous azimuts ! Alexandre Douguine remarque à juste titre que « l'Europe doit rompre avec l'Occident » car « l'Occident est l'ennemi des peuples » ! L'Europe doit donc rompre progressivement avec l'Amérique et s'allier avec la Russie, rompre immédiatement avec les valeurs occidentales décadentes et retrouver très rapidement ses valeurs conservatrices européennes traditionnelles.

Pour clore le tout, les Européens sont aussi victimes du double lavage de cerveau de la pensée unique idéologique et de la « soft power » des médias anglo-saxons. Ce mal, tel un boomerang, nous vient principalement de cette civilisation occidentale, avec des valeurs opposées aux valeurs européennes, que l'Europe a enfantée de l'autre côté de l'Atlantique ; mais les États-Unis, paradoxalement, avec leurs « think-tanks » néo-conservateurs, ont gardé une vision géopolitique et adopté une stratégie impérialiste. La conception américaine de la mondialisation est celle de la « fin de l'histoire » après la chute du Mur de Berlin et de la nation la plus puissante qui demande à toutes les autres nations de ne plus l'être ; malheureusement pour l'Oncle Sam, l'histoire des peuples est de retour !

Les Européens pacifistes et droit de l'hommistes veulent oublier et occultent délibérément les réalités ethniques, identitaires, géographiques, historiques, considérées comme des résidus du passé, alors qu'elles sont essentielles et se rappelleront à eux très rapidement ; cela se traduit par un désarroi et un malaise existentiel. Les messages prémonitoires de Ortega y Gasset, Peter Sloterdijk et

de Cioran doivent toujours rester présents à l'esprit pour nous tenir en éveil.

Selon Ortega y Gasset dans *La Révolte des Masses*²⁹⁰, ouvrage écrit en 1937 : « Si l'Européen s'habitue à ne pas commander, il suffira d'une génération et demie pour que l'ancien continent, et avec lui le monde entier, tombe dans l'inertie morale, dans la stérilité intellectuelle et dans la barbarie générale. Les Européens sont voués à de grandes entreprises, et quand celles-ci font défaut, ils s'avilissent, s'amollissent ; leur âme se désagrège. Nous avons aujourd'hui un commencement de désagrégation sous nos yeux (...). Tout se passe comme si la civilisation avait épuisé toutes ses possibilités, qu'elle est parvenue à ses confins extrêmes, et que par là même elle a révélé ses propres limites, ses contradictions et ses insuffisances(...) Seule la décision de construire une grande nation avec le groupe des peuples continentaux relèverait le pouls de l'Europe ».

Le philosophe allemand Peter Sloterdijk ne dit pas autre chose lorsqu'il condamne de nos jours l'américanisation des Européens²⁹¹ devenus de « bons Américains » : « en nous américanisant, dit-il, nous avons démissionné, nous avons renoncé à nos propres ambitions impériales et à notre orgueil historique ; et l'Occident n'est plus alors que la dimension de la culpabilité et de la comptabilité ; la liberté d'expression est en pleine dégénérescence et le « politically correct » a débouché sur une « paranoïa généralisée ».

Cioran, lui, tel un écorché vif, provoque et agace dans deux ouvrages écrits en 1956 et 1964, mais il nous aide aussi à mieux réaliser le malaise existentiel actuel de l'Européen. « Pauvre Occidental ! La civilisation, son œuvre, sa folie, lui apparaît comme un châtement qu'il s'est infligé et qu'il voudrait à son tour faire subir à ceux qui y ont échappé jusqu'ici »²⁹² (...) « Les traces du barbare qu'il fut, on les chercherait en vain : tous ses instincts sont jugulés par sa décence. Au lieu de le fouetter, d'encourager ses folies, ses philosophes l'ont poussé vers l'impasse du bonheur »²⁹³ (...) « Nous nous illusionnons à propos de l'idéal du bien vivre qui n'est que la manie des époques déclinantes »²⁹⁴.

Quant au général Pierre-Marie Gallois, le fatalisme morbide européen voudrait que l'hypermodernité américaine soit notre horizon indépassable, notre meilleur des mondes : « Le but des États-Unis est de faire de l'Europe un dominion qui participerait à leurs grands desseins mondiaux, lesquels se résument à cela : « la marchandisation du monde ». Pourtant, Socrate traversant un marché s'écriait déjà : « Que de choses dont je n'ai pas besoin ! ». L'Européen trouve refuge dans

le nihilisme, le repli sur la sphère privée, l'horizon du bien-être, la quotidienneté et le confort narcissique de la consommation. Moins sensibles à la dérive consumériste, les Paneuropéens pourraient retrouver la mentalité de leurs ancêtres et porter davantage leur attention sur les problèmes culturels non décadents, identitaires, d'écologie conservatrice responsable, de vitalité démographique, de puissance militaire, de survie industrielle, scientifique et linguistique. Le consommateur doit cesser de dévorer le citoyen et le « j'ai et je consomme, donc je suis » des Euro-ricains devrait de nouveau laisser la place au « Je pense et j'agis, donc je suis » des Paneuropéens continentaux. Sur le plan culturel et éthique, il vaut mieux chercher à être davantage que d'avoir toujours plus ; la guérison de l'Europe de l'Être passe par l'endiguement de l'infarctus yankee de l'Avoir.

L'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine l'a dit sans détour : « L'Europe ne sait plus qui elle est, ni ce qu'elle veut ». Faute de dessein politique clairement assumé, l'Union Européenne fédéraliste n'a pas d'autre solution que de se dilater sous protectorat américain et de s'agrandir par annexions successives, avec le pressentiment de sa proche liquidation à venir.

Les Nations européennes doivent au contraire souhaiter une puissance économique et militaire autonome, une Europe ouverte à toutes les cultures et non prisonnière de la seule culture anglo-saxonne, une Europe qui sache à son tour se doter d'une doctrine Monroe et qui ne soit pas à grande échelle, un fac-similé de Porto-Rico. L'Europe a découvert l'Amérique, il y a plus de cinq cents ans. Le moment est venu pour l'Europe de l'oublier et de se redécouvrir elle-même, grâce au catalyseur, à l'accélérateur, au multiplicateur de puissance paneuropéen de Brest à Vladivostok.

Julien Freund termine son ouvrage sur *La Décadence*²⁹⁵ en remarquant également d'une façon très pertinente que l'Europe ne serait pas en décadence par épuisement, mais par accomplissement de son destin. « L'Europe est en décadence par rapport à ce qu'elle fut. Elle fut la maîtresse des terres et des mers du globe, et aujourd'hui elle est recroquevillée sur son espace géographique. C'est là le signe objectif de la décadence européenne »²⁹⁶. Seul un projet nouveau d'avenir avec une vision paneuropéenne allant de l'océan Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique est susceptible de redonner à l'Européen un sentiment d'espoir, de force, de puissance, de masse critique suffisante à l'échelle du globe, pour éveiller un sentiment de renouveau et le sortir de son engourdissement

mortel progressif ; tout se passe comme si l'Européen avait fait son temps et devait dorénavant devenir une relique de l'histoire subissant l'assaut inexorable des forces nouvelles montantes de la Chine, de l'Inde, des pays émergents et de l'islam. Tel était le grand message original de Dominique Venner aux Français, après la fin de la guerre d'Algérie et la perte des derniers immenses espaces de leur Empire colonial, pour leur redonner, en regardant vers l'est de l'Europe, une nouvelle raison de vivre et d'espérer, avec un avenir, au lieu de se lamenter, de désespérer et de se recroqueviller sur eux-mêmes ! En novembre 1942, l'amiral Darlan avait pu dire : « L'Empire sans la France, ce n'est rien. La France sans l'Empire, ce n'est rien ». Philippe de Villiers conforte le point de vue de Dominique Venner en nous disant que l'homme européen, pour survivre, a besoin de l'humus (ses racines, son identité) et de la lumière (la foi et l'espérance en l'avenir), de retrouver donc le goût de ses racines, de la transcendance et du dépassement de soi. L'avenir de l'homme européen est à l'Est !

C'est donc la Russie qui montre la voie d'avenir à l'Europe donneuse de leçons avec ses droits de l'homme poussiéreux et les excès humanistes, progressistes, sociétaux de sa civilisation déclinante et décadente. Le phénomène LGBT ne connaît le succès médiatique qu'en Occident ! Il est rejeté, moqué et combattu par l'islam et l'ensemble du reste du monde. Les Russes participent donc au réveil de la conscience européenne avec une vue plus saine, plus réaliste, moins lénifiante de l'individualisme, de la démocratie libérale, du droit-de-l'hommisme, du progressisme contre-productif, du libéralisme et du libre-échange mondialiste.

La démocratie libérale ardemment souhaitée par l'Amérique avec les « révolutions orange » et la guerre en Ukraine conduirait la Russie, tout comme la Chine, à l'impuissance, à la guerre civile, à l'éclatement. C'est la raison pour laquelle la Russie, qui a besoin d'un État autocratique fort, qui est un des derniers peuples européens à ne pas se détester, qui a encore de l'amour-propre, un idéal de grandeur patriotique, est de plus en plus allergique aux leçons de démocratie des Européens de l'Ouest que ronge la haine de soi. Force est de reconnaître qu'il n'y a plus aujourd'hui que la Russie et la Chine pour tenir tête à l'Amérique, lui dire ses quatre vérités et dire non à l'omnipotence américaine. La Russie, comme l'a dit très justement le Président Dmitri Medvedev, n'a pas l'intention d'être « l'élève sage ou le figurant » que les Occidentaux voyaient en elle dans les années 1990. Il n'y a que le Président Poutine pour reprocher aux

États-Unis dans ses conférences de presse de « ne pas vouloir lâcher leur étreinte de l'Europe ». C'est la seule et fière Russie qui, pour l'essentiel et par sa présence, nonobstant la courageuse croisade de la Hongrie de Viktor Orbán, réveille l'Europe et fera échouer le protectorat américain de l'OTAN sur une Europe divisée, soumise, anesthésiée, subjuguée et trompée par la propagande anglo-saxonne.

Vladimir Poutine a pu déclarer à Berlin : « Personne ne met en doute la grande valeur pour l'Europe de ses relations avec les États-Unis. Mais je pense que l'Europe consoliderait sa réputation, en tant que puissance mondiale véritablement indépendante, si elle associait ses capacités à celles de la Russie ». Quant à Mikhaïl Gorbatchev, il a pu dire : « L'ordre mondial dont nous rêvions il y a quinze ans n'était pas celui d'un nouvel empire, d'un pays ou d'un petit groupe de pays gouvernant le monde ».

Selon Mikhaïl Gorbatchev, l'Occident devrait comprendre que l'humiliation continue de la Russie n'est pas la bonne méthode pour avancer. L'Europe doit au contraire aider Moscou, dont les frontières sont difficilement défendables, dans ses tentatives de consolidation de l'Asie centrale face à la pression de l'islam et du terrorisme, l'aider à garder la Sibérie et à maintenir la seule présence européenne sur l'Océan pacifique face à la pression démographique de l'Asie, partager et mettre au point, avec la Russie, les technologies de l'aéronautique, de l'espace, des armements et du nucléaire. L'Europe subordonnée à l'Amérique a raté l'opportunité de dissolution de l'OTAN que lui offrait, au début des années 1990, la disparition de l'URSS. Il importe que les nations européennes d'une Europe indépendante quittent l'OTAN au plus vite !

Selon le journal russe « Rosssiiskaïa Gazeta » : « L'avenir de l'Europe n'est pas dans une Union européenne qui gonfle démesurément, jusqu'à en perdre son identité, mais dans la création de deux alliances qui s'équilibrent mutuellement et rivalisent amicalement. Une Union ouest-européenne et une Union est-européenne ». Seul le continent paneuropéen sera capable de faire face à l'empire américain qui montre ses muscles affaiblis, à la Chine hyperpuissante qui s'arme de plus en plus, à l'Inde de 1,4 milliard d'habitants qui monte en puissance à une vitesse accélérée, aux problèmes du Moyen-Orient riche en pétrole, et au danger du terrorisme islamiste. Il est nécessaire que l'Europe s'affranchisse d'une dépendance excessive de ses hydrocarbures en provenance de sa périphérie méridionale, et fasse au contraire entièrement confiance à des

approvisionnement en énergie et matières premières en provenance de Russie.

Il se trouve que par le jeu de l'OTAN, des États-Unis et des marchés, l'Union européenne devient de facto une colonie américaine dépendante en matière de pétrole et de gaz du Moyen-Orient, du GNL américain 4 fois plus cher, cherchant à humilier la Russie. Afin d'éviter le protectorat de Washington, il nous semble qu'il n'y a plus qu'un seul et unique chemin de chèvre, à savoir le rapprochement entre une Europe des nations, sous forme d'une Confédération, capitale virtuelle Strasbourg, et la Russie, capitale Moscou. Il est vrai qu'avant même de pouvoir prétendre faire contrepoids à la Chine et aux États-Unis, faudra-t-il encore que les nations européennes unissent leurs efforts pour constituer un contrepoids amical face au colosse russe. L'Europe des nations, sous forme d'une Confédération, évitera aux nations européennes de connaître le sort des pays de l'ancienne Grèce face à Rome. Pour cela, il faudra que les Européens collaborent et réunissent leurs forces pour réaliser des grands projets communs en matière économique, industrielle, scientifique et militaire, avec des droits de douane protecteurs, tout en se rapprochant de la Russie.

Il n'y aura pas à se montrer inquiet pour la fin de l'Empire américain car les États-Unis survivront à l'Empire anglo-saxon comme la Turquie à l'Empire ottoman ; ils se replieront alors sur un pré carré, sans doute un peu plus grand que les 52 États américains. La supériorité américaine est en train de connaître le début de la fin. Il s'agit d'un phénomène temporaire dans l'histoire, comme l'ont été tous les empires. En l'espace d'une vie, nous avons vu la fin de tous les empires coloniaux européens, celle du prétendu « Empire des mille ans » de Hitler, qui ne dura que douze ans, et la fin du rêve soviétique de révolution mondiale.

L'Empire américain pourrait sombrer aussi à terme pour des raisons multiethniques, la plus probable dans l'immédiat étant un brusque changement de stratégie, les citoyens américains étant plus préoccupés par leur niveau de vie, le manque de certains investissements publics et les problèmes intérieurs aux États-Unis, que de dominer et administrer le monde. L'Amérique pourrait aspirer à faire prévaloir ce que l'historien Eckhart Kehr de la République de Weimar, avait baptisé « le primat de la politique intérieure ». Majoritaire jusqu'en décembre 1941, le courant isolationniste considérait que l'Amérique devait se mêler, aussi peu que possible, des affaires du vaste monde et se concentrer sur le bien-être de la société américaine ; l'isolationnisme, suite à des déconvenues et

des effets de balancier de l'opinion publique, pourrait effectuer son retour avec Donald Trump. Il n'est donc pas du tout impossible que l'on revienne un jour à la « forteresse Amérique » autosuffisante et hostile à la multiplication d'engagements extérieurs qui serait le pendant de la forteresse « Grande Europe » de Brest à Vladivostok !

Le 28 août 1849, Victor Hugo qui présidait le Congrès de la Paix réuni à Paris, montait à la tribune pour y lire une déclaration prophétique : « un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure et vous constituerez la fraternité européenne ». On remarquera que Victor Hugo, tout à fait naturellement mentionna la Russie, pas les États-Unis. Quant à l'Angleterre, nous pensons qu'après avoir tout fait pour diviser le continent européen, elle finira un jour par être attirée par lui, tel un aimant, pour être tout simplement avalée.

Il convient donc d'ancrer la Russie dans la Grande Europe avec la vision d'un avenir commun, de certaines actions communes, et de mettre en place l'Alliance continentale paneuropéenne faisant contrepoids tant à l'Amérique qu'à l'Empire du milieu, qu'à l'islam, qu'au danger migratoire en provenance du Sud, qu'à la montée en puissance des pays émergents (Inde, Brésil, Indonésie).

Il faudra enfin mettre sur le tapis le problème capital et fondamental de la langue de l'Europe qui n'a jamais été sérieusement abordé, alors qu'il se pose d'une façon cruciale et urgente. Nonobstant la traduction préconisée par Umberto Eco, l'Europe doit avoir une langue de communication qui lui soit propre et qui puisse coexister avec les langues nationales, sans les détruire, alors que l'anglo-américain conduit à terme à la disparition de toutes les langues nationales européennes. Il suffit de penser au sort du français en Louisiane et au dépérissement en cours des langues nationales dans tous les pays d'Europe du nord, hollandais inclus, qui ont déjà pratiquement adopté l'anglo-américain comme seule langue de communication avec l'étranger ; en Europe du Sud, l'Italie commence aussi à se poser de sérieuses questions quant aux ravages de l'anglo-américain pour sa propre langue nationale. L'avenir nous semble donc passer par l'apprentissage du français ou de l'espéranto, langue neutre et éthique, ainsi que par un multilinguisme intelligent. Si l'Europe ne s'y résout pas, c'est bien évidemment l'anglo-américain, la langue des « garçons vachers », de Wall Street et des États-Unis qui continuerait de s'imposer par défaut, ce qui

équivaldrait à vicier, dès le départ, toute tentative sérieuse d'affirmation de l'identité européenne, à condamner à mort la civilisation, la culture européenne qui n'est pas occidentale et encore moins américaine. L'apprentissage d'une langue commune européenne, le français ou l'espéranto, qui devrait aussi être accepté par la Russie, demandera au moins deux générations, et ne peut s'envisager qu'avec une politique publique volontariste, une vision à long terme de la Grandeur européenne.

« Ce sont les idées qui mènent le monde » disait l'économiste John Maynard Keynes ; la nécessité paneuropéenne finira inéluctablement par s'imposer. La réalité géopolitique du XXI^e siècle, comme l'a souligné le général autrichien Jordis von Lohausen, c'est que « l'espace continental européen est la seule grandeur stable dans l'équation de la politique mondiale ». La Russie est pour l'Europe un partenaire économique et stratégique incontournable, et inversement. Le XXI^e siècle doit être le siècle de la Grande Europe, non celui d'une « Europe croupion » car il sera celui des grands ensembles civilisationnels. L'alliance continentale russo-européenne est la seule façon de bouleverser la donne mondiale en faveur des héritiers de l'Ancien Monde. L'Europe et son grand voisin la Russie, comme nous avons pu l'expliquer dans cet ouvrage, ont besoin d'un grand dessein politique qui puisse les sécuriser et leur donner des raisons d'espérer. Notre rêve serait que les Européens brisent les chaînes du protectorat américain de l'OTAN et retrouvent leurs valeurs traditionnelles, leur vitalité démographique, leur courage, leur virilité, leur dignité, leur fierté, leur liberté, l'indépendance, la puissance, la faculté d'agir des générations passées ainsi que la grandeur d'une industrie manufacturière moderne et compétitive, que sur cet immense espace allant de Brest à Vladivostok, toutes les cultures et langues nationales européennes puissent continuer à rayonner, sans exception aucune.

« Les États n'ont pas d'amis, seulement des intérêts » disait le général de Gaulle. Les Européens ont non seulement beaucoup d'intérêts communs avec leur grand voisin russe, mais aussi un Avenir commun, ce qui n'est pas le cas avec les États-Unis, car l'Océan Atlantique sépare le Vieux continent et l'Amérique !

Notes

[←1]

Morad El Hattab- Vladimir Poutine, le nouveau de Gaulle-p.85-Perspectives libres -2022

[←2]

Patrick J Buchanan- A Republic, not an Empire- Reclaiming America's Destiny – 437p – Regnery Publishing Inc-1999

[←3]

Antoine de Lacoste – Les fractures inédites de la société américaine – Boulevard Voltaire- 6 avril
2021

[←4]

Informations communiquées par le site « The Drive » en juillet 2023 et confirmée par l'US Navy

[←5]

Graham Allison : « La crise sanitaire pourrait radicaliser la rivalité Pékin-Washington » -p.19 – Le Figaro du 28 Mai 2020

[←6]

David Goldman-You will be assimilated – Bombardier Books-2020

[←7]

Laure Mandeville- « L'Amérique me rappelle l'amirauté russe en 1905, avant le désastre de Tsushima -p.17 – Le Figaro du vendredi 11/12/2020

[←8]

En utilisant la méthode du pouvoir d'achat, par opposition au taux de change monétaire

[←9]

Michel Leclerc- Lula jette le Brésil dans les bras de la Chine -Le Figaro – p.5- Mercredi 12 avril 2023

[←10]

Frédéric Lassez -Accord historique signé à Pékin entre Iraniens et Saoudiens : un défi à l'ordre unipolaire américain- Site Boulevard Voltaire -18 mars 2023

[←11]

Georges Malbrunot – Que change le rapprochement entre l’Iran et l’Arabie saoudite ? -p.13 – Le Figaro du mardi 18 avril 2023

[←12]

Marc Rousset-Les Euro-ricains-Préface d'Yvon Gattaz- 485p- Editions Godefroy de Bouillon-2001

[←13]

Régis Debray -L'Edit de Caracalla-138p- Fayard-2002- En l'an 212 de notre ère, l'empereur Caracalla eut l'idée d'étendre le droit de cité romain à tous les hommes libres de l'Empire.

[←14]

Defense Policy Guidance-1992-1994 – Cité dans Philip Golath – Métamorphoses d'une politique impériale – Le Monde Diplomatique – Mars 2002.

[←15]

Ortega y Gasset-La Révolte des Masses – Labyrinthe-1986

[←16]

Jordis von Lohausen -Les Empires et la Puissance-La Géopolitique d'aujourd'hui – p.93-Editions
Labyrinthe-1995

[←17]

Ortega y Gasset- La Révolte des masses -p.203 – Labyrinthe – 1983

[←18]

Philip Longworth – Les Cosaques – pp 62-68- Albin Michel – 1972

[←19]

Carl Schmitt -Terre et Mer- p.23-24 -Le Labyrinthe- 1985

[←20]

Raymond Aron- Paix et Guerre entre les nations-pp 196-202 -Calmann Levy-1962

[←21]

Alfred T. Mahan – The influence of Sea Power upon history – Dover Publications -1987

[←22]

Jean Moulin-US Navy-Tome I- 1895-1945- Du Maine au Missouri-Marine Editions-Nantes--2003

[←23]

Charles Maurras- Kiel et Tanger- 421p- Belle-de-Mai Editions-Marseille-septembre 2021

[←24]

Victor Davis Hanson- La guerre du Péloponnèse – 588 p-Champs histoire- Paris-2010

[←25]

François Bellec – De la Royale à la Marine de France- Editions de Monza -2005.

[←26]

Nikola Mirkovic- L'Amérique Empire-p.46- Editions Temporis- 2022

[←27]

« Remember the Maine, To Hell with Spain ! »

[←28]

Patrick J.Buchanan -A Republic, not an Empire – Reclaiming America’s Destiny – Regnery
Publishing Inc-1999

[←29]

Nikola Mirkovic- L'Amérique Empire – pp 46-51- Editions Temporis – 2022

[←30]

Nikola Mirkovic – L'Amérique Empire- pp 125-129 – Editions Temporis – 2022

[←31]

Patrick Pesnot – Le mensonge des couveuses koweitiennes – Emission Rendez-vous avec X sur France Inter -1/12/2012

[←32]

Philip Knightley – The disinformation campaign – *The Guardian* – October 4 , 2001

[←33]

Patrick J.Buchanan- A Republic, not an Empire – Reclaiming Ameica’s Destiny – Regnery
Publishing Inc-1999,

[←34]

William Blum-Killing Hope- US Military and CIA Intervention since World War II -p.390 -Zed books -2014

[←35]

Conférence du général Wesley Clark le 3 octobre 2007 devant le « Commonwealth Club of California » – Vidéo disponible

[←36]

Jacques Guillemain-Riposte Laïque- Sidérante vidéo d'un général qui accable les Etats-Unis semeurs de guerres – 16 avril 2023

[←37]

« La nuit où les Tokyoïtes ont été bouillis et cuits à mort »- Journal Libération du 9 mars 2015

[←38]

Benjamin Madley- An American Genocide : The United States and the California Indian Catastrophe
-1846-1873 – Yale University Press – 2016.

[←39]

Francis Goumain – Site de Jeune Nation- 9 août 1945 : A Nagasaki, le Diable l’emporte – 9 août 2023

[←40]

Oliver Stone et Peter Kuznick -The Untold Story of the United States- -p.173 -Simon& Schuster-
2012

[←41]

Dwight D.Eisenhower – The White House Years – Mandate for change -pp 312-313 – Garden City ,
Doubleday -1953-1956.

[←42]

Jörg Friedrich- Der Brand Deutschland im Bombenkrieg-1940-1945-Propylaën-Berlin – 2003

[←43]

Dans l'Ami américain – p.56- Editions Tempus-2023, Eric Branca souligne que l'Amérique faisait trop de « dégâts collatéraux » en tuant trop de civils car les pilotes américains bombardaient la France à 10 000 mètres. Le général de Gaulle accusait aussi Washington de « détruire nos usines avec plaisir » sans raison stratégique majeure. La France a eu autant de civils morts (70 000) avec les bombardements de l'Amérique que la Grande-Bretagne avec le Blitz allemand !

[←44]

« Allemagne : l'AfD tente d'instrumentaliser le 75^e anniversaire du bombardement de Dresde - France 24 » – 13 février 2020

[←45]

Eric Branda- L'ami américain -p.325 – Editions Tempus – 2023

[←46]

André Bouny – L'agent orange : Apocalypse Vietnam- Editions Demi-Lune – Juin 2010

[←47]

Nikola Mirkovic- L'Amérique Empire- pp 262-263 -Temporis – 2022

[←48]

« Saddam Hussein vole au secours de l'euro » – Libération.fr – 27 septembre 2000

[←49]

Nikola Mirkovic – L'Amérique Empire- p.261 – Editions Temporis – 2022

[←50]

Nils Anderson, Daniel Iagolnitzer et Vincent Rivasseau – Justice internationale et impunité – Le cas des Etats-Unis – 306 p – L'Harmattan – 2007

[←51]

Greg Miller et Isabelle Khurshudyan – Ukrainian spies with deep ties to CIA wage shadow war against Russia- Washington Post – 23 octobre 2023

[←52]

Document intitulé « Instances of Use of United States Armed Forces Abroad – 1798-2022 »

[←53]

Eric Branca – L'Ami américain-p.234 -Editions Tempus- 2023

[←54]

Véronique Guillermand – Dassault Aviation et Dassault Systèmes collaborent autour d'un « cloud souverain » -p.29 – Le Figaro du mercredi 21 juin 2023

[←55]

« Policy paper » n° 232 – octobre 2018 et « Policy paper » n° 240 – de l'Institut Jacques Delors

[←56]

Mesures préconisées par le collectif de personnalités – Une priorité pour la prochaine Commission européenne : internationaliser l’euro – p.21- Le Figaro du vendredi 26 juillet 2019

[←57]

Nous mentionnerons seulement quelques points soulevés par le député Jacques Myard sur le thème « L’extra-territorialité des lois américaines : savoir résister pour défendre notre souveraineté » – lors du Colloque organisé le 13 juin 2019 à l’Assemblée nationale par l’Institut IVERIS et par l’Académie géopolitique de Paris.

[←58]

Frédéric Pierucci – Le piège américain – L’otage de la plus grande déstabilisation économique
témoin – JC Lattès – 2019

[←59]

David Gendreau et Alexandre Leraître, déjà auteurs d'un film sur l'affaire Alstom – La bataille d'Airbus – Arte.TV – jeudi 27 juin 2023

[←60]

DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure)

[←61]

Eric Branca – L'Ami américain- pp 265 et 266- Editions Tempus- 2023

[←62]

D'abord l'Irak, ensuite la France, D'abord l'Irak, ensuite Chirac, Frites de la liberté, Lee Texas est plus grand que la France, Toasts de la liberté

[←63]

Marc Rousset – « Black- out » total en Europe sur le scandaleux sabotage de Nordstream par l'Amérique- Riposte Laïque – février 2023

[←64]

Nikola Mirkovic – L'Amérique Empire- pp 185- 203 – Editions Temporis – 2022

[←65]

Général Dominique Delawarde – La meute des médias mainstream et des politiques occidentaux prise en flagrant délit de mensonge – Site internet – Vendredi 22 septembre 2023

[←66]

Noam Chomsky et Robert W.McChesney – Propagande, médias et démocratie – p.26 – Les Editions écosociété – Montréal – 2004

[←67]

Nikola Mirkovic – L'Amérique Empire- p.194 – Editions Temporis – 2022

[←68]

Eric Branca -L'ami américain – pp 447 – 448 – Editions Tempus – 2023

[←69]

Matthew Fraser- Weapons of Mass distraction, soft power and American Empire- p.9 – Thomas Dunne Books-2005

[←70]

Eric Branca-L'ami américain -pp 267-268- Editions Tempus- 2023

[←71]

Eric Branca – l'ami américain -p.269 -Editions Tempus – 2023

[←72]

Eric Branca -L'ami américain – p.270- Editions Tempus-2023

[←73]

Jean-Yves Jézèquel – Qui sont ces « inconnus » qui incarnent le nouvel ordre mondial ? – Site ZE
Journal – Vendredi 18 août 2023

[←74]

Eric Branca -L'ami américain – p.449- Editions Tempus – 2023

[←75]

Eric Branca -L'ami américain – pp 442-444- Editions Tempus -2023

[←76]

Eric Branca -L'ami américain-p.450 – Editions Tempus – 2023

[←77]

Eric Branca -L'ami américain -pp 452 – 454 – Editions Tempus – 2023

[←78]

Nikola Mirkovic- L'Amérique Empire – pp 205-209- Editions Temporis – 2022

[←79]

Nikola Mirkovic- L'Amérique Empire- p.205- Editions Temporis – 2022

[←80]

David Ignatius- Innocence Abroad : The New World of Spyless Coups- The Washington Post- 22
septembre 1991

[←81]

Liens entre la CEDH et Open Society de Soros : Valérie Boyer exige une enquête -Boulevard Voltaire
-26 octobre 2023

[←82]

Nikola Mirkovic – L'Amérique Empire-p.188- Editions Temporis- 2022

[←83]

Nikola Mirkovic L'Amérique Empire -pp 190 et 191- Editions Temporis – 2022

[←84]

-Julian Assange, ce grand homme qui meurt dans l'indifférence générale- LaLibre.be- 5 novembre 2019

[←85]

Edward Snowden, l'homme qui fait trembler le gouvernement américain – Archives du Figaro du 17 juin 2013

[←86]

Edward Snowden affirme que la NSA se livre à l'espionnage industriel – www.nextinpact.com- 28 janvier 2014

[←87]

Le « pond », soit la mare en français. C'est ainsi que les Anglais dénomment l'Océan Atlantique pour marquer leur désir de proximité avec les États-Unis.

[←88]

Patrick J. Buchanan – A Republic, not an Empire – pp 194-195 -Regnery Publishing – 1999

[←89]

Eric Branca- L'ami américain- p.252 – Editions Tempus – 2023

[←90]

Eric Branca -L'ami américain – 516 p- Editions Tempus – 2023

[←91]

Conférence de George Friedman devant le Chicago Council du 4 février 2015

[←92]

Extraits tirés du livre d'Alain Peyrefitte – C'était de Gaulle -Fayard – 1994

[←93]

Eric Branca – L'ami américain – p. 57 – Editions Tempus- 2023

[←94]

Jean-Louis Crémieux – Brilhac – La France libre – Gallimard – 1966

[←95]

Eric Branda – L'ami américain – pp 104 et 105 – Editions Tempus- 2023

[←96]

Eric Branca -L'ami américain -p.105 – Editions Tempus -2023

[←97]

Eric Branca : » Face à l'unilatéralisme américain, les leçons toujours actuelles de la politique étrangère de De Gaulle » – Grand entretien avec le magazine Marianne du 20/05/2022 – Propos recueillis par Etienne Campion

[←98]

Eric Branca -L'ami américain -p.16 – Editions Tempus – 2023

[←99]

Eric Branca -L'ami américain -p.175- Editions Tempus – 2023

[←100]

Eric Roussel – Jean Monnet -Fayard – 1996

[←101]

Jean Monnet – Mémoires – Fayard – 1988

[←102]

Eric Branca -L'ami américain – p.192- Editions Tempus – 2023

[←103]

Eric Branca – L'ami américain -p.192 – Editions Tempus – 2023

[←104]

Eric Branca -L'ami américain -p.15- Editions Tempus – 2023

[←105]

Eric Branca -L'ami américain – p.192- Editions Tempus -2023

[←106]

Gilles Munier- Les espions de l'or noir -Koutoubia – 2009

[←107]

Frédéric Charpier – La CIA en France, 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises – Seuil- 2008

[←108]

Eric Branca -L'ami américain – p.195 – Editions Tempus -2023

[←109]

Eric Branca -L'ami américain -pp 205-206- Editions Tempus -2023

[←110]

Eric Branca -L'ami Américain- p.214 – Editions Tempus-2023

[←111]

Alistair Horne – Histoire de la guerre d'Algérie- Albin Michel- 1980

[←112]

Eric Branca- L'ami américain – p.247- Editions Tempus – 2023

[←113]

Eric Branca -L'ami américain- pp 216-217- Editions Tempus -2023

[←114]

Eric Branda – L'ami américain- p.361- Editions Tempus- 2023

[←115]

Eric Branda -L'ami américain -p.362- Editions Tempus -2023

[←116]

Eric Branda -L'ami américain -p.363- Editions Tempus- 2023

[←117]

Eric Branda -L'ami américain -pp 366-367 – Editions Tempus – 2023

[←118]

Alain Peyrefitte – C'était de Gaulle, t.2, p.228 – Fayard – 1997

[←119]

Alain Peyrefitte – C'était de Gaulle, Fayard -1994

[←120]

Eric Branca – L'ami américain- pp 263-264- Editions Tempus – 2023

[←121]

Eric Branca- L'ami américain -p.285-286 – Editions Tempus – 2023

[←122]

Eric Branca -L'ami américain -pp 236-237 – Editions Tempus- 2023

[←123]

Ouvrage collectif – Qu'est-ce qu'une nation en Europe ? – Sorbonne Université Presse- 2019

[←124]

Hervé Juvin – France, le moment politique – 278 p – Editions du Rocher – 2018

[←125]

Georges Feltin Tracol – L'Europe, pas le monde – Les Editions du Lore – 2018

[←126]

Eric Branca – L'Ami américain- pp 173-174 – Editions Tempus- 2023

[←127]

Erling Bjøl – La France devant l'Europe. La politique européenne de la IV^e République -Université d'Arrhus – Munkgaard – 1966

[←128]

Marc Rousset-Les Euro-ricains- Editions Godefroy de Bouillon – 484p -2001

[←129]

Entretien de Roland Dumas avec Darius Rochebin – chaîne Radio Télévision Suisse (RTS) –
septembre 2021

[←130]

Bruno Le Maire- Henri Guaino – Comment répondre au malaise de l'Europe – p.9 – Le Figaro du
jeudi 23 mai 2019

[←131]

Pierre Manent – Les gouvernants ne nous représentent plus, ils nous surveillent – p.19 – Le Figaro du
1^{er} août 2016

[←132]

Bruno Retailleau – Refondation – 286 p – Editions de l’Observatoire – 2019

[←133]

Eric Randa- L'ami américain- pp 239-240 – Editions Tempus- 2023

[←134]

Eric Branda – L'ami américain -p.244 – Editions Tempus – 2003

[←135]

Bernard Jacrot- « Une coopération réussie ? : L'institut Paul Langevin »- La Revue pour l'histoire du CNRS-n°25-2010

[←136]

Site Riposte Laïque -Marc Rousset – Sabotage de Nordstream : La Révolte de l’Allemagne contre l’Amérique – 27 décembre 2022 (traduction complète par Marc Rousset de l’interview d’Oskar Lafontaine fin novembre 2022 par DWN)

[←137]

David Philpott – A Görlitz, dans l'ancienne RDA, l'AfD catalyse les colères anti-immigration – p.5-
Le Figaro du mercredi 13 septembre 2023

[←138]

Pierre Avril – En Allemagne, l’AfD veut démanteler les institutions européennes – pp 6 et 7- Le Figaro du lundi 7 août 2023

[←139]

Pierre Avril – Ibid -Le Figaro du lundi 7 août 2023

[←140]

Marc Rousset – La Nouvelle Europe Paris-Berlin-Moscou- Le continent paneuropéen face au choc des civilisations-Préface de Youri Roubinski de l'Académie des Sciences de Russie- 534 p – Editions Godefroy de Bouillon- 2009

[←141]

Interview de Maximilien Krah au Parlement européen de Strasbourg par Emmanuel Berretta du journal Le Point – Jeudi 14 septembre 2023

[←142]

David Graeber – Debt : the first 5000 years – p.364 – Melville House – New York – 2011

[←143]

L'immobilier est surévalué de 80% : Krach boursier de 50-90 % en vue- Echech des banques centrales
-Site Investing.com – 1/09/2023

[←144]

Jacques de Larosière – En finir avec le règne de l’illusion financière- 136p- Odile Jacob – 2022

[←145]

Site or-argent.eu- Pourquoi les banques centrales achètent -elles de l'or ? 14 août 2023

[←146]

Guillaume Bigot- Le « Titan » a coulé – La mondialisation suit le même chemin – Site JSF du mardi
8 août 2023

[←147]

Paul Volcker et Toyoo Gyohen – Changing Fortunes – p.293- NY – Random House-1992

[←148]

Marc Rousset – Pour le Renouveau de l'entreprise- Préface de Raymond Barre -p.114 -Editions Albatros – 1987

[←149]

Paul Bairoch- Mythes et Paradoxes de l'histoire économique- p.80 – Editions La Découverte – Paris – 1994

[←150]

Kevin H. O'Rourke – Tariffs and growth in the late 19th century – Economic Journal – vol 110, N°3,
Londres- Avril 2000.

[←151]

Michal Clemens et Jeffrey G. Williamson – A tariff growth paradox ? Protection's impact in the world around 1875 -1997? – Center for international Development – Université Harvard – Cambridge-Mass. -août 2001

[←152]

Frank Ackerman- The shrinking gains from trade : A critical assessment of Doha round projections-
Global Development and Environment Institute – document de travail n°5, Université Tuft- Medford
(Mass) – octobre 2005

[←153]

Thierry Fabre- L'incroyable parcours des produits « made in monde » Capital-pp 76-79 – Mars 2007

[←154]

André Philip – Histoire des faits économiques et sociaux – pp 142-146 – Aubier -1963

[←155]

René La Tour du Pin – Vers un ordre social- chrétien – Editions du Trident – 1987

[←156]

Contre le libre-échange, la Charte de La Havane (<http://www.france.attac.org/spip.php?article6720>)
de Jacques Nikonoff (article publié le 27/10/2006)

[←157]

Costanzo Preve- La quatrième guerre mondiale – 218p – Astree Editions – 2013

[←158]

Eric Branca – L'ami américain -p.438 – Editions Tempus- 2023

[←159]

Thomas L. Friedman -« Foreign Affairs; Now a Word From X » – The New York Times- 2 mai 1998

[←160]

Paul -François Paoli- Hommage à Hélène Carrère d'Encausse- L'excellence à la française- p.14- Le Figaro du lundi 7 août 2023

[←161]

Général Jean-Claude Allard- La guerre en Ukraine-Tentative de créer un nouvel ordre mondial-p.30-
Revue Engagement -N° 140 – Automne 2023

[←162]

Frédéric Pons – Poutine – Editions Calmann – Lévy – 2014

[←163]

« Poutine » – Trois questions à Frédéric Pons – L'Edito de Pascal Boniface » – IRIS, 14/11/2014

[←164]

Monique Slozdian – p.51- Revue Eléments n°202 – Juin-Juillet 2023

[←165]

Vladimir Fédorovski : « Nous nous dirigeons vers une guerre totale » – Le Figaro du mercredi 1^{er} mars 2023

[←166]

Eric Branca – L'ami américain -pp 383-384 – Editions Tempus – 2023

[←167]

Eric Branca – l'ami américain- p. 384 -Editions Tempus – 2023

[←168]

John L.Evans- Russian Expansion on the Amur – 1848-1860 : the Push to the Pacific -Edwin Mellen
Press – 1999

[←169]

Marc Rousset -La Nouvelle Europe Paris-Berlin-Moscou- pp 417-421 -Editions Godefroy de Bouillon- 2009

[←170]

Benjamin Laurent – De l’Inde à la Russie en passant par Taïwan, la nouvelle carte officielle de la Chine revendique les territoires de ses voisins – Site MSN – 31 /08/2023

[←171]

Alain Barluet – Avec la Russie, une « erreur » de tracé que Moscou pardonne à « son ami sans limite » – p.7 -Le Figaro du mardi 12 septembre 2023

[←172]

Pierre Andrieu-Auteur de « Géopolitique des relations russo-chinoises » -PUF -2023 – La Russie et la Chine sont de vrais faux alliés- p.17- Le Figaro du vendredi 22 septembre 2023

[←173]

Sébastien Falleti – Wu Qiang : « La Chine est entrée dans un post-totalitarisme » – p.24 – Le Figaro
du samedi 15 juillet 2023

[←174]

Hanjalka Vincze- Une OTAN de plus en plus englobante – pp 26-29- Revue ASAF – Hiver 2019

[←175]

Jolyon Howorth – Transatlantic Perspectives on European Security in the Coming Decade – Yale
Journal of International Affairs- Summer – Fall 2005

[←176]

Hajnalka Vincze – Une OTAN de plus en plus englobante – 2^o partie – pp 23-26 – Revue ASAF –
Printemps 2020

[←177]

Robin Emmott – Nato aims to make space new frontier in defense – Reuters Exclusive – 21 juin
2019

[←178]

Stanley R. Sloan- Transatlantic Traumas – Manchester University Press – 2018

[←179]

Gerald Connolly – 70 ans de l'OTAN – Pourquoi l'alliance demeure – t- elle indispensable ?
Assemblée parlementaire de l'OTAN – Septembre 2019

[←180]

Defense Planning Guidance -Extraits ébruités dans le New York Times- 8 mars 1992

[←181]

Conférence de presse du général de Gaulle – le 5 septembre 1960

[←182]

Conférence de presse du général de Gaulle – le 21 février 1966

[←183]

Agence Reuters- Nato needs to address China's rise, says Stoltenberg – 7 août 2019

[←184]

Stephen M.Walt – Europe's Future is as China's Enemy – Foreign Policy – 22 janvier 2019

[←185]

Valérie Niquet – Taïwan face à la Chine : vers la guerre -Tallandier -2022

[←186]

Sébastien Faletti – La Chine pousse ses pions dans le détroit de Taïwan – 1^{er} Juillet 2022

[←187]

Article d'Emmanuel Macron paru le 6 juin 2023 dans le « Financial Times »

[←188]

Allusion au célèbre roman prémonitoire de Jean Raspail – Le Camp des Saints – 392 p – Robert Laffont – 2011

[←189]

Vincent Desportes – Le soldat Ryan ne reviendra plus mourir sur les plages de France- pp 34-37 –
Revue ASAF – n°121- Hiver 2018

[←190]

Hajnalka Vincze – Autonomie stratégique : défaire la France sans faire l'Europe-pp71-74- Revue
ASAF – Été 2023

[←191]

Pierre de Villiers – Qu'est-ce qu'un chef ? Fayard -2018

[←192]

Nicolas Faure – L'Europe doit se libérer des influences étrangères- site Polémia – 31 octobre 2023

[←193]

« In Praise of Cultural Imperialism? Effects of Globalization on Culture » – Foreign Policy-Juin 1997 – Le Monde Diplomatique – Août 1998 ;

[←194]

Discours du 19 juillet 2000 à l'Institution Hoover (Université de Stanford- « A time for Leadership »)

[←195]

Marianne, 31 Juillet 2000

[←196]

Extrait du compte-rendu d'une *Anglo-American Conference in English Teaching Abroad*, organisée en juin 1961 à Cambridge par le British Council, « with a strong American presence »

[←197]

Frédéric Pennel- Guerre des langues : le français n'a pas dit son dernier mot- Editions François Bourin -2019

[←198]

Mathieu Bock-Côté- Emmanuel Macron, ou le délire de l'anglomanie des élites françaises- Le Figaro – Janvier 2017

[←199]

Yves Gingras – Français, la soumission de vos universités à l'anglais désespère les amis de la France-
Le Figaro du 9 décembre 2019.

[←200]

Jean-Marie Rouart- « Lorraine Airport » : il faut s'opposer au franglais qui nous envahit- p.19- Le Figaro du 6 novembre 2019

[←201]

André Vallini- Il faut défendre la langue française contre l'anglais qui la menace...en France même !
-p.20- Le Figaro du 11 février 2019

[←202]

Hélène Carrère d'Encausse et Frédéric Vitoux -Nouvelle carte d'identité bilingue français-anglais :
un symbole très fâcheux – Le Figaro du jeudi 22 avril 2021

[←203]

Mathieu Bock-Côté-Un geste de soumission linguistique – Le Figaro du samedi 27 mars 2021

[←204]

Claude Hagège – Combat pour le français- p.228 -Editions Odile Jacob – 2006

[←205]

Claude Hagège- Contre la pensée unique -p.177- Editions Odile Jacob – 2012

[←206]

Jean Quatremer- Correspondant à Bruxelles de Libération-Dans les couloirs de l'UE, l'usage de l'anglais fait râler- 30 septembre 2019

[←207]

Véronique Likforman- Délégation DLF Bruxelles-Europe- Un divorce et pas d'enterrements- pp17-18- Revue DLF- n°277- 3° trimestre 2020

[←208]

Boris Pahor-Le grand témoin d'une Europe défunte-Le Figaro littéraire -jeudi 23 Mai 2019

[←209]

Antoine Meillet (1866-1936) – Les langues dans l'Europe nouvelle-p.278, Paris, Payot, 1918 ;2^{ème}
édition1928

[←210]

Jacky Laurent – Amitié franco-russe : La mémoire escamotée d'Alexandre II à Vladimir Poutine –
page 33- Edition Saint Honoré- 2021

[←211]
Ibid p.24

[←212]
Ibid p.71

[←213]

Général (CR) Andolenko – Histoire de l'armée russe-Flammarion/Histoire – 1967

[←214]

Jacky Laurent- Amitié Franco-Russe : La mémoire escamotée, d'Alexandre III à Vladimir Poutine-
p.37 -Editions St Honoré- 2021

[←215]
Ibid p.38

[←216]

Natalia Narotchnitskaïa – Que reste-t-il de notre guerre ? – Editons des Syrtes – Février 2008

[←217]

Jacky Laurent- Amitié Franco-russe : La mémoire escamotée, d'Alexandre II à Vladimir Poutine-pp
55-56-Editions t Honoré -Paris I

[←218]
Ibid – p..59

[←219]

Pieter Lagrou- La violence de la guerre 1914-1945- p.322- Complexe – Bruxelles – 2002

[←220]

Zbigniew Brzezinski – Le Grand Echiquier – Editions Pluriel – 1997

[←221]

Mathieu Slama – La guerre des mondes – 124p --Editions de Fallois -2016

[←222]

Isabelle Lasserre – L'impossible diplomatie européenne face à Poutine – Le Figaro du 10 février 2021

[←223]

Hélène Perroud – Un Russe nommé Poutine – p.19- Editions du Rocher-2018

[←224]

Ibid -p.33

[←225]

Frédéric Pons – Poutine- Calmann-Lévy – 364 p – octobre 2014

[←226]

Sputnik news -8 mai 2023

[←227]

Renaud Girard – La trame des changements poutiniens- p.15 – Le Figaro du 21 janvier 2020

[←228]

Michel Eltchachinoff – Dans la tête de Vladimir Poutine- Editions Solin- Actes Sud- 175p – 2015

[←229]

Ivan Blot -La Russie de Poutine- Préface de Philippe de Villiers – Bertrand Giovanangel i Editeur-
2016

[←230]

Alexandre Lats – Un Printemps russe-Vers un renouveau de la Russie-Editions des Syrtes- 2016

[←231]

Cyrille 1^{er}-L'Evangile et la Liberté- Editions du Cerf-2006

[←232]

Jean Sévilla – Le Terrorisme intellectuel de 1945 à nos jours-p.104 -Editions Perrin- 2000

[←233]

« Inmiérfaks » – <http://www.vz.ru-novembre> 2011

[←234]

Eric Zemmour-Dans le cerveau de Vladimir Poutine-p.13 – Le Figaro du jeudi 2 novembre 2017

[←235]

Entretien accordé par Poutine au Financial Times du 17/07/2019

[←236]

« Meeting with Grand Mufti of Russia Rawil Gaynutdin » -Kremlin, site officiel de la Présidence russe, 4/6/2019

[←237]

Jean-Paul Saint-Marc – Comment les Européens de l'OTAN se font exploiter par les USA ! – Site
Riposte Laïque – 25 août 2023

[←238]

Jacques Guillemain – Hypersonique : les Américains complètement largués- Site Riposte Laïque- 20 mars 2023

[←239]

Alain Barluet- Poséidon, la torpille qui crée des tsunamis – Le Figaro du 14 avril 2021

[←240]

Georges Chaffard – « 1966 : la crise avec les Américains » – L'Express- 13 mars 1966

[←241]

Alexeï Venediktov : « Poutine a pour ambition de rassembler le monde russe » – p.15- Le Figaro du 6 décembre 2019

[←242]

Мое особое мнение

[←243]

Vincent Jauvert-Le Raspoutine de Poutine- pp.42- 44- Le Nouvel Observateur- Mai 2014

[←244]

Renaud Girard – Occasion unique pour la stratégie française – p.17 – Le Figaro du 18 février 2020

[←245]

Julian Colling – Vladivostok, clé du « pivot » russe vers l'Asie – p.18 – Le Figaro du 3 août 2023

[←246]

Hélène Carrère d'Encausse – La Russie inachevée – p.153 – Fayard – 2000

[←247]

Samuel P. Huntington – Le choc des civilisations- p.42 – Editions Odile Jacob – 1997

[←248]

Le Figaro du 13 novembre 2006

[←249]

Hélène Carrère d'Encausse – La Russie inachevée- pp 58-73-Fayard-2000

[←250]

Alexandre Douguine – Le prophète de l'eurasisme- 349p- Avatar Editions -2006

[←251]

Adolphe de Custine- La Russie en 1839 – 918p – Actes Sud- 2004

[←252]

Le Figaro-p.16- 1^{er} Octobre 2006

[←253]

Pierre de Lauzun – Quel avenir aux Empires ? -Site Geopragma – 9 janvier 2023

[←254]

L'OTSC est une organisation à vocation politico-militaire fondée le 7 octobre 2002 qui regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Russie. Dans les faits, la coalition est largement dominée par la Russie : l'OTSC est une « OTAN » de l'Asie centrale.

[←255]

Patrick Saint-Paul – En Arménie, Djermouk redoute une nouvelle guerre après la perte du Haut-Karabakh- p.8 – Le Figaro du lundi 25 septembre 2023

[←256]

Amiral Raoul Castex- Moscou, Rampart de l'Occident –pp 129-143 – Revue de la Défense Nationale – Février 1955

[←257]

M.R.Branellec – Le Jeu soviétique à Berlin- Revue de Défense Nationale- mai 1954

[←258]

C'est ainsi que nous avons imaginé, d'une façon tout à fait gratuite, dans notre ouvrage pionnier Paris-Berlin-Moscou (2008), avec une perspective futuriste, asiatique et civilisationnelle, en dehors du contexte contemporain actuel, une alliance possible Chine-Japon pour s'attaquer un jour à l'Extrême-Orient russe, la Chine finissant par avaler un jour ou soumettre de nouveau le Japon, tout comme le continent européen finira probablement un jour par avaler l'Angleterre à l'Ouest.

[←259]

Les élites américaines et leurs valets européens auraient donc dû relire l'Amiral Castex, avant d'engager, dès 2014, leur guerre par procuration de l'OTAN en Ukraine

[←260]

Cité par Hélène Carrère d'Encausse – La Russie inachevée- p.36- Fayard -2000

[←261]

The Independent-Londres- 30 avril 2004

[←262]

Zbigniew Brzezinski – Le Grand Echiquier – Fayard- 1997

[←263]

Zbigniew Brzezinski -Le Vrai Choix – p.135- Odile Jacob- Paris- 2004

[←264]

Déclaration de Poutine lors de son interview par le célèbre journaliste américain Oliver stone en 2017, Tribune de *Mediapart* en 2017 et reconnaissance publique officielle par Victoria Nuland.

[←265]

Chantal Allier- Par quelles méthodes l'impérialisme US entend perpétuer son hégémonie sur le monde- Stratpol- 29 septembre 2023

[←266]

Valeurs actuelles- 21/12/2015 – 06/01/2016

[←267]

Frédéric Bozo – Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande – De Yalta à Maastricht – Odile Jacob- 2005

[←268]

Colonel Claude Franc- La France en guerre en 1939 -p.125 – Pourquoi la France a chuté – Revue
ASAF hors-série n°9 -2020

[←269]

Allusion à l'ouvrage « L'étrange défaite » de Marc Bloch pour expliquer la déroute française en 1939

[←270]

Isabelle Lasserre – Entre l'Europe occidentale et les pays de l'Est, une fracture renaissante- p.17-le
Figaro du 8/11/2019

[←271]

Rapporté par le général Beaufre qui faisait partie de la délégation anglo-française dans son ouvrage de souvenirs- Le drame de 1940 – Plon- 1964

[←272]

Déclaration à Lille du général Doumenc, lors d'une conférence au cercle militaire de Roubaix le 16 février 1948 – Journal le Monde – 17 février 1948

[←273]

Natalia Soljenitsyne : « L'Occident n'est plus le compas d'autrefois » – p.17- le Figaro du 22 novembre 2019

[←274]

Renaud Girard – Entre la Chine et l'Europe, la Russie doit choisir – p.19 – Le Figaro du 3 septembre 2019

[←275]

Hubert Védrine -De Gorbatchev à Poutine, nos occasions manquées -Le Figaro -Septembre 2022

[←276]

Bruno Tertrais – Pourquoi l’Ukraine est importante pour la Russie : le facteur démographique – Site
Institut Montaigne – 11/02/2022

[←277]

Laurence Chalard- Déclin démographique en Russie : « Poutine n'a pas d'autre issue que de « gagner » en Ukraine » – Site MSN – Le 24/05/2022

[←278]

Sébastien Abis – Géopolitique du blé – 240 p – Armand Colin- 2023

[←279]

Christian Navis -Guerre contre la Russie, prochain point chaud : le Pôle Nord -Site Riposte Laïque –
6 juin 2023

[←280]

Jacques Guillemin- L'Extrême-Orient est la priorité stratégique du Tsar-Site Riposte Laïque – 16
septembre 2023

[←281]

Alain Barluet – Les nouvelles routes asiatiques de Poutine -p.21- le Figaro du lundi 2 octobre 2023

[←282]

Jean-Pierre Chevènement -Sans la Russie, il manque quelque chose à l'Europe – p.22 – Le Figaro du
9 mars 2014

[←283]

Costanzo Preve -La Quatrième Guerre Mondiale – Editions Astrée- 2013

[←284]

Marc Rousset – La Nouvelle Europe Paris-Berlin-Moscou—538p -Les Editions Godefroy de Bouillon -2009

[←285]

Hervé Juvin – Le Mur de Berlin n'est pas tombé – Editions Pierre Guillaume de Roux – p.11- 2015

[←286]

Hubert Védrine : « Un jour il faudra recourir à la force » -Cité par Jen -Yves Le Gallou sur le site Breizh-Info.Com – 31 août 2023

[←287]

Julien Freud-La décadence- 392 p- Sirey- 1984

[←288]

Laurent Vergniaud- Les leçons du docteur Freund- p.40- Revue Eléments n°204 -octobre- novembre
2023

[←289]

Hubert Védrine- « En Israël, attention à ne pas reproduire les erreurs des Américains après le 11 septembre- Le Figaro du samedi 28 octobre 2023

[←290]

Ortega y Gasset – La révolte des masses- Paris -Stock- 1937

[←291]

Thème de l'ouvrage de Marc Rousset -Les Euro-ricains- 494p – Editions Godefroy de Bouillon-
2001

[←292]

Cioran -La chute dans le temps- p.36 – Gallimard – 1964

[←293]

Cioran- La tentation d'exister- p.30 – Gallimard – 1956

[←294]

Cioran- La tentation d'exister -p.27- Gallimard – 1956

[←295]

Julien Freund – La décadence – Sirey -Paris- 1984

[←296]

Julien Freund -Un inédit de Julien Freund- L'âge de fer de la décadence -p.41- Revue Eléments n°204 -Octobre-Novembre 2023